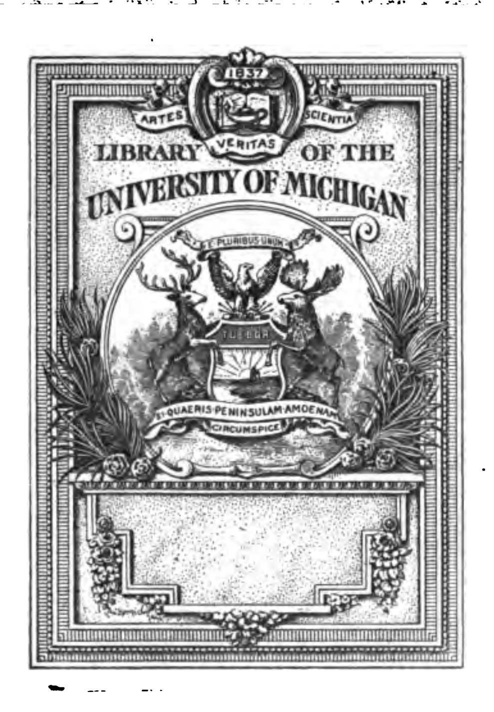

1837
ARTES
VERITAS
SCIENTIA
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
E PLURIBUS UNUM
TUEBOR
SI QUAERIS PENINSULAM AMOENAM
CIRCUMSPICE

M. WITTE

ET

LES FINANCES RUSSES

DU MÊME AUTEUR

La France et la Russie. Paris, 1890. Librairie de la *Nouvelle Revue* . . . . 1 brochure.

La Russie Barbare. Paris, 1890. Librairie de la *Nouvelle Revue* . . . . 1 brochure.

La Guerre ou la Paix. Paris, 1891. Chez l'auteur. 1 brochure.

La Russie contemporaine, études politiques. Paris, 1891. Calmann Lévy . . . . 1 volume.

Nihilisme et Anarchie, études sociales. Paris, 1892. Calmann Lévy. . . . . 1 volume.

Bilan de la gestion financière de M. Wyschnegradski (en russe). Paris, 1892. Chamerot et Renouard. Chez l'Auteur . . . . . . 1 brochure.

SOUS PRESSE

L'Histoire de l'Entente franco-russe, de 1886 à 1894.

M. WITTE

ET LES

FINANCES RUSSES

D'APRÈS DES DOCUMENTS OFFICIELS ET INÉDITS

PAR

É. DE CYON

QUATRIÈME ÉDITION

PARIS

TYPOGRAPHIE CHAMEROT ET RENOUARD

19, RUE DES SAINTS-PÈRES, 19

—

1895

IL A ÉTÉ TIRÉ :

Dix exemplaires sur papier de Hollande, numérotés à la presse (1 à 10).

PRÉFACE

POUR LA QUATRIÈME ÉDITION

La précipitation avec laquelle j'ai décidé de mettre en vente les premières éditions de ce livre ne m'a pas permis de donner au lecteur quelques explications auxquelles il a droit. Je me trouve avoir en ce moment plus de loisirs.

Imprimé dans les mois de novembre et de décembre 1894, le présent ouvrage devait paraître vers le 15 janvier. Je n'ai pas à revenir sur l'objet que je me proposais en le publiant : l'avant-propos est assez explicite à cet égard. Lorsqu'éclata en France la crise présidentielle, je pris aussitôt une décision dont les raisons sont suffisamment indiquées dans la correspondance que j'échangeai avec l'éditeur et l'imprimeur.

« Je m'empresse de vous informer, écrivis-je le 19 janvier par lettre recommandée à M. Ollendorff, que je ne publierai pas — pour le moment du moins — le livre sur la gestion financière de M. Witte. La France traverse une crise politique très grave et je ne tiens pas à augmenter les embarras du nouveau gou-

vernement par une publication dont on pourrait abuser dans un sens facile à prévoir. Je ne doute pas que vous n'approuviez ma décision », etc.

Le 21 janvier, M. Ollendorff me répondit : « J'ai bien reçu votre lettre ; vos raisons pour retarder la mise en vente de votre livre me paraissent très sages et je tiens à vous dire que je partage entièrement votre avis. »

Simultanément m'arriva la réponse de M. Chamerot, prévenu à la même date que l'éditeur : « Sans avoir lu votre livre, j'approuve votre décision, rien que pour les motifs si excellents que vous me donnez... » Suivaient les détails des mesures prises afin de mettre en sûreté les volumes tirés et d'éviter toute indiscrétion...

Rappelons encore les inquiétudes manifestées par le marché de Paris au moment de la démission de M. Casimir-Perier, et on comprendra les motifs pour lesquels je m'étais imposé ce sacrifice.

Par les scribes à ses gages M. Witte s'efforce d'insinuer que mon livre avait des arrière-pensées opposées, tout en sachant très bien la fausseté de la version qu'il cherche à accréditer.

Pendant deux ans et demi j'ai formellement refusé de communiquer à qui que ce fût mon mémoire : « Le Bilan de la gestion financière de M. Wyschnegradski » remis à Alexandre III en septembre 1892. Je faisais une garde si sévère autour des 200 exemplaires de cette brochure qu'aucun ministre russe n'a pu en obtenir un seul, même pour les archives. Au commencement de 1873, lors de la panique provoquée à la Bourse de Paris par les affaires de Panama, je me suis même concerté avec un personnage officiel français

pour mettre à l'abri d'une indiscrétion éventuelle les deux exemplaires de ce mémoire dont M. Chamerot, l'imprimeur, avait, aux termes de la loi, effectué le dépôt au ministère de l'Intérieur. J'ai observé la même consigne sévère pour le mémoire sur les exploits financiers de M. Witte remis en septembre 1893 à Alexandre III et tiré à cent exemplaires.

Quant à l'ouvrage actuel, au moment même où je pris la résolution de le soustraire à la publicité, je décidai qu'il serait distribué à tous les membres du Comité des ministres russes. La gravité des dangers dont la gestion de M. Witte menace la Russie m'imposait le devoir de le faire parvenir en haut lieu et la voie choisie était la seule dont je disposais. Même destinés aux ministres, ces volumes ne pouvaient entrer en Russie que moyennant certaines précautions; c'est pourquoi je les expédiai sous forme de lettres recommandées et par exemplaires isolés.

Les premiers volumes arrivés à destination furent ceux adressés à M. de Bunge, au général Vannowsky, à MM. Pobedonostzef et Mouravieff. M. Witte eut vent de ces envois et, craignant avec raison qu'un exemplaire ne parvînt jusqu'à l'empereur, il imagina la piteuse manœuvre que l'on sait. En me mettant lui-même en demeure de faire paraître mon livre, le ministre croyait impressionner le public et émousser la pointe des accusations si précises dirigées contre son administration. Telle une femme, surprise en flagrant délit d'adultère, remet à son mari la clé du placard où son amant est caché, en le défiant de l'ouvrir. M. Witte a oublié que ce stratagème illustré par l'auteur de *Boubouroche* ne réussit qu'auprès des

maris prédestinés; — neuf fois sur dix il rate et aboutit à la confusion des coupables.

Je m'empressai de relever le gant et adressai, sans désemparer, à M. Witte le télégramme suivant :

Monsieur Witte, ministre des finances, Saint-Pétersbourg.

Devant mise en demeure faite au nom de Votre Excellence par Hoskier dans *Figaro* du 27 février, suis forcé d'ordonner mise en vente de l'ouvrage que déjà, en janvier, avais décidé soustraire à la publicité. Chamerot tient à votre disposition les cinq cents exemplaires que désirez distribuer aux abonnés du *Bulletin Statistique.*

CYON.

Voilà dans toute sa simplicité la véritable histoire de la publication de ce livre, que les reptiliens ordinaires et extraordinaires de M. Witte ont cherché à travestir avec ce dédain de la vérité qui fait la base même du système de leur patron.

M. Witte a été plus mal inspiré encore quand il a lâché contre moi toute la meute des Souvorine, Notowitsch et autres « bandits de la presse et escrocs de la plume », comme Katkof les a autrefois stigmatisés.

Pour recourir à l'aide de gens tarés qui ne peuvent mettre à son service que les injures ordurières dont ils ont coutume de se couvrir mutuellement, il fallait que le ministre des finances eût complètement perdu la tête. Quel secours avait-il à attendre de Souvorine, ce vieux forban qui n'écrit plus que sous lui et ne sort de son état de gâtisme que pour baver, entre deux

hoquets, d'ignobles grossièretés[1], ou de son rival en l'art de faire chanter, de l'abject Notowitsch, ou du panamiste illettré Petrowsky, qui, à force de mentir, de calomnier et de se vendre au plus offrant, espère être pris pour un journaliste, — ou enfin de ce vilain roquet de Pavlovsky-Iakowlew, lequel a, paraît-il, proféré quelques jappements autour de mes bottes qu'il avait vainement pendant tant d'années essayé de lécher?

M. Witte s'imagine-t-il vraiment pouvoir m'atteindre par des attaques parties de si bas? Il ignore donc que depuis bientôt vingt-cinq ans ces mêmes diatribes se reproduisent périodiquement, sans que je daigne les lire et encore moins les relever. Pendant les scandales de Panama j'avais pris toute la bande en flagrant délit de flirtage avec les fonds secrets d'une puissance étrangère, et même alors, malgré les clameurs de ces tristes sires, j'ai dédaigné de les démasquer. La conscience de leur ignominie les pousse irrésistiblement à insulter tout ce qui est au-dessus d'eux; c'est un hommage involontaire que leur abjection rend à la probité, au désintéressement, au dévouement inébranlable à des principes supérieurs. Quant au public, il les connaît trop bien pour leur prêter plus d'importance qu'aux chiens qui éprouvent le besoin périodique d'aboyer contre la lune...

M. Witte a même tort de leur payer ces infamies. La volte-face scandaleuse que Souvorine et Petrovsky opèrent actuellement vers un rapprochement entre la

1. Il s'est même trouvé un journal parisien qui a ramassé ces déjections de Souvorine pour les étaler en première page; elles ne l'ont pas déparée.

Russie et l'Allemagne, les oblige à soutenir l'auteur du traité de commerce russo-allemand et à injurier l'ancien collaborateur de Katkof dans la campagne de 1886-1887.

J'espère que M. Witte aura d'autres arguments à opposer à mes accusations si formelles et étayées sur des documents officiels incontestables. Il fait annoncer la publication prochaine d'une réfutation; j'aime à croire que cette fois il abordera le terrain des faits. J'examinerai ses allégations avec l'attention la plus scrupuleuse et ne les laisserai certes pas sans riposte. Une politesse en appelle une autre. M. Witte ayant distribué cinq cents exemplaires de mon livre aux abonnés du *Bulletin russe de statistique financière*, je lui offrirai à titre gracieux dans le même but cinq cents exemplaires de ma réponse.

Je dois quelques mots d'explication aux amis qui m'ont adressé d'affectueux reproches pour la nouvelle campagne que je viens d'entreprendre... Me sachant dégagé de tout intérêt personnel, préoccupés à bon droit des dangers que présente pour moi cette campagne — surtout dans mon précaire état de santé, — ils manifestent, non sans quelque apparence de raison, une pénible surprise en me voyant consumer mes dernières forces dans des luttes qui ne peuvent me rapporter que de redoutable inimitiés, des persécutions et des déboires. C'est folie, leur semble-t-il, que de partir en guerre contre un ministre tout-puissant, disposant de toute la presse vénale de l'Europe et appuyé dans toutes les capitales par la haute banque cosmopolite.

J'emprunterai ma réponse à Katkof :

On dit que la liberté politique fait défaut à la Russie; on dit que les sujets russes, bien que jouissant de la liberté civile, n'ont pas de droits politiques. Les sujets russes ont quelque chose de plus que des droits politiques : ils ont des devoirs politiques. Chaque Russe est tenu de défendre les droits de l'autorité suprême et de soigner les intérêts de l'État. Ce n'est pas seulement un droit pour chaque Russe de participer à la vie nationale et d'en prendre à cœur les intérêts : son devoir de fidèle sujet le lui ordonne...
Pour lui, l'accomplissement consciencieux de ce devoir cesse d'être un accident et devient une vocation. Il doit être prêt non seulement à résister au mal quand il se présente mais à le dépister en quelque endroit qu'il gîte et de quelque masque qu'il se couvre... Son devoir est de rechercher la vérité en tout et de la révéler sans se troubler devant quoi que ce soit, sans faire acception de personne, sans composer avec sa conscience, sans se laisser ébranler soit par les flatteries, soit par les menaces.

Cela était dit en décembre 1886, pendant la célèbre campagne de la *Gazette de Moscou* contre M. de Giers, pour la rupture du Dreikaiserbund et le rapprochement franco-russe.

Au cours de sa fameuse polémique contre le tout-puissant Walouief, Katkof écrivait :

Malgré tout le respect qui est dû aux personnages gouvernementaux, nous ne pouvons pas nous considérer comme leurs fidèles sujets, et nous ne sommes pas tenus de nous conformer aux vues et intérêts personnels de tel ou tel d'entre eux. Au-dessus des agents du gouvernement s'élève l'autorité suprême à qui tous doivent une égale obéissance : c'est en elle que réside l'essence du gouvernement, c'est à elle que notre serment nous lie, ses intérêts sont les intérêts de tout le peuple.

Qui a été plus injurié, plus calomnié que Katkof par les mêmes reptiliens qui, pour quelques roubles tombés de la poche de M. Witte, m'injurient à présent? « Que de tempêtes, a dit devant son cercueil le vénérable métropolitain Joanniki, subissait son âme aimante jusqu'au moment où apparaissait clair pour tous ce qu'il avait vu avant tout le monde! Que de chagrins, de calomnies, de diffamations lui attirait son dévouement au service de la vérité clairement et vivement sentie par lui, jusqu'à ce que sa parole, puissante seulement par la force intérieure, eût pénétré dans la conscience et la conviction des millions d'hommes qui la lisaient! »

Bien des fois, luttant aux côtés de Katkof, j'ai eu le grand honneur de recevoir ma part des coups qu'on lui portait. Je me bornerai à rappeler nos communes campagnes contre les statuts universitaires de 1863, contre les doctrines funestes par lesquelles la presse pétersbourgeoise démoralisait la jeunesse de nos écoles et la jetait dans les bras des révolutionnaires; enfin et surtout notre mémorable lutte de 1886-1887 en faveur de l'alliance franco-russe. Eh bien, dans ces diverses campagnes la victoire nous est restée.

En février 1887, Katkof, comme s'il avait dès lors le pressentiment de sa fin prochaine, me fit l'insigne honneur de me désigner pour son successeur[1]. Il savait pourtant que je ne possédais pas la grande autorité qu'il s'était acquise par tant d'éminents services rendus à la patrie. Si j'ai refusé les avantages de cette succession, j'en ai assumé les charges et surtout les labeurs. Mes écrits tels que les *Principes de l'autocratie*, le *Nihilisme et l'Anarchie*, la *Russie et la France*, ma

campagne contre M. Wyschnegradski et enfin ce livre sont là pour le prouver.

Voilà, mes amis, tout le secret de la lutte que j'ai entreprise contre M. Witte, ce nihiliste-ministre.

E. DE CYON.

15 mars 1895.

1. Je raconte cet épisode dans mon *Histoire de l'entente franco-russe* sur le point de paraître.

AVANT-PROPOS

L'accroissement continuel de la dette publique indique-t-il la prospérité grandissante des finances nationales? La valeur des fonds d'un État est-elle déterminée uniquement par le jeu et la spéculation à la Bourse et non par sa puissance financière et sa richesse? Le gaspillage des deniers de l'État et la dilapidation de la fortune publique au profit d'intérêts privés constituent-ils véritablement un moyen d'enrichir le Trésor? Suffit-il de déguiser des déficits budgétaires par un habile jeu d'écritures pour les faire disparaître et même pour les transformer en excédents et remplir les caisses de l'État? La sagesse financière consiste-t-elle à multiplier les exigences du fisc au fur et à mesure que diminuent les forces imposables d'un pays? La prospérité du Trésor est-elle en raison directe ou inverse de la misère des contribuables? Est-il prudent d'emprunter des centaines de millions à un taux onéreux quand on prétend posséder des milliards qui restent improductifs dans les caves de la Trésorerie? Les fonds d'État émis clandestinement

et en quantité dépassant les chiffres légalement fixés ont-ils une valeur légale? Le travail de la planche à assignats, poursuivi sans interruption et sans contrôle, est-il réellement une source inépuisable de richesses pour une nation? Est-ce un procédé recommandable et digne que d'exploiter les sentiments amicaux d'un peuple pour lui soustraire ses économies péniblement amassées? Est-ce le fait d'un ministre soucieux de ses devoirs que de livrer les finances de sa patrie à des écumeurs de bourse internationaux? Est-ce une politique nationale, celle qui fait litière des intérêts économiques de l'État afin de protéger le commerce et l'industrie d'une puissance voisine? Dans un pays exclusivement agricole, où les propriétaires fonciers se trouvent acculés à la ruine, sied-il à un ministre de les pousser vers l'abîme en vue de favoriser l'agriculture d'un pays concurrent? Dans un gouvernement monarchique, le ministre qui pousse le pays vers une catastrophe révolutionnaire prouve-t-il ainsi son loyalisme envers son souverain? Faire de l'État l'unique banquier, l'unique exportateur, l'unique maître de l'industrie et du commerce en étouffant toute manifestation de l'activité individuelle, est-ce travailler à la prospérité d'une nation? Le socialisme d'État le plus outré et le communisme le plus révolutionnaire sont-ils compatibles avec une organisation autocratique? Le mensonge et la vantardise sont-ils les meilleurs instruments de gouvernement?

Si la réponse à toutes ces questions est affirmative, M. Witte, le ministre actuel de Russie, est le plus grand génie financier qui ait jamais géré la fortune d'un pays, et ce livre, qu'après de longues hésitations, nous nous sommes décidé à publier, servira de première pierre au monument que l'humanité devra lui élever.

Telle n'est pas notre intention en publiant cet examen sincère de la gestion de M. Witte. L'incertitude, quant au jugement à porter sur cette politique économique, n'était pour rien dans nos hésitations. On reconnaît certains oiseaux à leurs premières tentatives de vol; il en est de même pour les ministres des finances. Dès le mois de novembre 1892, après les premiers actes de M. Witte, on pouvait être fixé[1] sur ce que serait son administration. Si nous avons longtemps hésité à publier ce livre, c'est pour de tout autres motifs.

Dans les pays où la gestion financière est soumise au contrôle d'un parlement, la critique des actes d'un ministre des finances compte parmi les manifestations les plus habituelles de la vie publique. Qu'en France un économiste, comme par exemple M. Paul Leroy-Beaulieu, avec sa haute compétence, attire l'attention du public sur certains gaspillages, sur certains agissements dangereux des ministres, auxquels la fortune publique est confiée, rien ne paraît plus naturel et plus légitime. Les adversaires mêmes de l'éminent économiste s'appliquent à pro-

1. Voir la *Nouvelle Revue* du 15 décembre 1892.

fiter de ses observations. On en peut dire autant des attaques dirigées contre le budget dans l'enceinte parlementaire, lors même que, comme il arrive souvent, elles procèdent surtout d'un parti pris d'opposition.

Même dans les pays comme l'Italie où sévit une crise économique redoutable, qui chercherait noise à un ancien ministre des finances comme Colombo, à un ancien président du conseil comme di Rudini, quand ils dévoilent dans des discours publics l'état presque désespéré des finances nationales? On écoute avec bienveillance un ministre qui, comme Sonnino, a dès son entrée en fonctions le courage de tracer un tableau véridique des difficultés presque insurmontables avec lesquelles son pays est aux prises; les vrais patriotes lui savent gré de sa franchise, comprenant qu'il faut avant tout, pour éviter un danger, le découvrir, pour guérir un mal, le reconnaître. Aucun d'eux ne se laisserait un instant influencer par cette considération que l'Italie ayant besoin d'inspirer confiance aux capitaux étrangers, il est imprudent, et peut-être antipatriotique, d'ébranler son crédit par la brutale révélation de la vérité. Ils savent très bien que ce qui ruine les finances et tue le crédit, ce sont les expédients dangereux employés pour déguiser l'état des choses, c'est la fausse sécurité dans laquelle, pour des raisons de parti ou même d'autres motifs moins avouables, des ministres, criminellement optimistes, s'appliquent à endormir leurs concitoyens. La vérité alors

n'éclate qu'au moment de la catastrophe soudaine; le mal est irrémédiable.

Tout autre est la situation dans un État autocratique, tel que la Russie. Là, aucune critique ouverte n'est admise sur la gestion financière. La surveillance des actes du ministre est exercée officiellement par le département de l'Économie dans le Conseil de l'Empire, par le contrôle de l'Empire, par le comité supérieur des finances; c'est-à-dire, qu'un ministre est surveillé par de hauts fonctionnaires dans le silence mystérieux d'assemblées qui ne laissent rien transpirer de leurs délibérations. Ce système, quoi qu'on en pense, n'est pas sans offrir certains avantages; défenseur convaincu de l'autocratie, je me garderai bien de le nier. Un exemple suffira pour en indiquer le principal mérite. L'Italie qui se débat contre un déficit de 20 à 50 millions de francs, dont le change à certain moment a subi une perte de 10-12 p. 100 et qui traverse une crise économique intense, a vu ses fonds 5 p. 100 tomber au-dessous de 80 francs; le Trésor italien, par une mesure fiscale qui équivaut à une faillite partielle, a dû réduire de 20 p. 100 l'intérêt de sa dette [1]. Dans la Russie autocratique le déficit atteint depuis plusieurs années près d'un milliard de francs, le quart et même le tiers du budget [2]; le rouble crédit perd au change de 30 p. 100 à 40 p. 100; la dette pu-

1. La comparaison avec l'Espagne serait encore plus saisissante.

2. Voir chap. III.

blique dépasse 17 milliards, chiffre effroyable pour un pays pauvre, où, selon l'expression aussi pittoresque que juste du *Messager de l'Europe*, 90 p. 100 de la population portent des haillons et ne mangent pas à leur faim; les arriérés des divers débiteurs de l'État s'élèvent à 4 milliards de roubles; la situation économique est désastreuse, l'agriculture, la ressource principale, pour ne pas dire unique du pays, est à l'agonie; il y a deux ans à peine, le gouvernement a été obligé de nourrir 20 millions de paysans mourant littéralement de faim; l'industrie, encore dans les langes, s'étiole et meurt[1]; le Trésor, pour faire face à ses engagements, est condamné à emprunter sans cesse; depuis l'échec de l'emprunt 3 p. 100 1891, il a même été forcé de recourir à des émissions déguisées et clandestines. Eh bien! malgré tout cela, les fonds russes se capitalisent à 4 p. 100, et au moment même où nous écrivons ces lignes, un emprunt 3 et demi p. 100 vient d'être couvert, — d'une manière fictive, nous le reconnaissons, — mais couvert tout de même plus de 40 fois!

Comment expliquer cette supériorité? Une seule explication est possible: c'est que dans un pays constitutionnel l'opposition est à même de révéler à l'opinion publique par la voie du parlement, de la presse et des meetings la vérité sur la situation du Trésor; tandis que sous un régime absolu la vérité ne peut pas se faire jour et, et avec un peu d'habileté

1. Voir le chap. III et autres.

dans le maniement de la presse, — habileté à la portée de quiconque dispose des ressources budgétaires, — il est aisé d'abuser l'opinion publique pendant de longues années. Quand la crise que traverse le Trésor est momentanée, quand la gestion des finances se trouve dans des mains probes, cette particularité du gouvernement autocratique constitue un avantage incontestable. Mais est-il besoin d'insister sur les dangers qu'implique ce système dans le cas contraire? Un ministre sans scrupule peut, fort de l'absence de toute publicité et de tout contrôle, désorganiser complètement et irrémédiablement les finances du pays et l'acculer à une catastrophe inévitable, avant même qu'on s'en aperçoive. Calonne l'a prouvé en France; M. Witte qui, le génie financier en moins, ressemble trait pour trait à ce modèle sinistre[1], est en train de le démontrer en Russie. Par une coïncidence fatale, le désastre vers lequel il entraîne son pays avec une précision mathématique aura pour la France des conséquences presque aussi funestes que les trois années de la gestion de Calonne. Ce sera là un résultat bien inattendu de l'amitié franco-russe...

Suffisantes avec un ministre honnête et sage, les institutions de contrôle qui existent en Russie se sont trouvées tout à fait impuissantes avec M. Witte. Le Conseil de l'Empire presque tout entier lui fait depuis son avènement une guerre

1. Voir le chapitre VII, p. 171 et suivantes.

acharnée; jamais, depuis qu'il existe, ce grand corps de l'État n'avait assisté à des discussions aussi passionnées et à des scènes aussi violentes. Plusieurs prirent ce caractère orageux qui semble appartenir exclusivement aux débats parlementaires. Ainsi, lorsque vint en délibération la loi sur l'impôt locatif, les généraux Vannowsky, Roop et le prince Imeretinsky d'une part et M. Witte de l'autre échangèrent des récriminations d'une tournure personnelle si accentuée que, pour pouvoir continuer la discussion, le ministre des finances dut présenter de très humbles excuses. M. Pobiedonostzef soumit à une critique si acerbe le projet primitif de M. Witte sur l'inspection des fabriques que ce dernier se vit forcé de le retirer précipitamment. Il en était de même pendant la discussion du monopole de l'alcool, quand le vénérable M. Grote avec sa haute compétence a démontré les dangers de l'aventure de M. Witte. Jamais peut-être le Conseil de l'Empire n'avait assisté à une exécution aussi magistrale que celle qui fut faite par le comte Ignatief du traité de commerce russo-allemand, œuvre personnelle de M. Witte. Rappelons encore les controverses passionnées qui surgirent à propos de la possession communale du sol: dans une magnifique étude de cette institution, le comte Woronzoff-Daschkof, ministre de la Cour, prouva qu'elle était la vraie cause de la ruine du paysan russe, tandis que, là encore, M. Witte s'était montré, comme dans le projet sur l'inspection des fabriques, l'ardent

adepte des principes socialistes les plus outrés.

Eh bien! tous ces débats, toutes ces luttes sont restés presque aussi ignorés du grand public que stériles dans le fond : fort de l'appui du souverain pour des raisons sur lesquelles nous reviendrons bientôt, M. Witte en fin de compte a triomphé de ses adversaires. Il ne rencontre que de l'opposition chez ses collègues du Comité des ministres, qui presque tous, pour des causes d'un caractère privé et relevant de l'ordre moral, évitent même les relations de société avec le gérant du ministère des finances. Quant au Comité supérieur des finances chargé d'examiner les opérations de crédit de ce département, son président M. de Bunge, l'ancien ministre des finances et depuis 1887 le président du Comité des ministres, en est sorti avec éclat, après avoir exposé à l'Empereur dans un mémoire *ad hoc* les motifs qui l'empêchaient d'accepter la responsabilité des agissements de M. Witte. Un autre ancien ministre des finances et président du département de l'Économie au conseil de l'Empire, M. Abaza, est tombé en disgrâce par suite des basses dénonciations de M. Witte et a même quitté la Russie. Les deux ou trois membres restants n'ont ni la compétence ni l'autorité nécessaires pour combattre efficacement des mesures, dont ils ne méconnaissent pas, d'ailleurs, la funeste portée. La Banque d'État, cette clé de voûte du système financier russe depuis Cancrine, M. Witte en a obtenu la réorganisation afin de la transformer en une usine à assignats, destinée

à entreprendre sur une grande échelle des expériences de socialisme d'État; aussi a-t-il aboli la commission de Contrôle établie en 1819 qui se composait du président du Conseil de l'Empire, du contrôleur de l'Empire et de douze délégués élus par la noblesse et le haut commerce.

Par des mesures d'un arbitraire odieux, il est parvenu à terroriser toutes les banques privées et tout le haut commerce; et après s'être ainsi affranchi de tout contrôle, après avoir annihilé toute opposition, — le presse a été partie muselée, partie apprivoisée, — M. Witte est resté le maître absolu des finances russes, qu'il a livrées sans vergogne à un syndicat de spéculateurs allemands dont M. Rothstein est le chef reconnu. Pendant qu'un autre Berlinois, le journaliste Gravenhoff[1], est chargé par M. Witte d'organiser en Europe une véritable armée de reptiliens, qui chante la gloire de ce réorganisateur des finances russes, M. Rothstein invente périodiquement de nouvelles combinaisons financières ruineuses pour le Trésor et constituant toutes de véritables attentats contre l'épargne française. En laissant de côté l'enrichissement des intermédiaires (*sic*) qui prélèvent la moitié sur

1. Le rôle de M. Gravenhoff à Pétersbourg est aussi mystérieux que multiple. Dans la *Nouvelle Revue* du 1er février 1893, j'ai sommé M. Petrowsky — le directeur de la *Gazette de Moscou* accusé de panamisme — de dévoiler l'incognito de son correspondant diplomatique à Paris qui signait Ebrard. Depuis, j'ai appris d'une source autorisée que sous ce pseudonyme se cachait la personnalité de M. Gravenhoff et que les prétendues correspondances parisiennes étaient fabriquées à Pétersbourg!

les bénéfices des syndicats chargés d'exécuter les plans de MM. Witte-Rothstein[1], l'effet principal de ces opérations est de *faire passer les milliards de l'or français en Allemagne*. Car c'est là qu'apparaît tout l'odieux de ces entreprises contre l'épargne française : quand le petit capitaliste français, curé, officier ou employé, sur les invitations alléchantes de la haute banque, vide son bas de laine[2] pour souscrire aux emprunts russes, il s'imagine venir en aide au Trésor d'un pays ami, — alors qu'en réalité l'or français est destiné presque exclusivement à l'Allemagne.

La Russie n'en reçoit que des miettes! De sept à huit milliards que la France a prêtés censément à la Russie, à peine cinq ou six cents millions sont entrés dans les caisses du Trésor russe. Tout le reste est allé à Berlin, sauf une petite partie qui a pris le chemin de la Hollande ou de l'Angleterre. En effet, en dehors du 3 p. 100 1891 et du 3 1/2 p. 100 1894 émis au grand jour comme emprunts sur le marché français, toutes les autres opérations du gouvernement russe, tant ouvertes que clandestines, qui ont été *imaginées par M. Rothstein et exécutées par M. Witte et son prédécesseur n'étaient qu'en apparence des conversions ou des rachats de chemins de fer : en réalité elles consistaient à racheter aux Allemands et aux Hollandais, dans des con-*

1. M. Wyschnegradski était moins exigeant.
2. Ce n'est un secret pour personne que les fonds russes en France ont été depuis longtemps expulsés des gros portefeuilles et ne trouvent plus asile aujourd'hui que dans les petits et les moyens — les mêmes qui détenaient les valeurs du Panama.

ditions excessivement avantageuses pour eux, et désastreuses pour le Trésor russe, diverses valeurs d'État et même privées[1]. Et encore les deux emprunts avoués de 1891 et de 1894 sont passés pour la plus grande partie à Berlin et à Londres. En effet, le reliquat du 3 p. 100 1891, s'élevant à 200 millions de francs, a été donné à un syndicat de Berlin en échange des roubles crédit achetés par M. Witte (p. 215). Quant à l'emploi de la majeure partie du dernier emprunt 3 1/2 p. 100, nous sommes renseignés à cet égard par le second oukase qui a accompagné celui de l'émission. M. Witte y annonce le remboursement des obligations 5 p. 100 de chemins de fer et indique l'endroit de paiement :

	Capital à rembourser.	Lieu de remboursement
Poti-Tiflis.	£ 1 608 146	Londres
Riga-Mittau. . . .	177 008	»
Orel-Witebsk . . .	4 315 300	»
Varsovie-Terespol .	748 000	»
Losowa-Sébastopol.	1 085 936	»
Riga-Dwinsk I, II. .	370 140	»
Tambow-Koslof . .	308 100	»
Riajsk-Morschansk.	Marks 14 644 200	Berlin
Ch. de fer Baltique.	14 088 000	»
Brest-Graiewo . . .	8 687 400	»
» » . . .	Florin 4 794 000	Amsterdam.
Ch. de fer Donetz.	Roubles or 1 290 000	Pétersbourg.

Ainsi donc sur les 400 millions de francs que le dernier emprunt a arrachés à l'épargne française[2],

1. Voir au chap. IV la conversion (*sic*) des titres de la Banque centrale en 3 p. 100 1894 et celle des actions de jouissance de M. Poliakof en 4 p. 100 consolidé, émission 1894.

2. Les titres n'ont été réellement souscrits qu'en France (voir ch. IV p. 100).

plus de 270 millions ont été versés à Londres, Berlin et Amsterdam. Et les 130 millions restants ? Ceux-là étaient destinés à rembourser au Trésor russe les sommes envoyées par M. Witte à Berlin et à Londres à la veille de l'émission afin de rendre l'or abondant sur ces deux places et d'y permettre aux boursiers de souscrire fictivement au nouvel emprunt, et d'empocher la prime assez maigre d'ailleurs.

Naturellement la presse française, aussi bien que le syndicat émetteur, a passé sous silence ce nouvel oukase. Il fallait empêcher le pauvre souscripteur français de faire cette réflexion judicieuse mais mélancolique : si les grands banquiers de Londres, d'Amsterdam et de Berlin ont réellement assez de confiance dans le crédit russe pour l'estimer à 3 1/2 p. 100, pourquoi ne proposent-ils pas à leurs compatriotes, porteurs des obligations 5 p. 100 sus-désignées, de les échanger contre les titres du nouvel emprunt au lieu d'extorquer encore au capitaliste français des centaines de millions de francs pour les leur racheter? Le gogo le plus convaincu aurait trouvé la solution de cette cruelle énigme. La note du *Jewish Chronicle* qui explique les étranges dessous de cet emprunt vraiment « unique dans son genre dans les annales financières », comme le proclame M. Witte dans le *Messager du Gouvernement*, a également échappé à l'attention de la presse française (Voir p. 26).

Quels que soient les motifs du silence obstiné

que les journaux français gardent sur les dangers que court l'épargne française par suite des agissements de M. Witte, ce silence est des plus regrettables. Inspiré dans la plupart des cas par la crainte très louable de troubler les sympathies franco-russes, il va à l'encontre du but : le plus grand danger qui menace les relations amicales établies avec tant de peine entre les deux pays provient précisément de la déplorable politique financière que nous combattons. *Jusqu'à présent elle a eu pour effet, d'une part de transporter en Allemagne 7 à 8 milliards de l'épargne française, soit une fois et demie la somme réclamée à la France après la désastreuse guerre de* 1870, *d'autre part de transformer la Russie en un Hinterland de l'empire germanique*[1]. Dans l'avenir, les résultats à prévoir sont : pour la Russie un cataclysme politique, dont le prochain bouleversement financier et économique ne doit être, dans la pensée de M. Witte et de ses acolytes, que la préface nécessaire; pour la France, la perte de nombreux milliards. La presse française qui, sans se dissimuler le péril, affecte néanmoins, par un sentiment patriotique, d'en détourner les yeux, sert-elle réellement la cause de l'entente franco-russe en s'abstenant de signaler au public la honteuse exploitation dont les ennemis de la France se préparent à la rendre victime? Ne comprend-elle pas que la question dépasse de beaucoup les tripotages personnels du

1. Voir chap. II.

syndicat Witte-Rothstein, qu'il s'agit de savoir, si on laissera ce syndicat véreux soutenu par la haute banque allemande, creuser pour un siècle un abîme infranchissable entre la France et la Russie? L'épargne française perdant plusieurs milliards dans les fonds russes, l'opinion publique toujours simpliste n'accusera-t-elle pas de ce désastre le peuple russe lui-même et l'entente entre les deux nations, objet de ses rêves actuels? Quand la catastrophe arrivera, la presse française ne pourra même pas reprocher à M. Witte de l'avoir prise en traître. Jamais en effet le ministre des finances russes n'a fait mystère de son antipathie pour le peuple français, non plus que de son hostilité contre l'entente franco-russe et même de son mépris pour la presse française (p. 29). Nous citons dans le chapitre II plusieurs entretiens au cours desquels, par vantardise autant que par ce besoin de parler de ses crimes qui distingue l'*uomo delinquente*, M. Witte étale avec cynisme tous ces sentiments et se représente comme ayant rétabli l'alliance des trois empereurs (p. 37).

Seul le quai d'Orsay, où, en fait de renseignements sur la Russie, on se contente des maigres et insuffisantes informations venues de l'ambassade française à Pétersbourg ou d'agents interlopes mangeant à tous les râteliers, persiste à ignorer ces aveux de M. Witte et à fermer les yeux sur les dangers de la situation. Le gouvernement qui, le *lendemain même* de la ratification du traité de commerce russo-allemand, avait décerné à M. Witte la

grand'croix de la Légion d'honneur en récompense du coup presque mortel porté de la sorte à l'entente franco-russe, l'a tout dernièrement encore sauvé d'une chute fatale. Tout le régime d'exploitation de l'épargne française dont M. Rothstein est le créateur et M. Witte un des principaux bénéficiaires, repose sur le maintien artificiel du cours du rouble à Berlin et des cours des fonds russes principalement à la Bourse de Paris[1]. Essentiellement éphémère comme tout ce qui a le mensonge pour base, cet ingénieux système est toujours à la merci de quelque événement imprévu. Peu s'en fallut que la mort d'Alexandre III ne le bousculât de fond en comble. Nous racontons au chapitre IV, p. 99, de quelle scandaleuse façon M. Witte, dans sa joie de voir bientôt disparaître le tsar ami de la France, fit, dès le 13 septembre, à la *Nouvelle Presse Libre* des révélations cyniques sur la grave maladie de son maître. En réalité, totalement étranger à la science financière, il ne prévoyait pas de quel effondrement l'issue fatale

1. Tout le monde à la Bourse connaît les coulissiers d'origine allemande qui soutiennent les hauts cours des valeurs russes pour le compte du syndicat déjà désigné. La légende qui attribue à des manœuvres berlinoises la baisse des fonds russes est archifausse, comme la plupart des légendes. Les Allemands qui avaient encore un restant de fonds d'État russes à écouler en France, et tenaient surtout à faire racheter leurs actions et obligations des chemins de fer russes à l'aide de l'or français, étaient au contraire directement intéressés à maintenir très haut les cours de ces valeurs. La faute commise en 1887-1888 par la politique violente du prince de Bismarck a coûté trop cher aux capitalistes allemands pour qu'ils ne profitent pas de la leçon.

de cette maladie le menaçait lui et son système. Le fait est que les conséquences de la mort du tsar causaient de justes préoccupations aux porteurs français de rentes russes; cette émotion si naturelle et si patriotique se traduisit par une légère baisse de ces fonds. Cela ne faisait pas le compte des spéculateurs allemands qui se préparaient ouvertement et avec raison à saluer la disparition d'Alexandre III par une hausse formidable. C'est alors que, sur les pressantes instances de M. de Montebello, le gouvernement français vint à leur aide : la veille de la mort du tsar, le conseil des ministres délibéra sur les moyens d'enrayer la baisse des fonds russes; on se décida à faire intervenir des banquiers tout-puissants; des notes comminatoires à l'adresse des vendeurs français furent publiées dans les journaux; des commissaires de police apparurent à la petite bourse du soir. Tant d'efforts ne restèrent pas infructueux : selon le vœu des banquiers berlinois, la Bourse de Paris elle-même accueillit par une hausse la nouvelle de la mort du souverain, qui en 1887 avait préservé la France d'une attaque de la Triple Alliance! Chose triste à dire, si la plupart des journaux protestèrent contre l'immixtion déplacée du gouvernement dans les affaires de la Bourse, il ne s'en trouva qu'un seul, l'*Intrànsigeant*, pour signaler l'inconvenance de cette hausse.

Le ministère français faisant l'office de terre-neuve au profit d'un ministre qui se vantait d'avoir

détruit l'entente franco-russe et rétabli, au moins sur le terrain économique, le Dreikaiserbund, c'était déjà un spectacle étrange; mais ce qui en relevait encore la saveur, c'est que pour sauver M. Witte on avait eu recours à l'intermédiaire de l'honorable M. Léon Say. C'est, en effet, grâce à cet apôtre par excellence des vieilles doctrines économiques que le portefeuille des finances fut conservé au ministre qui, pour précipiter la Russie dans des aventures révolutionnaires, la soumet au régime du socialisme d'État et du communisme à outrance!

Sans l'appui que lui prêta le gouvernement français, le syndicat Witte-Rothstein serait maintenant par terre; sa chute aurait eu pour première conséquence de conserver à l'épargne française les 400 millions versés dernièrement à Londres et à Berlin; pour l'avenir, c'était peut-être le salut...

Croit-on que M. Witte se soit, du moins, montré reconnaissant envers le ministère français? Ce serait bien mal connaître l'indépendance de cœur qui s'unit chez ce personnage à une invincible aversion pour la France : dès qu'il eut retrouvé la voix, — le nœud coulant qui menaçait de l'étrangler s'étant un peu relâché, — il s'est empressé de déblatérer de nouveau contre ce pays et d'opposer aux mauvais sentiments des Français (*sic*) pour la Russie la haute générosité de l'empereur Guillaume[1]!

1. Voir la note parue dans son organe; la *Gazette du Commerce et de l'Industrie*, que nous citons au chap. II, p. 38.

Il ne siérait guère aux gouvernants français de plaider l'ignorance de la véritable situation; c'est là une bien piètre excuse pour des hommes auxquels incombent la double responsabilité de la fortune publique et de la sécurité extérieure d'un grand pays. A défaut de l'ambassade française à Pétersbourg, le ministre avait d'autres sources de renseignements; avant tout, il pouvait consulter à Paris les représentants de la haute banque et des grandes institutions de crédit, qui se trouvent en rapports constants avec le département des finances et en dépendent même un peu. Ceux-là n'ignorent ni la situation économique déplorable du pays, ni les embarras du Trésor russe, et les agissements anti-français de son gérant. Si les besoins de leur industrie et l'inéluctable nécessité de distribuer des dividendes à leurs actionnaires les condamnent à une cécité intermittente chaque fois que les tentateurs d'outre-Rhin viennent leur proposer quelque nouvelle affaire russe (*sic*) d'une moralité douteuse, mais d'un rapport momentanément assuré, — leur patriotisme et, au besoin, leur dépendance du gouvernement ne leur auraient pas permis de lui cacher la vérité.

Reste, il est vrai, toujours la crainte de troubler les bonnes relations avec la Russie : ce sentiment, qui enchaîne la plume des journalistes, forcerait les ministres français à fermer les yeux sur la honteuse exploitation de la crédulité publique et sur les catastrophes dont l'épargne française est menacée. Ce sont là de bien mauvaises défaites. Le

plus grave danger pour l'amitié franco-russe vient justement, comme nous l'avons dit, de M. Witte et de ses agissements. Il s'en vante assez haut pour que le doute ne soit pas possible même aux sourds les plus obstinés. Quel abîme un krach des fonds russes ne creuserait-il pas entre les deux pays! Des milliards de l'épargne française mis en danger par les folies de M. Witte feraient d'autant plus sûrement évanouir tout espoir d'une alliance franco-russe que c'est en vue d'une telle alliance que l'or français a si allégrement répondu à l'appel de la Russie!

Nous avons nommé plus haut les chefs militaires et les hommes d'État russes qui, au Conseil de l'Empire et au Comité des ministres, font une guerre acharnée aux projets aventureux de M. Witte. Certes, le patriotisme russe est le premier, le principal mobile des Vannowsky, des Pobiedonostzef, des Ignatief; mais le fait seul, que ces personnages sont les plus chaleureux protagonistes de l'entente avec la France dans les conseils du tsar, ne devrait-il pas suffire pour éclairer les ministres français sur le véritable état des choses? Tous les vrais amis de la France en Russie — et il n'est pas un patriote qui ne le soit — frémissent d'indignation, en voyant de quelle manière odieuse un ministre qui se dit Russe exploite les plus nobles sentiments du peuple français au profit d'une spéculation éhontée. Une alliance véritable entre les deux pays n'est possible que sur le pied d'une parfaite égalité. Avec sa puis-

sante armée, sa glorieuse marine et ses grandes richesses, la France n'a nul besoin d'acheter à prix d'or l'amitié d'une autre nation. Il n'y a qu'un aventurier ignare comme M. Witte qui puisse nourrir une conception si étrange de la dignité de deux grands peuples : la France vassale obligée de payer un tribut annuel de plusieurs centaines de millions à la Russie, sans compter les *extras* pour tout sourire, toute amabilité même banale d'un personnage officiel russe...

J'ai quelque compétence pour parler du caractère que devraient revêtir les relations économiques entre la Russie et la France. C'est sur mon initiative et grâce à mes efforts personnels que ces rapports se sont établis. Quand, en mai 1886, Katkof engagea de concert avec moi la campagne qui décida Alexandre III à sortir du Dreikaiserbund, à opposer son puissant veto aux projets agressifs de l'Allemagne contre la France et à créer entre les deux peuples ce courant de sympathies, d'où sont sortis Cronstadt et Toulon, nous ne songions nullement aux avantages financiers que la Russie pouvait retirer de cette entente.

Ce n'est qu'en octobre de la même année, après que le tsar eut commencé à manifester d'une façon non équivoque sa volonté de rompre la chaîne qui liait la Russie à la politique des Hohenzollern, ce n'est qu'alors que nous apparut la nécessité d'affranchir également la Russie de la dépendance économique de Berlin. Ce n'est pas sans quelque serrement de cœur, qu'au mois de mai je me portai

garant envers Katkof que le jour où la France apprendrait la nouvelle orientation de la politique russe, elle répondrait avec enthousiasme à notre appel et nous aiderait à accomplir notre œuvre. J'étais loin d'ignorer les dispositions peu favorables qui régnaient dans les hautes sphères françaises. Mais la France était alors entourée de dangers si redoutables, la trahison de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie envers la Russie leur alliée était si flagrante qu'il fallait fermer les yeux et passer outre aux obstacles qui barraient notre chemin, aussi bien qu'aux hésitations qu'éveillaient en nous l'aveuglement des uns et la lâcheté des autres.

Il en était de même pour la campagne financière à entreprendre. Voici comment la France fut appelée à apporter à la Russie le puissant appui de son épargne ; je me contente de reproduire textuellement un passage de mon mémoire confidentiel à Alexandre III, Bilan de la gestion financière de M. Wyschnegradski (v. p. XXVIII) :

« Le revirement dans la politique extérieure de la Russie, inauguré à la fin de 1886 par le refus du tsar de renouveler la triple alliance, avait provoqué en France, dans le pays de l'Europe le plus riche en capitaux, une reconnaissance sans bornes envers le tsar et de profondes sympathies pour le peuple russe.

« Connaissant bien les dispositions des cercles financiers et politiques de la France ainsi que l'esprit des masses laborieuses, j'avais compris dès

1886 que le moment était venu de gagner à la Russie les capitaux français. Au mois d'octobre de cette même année, dans une audience particulière que M. de Bunge voulut bien m'accorder sur la demande du comte Delianof, je proposai à M. le ministre des finances de se servir de mon influence dans la presse française et de mes relations dans le monde financier, pour affranchir le crédit russe du joug des banquiers berlinois et procurer à nos fonds le solide et riche marché de Paris.

« J'offrais de gagner à cette entreprise toute la haute banque parisienne, à commencer par les Rothschild.

« Malheureusement M. de Bunge, tout en reconnaissant pleinement l'avantage qu'il y aurait eu pour la Russie à transporter en France le principal marché de ses fonds, déclina néanmoins ma proposition, par cette raison surtout, qu'il jugeait impossible d'obtenir le concours de la maison Rothschild, vu l'insuccès des précédentes tentatives de rapprochement.

« En février 1887 je renouvelai mes offres à I. A. Wyschnegradski ; quoique lui aussi manifestât des doutes sur la possibilité de décider les Rothschild à redevenir les banquiers du gouvernement russe, il m'autorisa cependant à faire à mes risques et périls une tentative dans ce sens.

« Au bout de deux mois, grâce à mes démarches et à mon initiative (Appendice : lettre de M. Wyschnegradski du 24 mars 1887 et autres, lettre des Rothschild du 6 mai 1887, etc.) notre département

des finances conclut avec les Rothschild un premier traité de conversion ; il s'agissait des lettres de gage 5 p. 100 du Crédit Foncier Mutuel.

« En juin 1887, en présence de la campagne systématique entreprise par le gouvernement allemand et la presse allemande contre les valeurs russes, je proposai à I. A. Wyschnegradski de constituer à Paris un puissant syndicat pour l'achat en masse des fonds russes jetés sur le marché par Berlin et d'engager dans la presse française une campagne en faveur de nos titres. Par télégramme et par lettre (Appendice : lettres de juillet) I. A. Wyschnegradski m'accorda l'une et l'autre autorisation.

« Immédiatement, je formai un syndicat composé des premières maisons de Paris et des principaux établissements financiers.

« Tout à fait en dehors des Rothschild, mais parallèlement avec eux, ce syndicat commença à agir dans l'esprit indiqué et à faire passer les fonds russes de Berlin en France.

« En même temps, j'engageai une campagne dans les journaux, et bientôt presque toute la presse parisienne, à commencer par le *Journal des Débats*, et une grande partie de la presse provinciale, se mirent à célébrer les services rendus à la France par Alexandre III en 1887, à vanter le crédit de la Russie et les projets de son nouveau ministre des finances. Cette campagne, je la menai à mes risques et périls, notamment à mes propres frais...

Quoi qu'il en soit, le résultat de ma campagne fut

que le crédit de la Russie, mis en péril par la guerre acharnée faite par M. de Bismarck, a été préservé d'une catastrophe, grâce à la généreuse intervention de l'épargne française. L'empressement du peuple français à aider la Russie dans cette lutte économique produisit sur l'esprit si droit d'Alexandre III une profonde impression. Plus que les arguments les plus savants, il contribua à le confirmer dans son immuable résolution de ne pas laisser toucher à la France. Ni les offres séduisantes de son ancien allié, ni la résistance des gouvernants français, ni même l'opposition constante de ses propres diplomates ne purent ébranler les convictions de son cœur loyal[1].

Tel fut exactement mon rôle dans le transfert du principal marché des fonds russes de Berlin à Paris. *J'ai rompu toutes relations avec le ministère des finances russe depuis 1889*, en donnant ma démission dès que j'ai commencé à en apercevoir les funestes tendances.

Depuis lors, je n'ai pourtant pas assisté avec indifférence aux événements, dont mon initiative avait posé le point de départ; tout ce que je pouvais faire, pour empêcher les abus et conjurer une catastrophe, je l'ai fait, c'est-à-dire que je n'ai épargné ni les conseils, ni les avertissements. Au début de 1892, quand la gravité de la situation économique de la Russie s'est manifestée à tous les yeux par la disette qui n'en était pas la cause, mais plutôt la

1. Voir « la Russie et la France » dans ma *Russie contemporaine*. Paris, 1891. Calmann Lévy.

conséquence, il m'a semblé que les circonstances réclamaient de moi quelque chose de plus : j'ai porté la question devant l'arbitre suprême, devant le tsar[1]. Cette démarche était particulièrement délicate. Alexandre III, dont aucune plume ne saura dépeindre le grand et profond amour pour son peuple, souffrait cruellement du fléau terrible qui s'était abattu sur la Russie. Sa seule consolation était de penser que cette calamité n'avait qu'un caractère accidentel et transitoire. Venir, preuves en main, lui démontrer qu'il ne s'agissait pas d'un accident causé par une mauvaise récolte, mais d'une crise économique intense, provoquée par la gestion déplorable d'un ministre qui possédait toute sa confiance, convaincre brusquement d'imposture tous les riants tableaux que depuis des années ce ministre ne cessait de tracer dans ses rapports officiels, percer à jour tout ce tissu de mensonges derrière lequel, de complicité avec le Contrôleur de l'Empire, M. Wyschnegradski cachait au monde la profonde misère des populations russes, les vices criants de son administration, les tripotages et l'agiotage qu'il pratiquait, d'accord avec une bande d'écumeurs de toutes les Bourses, — c'était là une tâche aussi dangereuse que pénible. Il m'en coûtait de désillusionner si cruellement un monarque, dont la grande loyauté et la droiture de cœur

1. Le lendemain de la mort de Katkof, Alexandre III daigna m'autoriser, par l'intermédiaire d'un de ses ministres, à lui écrire en cas de besoin. Je n'ai usé d'une si haute faveur que trois ou quatre fois pour des questions de politique étrangère et dans l'intérêt de l'alliance entre la Russie et la France.

m'inspiraient un dévouement sans bornes. Le danger personnel de ma démarche me préoccupait moins. Quand j'avais entrepris la tâche vraiment gigantesque de débrouiller les comptes embroussaillés du ministère et du contrôle, pour autant, du moins, que cela était possible, dans les innombrables et indigestes volumes in-quarto, tout hérissés de chiffres et merveilleusement arrangés pour dérouter l'investigateur — je crois être le premier qui ait poussé l'aventure jusqu'au bout — j'étais prêt à assumer toutes les responsabilités afférentes à mon rôle d'accusateur. Le difficile était de faire parvenir mon étude au souverain. Je ne pouvais pas compter sur les ministres qui, plusieurs fois, avaient bien voulu lui transmettre mes mémoires ; il s'agissait d'un véritable acte d'accusation contre un collègue ; — ils se seraient récusés[1].

Heureusement, un très haut personnage de l'entourage intime de l'empereur, que sa parfaite intégrité et son loyalisme au-dessus de toute conteste autorisaient à faire parvenir au souverain « même les vérités les plus cruelles », consentit à lui remettre mon exposé. Pour en faire compren-

1. Il y avait encore à vaincre une difficulté matérielle assez sérieuse. La gravité du document ne me permettait de recourir ni à un copiste — ma propre copie est illisible et rebute mes meilleurs amis — ni à l'impression. Finalement, le mémoire russe fut composé à l'imprimerie Chamerot et Renouard, par une personne ignorant complètement le russe et n'en ayant appris que l'alphabet. Les pièces justificatives qui accompagnaient le mémoire furent tirées par moi-même à un seul exemplaire à l'aide d'une machine à imprimer et formaient l'appendice du mémoire.

dre tout l'effet, il est utile de rappeler que M. Wyschnegradski, depuis plusieurs mois, passait, à tort ou à raison, pour souffrant et se trouvait en congé. A la fin de juillet, le tsar, dont il possédait encore toute la confiance, l'avait rappelé de Stockholm, où il passait ses vacances, et prié de reprendre la gestion de son ministère. Afin de lui faciliter l'administration des finances, l'empereur, dans une audience du 7/19 août, avait autorisé M. Wyschnegradski à détacher de son ministère, pour les transmettre à celui des voies et communications, les départements du commerce et de l'industrie, des tarifs de chemins de fer et de la douane[1]. Le même jour, cette importante nouvelle fut répandue dans tous les coins du monde par les soins des agences télégraphiques étrangères.

Le 10/22, Alexandre III reçut communication de mon mémoire ; quarante-huit heures après, M. Wyschnegradski était invité à donner sa démission, « l'empereur désirant ne pas le soustraire plus longtemps aux soins que sa santé nécessitait », et le 1er septembre, le *Messager du Gouvernement* annonçait qu'il était relevé de ses fonctions « pour cause de santé ». Aucun rescrit de nature à adoucir cette chute n'accompagnait l'ordre impérial.

Voici les principales conclusions d'ordre géné-

1. Par une coïncidence étrange, nous avons, à la dernière page de notre mémoire « *La gestion financière de M. Wyschnegradski* » reproduit un passage de notre *Russie contemporaine* (p. 127 et suivantes), où nous préconisions un semblable démembrement du ministère des finances.

ral auxquelles aboutissait ce mémoire; quant aux accusations personnelles, tout péché expié est pardonné; elles n'intéressent plus que l'historien futur...

« En résumant les résultats généraux de la gestion de M. Wyschnegradski, nous avons constaté ce qui suit :

« 1. — La dette de l'État s'est accrue de 800 millions de roubles. Au lieu de se libérer de ses charges dans un délai de onze, vingt-cinq, cinquante années, la Russie devra les supporter pendant quatre-vingt-un ans et les générations futures auront à payer environ 500 millions de roubles de plus pour les quelques millions que le Trésor, par suite des conversions, épargnera jusqu'en 1914. L'encaisse libre du Trésor, au 1er janvier 1892, est tombée de 219 à 29 millions.

« 2. — Tous les budgets de I.-A. Wyschnegradski ont été dépourvus de sincérité : au lieu des excédents indiqués, ils se sont soldés par des déficits évidents qui, de 34 millions de roubles en 1887, se sont élevés à 190 millions de roubles en 1891. »

« La vérification de ces budgets par le Conseil de l'Empire a été superficielle et de pure forme, elle n'a existé que sur le papier.

« 3. — Le budget extraordinaire, — ce baromètre de l'administration financière, s'est élevé d'un seizième du budget ordinaire jusqu'à près de un tiers.

« 4. — Non seulement le cours du rouble-papier ne s'est pas amélioré, mais, grâce au jeu de bourse

et à l'agiotage de I.-A. Wyschnegradski, notre rouble a cessé d'être une unité monétaire pour devenir un objet de pure spéculation,aussi bien à Paris qu'à Berlin.

« 5. — Au lieu d'un milliard en or que le Trésor aurait pu acquérir par les emprunts 4 p. 100, contractés en France, le ministère des finances, en recourant à l'agiotage et en inondant l'Europe de roubles-papier, ne s'est procuré, à grand'peine et à très haut prix, que quelques centaines de millions or, dont une partie est immobilisée dans les banques de l'étranger.

« 6. — Le crédit de la Russie en Europe est totalement épuisé, sans que le Trésor ait même réussi à conclure un emprunt extérieur sérieux pour les besoins de l'État.

« La presque totalité des trois milliards et demi empruntés en France,à un taux élevé et moyennant de monstrueuses commissions payées aux banquiers,est allée en Allemagne pour le rachat de nos emprunts 5 p. 100. Si le cours de nos fonds se maintient encore, c'est uniquement grâce aux sympathies du public français.

« 7. —La situation économique du pays est désolante ; les forces contributives de la nation ont considérablement décliné ; les mesures fiscales et les nouveaux impôts ont pris une extension démesurée ; les dépenses se sont accrues plus rapidement que les recettes (p. 20 et suivantes). »

On voit que, parmi les griefs relevés contre la gestion de M. Wyschnegradski, l'exagération abu-

sive des opérations financières faites en France occupait une place importante. Pour préciser toute la portée de cet abus, encore deux citations:

« Le Trésor a-t-il gagné quelque chose à ces emprunts? Loin de là, il a, au contraire, subi des pertes énormes en augmentant la somme de ses dettes et en prolongeant de quelques dizaines d'années les termes de paiement; il a imposé aux générations futures l'obligation de payer des centaines de millions superflues, au lieu des quelques millions à l'aide desquels, dans le cours de quelques années, il avait réduit ses engagements pécuniaires annuels.

« Le Trésor a emprunté les nouveaux milliards au cours moyen de 4,60, quand il pouvait les avoir à 4 p. 100; il a consacré trois milliards et demi à de prétendues conversions qui n'ont fait que proroger les échéances des dettes, en rendant celles-ci plus lourdes; alors que, selon les conditions de mon projet soumis au ministre et approuvé par lui, il eût suffi, pour transporter le marché de nos fonds de Berlin à Paris, d'affecter un milliard ou un milliard et demi à la conversion des rentes 5 p. 100. Quant au reste des capitaux empruntés en France, soit deux milliards et demi, il fallait l'employer pour les besoins intérieurs et courants du pays, la régularisation de notre change, la réorganisation de notre Banque d'État, la création d'un Crédit agricole à bon marché, la réforme de nos impôts sur les boissons, l'établissement d'un chemin de fer traversant toute la Sibérie, la régularisation de

nos communications fluviales, la construction de ports, etc., en un mot, pour des entreprises qui auraient enrichi la Russie, lui auraient donné la possibilité d'exploiter ses inépuisables richesses naturelles et auraient consolidé notre système financier en l'étayant, non sur des opérations de crédit douteuses et des spéculations de bourse, mais sur l'accroissement naturel des forces contributives de la nation.

« Alors le crédit de la Russie aurait acquis d'autant plus de solidité à l'étranger que le développement de la richesse dans le pays même et l'introduction chez nous de deux milliards et demi de francs nous auraient permis de renoncer désormais aux emprunts extérieurs... » (p. 14 et suivantes).

Et dans le même ordre d'idées, p. 38 :

« On comprend que, dans ces conditions, M. Rothstein[1] soit devenu le véritable maître de notre ministère et qu'il ait manié les finances du pays dans l'intérêt exclusif de son syndicat. Il ne proposait à M. Wyschnegradski que des opérations particulièrement fructueuses pour les banquiers ; voilà pourquoi les trois milliards et demi de francs empruntés en France *furent exclusivement employés à racheter aux Allemands nos anciens emprunts, voilà pourquoi notre ministère mit tant de hâte dans ses conversions*, quand l'intérêt le plus élémentaire du Trésor commandait de les

1. Nous avons vu plus haut que sa grande puissance a encore été accrue par M. Witte.

espacer le plus possible, afin que le gouvernement pût profiter, à l'opération suivante, de la hausse du cours des emprunts précédents. Pour les banquiers, naturellement, il y avait plus d'avantage à profiter eux-mêmes de cette différence dans les cours; voilà pourquoi tous nos emprunts ont été faits en deux ans et *pas un d'eux n'a été effectué pour les besoins intérieurs de la Russie!* »

Malheureusement, la chute de M. Wyschnegradski ne mit pas fin au déplorable système financier, dont nous venons d'examiner les funestes résultats. Pris au dépourvu par la nécessité d'un si brusque changement, Alexandre III lui donna pour successeur M. Witte, qui possédait à un degré infiniment supérieur les défauts d'Ivan Alexiévitch, mais ne lui ressemblait ni par l'expérience des affaires, ni par la valeur intellectuelle. Le tsar défunt avait souvent la main très heureuse dans le choix de ses conseillers. Pour ne parler que des derniers nommés, il suffit de citer des hommes comme MM. de Plehwe, Mourawief, Ermolof et autres. Les choix du 1er septembre 1892 furent moins satisfaisants : le passé de MM. Witte et Krivocheine paraissait devoir leur fermer éternellement l'accès à des postes, où les responsabilités sont énormes et les occasions de faillir vraiment trop tentantes. Les moyens qu'ils employèrent pour se hisser à la tête des affaires sont d'une nature telle qu'on ne peut les rendre publics. Ces deux ministres dont l'un, ancien croupier, vient, d'ailleurs, de quitter le pouvoir dans

des conditions quelque peu scandaleuses, seront suffisamment caractérisés quand nous aurons dit que le prince Mestschersky pouvait, avec quelque apparence de raison, se vanter dans son *Grajdanine* d'avoir patronné leur candidature. Ils se montrèrent l'un et l'autre parfaitement dignes, à tous les égards, de cet appui compromettant.

Nous racontons, dans les deux premiers chapitres de ce livre, par suite de quels agissements de M. Witte, je fus amené à commencer en décembre 1892 une campagne contre lui dans la *Nouvelle Revue*. Très remarqués à Pétersbourg, mes articles ne produisirent pas en France l'effet désiré. Dans le dernier, daté du 1er mars[1], je fis appel au gouvernement et à la presse française, leur signalant les pièges dangereux tendus aux capitalistes français. Mais les scandales de Panama absorbaient alors l'attention publique. Oubliant qu'il vaut mieux prévenir que sévir, le gouvernement et la presse s'acharnaient contre les cadavres déterrés par M. Delahaye et fermaient les yeux sur les attentats autrement redoutables, dont M. Witte menaçait l'épargne française. A la chute de M. Wyschnegradski, le chiffre des fonds russes placés en France atteignait à peine quatre milliards. L'Allemagne, la Hollande et même l'Angleterre possédaient encore une quantité assez considérable de valeurs russes, surtout en actions et en obligations de chemins de fer garanties par le gouvernement.

1. Voir chap. IX, p. 214 et suivantes.

Depuis, tous ces titres, plus les milliards de dettes nouvelles contractées par M. Witte, sont entrés dans les portefeuilles français[1] et, pour comble de malheur, dans les petits et les moyens : les gros, mieux renseignés, ont pu, comme toujours, s'en débarrasser à temps...

Ma démarche auprès du tsar en août 1892 et ma campagne dans la *Nouvelle Revue* au commencement de 1893, m'étaient en grande partie inspirées par le souvenir de la part que j'avais prise dans l'ouverture du marché français aux valeurs russes. Mais quoique entièrement dégagé de toute obligation ultérieure par la coupable indifférence de ceux auxquels il appartenait de veiller en France sur la fortune publique, les nouveaux actes de M. Witte, qui constituaient les plus grands périls pour la Russie et pour l'autocratie russe, ne me permettaient pas de rester les bras croisés. En dehors des intérêts personnels qui primaient tout chez le successeur de M. Wyschnegradski, et à travers l'incohérence apparente de ses premières mesures, on pouvait sans peine discerner deux tendances également funestes : l'une qui poussait la Russie dans la voie révolutionnaire en appliquant à ses institutions les procédés du socialisme collectiviste, l'autre qui, par le simulacre d'un conflit douanier, cherchait à la replacer sous la com-

1. Plusieurs journaux français ont évalué à 11 milliards de francs le total des fonds russes placés en France. Cette estimation est fort exagérée. A un milliard près, tous les emprunts métalliques russes sont placés en France, ce qui donne le chiffre — déjà très respectable — d'environ huit milliards.

plète dépendance économique de l'Allemagne[1]. La situation s'aggravant, je résolus de m'adresser encore une fois directement au tsar. Ce n'était pas que je me dissimulasse l'impossibilité d'un succès immédiat. Survenant sitôt après le résultat obtenu en août 1892, ma démarche était fatalement condamnée à échouer. Il eût été présomptueux de conseiller au tsar le renvoi de son nouveau ministre des finances et une prétention aussi ridicule était fort loin de mon esprit. Je savais d'ailleurs qu'Alexandre III avait en horreur toute mutation dans le haut personnel gouvernemental et cela pour de nombreuses raisons, dont il suffira d'indiquer une seule : très méfiant et à juste titre, le tsar craignait, à chaque changement, de tomber encore plus mal. Tout en estimant à leur valeur, c'est-à-dire fort peu, certains de ses ministres et de ses ambassadeurs, il les laissait néanmoins en fonctions — un peu pour le même motif, qui nous fait hésiter à renvoyer un mauvais domestique, quand nous ne sommes pas sûrs de pouvoir le remplacer avec avantage. S'il mit brusquement à la retraite M. Wyschnegradski, ce fut un cas exceptionnel; encore la gravité des méfaits y eut-elle peut-être moins de part que la soudaineté de mes accablantes révélations sur la gestion d'un ministre, qui jusqu'alors avait joui de toute la confiance de son maître.

Néanmoins, comme fidèle sujet de l'empereur

1. Voir le ch. II.

et comme patriote, je crus de mon devoir de signaler au tsar les périls auxquels M. Witte exposait de gaieté de cœur la Russie[1]. Dieu m'avait accordé une plume, Alexandre III m'avait autorisé à m'en servir pour lui écrire : j'aurais considéré comme une lâcheté et une trahison de ne pas en user, quand la patrie était en danger. Les risques très réels de mon entreprise étaient plutôt pour moi un encouragement à la tenter.

Faisant donc abnégation de ma personne, je me rendis à Copenhague au commencement de septembre 1893 et, le 16 du même mois, je pus soumettre à Sa Majesté, à Fredensborg, un nouveau mémoire, dont l'introduction, textuellement reproduite, forme le premier chapitre de ce volume. Un extrait de la lettre qui accompagnait ce mémoire fera encore mieux connaître le caractère de ma démarche : « Ne voyant pas la nécessité urgente de rendre publiques mes observations, j'attendais le développement ultérieur de l'action de M. Witte... Malheureusement, la suite des actes de ce ministre n'a fait que confirmer les craintes que j'avais ma-

1. Entre autres engagements que les Russes prennent en prêtant serment à leur souverain, ils s'obligent, s'ils apprennent quelque chose qui puisse nuire ou préjudicier, de quelque manière que ce soit, aux intérêts de Sa Majesté, « non seulement à le faire connaître, à le révéler, mais à employer toutes leurs forces pour s'y opposer... » Quelques journalistes boulevardiers qui n'hésitent pas à affronter une piqûre d'épée pour « satisfaire leur honneur » n'ont vu là qu'une vaine formalité tributaire de la blague parisienne. Ce serment de fidélité est pourtant une des grandes forces de l'autocratie et par conséquent une des bases de la grandeur russe.

nifestées. Toutes ses mesures administratives et législatives, — sans en excepter la malheureuse guerre douanière avec l'Allemagne et le choix déplorable de ses collaborateurs immédiats, — ne laissent plus de doute sur le but qu'il poursuit. Après s'être entouré de socialistes avérés et de nihilistes cachés, M. Witte cherche par une série de mesures législatives à réaliser dans l'État russe les plus dangereuses utopies du socialisme; tandis que, d'autre part, en ruinant complètement le paysan russe, il le pousse vers la vie usinière afin d'en faire un instrument docile de la future révolution. Les troubles de Lodz, de Iousowka, dans les usines de Khloudof, etc., indiquent dans quel sens est dirigée actuellement la propagande révolutionnaire. M. Witte agit, de son côté, dans la même direction... »

Hélas! mes pessimistes prédictions se sont trop bien vérifiées depuis : M. Witte lui-même aurait pris à tâche de prouver combien j'avais raison contre lui, qu'il n'aurait pu agir autrement. Chaque page de ce livre contient des démonstrations irréfutables de ses tendances, dont les germes seuls s'étaient manifestés dans les premiers actes qui faisaient l'objet de mon mémoire.

J'étais malheureusement aussi bon prophète quand, en apprenant que M. Witte était nommé chef du corps de la *garde frontière*, j'écrivais à un haut personnage de Pétersbourg : « ...Les *Wremenstschiki* (favoris) et les dictateurs ne réussissent pas à l'autocratie. *Tout partage du pouvoir met la*

vie du tsar en danger. La dictature Witte-Nourik aura le même effet que certaine dictature antérieure... » Qu'on se souvienne du départ précipité de nombreux nihilistes fixés à Londres, de l'accident de Ropscha, des mines découvertes à Smolensk et sur les voies ferrées que l'empereur devait parcourir pendant les manœuvres d'automne, — et on reconnaîtra que la frontière dont M. Witte avait la garde était bien mal gardée.

Alexandre III n'est pas tombé sous les coups des nihilistes. Mais déjà le 13 septembre M. Witte annonçait dans la *Neue Freie Presse* avec une joie mal dissimulée la catastrophe prochaine[1]; sa funeste politique n'y a pas été étrangère. Après la publication du résultat de l'autopsie, de la lettre du professeur Zacharine et des interviews du docteur Leyden, il n'y a plus à cacher les véritables causes de cet événement tragique : homme de cœur par excellence, Alexandre III est mort d'une maladie de cœur[2] aggravée par un état de dépression et d'abattement moral qui avait rendu vains tous les efforts de la médecine.

Comme Alexandre Ier, Nicolas Ier et Alexandre II, le dernier empereur a éprouvé de cruelles décep-

1. Voir le chap. IV, p. 99.

2. La néphrite ne se produisit que comme un accident consécutif de cette affection. La quantité minime d'albumine constatée dans l'urine par le docteur Leyden montre bien quelle part insignifiante appartient dans le dénouement fatal à la maladie des reins. Le procès-verbal de l'autopsie indique, comme cause directe de la mort, la paralysie du cœur qui avait subi une dégénérescence graisseuse et une notable dilatation.

tions à la fin de son règne. Témoin du déplorable état économique du pays, impuissant malgré ses généreux efforts à venir en aide aux nobles et aux paysans, voyant chaque jour s'aggraver les embarras financiers et s'accroître les engagements du Trésor, pris dans un engrenage d'emprunts sans fin, désabusé sur les lumières et la fidélité de ses serviteurs les plus rapprochés, cherchant en vain autour de lui des capacités et des dévouements, Alexandre III ressentait d'autant plus douloureusement cette situation qu'il était attaché à son peuple par toutes les fibres de son cœur loyal.

L'obligation de subir les fourches caudines du traité de commerce allemand, l'ombre jetée sur les relations franco-russes, l'impossibilité d'aboutir à une alliance qu'il rêvait de réaliser, enfin la recrudescence de l'agitation nihiliste assombrirent l'esprit du noble monarque, brisèrent son énergie et le laissèrent sans défense contre le mal qui l'envahissait. Il s'abandonna à son sort avec la résignation d'un grand chrétien et n'attendit plus rien de la science humaine...

La mort de Katkof et du comte Dimitri Tolstoy, l'effacement volontaire de Pobiedonostzef qui dédaignait de lutter contre de basses intrigues, avaient privé Alexandre III de ses conseillers les plus autorisés par leurs lumières et leur désintéressement[1]. L'avènement d'aventuriers tels que

1. On reproche à tort à Katkof la nomination de M. Wyschnogradski. Le protégé de Katkof possédait de grandes qualités d'intelligence, d'expérience et d'activité ; il aurait fait un ministre des

MM. Witte et Krivocheine donna à la gestion des affaires publiques une tournure d'empirisme charlatanesque qui répugnait profondément à la droiture et à la simplicité d'Alexandre. Il pressentait l'abîme, vers lequel cherchait à l'entraîner son téméraire ministre des finances, mais il était déjà trop gravement atteint par la maladie pour essayer de réagir contre un système funeste, et la mort lui apparut, peut-être, comme une délivrance...

On comprend qu'à la disparition du souverain dont l'esprit honnête et pacifique formait le principal obstacle à l'accomplissement de ses sinistres desseins, M. Witte n'ait pu cacher sa joie. Les funérailles d'Alexandre III n'étaient pas encore célébrées que déjà il se remettait à la besogne et recommençait à rafler l'épargne française.

La catastrophe finale est-elle encore évitable ? Alexandre III aurait-il pu la conjurer par de viriles résolutions dont la première devait être la mise en accusation de son ministre et le retour à la probité et à la vérité dans la gestion financière ? Nous n'hésitons pas à répondre affirmativement. *Il est temps encore d'éviter des désastres, mais il n'est que temps.* Quand on voit un équipage irrésistiblement emporté vers un précipice par des chevaux emballés, à quoi bon crier : Casse-cou ! si le

finances de premier ordre s'il avait continué à être dirigé et surveillé par l'illustre publiciste. Ce n'est qu'après la mort de Katkof que M. Wyschnegradski, sous l'influence de son déplorable entourage, donna libre carrière à ses instincts rapaces de *koulak* doublé d'un *séminariste*.

salut n'est plus possible? Ce cri n'aura guère d'autre utilité que d'avertir les passants qui peuvent être écrasés sur la route. Nous sommes persuadé qu'on peut encore non seulement faire garer la France, mais arrêter aussi la Russie sur le bord du précipice. *Cette conviction explique pourquoi nous avons écrit notre livre, pourquoi nous avons entrepris de dévoiler avec une impitoyable franchise les turpitudes de M. Witte et de son syndicat, de prévenir les dangers dont ils menacent la fortune des deux pays et la paix générale de l'Europe.*

Les intimes du ministre ne cachent pas qu'il est parfaitement conscient de la terrible alternative dans laquelle il s'efforce de placer son pays : guerre au dehors ou troubles intérieurs. Quand la catastrophe arrivera, il ira tranquillement vivre de ses rentes à l'étranger ou fonder à Berlin une maison de banque sous la raison sociale : Witte, Rothstein et C[ie]. « Lorsque la guerre éclatera, la Russie ne sera pas le seul pays qui fera banqueroute », m'a déclaré dernièrement un des plus fermes soutiens de M. Witte, à la fin d'une violente discussion sur les agissements de ce ministre, « d'autres pays sauteront aussi. » — « C'est possible », ai-je répliqué, « mais M. Witte est le seul ministre qui s'évertue à provoquer une révolution ou une guerre, n'importe contre qui, à seule fin de pouvoir faire banqueroute sous un prétexte plausible[1]. »

1. Peut-être exagérais-je en disant que M. Witte était le seul ministre dans cette situation. M. Crispi désire non moins vive-

« Un homme averti est à moitié sauvé, » disait Gœthe. Puisse-t-il en être de même pour les peuples ! C'est dans cet espoir que nous livrons au grand public des extraits des deux mémoires confidentiels présentés à Alexandre III. Nous y avons ajouté le récit des méfaits de M. Witte postérieurs à notre voyage. Mais en nous adressant au souverain ou au simple lecteur, nous avons toujours eu le même souci de la vérité : *dans tout ce livre on ne trouvera pas une assertion, pas un fait de quelque importance, qui ne s'appuie sur des données d'une authenticité incontestable ; l'immense majorité de nos documents émane de M. Witte lui-même ; le reste a été puisé presque exclusivement dans les rapports non moins officiels que le contrôleur de l'Empire adresse chaque année au Conseil de l'Empire.*

Les documents d'ordre privé, les plus accablants ceux-là, nous les avons mis en lieu sûr ; nous nous réservons de les produire au moment de l'enquête qui tôt ou tard s'imposera pour M. Witte, comme elle s'est imposée pour son collègue M. Krivocheine[1], le ministre des voies et communications, qui vient d'être révoqué par ordre de l'Empereur dans des circonstances excessivement délicates.

ment la guerre et en partie pour les mêmes motifs. Mais si par ses aventures domestiques, ses allures d'aventurier et ses tripotages financiers Crispi présente plusieurs points de ressemblance avec M. Witte, il se distingue de lui par son ardent patriotisme, ses grandes facultés d'homme d'État et les services qu'il a rendus à sa patrie.

1. Un télégramme du 3 janvier annonce qu'une commission présidée par le sénateur Tagantsef a été nommée pour informer sur les faits reprochés à M. Krivocheine.

D'ailleurs, *habemus confitentem reum !* Sur deux faits parmi les plus graves relevés à sa charge dans ce livre, M. Witte est en aveu : l'oukase du 9/21 décembre reconnaît que le bilan de la Banque d'État était depuis des années absolument faux : il faisait figurer à l'actif pour 173,5 millions de roubles de titres sans valeur aucune (la fameuse rente 5 p. 100 or ne donnant pas de revenu), de la « maculature », selon l'expression du *Nouveau Temps* du 12/24 décembre, et pour 92,7 millions de roubles crédit provenant d'une origine douteuse et dépourvus de valeur légale. M. Witte avoue donc implicitement que plus de la moitié de l'actif de la Banque se composait de roubles démonétisés et de titres véreux. Dans le chapitre VIII consacré à cet oukase le lecteur verra à quel point sont ridicules et dangereuses les mesures prises par M. Witte pour parer d'avance aux accusations portées dans notre livre. Mais, si jusqu'alors nous balancions à le publier, l'aveu officiel de la justesse de nos critiques a suffi pour lever toutes nos hésitations. Sur la seule annonce de cet ouvrage, le ministre des finances s'est décidé à régulariser une situation illégale au plus haut degré, nous avons donc lieu d'attendre quelque résultat de la très pénible tâche que nous venons d'accomplir.

La presse française peut y contribuer dans une large mesure. En ce moment plus encore que pendant les scandales de Panama, elle a une revanche à prendre devant l'opinion publique. Les vrais journalistes, ceux qui écrivent, ont à prouver

au monde qu'aucune solidarité morale ne les unit aux trafiquants de la presse, pour qui les cabinets directoriaux ne sont que l'antichambre de Mazas. Les journaux français ont fait le silence autour de mon interview parue dernièrement dans une feuille du soir; cependant les injures dont la presse officieuse allemande[1] m'a couvert à cause de mes attaques contre M. Witte auraient dû leur indiquer de quel côté était l'intérêt français. Que ces organes ne se laissent pas arrêter par la prétendue nécessité de ce qu'on appelle à tort les « mensonges patriotiques », deux mots dont l'accouplement constitue un outrage au sens moral et au bon sens, car le culte de la patrie, l'une des plus nobles inspirations de l'âme humaine, ne saurait rien avoir de commun avec le mensonge qui en est l'une des plus basses.

Mais le danger d'une panique parmi les porteurs de titres russes? Il n'existe pas : les fausses nouvelles habilement lancées et exploitées ont seules le don d'émouvoir la Bourse; la simple vérité la laisse presque toujours indifférente. Mais

1. Quelques journaux de Paris avaient l'habitude de se faire l'écho des attaques et des calomnies que les reptiliens allemands répandaient contre moi; il en a été ainsi en 1886-1887 pendant ma campagne avec Katkof en faveur de l'alliance franco-russe, au printemps de 1890, quand a paru dans la *Nouvelle Revue* « la France et la Russie », enfin en octobre 1893, à la veille des fêtes de Toulon. Les directeurs de ces journaux, à deux exceptions près, sont aujourd'hui à Mazas ou en fuite, les autres attendent encore leur Döpffer : c'est grâce à cette circonstance extrêmement suggestive que cette fois les injures de la presse allemande n'ont pas été reproduites à Paris.

à supposer qu'une baisse soit à craindre, que signifie la perte, toute fictive d'ailleurs, de quelques points sur la cote de la Bourse, quand on est menacé de perdre en réalité capital et intérêts, si M. Witte continue pendant quelque temps encore ses criminelles folies? Une baisse momentanée des fonds russes serait même salutaire; elle amènerait forcément l'écroulement du système de M. Witte, basé sur une hausse fictive, la ruine de son syndicat d'agioteurs et sa chute à lui... La crainte de provoquer la panique en question est, du reste, moins fondée à présent que dans tout autre moment. Le puissant syndicat qui vient de lancer le dernier emprunt est forcé de soutenir, malgré tout, les cours des fonds russes; il a les reins assez solides pour résister au choc, si, par impossible, un choc se produisait. Les émetteurs de l'emprunt se sont portés garants que l'Angleterre et l'Allemagne n'aspirent qu'à accueillir de nouveau les fonds russes; c'est le cas ou jamais de les prendre au mot. Une occasion bien meilleure encore se présentera d'ici à peu : *M. Witte négocie actuellement avec ce syndicat de nouvelles opérations financières, notamment la conversion des consolidés* 4 *p.* 100 *en* 3 1/2 *p.* 100. *Les porteurs français de ces obligations auront donc, en refusant la conversion, la possibilité de se les faire rembourser au pair, et, comme elles ont été émises pour la somme de deux milliards de francs, au cours moyen de* 86,5-88,5 *environ, ils gagneront* 11 1/2 *à* 13 1/2 *p.* 100 *sur leurs titres.* C'est le

conseil que je leur donne, et la grâce que je leur souhaite.

Il y a six ou sept ans, lorsque le prince de Bismarck cherchait par tous les moyens à ruiner le crédit de la Russie, seul, et à mes risques et périls, j'ai entrepris la lutte contre lui[1]. Grâce en partie au concours de la presse française, le public français a préservé la Russie d'une catastrophe financière. Un ami perfide est mille fois plus dangereux qu'un ennemi déclaré ; c'est pourquoi les agissements de M. Witte sont autrement dangereux pour la Russie que la franche inimitié de l'ancien chancelier allemand. La situation présente est donc presque identique à celle de 1887, avec cette différence qu'en se servant des armes que ce livre lui fournit, la presse française combattra cette fois pour le salut des deux pays.

Le gouvernement français a prouvé, à plusieurs reprises, qu'il ne recule pas devant de graves responsabilités, quand l'intérêt de la République et le salut de la France sont en jeu. Je veux espérer que, mieux informé à présent, il saura cette fois faire son devoir.

1. Voir plus haut l'extrait de mon mémoire sur la gestion financière de M. Wyschnegradski.

Territet (Canton de Vaud), janvier 1895.

M. WITTE

ET

LES FINANCES RUSSES

CHAPITRE PREMIER[1]

LES EXPLOITS DE M. WITTE
ENLÈVEMENT DE CENT MILLIONS DE ROUBLES
A LA BANQUE DE L'ÉTAT
FALSIFICATION DES BILANS

La Russie, avec plus de 100 millions d'habitants, possède la septième partie du globe terrestre, et cela *d'un seul tenant.* En lui conservant un gouvernement absolu, également respecté d'un bout à l'autre de l'empire, le bon Dieu lui a épargné les luttes intestines, les querelles de partis, les mouvements révolutionnaires, enfin tout ce qui serait de nature à contrarier ou à ralentir le développement progressif de ses innombrables richesses. La population est un peu clairsemée sur cet immense territoire, mais, grâce aux qualités particulièrement prolifiques de la race,

1. Ce chapitre a servi d'introduction au mémoire confidentiel remis à Alexandre III le 4/16 septembre 1893 à Fredensborg; il en a été tiré quelques exemplaires en avril 1893, à l'imprimerie Chamerot et Renouard.

elle s'augmente chaque année de 2 à 3 millions d'âmes. De ce côté-là aussi le brillant avenir de la Russie est assuré et nulle force humaine ne pourrait arrêter sa marche lente mais irrésistible vers la domination universelle.

Toutefois, si l'avenir offre de magnifiques perspectives, le présent est loin d'être aussi réjouissant. Dans ce vaste pays qui vit presque exclusivement du produit de la terre, l'agriculture est en souffrance et les classes rurales ne récoltent plus le strict nécessaire pour leur subsistance matérielle. Le paysan nourri de racines et de mélanges malsains dégénère physiquement; pour subvenir à son entretien, il est forcé d'abord de vendre son bétail, puis de dégarnir sa chaumière; dans ces conditions, il devient la proie facile de la disette et des épidémies. Le grand propriétaire, criblé de dettes dont il ne peut même pas payer les intérêts, voit ses biens mis en vente à la requête des banques foncières et l'impossibilité pour ces dernières de trouver des acquéreurs est la seule chance de salut du malheureux *pomestchik*[1]. Le commerce languit, l'industrie est dans l'enfance. Les finances de l'État traversent une crise redoutable; depuis des dizaines d'années le Trésor est obligé de recourir sans cesse à de nouveaux emprunts pour payer les intérêts des anciens; les déficits des derniers exercices ont atteint presque le quart du budget total; la monnaie légale du pays perd plus de 30 p. 100 au change. Seul le budget des dépenses va toujours grossissant, et seuls les tchinowniks budgétivores continuent à prospérer et à s'enrichir au milieu de la détresse générale.

D'où vient cette contradiction, cette antithèse entre

1. Voir au chapitre III les données officielles sur la dette de la propriété foncière en Russie.

ce qui doit être et ce qui est, entre les riantes promesses de l'avenir et les sombres réalités du présent? Des volumes suffiraient à peine pour esquisser une réponse satisfaisante, tant sont divers et multiples les problèmes que la question soulève. Bornons-nous à en indiquer les plus tangibles, les plus aisément saisissables.

Jusqu'aux années 1857-1858, malgré les désastres de Crimée, les finances de la Russie étaient restées sur le pied de prospérité normale, où les avait mises l'administration du comte Cancrine [1], le seul financier de très grande valeur qui ait jamais siégé dans les conseils du gouvernement russe. L'ère des difficultés s'ouvrit pour le fisc vers 1860. C'est à partir de cette époque que commença à se produire, avec des alternatives de ralentissement et d'accélération, la décadence financière arrivée aujourd'hui à l'état le plus aigu. Trois grands événements contribuèrent, dans une mesure diverse mais dans un sens identique, à obérer le Trésor, à désorganiser la vie économique du pays. Avant tout, parmi les facteurs principaux de la situation actuelle, il faut signaler l'émancipation des paysans. Jamais le monde n'a vu s'accomplir en un si court laps de temps une révolution économique et politique de cette importance : il ne s'agissait de rien moins en effet que d'arracher brusquement à une tutelle séculaire 40 millions d'esclaves, de les forcer tout d'un coup à vivre d'une existence indépendante, réduits à leurs seules ressources et abandonnés à leur propre initiative. Loin de s'étonner de l'ébranlement économique causé au pays par l'abolition du servage, on doit admirer la force cohésive et la puissante organisation politique qui ont permis au peuple russe de

1. Un Wurtembergeois d'origine, dont le vrai nom était Krebs.

résister à une secousse si redoutable en elle-même et d'autant plus dangereuse qu'elle était imprimée par des mains inhabiles et pas toujours bien intentionnées. Le malaise des intérêts matériels, la crise agricole, les embarras du Trésor, pour regrettables qu'ils soient, sont des maux d'une gravité relative à côté des terribles perturbations qui étaient à craindre. Certes les conseillers d'Alexandre II ont encouru de sérieux reproches dans l'élaboration de l'indispensable et inévitable réforme. Mais comment des hommes inexpérimentés, aux prises avec un problème aussi effroyablement complexe, auraient-ils pu se garer de toute erreur ? Au lieu de les accabler de récriminations rétrospectives pour les fautes qu'ils ont commises, mieux vaudrait leur savoir gré d'en avoir évité d'autres, plus lourdes et peut-être irréparables; mieux vaudrait surtout profiter de l'expérience des trente-deux années écoulées depuis la proclamation du 19 février 1861 pour tâcher d'en atténuer les funestes conséquences. Le vice originel de l'acte d'émancipation apparaît dans les premières lignes du manifeste impérial annonçant aux populations rurales leur affranchissement du servage : les terres leur seront accordées *afin qu'ils puissent à l'avenir payer des impôts et s'acquitter eux-mêmes de toutes les charges envers l'État!* Ainsi on imposait aux seigneurs des sacrifices onéreux, ruineux même, non pour transformer les paysans en propriétaires libres, capables de se suffire à eux-mêmes, non pour les amener à la condition de citoyens indépendants et aisés, mais à seule fin qu'ils pussent désormais payer des impôts au fisc! La pensée de derrière la tête qui guidait les collaborateurs du souverain se trahit inconsciemment dans la rédaction du premier paragraphe de l'oukase émancipateur. Ce que voulaient nos réformateurs radicaux, ce n'était pas le bonheur

du peuple, mais la ruine de la noblesse; ils n'ont enlevé à cette dernière ses serfs avec force lambeaux de ses terres que pour les livrer aux percepteurs des contributions et, de peur que le malheureux paysan, habitué pendant des siècles à ne s'inquiéter ni des exigences du gouvernement ni même des besoins de sa propre existence, n'échappât au fisc par sa ruine individuelle, ces conseillers sagaces ont consolidé la possession communale et rendu le *mir* responsable de la rentrée des impôts!...

Sans espoir de devenir personnellement propriétaire, obligé de travailler uniquement pour satisfaire aux exigences croissantes d'un Trésor toujours en détresse, le paysan russe s'est abandonné au découragement et à la boisson — autre façon d'enrichir le fisc, dont l'eau-de-vie constitue le tiers des revenus — et, après avoir pendant trente ans peiné et souffert pour remplir les caisses de l'État, il s'est vu finalement réduit à la misère, à la mendicité, à la famine. Produisant à peine la quantité de blé nécessaire à sa propre subsistance, le moujik est devenu grand exportateur de céréales (voir ch. IX), pour subvenir aux besoins du Trésor et rétablir l'équilibre extérieur du commerce russe, troublé par l'énormité des intérêts que ce même Trésor doit payer à ses créanciers étrangers. Faut-il s'étonner qu'entre autres projets fantaisistes qu'a fait éclore dernièrement la crise agraire, on ait proposé de détruire les chemins vicinaux, afin de rendre impossible le transport du blé et même d'interdire l'exportation des grains[1], d'amener l'émigration forcée de 7 millions des paysans en Sibérie et ailleurs, etc.?

1. L'histoire n'est qu'un éternel recommencement : ces propositions ne rappellent-elles pas les mesures extravagantes prises par Necker pour remédier à la disette, mesures qui contribuèrent si puissamment à précipiter la Révolution?

Ainsi donc parmi les causes intérieures des difficultés économiques la première place appartient à l'une des plus graves erreurs commises pendant l'émancipation des paysans. Les deux autres sources des embarras actuels doivent être cherchées d'abord dans la précipitation excessive avec laquelle on a doté la Russie de ses chemins de fer, ensuite dans les dettes contractées par le Trésor à l'occasion de la désastreuse campagne de 1877. Au lieu de construire les voies ferrées à mesure que le permettaient les finances de l'État, on a voulu — pour des raisons qui n'avaient souvent qu'un rapport éloigné avec l'intérêt public — faire grand et vite. Les capitalistes ou plutôt les boursiers étrangers, alléchés par l'appât de gros bénéfices immédiats, ont trop facilement prêté leur concours aux spéculateurs et faiseurs russes qui, grâce à des concessions obtenues par des moyens plus ou moins louches, se sont promptement enrichis dans des proportions scandaleuses. Personne au ministère ne se souciait ni du trafic probable des nouvelles lignes à créer, ni des lourdes charges que le service des obligations et actions garanties allait imposer pour de longues années au Trésor.

Le résultat était facile à prévoir : le Trésor s'est bientôt trouvé hors d'état de payer les intérêts des dettes contractées ; le bilan des échanges avec l'étranger est devenu de plus en plus défavorable à la Russie et le rouble a subi une dépréciation continue. Le grand livre des emprunts périodiques, émis dans des conditions déplorables et destinés en grande partie à fournir au Trésor l'or nécessaire pour payer les coupons, s'est ouvert pour ne plus se refermer.

La guerre de 1877 a encore élargi le gouffre. Sur les funestes injonctions des slavophiles aveugles, le gouvernement russe a dépensé plus de deux milliards de

roubles pour procurer un trône au prince de Cobourg et une dictature à Stamboulof, pour transformer les couronnes princières de Serbie et de Roumanie en couronnes royales, pour donner l'île de Chypre à l'Angleterre et la Bosnie à l'Autriche ! Ces brillants résultats de la guerre russo-turque ont définitivement ruiné le change russe. Tous les expédients imaginés par nos ministres des finances en vue de soutenir artificiellement le cours du rouble ont forcément échoué après avoir considérablement obéré le Trésor. M. Witte, qui s'est engagé dans la même voie avec la désinvolture d'un homme pour lequel la science financière et l'expérience de ses prédécesseurs n'existent pas, aboutira au même insuccès, non sans avoir semé de nouvelles ruines autour de lui.

Les trois grandes causes[1] des difficultés de la situation actuelle étant bien établies, la politique financière pour un gouvernement soucieux de tirer le pays de la crise, où il se débat depuis trop longtemps, paraît tout indiquée. Napoléon I[er] a dit un jour : « Un système de finances n'est solide que quand il est bâti sur les bases d'une bonne agriculture. » Combien cela est plus vrai encore pour une nation presque exclusivement agricole comme la Russie ! C'est le paysan russe qui constitue la partie la plus saine, c'est lui qui fait l'appui le plus solide de l'État russe. Comme, pendant les dernières guerres, c'était le stoïcisme héroïque du simple soldat, son esprit infini d'abnégation, son patriotisme, sa foi vive et son dévouement au tsar qui sauvaient le plus souvent l'honneur de l'armée russe

1. Nous ne parlons pas d'une cause de ruine commune à tous les pays producteurs : la concurrence de l'Amérique et des Indes devenue irrésistible depuis la baisse de l'argent. Le très remarquable rapport de M. de Plehwe, un de nos hommes d'État les plus éminents, a épuisé ce sujet (Voir la *Nouvelle Revue* du 15 décembre 1892).

compromis par un commandement maladroit, pour ne pas dire inepte, — c'est le simple paysan russe, bien plus encore que le noble, qui, par ces mêmes qualités supérieures, forme la meilleure sauvegarde des institutions politiques, au maintien desquelles est attachée l'existence même du pays. Il en a donné une dernière preuve encore, quand dernièrement un vent de folie révolutionnaire soufflait sur les classes dirigeantes des villes.

Le gouvernement doit donc toute sa sollicitude au paysan ; il est tenu de ne rien négliger pour atténuer et, si faire se peut, réparer les fautes commises pendant l'émancipation. Non seulement la justice lui en fait un devoir, mais la plus simple prévoyance politique le lui ordonne. Les souffrances humaines ont, même pour un paysan russe, leurs limites, au delà desquelles peuvent commencer à germer les sentiments de révolte. On l'a vu durant les troubles qui ont éclaté sur plusieurs points du territoire lors de la dernière épidémie. Quelques années de disette et de choléra; fléaux aggravés par l'implacable système d'oppression fiscale inauguré par M. Wyschnegradski et perfectionné par son digne successeur, M. Witte, et les perturbateurs pourront avoir beau jeu pour fomenter le désordre parmi la population des campagnes. Or, Dieu sait ce que devient le moujik une fois qu'il a pris le mors aux dents...

M. de Bunge a été le dernier ministre des finances russe qui ait reconnu l'absolue nécessité d'alléger le poids des impositions supportées presque exclusivement, en Russie, par les classes pauvres. Quelques fautes qu'ait pu commettre cet homme d'État trop attaché à certaines doctrines économiques surannées, on doit lui rendre cette justice qu'il a beaucoup fait pour le bien-être du paysan. C'est M. de Bunge qui a aboli la capita-

tion, et l'impôt inique sur le sel (le même que M. Witte cherche à rétablir), c'est lui qui a facilité en le transformant le règlement du rachat par les paysans, etc.

Tout autre fut le système de son successeur immédiat. En vrai *koulak* doublé d'un séminariste, M. Wyschnegradski se montra sans pitié pour les humbles et les faibles; l'agriculteur surtout fut sa victime. Peu importait à ce ministre que les paysans fussent écrasés de nouveaux impôts perçus par des moyens, dont seul peut se servir un usurier de village, quand il joint à son âpreté naturelle la férocité d'un publicain persan ou tatare. L'essentiel pour Ivan Alexiévitch était de pouvoir dans ses exposés financiers accuser des augmentations de recettes et des excédents fictifs obtenus à l'aide de simples jeux d'écritures. Cela fait, il lui était loisible de s'adonner à l'agiotage, sa passion favorite, et d'entreprendre de vastes mais ruineuses opérations de crédit, ce à quoi l'aidaient si consciencieusement ses amis, les écumeurs des diverses bourses européennes, celle de Berlin, en particulier...

Et, pourtant, jamais ministre n'avait rencontré un concours de circonstances plus favorables pour rétablir la fortune publique et asseoir solidement les finances sur la prospérité de la nation. Quatre années consécutives de récoltes magnifiques, une paix profonde régnant dans le pays, le prestige de l'empire relevé comme jamais, l'argent abondant et à bon marché en Europe, la France enfin apportant généreusement à la Russie les immenses ressources de son épargne nationale, et lui offrant en deux ou trois ans quatre milliards.

J'en puis parler en connaissance de cause, car non seulement j'eus le premier la pensée de gagner au crédit de la Russie le marché français, mais je pris l'initiative d'exécuter cette idée, à laquelle j'ai non sans

peine rallié M. Wyschnegradski, après que M. de Bunge avait décliné mes offres, à lui faites dans ce sens en octobre 1886. Comment M. Wyschnegradski a-t-il utilisé ces capitaux inattendus? La Russie n'en a reçu que quelques miettes; la presque totalité ayant été employée à des opérations de pseudo-conversion, tout cet or français a passé dans les mains des anciens détenteurs de titres russes, principalement des Allemands!

La disette de 1891 et la pénurie complète du Trésor ont commencé à montrer sous son véritable jour ce qu'était la gestion financière de M. Wyschnegradski. Après avoir hésité longtemps, trop longtemps, hélas! je me suis décidé à rétablir la vérité sur cette administration; dans une étude détaillée et d'une impitoyable franchise, j'ai mis à nu tous les hideux agissements dont elle s'était rendue coupable depuis cinq années qu'elle fonctionnait. Rédigé sous forme de mémoire strictement confidentiel, ce travail fut présenté au Tsar le 10/22 août 1892 et amena la subite disgrâce de M. Wyschnegradski.

M. Witte, qui lui a succédé, ne semblait nullement désigné par son passé pour occuper un poste aussi gros de responsabilités et particulièrement difficile dans les circonstances données. (Son unique titre au poste de ministre des voies et des communications était sa condamnation à trois mois de prison, comme chef de l'exploitation du chemin de fer d'Odessa, pour avoir causé, en 1876, par sa négligence, le terrible accident de Telligoul.) De plus, il avait contre lui d'être considéré comme un élève de M. Wyschnegradski, dont il était, d'ailleurs, la créature et le confident.

Mais il y a des grâces d'État, et le pouvoir opère parfois des conversions. Il n'était donc pas interdit d'espérer que M. Witte offrirait un phénomène de ce genre et qu'il renoncerait à marcher sur les traces de son

funeste prédécesseur. Malheureusement les premières mesures du nouveau ministre ont fait évanouir cet espoir : dès son début il a tenu à prouver que sur tous les points il suivait fidèlement les anciens errements. Et, comme le propre de tout imitateur est d'outrer les défauts de son modèle sans en reproduire jamais les qualités, quelques mois ont suffi à M. Witte pour laisser loin derrière lui M. Wyschnegradski. On a vu alors un fait étrange : la presse financière de Berlin et de Francfort, qui n'avait pas assez de larmes pour pleurer la chute de ce dernier, vraie providence des boursiers et des spéculateurs, s'est promptement remise de ses alarmes, et a reporté sur M. Witte toutes ses tendresses et toutes ses louanges. A l'exception du panamiste Pétrowsky et du calomniateur professionnel Mestschersky qui, pour quelques miettes tombées de la table du maître du jour, chantaient des hymnes en son honneur, les journalistes russes se sont montrés défiants et ont même accueilli par de timides critiques les exploits un peu trop surprenants du nouveau ministre des finances. Mais il n'a pas été difficile de mettre à la raison ces gens malintentionnés : M. Witte leur a fait interdire par la direction de la presse trop complaisante toute discussion de ses actes.

Moi-même, dès l'abord, j'avais résolu de garder le silence. Rien ne me répugne plus qu'une opposition systématique, et je ne me dissimulais pas qu'en attaquant successivement deux ministres des finances je pourrais être soupçonné de parti pris. D'autre part, l'utilité d'une campagne me paraissait bien douteuse. Le publiciste même le plus courageux et le plus tenace dans la défense des idées qu'il croit justes, en arrive parfois à se dire : A quoi bon? On se lasse de rouler éternellement le rocher de Sisyphe qui retombe toujours, non sans vous écraser un peu au passage. En

Russie, cette besogne est particulièrement ingrate. Comme l'a dit un jour Katkof, le publiciste russe doit toujours faire son devoir, crier hautement et malgré tout ce qu'il croit être la vérité, certain d'avance qu'il ne recueillera jamais que le mécontentement d'en haut et les injures d'en bas, certain aussi que son dévouement restera toujours sans récompense, même et surtout quand les événements lui donneront raison.

Mais mes hésitations n'ont pas duré longtemps, et devant l'extravagance toujours croissante de la politique financière de M. Witte, devant sa persistance à proposer les mesures fiscales les plus écrasantes pour les malheureuses populations déjà à bout de forces, j'ai repris la plume. Un ministre qui, dans un rapport officiel à son souverain, avoue cyniquement son intention de construire le chemin de fer Sibérien à l'aide de faux billets de banque[1], qui accuse faussement dans le même rapport des disponibilités libres de 240 millions de roubles or, quand, en réalité, le Trésor est à sec, qui presque chaque jour invente de nouvelles lois, tantôt simplement grotesques (comme par exemple le droit à payer sur les banknotes russes à leur entrée et à leur sortie de l'empire), tantôt d'un arbitraire odieux ne rappelant que trop les décrets jacobins de la Convention pendant la Terreur de 1793 (comme par exemple l'enlèvement de 100 millions de roubles or à la Banque d'État[2] ou l'intervention scandaleuse dans les opérations légales des banques privées), — un pareil ministre, à moins d'être atteint d'aliénation mentale, poursuit évidemment quelque but secret, complètement étranger à la prospérité de l'État. Pendant vingt-cinq ans, j'avais combattu avec acharnement, et souvent au prix des plus cruels sacrifices

1. Voir chap. IX.
2. Voir le P. S. de ce chapitre.

personnels, les tendances révolutionnaires en Russie, partout où elles se manifestaient, dans les hautes sphères gouvernementales ou dans les milieux nihilistes ; mais j'avoue ne pas avoir encore rencontré dans cette lutte un homme aussi dangereux pour l'ordre public en Russie que M. Witte. Pousser ouvertement le Trésor vers une catastrophe, semer le mécontentement général par un arbitraire stupide, exaspérer par des vexations fiscales la population la plus pauvre, chercher à déconsidérer les plus hautes autorités de l'État, telle paraît être la préoccupation principale de ce ministre d'occasion. Jusqu'à présent, la Russie autocratique n'a pas encore connu ces ministres de *nouvelles couches*, dont aucun journal n'oserait raconter la biographie véridique sans s'exposer à une condamnation pour pornographie.

Dans mes critiques des actes de M. Witte, je me suis strictement limité à sa politique financière. Les attaques personnelles, la suspicion des intentions m'ont toujours répugné; dans l'espèce elles auraient été vraiment trop aisées. Mais, en face des extravagances systématiques de M. Witte, comment ne pas rappeler que ce ministre, nihiliste au moins par ses allures extérieures et par son dédain hautement affiché de la plus élémentaire morale, était autrefois à l'Université d'Odessa le condisciple et l'intime de Gelabow, de sinistre mémoire? M. Witte crie par-dessus les toits qu'il sera le *Colbert* russe. A le juger par ses actes, on dirait plutôt qu'il aspire à jouer dans l'histoire de Russie le rôle de *Calonne*...

Pendant la dernière discussion de la loi militaire dans la commission du Reichstag allemand, les adversaires du projet de loi ont eu souvent recours, pour en démontrer l'inutilité, à cet argument spécieux que l'Allemagne n'a plus à craindre une lutte sur ses deux

fronts, la Russie « étant banqueroute ». Que M. de Bismarck ait cru un instant à l'impuissance militaire de la Russie pour cause de déconfiture financière, ou que M. Liebknecht partage cette opinion, nous le comprenons à la rigueur : le premier a pu se laisser aveugler par la colère, lorsqu'il a vu en 1887 l'attitude énergique d'Alexandre III paralyser ses projets d'agression contre la France, et l'intelligence du second a toujours été fermée aux questions de politique étrangère. Mais comment d'aussi piètres arguments ont-ils pu résister une minute à la discussion au sein d'une commission ? Ils se préparent de terribles désillusions les journaux allemands qui fondent le maintien de la paix sur les difficultés financières de la Russie et qui encouragent les fantaisies de M. Witte dans l'espoir qu'il complétera la ruine si bien commencée par M. Wyschnegradski. A supposer même que notre ministre puisse pratiquer son funeste système assez longtemps pour acculer la Russie à une catastrophe financière, les résultats en seraient tout autres qu'on ne le croit à Berlin. Un autocrate russe ne suspend pas ses paiements comme un roitelet parlementaire ou un négociant de la rue du Sentier et, loin d'assurer la paix, la prévision seule d'un pareil krach rendrait la guerre inévitable. Or, comme nous sommes profondément convaincu que toute catastrophe peut encore être conjurée, que la conservation de la paix, aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur, est une condition indispensable pour le développement économique de la Russie, nous avons combattu avec toute l'énergie dont nous sommes susceptible une politique financière menant directement à la guerre et à des perturbations intérieures.

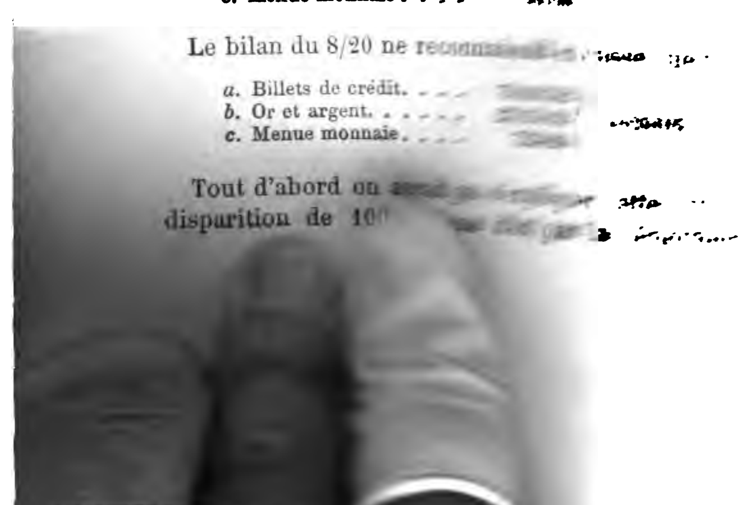
P. S. — M. Witte se charge tous les jours de nous fournir de nouvelles armes et de justifier notre cam-



pagne. Dans notre dernier article de la *Nouvelle Revue* du 1er mars 1893, nous avons [illegible] que dans son rapport sur le budget de [illegible] le ministre des finances s'était vanté à tort d'avoir en fonds disponibles 240 millions de roubles or, tandis qu'il [illegible] réellement que quelques dizaines de mille [illegible]. Pris en flagrant délit de vantardise et de contre-vérité dans un document adressé à son souverain, M. Witte s'est empressé d'augmenter le stock [illegible] du Trésor et cela par un moyen d'une simplicité extraordinaire : il a enlevé les 100 millions d'or qui se trouvaient dans la caisse de la Banque d'État (comme les opérations commerciales) et dont ils formaient [illegible] et les a tout bonnement transportés au Trésor [illegible] procédé, si en honneur chez les présidents [illegible] de Saint-Domingue ou de Honduras [illegible] disparition, n'était pas encore en usage dans [illegible] autocratique ; il n'eût donc pas été superflu [illegible] quer et même d'en essayer la justification. M. Witte dédaigna ce détail ; aussi le fait [illegible] que par la comparaison du bilan officiel [illegible] d'État du 1er/13 mars avec celui du [illegible] par l'organe officiel du ministère des finances.

En effet, dans le bilan du 1er [illegible] mars [illegible] voyons que la Banque possédait [illegible]

a. Billets de crédit. . . .	[illegible]	
b. Or et argent.	[illegible]	[illegible]
c. Menue monnaie	[illegible]	



Le bilan du 8/20 ne [illegible]

a. Billets de crédit. . . .	[illegible]	
b. Or et argent.	[illegible]	[illegible]
c. Menue monnaie	[illegible]	

Tout d'abord on [illegible] disparition de 10[illegible]

détermination qu'a prise M. Witte de faire vendre de l'or par la Banque d'État, et cela dans un moment où tous les gouvernements cherchent à augmenter leur encaisse de métal précieux; on pouvait craindre ainsi que cet or n'eût été acheté par l'étranger. Mais un coup d'œil sur la rubrique des « dépôts en garde » dissipe nos inquiétudes. Nous trouvons dans le bilan du 1er/13 mars :

« Or et argent appartenant au Trésor *au prix nominal* 49237450. » Dans le bilan du 20 mars cet or est porté au chiffre de 170387073. La différence au prix nominal dépasse même un peu la somme de 100 millions de roubles enlevés à la caisse de la Banque.

De quel droit et à quel propos le Trésor s'est-il approprié, en temps de paix, et sans l'excuse d'un cas de force majeure, 100 millions appartenant à la Banque et constituant une partie inaliénable de son actif? La presse russe ne nous fournit à cet égard aucun éclaircissement. Seul le *Nouveau Temps* essaie d'expliquer cet *enlèvement* de la manière suivante : on sait que M. Witte vient de contracter un emprunt intérieur 4 1/2 p. 100 de 100 millions de roubles; le *Nouveau Temps* suppose donc que le ministre a acheté l'or à la Banque en donnant en *échange* les roubles crédit obtenus par cet emprunt. Il suffit de jeter les yeux sur le bilan du 8/20 mars pour se convaincre de l'inanité de cette explication. En effet, comme nous l'avons vu, la quantité de roubles crédit, au lieu de progresser de 100 millions de roubles, a au contraire diminué de 2 millions (75 millions au lieu de 77 millions). Il s'agit donc non d'un échange de l'or contre du papier, mais d'un simple enlèvement, pour ne pas dire plus, d'une centaine de millions à la Banque d'État.

Une pareille brèche faite à un actif qui, au 1er/13 mars, atteignait 581 millions ne pouvait naturellement passer

inaperçue. Aussi trouvons-nous l'actif de la Banque tombé le 8/20 mars à 521 millions. Et les autres 60 millions disparus? M. Witte ne se gêne pas pour si peu; il les déguise par un jeu d'écritures qui conduirait en police correctionnelle un simple commerçant. Nous trouvons en effet portée *à l'actif* dans le bilan du 8/20 une somme nouvelle de 13050000 roubles inscrits comme « capital des succursales ». Or, cette somme était encore le 1er/13 mars portée *dans le passif* sous la même rubrique! En effet, le capital social est le *passif* d'une banque, et il est inscrit comme tel depuis qu'il existe au monde une comptabilité régulière. Mais M. Witte est au-dessus des règles vulgaires de la comptabilité et, quand il a besoin de boucher un trou à l'actif, il y transporte les chiffres du passif: toujours l'art de porter les chiffres de droite à gauche ou de gauche à droite selon le besoin de la cause (voir sa conversation avec M. Souvorine, ch. IX).

Pour le reste des 40 millions, M. Witte n'est pas plus embarrassé : le 1er/13 mars il faisait figurer à l'actif une somme de 18 millions comme agio sur l'or déposé en garantie des billets de crédit émis provisoirement; dans le bilan du 8/20 mars, cet agio est évalué tout d'un coup à 44 millions! Le change aurait donc baissé en huit jours de plus de 50 p. 100!

Non moins curieux est, dans le bilan du 8/20 mars, l'*arrangement* du passif qui, bien entendu, se trouve réduit aussi pour le besoin de la cause à 521 millions. Les 60 millions disparus ont été pris intégralement sur les comptes courants des *particuliers* et des *institutions privées* : de 97 millions au 1er/13 mars cette somme est tombée à 37 millions. Serait-ce que « l'enlèvement » de l'or de la caisse ait ébranlé la confiance et que les particuliers pris de panique se soient empressés de retirer leurs dépôts en compte courant?

Non, puisque la caisse n'a perdu que 2 millions en roubles papier; la somme de 60 millions répond aussi trop exactement à la somme manquante. Voici, suivant nos conjectures, comment la chose s'est passée : la majeure partie du nouvel emprunt 4 1/2 p. 100 n'a été souscrite que d'une manière fictive; le Trésor s'est borné à attribuer aux caisses d'épargne des titres de la nouvelle émission; il paraît même que, pour économiser des frais de papier et d'impression, il leur a remis un seul billet du nouvel emprunt de 60 millions! (Ah! le bon billet qu'ont les caisses d'épargne!) Or, ces établissements figuraient dans le compte courant de 97 millions des « institutions privées » pour 60 millions : en leur remettant le fameux billet, le ministre a du même coup libéré la Banque de sa dette envers les caisses d'épargne et éteint un passif de 60 millions. Ce n'est pas plus difficile que cela!

Et voilà les us financiers et les règles de comptabilité du « grand régénérateur de la Russie », comme le prince Mestschersky a appelé M. Witte. On se demande pourquoi le ministre des finances s'est arrêté à mi-chemin et n'a pas complété par des procédés analogues les 240 millions d'or qu'il se vantait de posséder. Qu'est-ce qui l'empêchait d'enlever une partie de l'or appartenant à la cathédrale d'Isaak, à la laure de Kief ou au monastère Troïtsky-Serguïevo ? Cette opération « sud-américaine » eût été tout aussi légitime que le fait de soustraire 100 millions à la caisse de la Banque d'État, et il n'aurait eu besoin ni de dresser de faux bilans ni d'augmenter annuellement de 4 millions et demi de roubles les charges de l'État, en contractant un emprunt purement fictif qui n'a procuré au Trésor que des ressources insignifiantes...

Avec de pareils procédés on *peut* et on *doit* aller loin; c'est pourquoi nous ne doutons pas de l'avenir de

celui qu'on a spirituellement baptisé le « Gatschkowsky [1] » des finances. Les « cures » de M. Witte sont vraiment merveilleuses, à en croire ses réclames. Ne vient-il pas de déclarer, dans la publication des comptes provisoires pour l'année 1892, que le budget s'est clôturé par un excédent de recettes de 47 millions de roubles? Il est vrai que, si l'on déduit des « recettes extraordinaires » les 169 millions produits par les deux emprunts (3 p. 100, or, 1891 et 4 1/2 p. 100, crédit, 1892), l'excédent se transforme immédiatement en un déficit de 113 millions; mais nous pouvons garantir à M. Witte un déficit dépassant en réalité 200 millions de roubles pour le jour où paraîtra le compte rendu du contrôle de l'empire pour l'année 1892 [2].

Les « excédents budgétaires » et les « disponibilités libres » étouffent littéralement le Trésor; aussi le ministre des finances s'est-il empressé d'emprunter pendant les deux premiers mois de l'année courante environ 160 millions de roubles (100 millions 4 1/2 p. 100 nouvellement émis et le reliquat de l'emprunt 3 p. 100 vendu à Berlin (ch. IX); sans parler de l'émission pour 33 millions de roubles des séries des billets de Banque (v. ch. III).

Paris, avril 1893.

1. Un ingénieur qui, en 1892, arriva à Pétersbourg on ne sait d'où. Il disait avoir rapporté de Chine un remède secret possédant toutes les vertus attribuées à la fameuse séquardine. Bientôt cet aventurier acquit la plus brillante clientèle de la capitale en faisant des injections sous-cutanées avec son mystérieux remède. Ce n'est qu'après avoir amené, par cette médication, la mort de plusieurs hauts personnages, entre autres du général Gresser, grand maître de la police de Saint-Pétersbourg, que Gatschkowsky fut arrêté et expulsé de Russie. Il prétendit alors que son remède était une simple solution de borax.

2. Nous n'étions pas loin de la vérité. Le rapport du contrôleur de l'Empire *reconnut* un déficit de 138 millions de roubles (v. ch. III), mais en réalité ce déficit, comme nous le prouvons plus loin, est bien plus considérable.

CHAPITRE II

UNION DOUANIÈRE AVEC L'ALLEMAGNE. — NOUVEAU TRAITÉ DE BERLIN. — RÉTABLISSEMENT D'UNE ALLIANCE ÉCONOMIQUE DES TROIS EMPIRES. — WITTE PRISONNIER DE SES ENGAGEMENTS ENVERS L'ALLEMAGNE. — HOSTILITÉ CONTRE LA FRANCE. — AGIOTAGE DE M. WITTE. — LA RUSSIE DEVENUE LE HINTERLAND DE L'EMPIRE GERMANIQUE.

Par la guerre au crédit russe entreprise en 1887, le prince de Bismarck voulait entre autres choses amener la Russie à amender les droits sur certains produits de l'industrie allemande et même à conclure avec l'empire voisin un traité de commerce avantageux pour ce dernier. C'était là un rêve que la Prusse poursuivait en vain depuis 1820; même pendant les moments de l'intimité la plus étroite entre les deux cours elle n'avait jamais réussi à en faire une réalité. Les procédés brutaux du prince de Bismarck n'eurent pas plus de succès; ils produisirent même l'effet tout contraire. En 1891, M. Wyschnegradski, protectionniste convaincu, suréleva considérablement les droits prohibitifs; bien plus, en établissant certains droits différentiels pour les mêmes produits suivant qu'ils seraient introduits par voie de terre ou par voie de mer, il rendit aux im-

portateurs allemands de fer et de charbon la lutte excessivement difficile à soutenir contre leurs concurrents anglais et belges. Cette mesure fut une lourde faute qui coûta cher à l'agriculture russe. L'Allemagne y répondit d'abord en élevant les droits d'entrée sur nos produit naturels, puis en concluant avec l'Autriche-Hongrie un traité de commerce qui réduisait considérablement les droits sur les blés; les mêmes avantages furent bientôt accordés à tous les autres pays importateurs de céréales. Les agriculteurs russes se virent donc forcés, pour conserver le marché allemand, de vendre leur blé et leur bétail à des prix ruineux. Les conséquences désastreuses de la disette de l'année 1892 ont été dues en grande partie aux pertes subies de ce fait par les producteurs russes.

Un des principaux motifs qui m'avaient décidé en décembre 1892 à entreprendre une campagne contre la gestion financière de M. Witte était ma conviction que ce ministre se préparait à réaliser enfin le rêve caressé depuis si longtemps par la Prusse et à livrer par un traité de commerce avec l'Allemagne la Russie sans défense à l'exploitation germanique. Des renseignements très précis reçus d'une source très autorisée m'avaient permis de le déclarer catégoriquement en mars 1893. Voici en effet ce que j'écrivis à cette époque: « L'Allemagne, qui a expulsé les fonds russes de son marché, est sur le point de conclure un traité de commerce avec la Russie excessivement favorable à ses intérêts, et cela malgré l'opposition des agrariens; M. Witte feint d'être opposé à la conclusion de ce traité, *quoique, depuis le 9 novembre 1892, il se soit irrévocablement engagé à le signer*. Est-ce que la signature d'un traité de commerce français n'aurait pas dû précéder — ne serait-ce que par pure convenance — celle d'un traité avec l'Allemagne? La France a encore

d'autres articles susceptibles d'être importés en Russie en dehors de son or. » (*Nouvelle Revue*, 1er mars 1893, p. 197.)

M. Witte, afin de mieux masquer son jeu, s'empressa en effet de négocier avec la France l'insignifiante convention commerciale qu'on sait. Conclue pour une durée illimitée, c'est-à-dire susceptible d'être dénoncée chaque année, elle accordait quelques concessions dérisoires sur les droits d'entrée de plusieurs articles d'importation française, en échange d'un notable abaissement des droits d'entrée sur les pétroles russes. C'est avec raison que M. Jules Roche a déclaré, dans son discours prononcé en septembre 1894 au Congrès de Mâcon, que les produits sur lesquels M. Witte avait accordé des concessions n'intéressaient aucunement l'industrie française.

Après avoir ainsi jeté de la poudre aux yeux, il continua ses négociations avec l'Allemagne. Les diverses péripéties de ces pourparlers ont été très habilement exposées par M. Witte dans un mémoire justificatif de la guerre de tarifs survenue en juillet 1893. Ce document que publia le *Messager officiel* de l'époque, produisit un certain effet sur les profanes parce qu'il semblait démontrer qu'avant de recourir aux moyens extrêmes, le ministre des finances russes avait épuisé tous les autres moyens d'accommodement : concessions successives, tentative d'aboutir au plus tôt à une entente en fixant un court délai pour l'acceptation de ces concessions, menaces de rupture, etc. Pour ceux qui, comme nous, savaient pertinemment que *depuis le 9 novembre 1892 M. Witte s'était irrévocablement engagé à signer le traité de commerce*[1], *quelles que fussent*

1. Les événements ont prouvé depuis que nos renseignements à ce sujet étaient absolument exacts.

les conditions qu'il plairait au général de Caprivi de lui imposer, son exposé ne faisait que confirmer ce qu'ils soupçonnaient depuis longtemps, à savoir que toutes les marches et contremarches longuement racontées dans ce mémoire n'étaient que les diverses scènes d'une honteuse comédie calculée pour donner le change au tsar et à l'opinion publique russe. La conclusion d'un traité de commerce dans les conditions *promises* par M. Witte à l'Allemagne rencontrait des obstacles presque insurmontables. Il ne s'agissait pas, en effet, d'une simple convention commerciale destinée à abaisser les droits sur le fer et le charbon en échange de l'application au blé russe des tarifs accordés à l'Autriche-Hongrie et aux autres pays. Pareille convention nous la conseillâmes nous-même dès le début de 1892[1].

Non, ce que l'Allemagne convoitait, c'était la réalisation du rêve poursuivi depuis 1820, l'emprisonnement de la Russie dans une *union douanière*, un vrai « Zollverein » analogue à celui qui avait livré à la Prusse les États de l'ancienne Confédération allemande, *l'ouverture de l'immense empire du Nord à l'invasion germanique*, la possibilité d'en faire exploiter les innombrables richesses par les « deutsche Culturträger », la satisfaction de cet irrésistible « Drang nach Osten » qui hante tout Allemand; en un mot, *la conquête pacifique de la Russie et sa transformation en un simple Hinterland de l'Allemagne*[2].

1. La gestion financière de M. Wyschnegradski, p. 46. Paris. Imp. Chamerot et Renouard (en russe).

2. Dans un livre récemment publié par un des plus connus économistes allemands, M. Karl Yentsch, *Ni communisme, ni capitalisme*, nous trouvons, exposés avec une rare franchise. les projets de colonisation de la Russie par une invasion teutonique. « La Russie n'est point pour nous un empire indépendant: elle est ce qu'étaient pour nos aïeux, dans les temps primitifs,

M. Witte sentait très bien qu'un projet qui livrait ainsi pour de longues années la patrie russe aux convoitises de ses voisins de l'ouest se heurterait avant tout à l'opposition du tsar, à l'hostilité de Moscou et de tous les centres de l'industrie russe, menacés dans leur existence même, enfin aux protestations de tous les patriotes assez clairvoyants pour apercevoir, derrière les visées économiques, d'autres desseins plus graves encore : *c'était l'indépendance politique de la Russie elle-même qui se trouvait mise en danger.*

Il y avait encore d'autres difficultés à vaincre. L'oukase impérial qui accompagnait la publication du nouveau tarif en 1891 déclarait solennellement que d'ici à longtemps aucune modification sérieuse ne serait plus apportée au régime douanier russe; il fallait cette déclaration pour rendre la sécurité à l'industrie nationale et lui permettre de s'engager dans des entreprises de longue haleine : or, les projets de M. Witte allaient à l'encontre de cette promesse; ils ne pouvaient se réaliser qu'au mépris de la parole toujours sacrée du tsar.

C'est pour venir à bout de toutes ces résistances et de tous ces obstacles que brusquement, à la stupéfaction générale, M. Witte commença en juillet 1893 la

les terres slaves depuis l'Inn et l'Elbe, c'est-à-dire des territoires destinés par la nature même à nous servir de colonies. » L'invasion germanique en Russie est pour l'auteur un moyen d'autant plus légitime que la Russie est une nation trop barbare et trop immorale pour pouvoir prétendre aux mêmes égards que les autres États de l'Europe. Le peuple russe a prouvé qu'il n'était pas capable de cultiver son territoire; il doit désormais céder la place aux Allemands, qui ne demandent qu'à faire fructifier la terre suivant les procédés de la civilisation... « Il n'y a pas au monde deux peuples qui soient aussi bien faits pour se pénétrer et se compléter que les Allemands et les Russes. » Pour pénétrer et compléter le peuple russe, M. Yentsch propose « d'introduire en Russie, au besoin de force, dix millions d'Allemands »...

désastreuse guerre de tarifs. Le chancelier de Caprivi, initié qu'il était aux véritables mobiles du ministre russe, jouait sur le velours : il lui donnait la réplique convenue d'avance en surélevant à des hauteurs vertigineuses les droits d'entrée sur les produits russes. Les deux compères savaient parfaitement que devant une crise féconde en calamités pour l'agriculture russe, devant les cris de détresse poussés par la noblesse et les paysans dont la prospérité touche de si près au cœur d'Alexandre III, devant la fatalité du dilemme qui se poserait à bref délai entre la capitulation et la guerre, l'hésitation ne serait pas longue...

Cette connivence seule explique pourquoi M. Witte choisit justement pour sa guerre de tarifs le moment où l'agriculteur russe, déjà passablement ruiné par la disette et le choléra, espérait enfin pouvoir recommencer l'exportation de son blé qui pourrissait dans de mauvais hangars. Malgré le bas prix et la concurrence redoutable de l'Amérique du Nord, il avait chance de regagner au moins une partie du marché allemand, perdu par l'interdiction de l'exportation. Et voilà que le ministre des finances de Russie lui ferme au nez cette porte de salut ! Était-ce pour intimider le gouvernement allemand ? Pas du tout, jamais les cours du blé n'avaient été aussi bas en Allemagne, jamais l'abondance des offres aussi considérable. D'ailleurs, une conférence de délégués des deux pays devait se réunir au mois d'octobre ; dès lors, à quoi bon la guerre de tarifs juste au moment où la navigation ouverte permettait aux agriculteurs russes des transports à bon marché ? En outre, le Reichstag allemand ne pouvait discuter le traité de commerce avec la Russie que vers la fin de l'année : la convocation anticipée de la conférence n'aurait donc pu donner aucun résultat utile. Bien plus, les statistiques allemandes pour l'an-

née 1893 ont démontré que l'exportation allemande en Russie, malgré la guerre de tarifs, a encore été supérieure à celle de la période correspondante de l'année 1892[1], tandis que l'importation russe était complètement annihilée. M. Witte ne pouvait ignorer que quand le bilan des échanges entre deux nations se solde, comme entre la Russie et l'Allemagne, par un excédent de plusieurs centaines de millions par an au profit de la première (la moyenne de l'exportation russe en Allemagne pour les huit années précédentes pouvait s'évaluer à environ 420 millions de marks, l'importation de l'Allemagne pour la même période, en dehors des métaux précieux, à environ 150 millions de marks), ce n'est pas l'Allemagne qui aurait le plus à souffrir d'une rupture des relations commerciales. Il agissait donc en connaissance de cause.

Les cris de désespoir poussés d'un bout de la Russie à l'autre par l'agriculture agonisante auraient fait perdre la tête à tout autre ministre. M. Witte ne s'en émut nullement; tout au contraire il fut enchanté d'avoir là une occasion de manifester sa sollicitude pour les populations rurales et en même temps d'expérimenter sur une vaste échelle les doctrines socialistes qui lui sont chères : il fit du gouvernement un acheteur de blés pour des sommes illimitées et *ordonna à la Banque de l'État d'ouvrir des crédits non moins illimités à tous les agriculteurs grands et petits sur les blés qu'ils voulaient bien déclarer comme étant en leur posses-*

1. L'importation en Allemagne des blés, seigles, avoines et maïs russes tomba de 5925000 hectolitres en 1892 à 3878000 en 1893, et cela malgré l'interdiction de l'exportation du blé en 1892. En 1891 l'importation russe avait atteint 16315000 hectolitres. Par contre, l'importation allemande en Russie dépassa, en 1893, celle de 1892 d'environ 200000 tonnes pour le coke et le charbon, et de 160000 tonnes pour divers produits sidérurgiques. (Publication du Bureau de statistique de l'empire allemand.)

sion et dont ils conservaient la garde. Ce n'est pas tout : la Banque de l'Etat garantissait aux banques privées les prêts faits aux agriculteurs dans les mêmes conditions tintamarresques! Il suffit de connaître un peu les mœurs du pays pour comprendre les innombrables abus auxquels fatalement devait donner lieu un crédit offert sous de pareilles garanties. La Banque, couverte par le Trésor russe, engloutit dans cette opération des dizaines de millions de roubles, sans le moindre profit, d'ailleurs, pour les agriculteurs eux-mêmes; les tchinowniks et les intermédiaires veillèrent à cela.

M. Witte se rendait-il compte de la gravité du conflit qu'il créait? Assurément. Dans le cabinet même du tsar où une scène assez vive eut lieu entre lui et le comte Schouwalof, ambassadeur à Berlin, ce dernier lui signala tous les dangers d'une guerre de tarifs; il l'avertit, en homme sûr de son fait, que le général de Caprivi ne céderait certainement pas, qu'en Allemagne le monde commercial des provinces frontières serait presque seul atteint par la crise et que cela n'empêcherait pas le gouvernement d'aller jusqu'au bout. A tous les arguments de l'ambassadeur, produits en présence du tsar, M. Witte, tout confus, ne trouva qu'une réponse : « Mes informations sont tout autres. »

Faisant son Bismarck, M. Witte, après le départ du comte Schouwalof, s'offrit le luxe d'une interview avec l'un des reptiliens les plus compromis de l'ex-chancelier allemand, M. Maximilien Harden[1]. Le prix ne fut pas bien élevé : mille roubles et le voyage aller et retour payé; j'ignore si un pourboire spécial fut stipulé pour les injures à mon adresse.

Dans cette entrevue publiée par la *Zukunft*[2] du

1. Un juif polonais, dont le vrai nom est Wittkowski.
2. « Das lupanarische Blatt », comme l'a appelée avec raison le

17 octobre, ainsi que par plusieurs journaux russes accessibles aux mêmes séductions, le ministre des finances commença par témoigner son dédain pour la presse française et son regret d'être obligé de traiter la dernière conversion sur le marché de Paris. Il présenta ensuite au journaliste berlinois ses excuses pour les fêtes de Toulon : on ne pouvait pas décemment repousser les amabilités d'un peuple « qui s'offrait ». Cela lui servit de transition pour arriver aux conséquences politiques du traité qui se négociait à Berlin. Après avoir combattu la thèse du prince de Bismarck que les intérêts économiques sont distincts des intérêts politiques, M. Witte exprima l'espoir que l'Allemagne, malgré les cris des agrariens, tiendrait à conclure la convention « afin d'avoir à l'avenir pour amie une nation voisine qui a fait preuve de ses bons sentiments et de la solidité de ses relations dans des moments critiques ». M. Witte reconnaissait en même temps que « l'Allemagne ne cherchait par le traité qu'à faire concurrence aux Russes sur leur propre marché, tandis que la Russie, beaucoup plus modeste, se contentait de réclamer les droits accordés sur le marché allemand à ses autres concurrents ».

Et, sachant tout cela, M. Witte avait donné pour instructions à M. Timiriasef, le principal délégué russe, de souscrire, au besoin, à toutes les exigences des Allemands et de signer à tout prix le traité. Aussi, dès le début, M. Timiriasef exprimait-il tout haut sa conviction que le traité serait signé, quoi qu'il arrivât. M. Souvorine qui, à peine rentré de Paris où il avait été tant fêté, repartit pour Berlin où chaussant les pantoufles de M. Harden-Wittkowski il donna un

Dr Mamroth de la *Gazette de Francfort*, était naturellement la mieux qualifiée pour prendre la défense de M. Witte.

coup d'épaule à M. Witte, relate dans ses lettres au *Nouveau Temps* ce fait qu'il tenait de M. Timiriasef lui-même[1].

Mais il s'en fallait de beaucoup que du côté de l'Allemagne on se contentât aussi aisément de concessions purement économiques ; *après les manifestations de Toulon et surtout après le télégramme adressé le 27 octobre à M. Carnot par le tsar, on était bien plus disposé à pousser les choses jusqu'au bout : profiter de la guerre de tarifs si étourdiment provoquée par M. Witte pour obtenir de la Russie, en dehors d'un traité de commerce avantageux, des gages politiques certains ou recourir à l' « ultima ratio » et trouver dans ce conflit un « casu belli »*. Les deux camps hostiles dans lesquels l'Allemagne s'était divisée à propos de cette guerre de tarifs, les agrariens qui voulaient empêcher l'accord, et le monde des affaires qui souffrait du trouble apporté dans les relations commerciales avec la Russie auraient salué avec un égal enthousiasme une guerre destinée à mettre un terme à une crise intolérable. Aux premiers on aurait assuré qu'on ne voulait pas sacrifier aux exigences de la Russie les intérêts supérieurs de l'agriculture, au second que la force des armes seule pouvait ouvrir à l'Allemagne les immenses débouchés convoités.

Cette redoutable éventualité, M. Witte aurait pu la prévoir ; mais si elle s'était réalisée, il n'en aurait probablement pas été très désolé, à en juger par les paroles qu'il prononça en recevant une députation à Nijni-Nowgorod. « Les événements actuels, déclara-t-il, prouvent avec évidence combien en réalité la

1. Par cette attitude étrange la presse russe s'est attiré une sortie sanglante de M. de Marschall devant la commission du Reichstag : M. Souvorine l'a reproduite sans même en comprendre la portée injurieuse.

conscience publique de l'Allemagne et celle de la Russie sont avides de paix et de tranquillité. Pas de malheur sans bonheur ! »

Les deux tendances adverses qui se partageaient l'opinion allemande depuis l'ouverture du conflit douanier avec la Russie avaient chacune leur représentant autorisé dans le conseil de Guillaume II. Tandis qu'au Reichstag le chancelier de Caprivi démontrait la nécessité du traité de commerce avec une éloquence qui se surpassait et une compétence économique qui surprenait chez un général, M. Miquel, défenseur attitré des intérêts matériels de son pays, s'amusait à persifler dans ses discours officiels l'ardeur que les partisans du traité mettaient à le défendre et dans l'intimité il ne se gênait pas pour déclarer que les agrariens seraient des fous inexcusables, s'ils consentaient à voter leur arrêt de mort. Ce dualisme dans un gouvernement aussi sévèrement discipliné intriguait l'opinion et l'on y voyait bien à tort le reflet des rivalités personnelles entre les deux hommes d'État. Étant donné l'esprit de suite et la persistance obstinée dont Guillaume II n'a cessé de faire preuve dans la direction du « nouveau cours », il est impossible d'admettre un seul instant qu'il permettrait à un de ses principaux serviteurs de combattre sa politique pour des motifs aussi mesquins. En réalité ces deux ministres représentaient les deux alternatives : ou la soumission de la Russie avec toutes les conséquences économiques et politiques qu'elle impliquait, — ou la guerre à bref délai. Tandis que le général de Caprivi s'employait au succès de la première solution, M. Miquel avait pour mission de la faire échouer au moment opportun, grâce à l'intransigeance indomptable des agrariens. Au fond, ces derniers étaient des adversaires bien moins irréductibles que le gouvernement n'affectait de

le croire ; parmi les hobereaux les plus acharnés à combattre la politique du chancelier de Caprivi, bon nombre étaient des personnages occupant de hautes charges à la cour de Guillaume II, et un seul mot du maître devait suffire, comme l'événement le prouva, pour triompher de l'opposition de ces courtisans.

A un certain moment, vers la fin de l'année dernière, les chances de guerre parurent décidément l'emporter : *depuis 1887 jamais l'Europe n'avait été aussi près d'une conflagration générale qu'elle le fut au milieu de l'hiver passé.*

Nous désirons laisser la politique tout à fait en dehors de notre étude actuelle. Nous nous contenterons seulement de citer plusieurs faits en relation directe avec la discussion du traité de commerce russo-allemand : la subite réconciliation de Guillaume II avec le prince de Bismarck; l'échange de visites entre les deux adversaires qui naguère paraissaient irréconciliables, le non moins soudain retour au pouvoir de Crispi en Italie, la disparition de la flotte de l'amiral Avelane des eaux françaises et la brusque démission du député Koscielsky, chef de la fraction polonaise et ami intime de Guillaume II, l'organisateur de la future insurrection polonaise en cas de conflit entre la Russie et l'Allemagne... Un des chefs des agrariens, M. von Dönhof, dans un discours prononcé à Kœnigsberg, a rapporté les paroles de Bismarck qu'une guerre était imminente, si le traité de commerce avec la Russie n'aboutissait pas... Comment la situation se détendit-elle tout à coup? Ce n'est pas ici le lieu de raconter les pénibles événements qui ont précédé la signature de ce traité [1]. Rappelons seulement que la Russie a cédé sur tous les points.

1. Dans notre *Histoire de l'entente franco-russe*, sur le point

Le 18 mars, le jour même, où quatre années auparavant le prince de Bismarck avait quitté la Wilhelmstrasse, son successeur obtenait un triomphe sans précédent : l'union douanière avec la Russie entrait en vigueur. L'ancien chancelier était tombé en réalité par suite de la rupture du Dreikaisersbund. Le général de Caprivi a, pour dix années, rétabli cette alliance au moins sur le terrain économique, la Russie ayant quelque temps après signé avec l'empire des Habsbourg un traité identique à celui conclu avec l'Allemagne. Le député Lieber salua dans le Reichstag la ratification du traité de commerce avec la Russie, en déclarant « que Guillaume II venait d'obtenir un triomphe égal à celui de son grand-père, le vainqueur de 1870-1871 ». Cette boutade paraît moins exagérée quand on va au fond des choses : conquérir sans coup férir, pour une durée de dix ans, un *Hinterland* occupant la septième partie du globe terrestre et peuplé de 120 millions d'habitants, — c'est une belle victoire.

Et la France? le pays de Molière et de Labiche fournit le côté comique indispensable dans tout drame : *le lendemain même de la signature du traité de commerce entre la Russie et l'Allemagne, le gouvernement français, dans une juste appréciation de cet événement historique, accorda la grand'croix de la Légion d'honneur à M. Witte!!* Guillaume II fut moins généreux : il ne donna au ministre des finances de Russie que la grand'-croix d'un ordre plus modeste — l'Aigle Rouge. Il est vrai que l'empereur d'Allemagne connaît les usages internationaux qui ne permettent pas d'accorder à un sujet étranger une distinction supérieure à celle dont il jouit dans son propre pays. Or, M. Witte, nouveau

de paraître, nous raconterons longuement les événements, si peu connus du public, de l'hiver 1893-94.

venu dans notre bureaucratie, n'avait droit par ses décorations russes qu'aux insignes de commandeur de la Légion d'honneur, si la République française tenait absolument à le récompenser d'avoir porté la plus grave atteinte à l'entente entre la France et la Russie. Déjà, quelques mois auparavant, le ministère français avait octroyé à M. Witte, la croix de grand officier; — celle de Cornélius Herz devenue vacante ne pouvait guère être mieux placée. Mais alors il y avait des raisons plausibles pour lui conférer une si haute distinction : M. Witte venait de refuser l'entreprise de la construction de voies ferrées en Sibérie à un groupe d'entrepreneurs et de financiers français qui, pendant deux ans, en avaient élaboré les projets et plans au prix de grands sacrifices. Ajoutons que deux sénateurs, représentants de ce groupe, envoyés à Pétersbourg en 1892, avaient été reçus en audience privée par le tsar avec une bienveillance qui semblait autoriser le meilleur espoir...

Quelle est la portée politique du traité de commerce conclu récemment avec l'Allemagne? Avant tout, laissons la parole au nouveau titulaire de la grand'croix de la Légion d'honneur. Dans une entrevue (parmi tant de réformes bienfaisantes M. Witte a aussi institué le système de l'interview pour les ministres) accordée à un M. Georg Schweitzer, rédacteur de la *Post*, nous trouvons entre autres choses : « M. Witte se rend parfaitement compte de la *portée politique* du traité. Deux États qui par leur position, par leurs liens de famille (entre États ?) et par leurs traditions vivaient jusqu'à ces derniers temps dans la meilleure entente, doivent soigner leurs bonnes relations, également profitables à leurs intérêts réciproques. M. Witte ne croit pas que l'union douanière trouble les rapports amicaux avec la France, quoiqu'il ait appris qu'une cer-

taine quantité de fonds russes venait de passer de France en Allemagne. Dans tous les cas, il espère que le marché allemand se montrera dorénavant moins récalcitrant aux emprunts russes. »

Puis, emporté par l'indignation d'un homme qui n'a jamais failli à sa parole, M. Witte ajoute qu' « il est surprenant que, malgré ses déclarations catégoriques, plusieurs journaux allemands parlent systématiquement des opérations du ministre des finances russe sur le marché allemand et de son désir de conclure de nouveaux emprunts. Il avait pourtant déclaré carrément et clairement dans son exposé du budget pour 1894 qu'il ne projetait aucune opération financière à l'étranger pour cette année. » Nous verrons plus loin que M. Witte en a fait dans le courant de l'année pour environ 3 milliards! M. Schweitzer a probablement mal rendu la pensée de son interlocuteur : le ministre des finances voulait dire que, malgré la conclusion du traité de commerce, il considère les Allemands comme assez avisés pour ne pas mordre à ses opérations et emprunts déguisés sous forme de conversions; que pour cette besogne le marché français, grâce aux « relations amicales avec ce pays », suffira. En effet, toutes les opérations que M. Witte négocie avec les banquiers de Berlin, c'est à Paris qu'on les réalise.

M. Witte a été encore plus lyrique dans ses épanchements avec un correspondant du *Daily Telegraph* : « Il est impossible que dix années de soleil sans nuages entre l'Allemagne et la Russie ne fassent pas mûrir des fruits politiques. L'Allemagne est le premier pays avec lequel la Russie a conclu un *traité de commerce* et ce fait est significatif. La France seule est sans égards pour ses amis. Les rapports actuels de la Russie avec la France sont surtout d'ordre *financier, mais les rela-*

tions commerciales seules donneraient une base bien plus solide pour l'amitié. La politique protectionniste de M. Méline nuira à la Russie sans profiter à la France. En suivant la direction de M. Méline, la République française se nuit à elle-même. *Non pas que les Français détruisent ce qui a été créé à Cronstadt et à Toulon, parce que Toulon et Cronstadt n'étaient que des occasions et non des résultats acquis, mais les Français ont négligé de tirer profit de ces occasions.* »

Cette entrevue publiée le 19 février montra comme on était bien informé au quai d'Orsay et combien le gouvernement avait raison de conférer la grand'croix de la Légion d'honneur à M. Witte en récompense de ses bons sentiments pour la France. Les nombreux milliards que la France, malgré les traités de commerce conclus par la Russie avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, continue à prêter au Trésor russe ne sont pas parvenus à désarmer le dédain haineux de M. Witte pour la France. Au mois de septembre dernier, le ministre des finances, pendant son séjour à Abbazia, a accordé plusieurs entrevues aux représentants de deux journaux des plus hostiles à la Russie et à la France. La *Nouvelle Presse Libre* de Vienne et le *Courrier de la Bourse de Berlin* ont été témoins des confidences de M. Witte, dans lesquelles nous ne voulons relever pour le moment à cette place que les propos malveillants pour la France.

« Ce serait une profonde erreur de croire, fait dire à M. Witte l'interviewer, que la Russie, par amour pour la France, serait disposée à rompre la paix ou à approuver une rupture de la paix. Si la France commence une guerre ou la provoque, la Russie, certainement, ne sera pas à ses côtés. De même la Russie ne soutiendrait pas l'Allemagne, si celle-ci commençait ou provoquait un conflit. En Russie, nous sommes persuadés

des intentions pacifiques de l'empereur Guillaume comme de celles de l'empereur François-Joseph et du tsar lui-même. Il est regrettable qu'en présence de cette entente des trois monarques, les plus puissants en vue de maintenir la paix, les armements continuent néanmoins. Tout effort qu'un État fait dans ce sens, contraint l'État voisin à en faire autant, si bien que le rapport des forces reste le même, mais que les forces des deux États sont dépensées inutilement. Ce n'est pas de la Russie qu'est partie l'initiative des armements, mais elle ne peut se soustraire à l'obligation de suivre l'exemple des autres puissances. Quel bienfait ce serait pour tout le monde si la moitié des dépenses infructueuses consacrées à cet objet pouvait être épargnée! »

Nous reproduisons ce texte très atténué du *Courrier de la Bourse* d'après la traduction du *Temps*.

D'ailleurs, tout prétexte est bon pour M. Witte quand il s'agit de récriminer contre la France et de célébrer l'amitié de l'Allemagne pour la Russie. Nous en avons vu encore un exemple à l'occasion de la maladie d'Alexandre III. En apprenant que les jours du tsar étaient en danger, la France a éprouvé une émotion indescriptible, tandis que, d'autre part, la presse allemande témoignait une joie scandaleuse à chaque nouvelle grave venue de Livadia. Rien de plus naturel que l'émoi qui se manifestait parmi les porteurs de titres russes et on se souvient qu'une légère baisse se produisit à la bourse de Paris vers la fin d'octobre. Comme nous le verrons dans les chapitres suivants, tout le système financier de M. Witte est basé sur le maintien artificiel du cours du rouble à Berlin et la hausse des fonds russes à Paris. La tâche d'y pourvoir est spécialement dévolue à un puissant syndicat que soutient ouvertement M. Witte et qui se compose exclusive-

ment de banquiers allemands, dont plusieurs sont établis à Paris et à Pétersbourg. En même temps que M. Witte injuriait la France à Abbazia, il négociait à Paris par ses intermédiaires allemands (M. Rothstein et autres) un nouvel emprunt [1]. La baisse des fonds russes rendait très problématique la possibilité d'un nouveau drainage d'or français et semblait même présager l'écroulement de tout un système financier étayé sur les mensonges de la presse et l'agiotage à la Bourse. M. Witte s'en est vivement ému et, profitant des joyeuses espérances que la mort d'Alexandre III faisait naître à Berlin, il a obtenu de M. de Caprivi le retrait de la mesure qui interdisait à la Banque de l'Empire d'accepter les fonds russes comme gage. Ce décret rendu par l'ancien chancelier *in extremis*, — le jour même où il quitta le pouvoir, — était surtout destiné à agir sur l'opinion publique française. En effet, la *Gazette de Cologne* et, après elle, toute la presse allemande en accompagnèrent la publication d'une note officieuse qui devait ôter à M. Witte tout espoir de voir les marchés de Berlin et de Francfort s'ouvrir réellement aux fonds russes : « La levée de l'interdiction à la Reichsbank de lombarder les valeurs russes est sans danger pour le public et ne peut l'entraîner à acheter de nouveau ces valeurs, leurs cours actuels étant beaucoup trop élevés pour tenter le rentier allemand [2]. » Néanmoins M. Witte a profité du décret du général de Caprivi pour exprimer ses sentiments gallophobes. Voici ce que son organe officiel, la *Gazette du Commerce et de l'Industrie* [3], écrivait le lendemain de la publication

1. Celui même qui vient d'être émis à Paris le 12 décembre 1894.
2. La presse française a enregistré le décret du général de Caprivi, mais s'est bien gardée de reproduire cette note explicative.
3. Cette gazette est une annexe au *Messager des Finances*.

de ce décret. Après avoir constaté qu'il n'en résulterait aucun effet pratique, les fonds russes lombardés par la Reichsbank ayant toujours été très peu nombreux, le journal de M. Witte continue : « Par contre, l'effet moral de cette mesure, surtout en ce moment, est considérable. Pendant ces dernières semaines, dans les bourses étrangères, *surtout celle de Paris*, s'était produite sur les valeurs russes une spéculation extraordinaire, d'autant plus blessante pour le sentiment national russe. C'est justement ce moment que le chef du peuple germanique a trouvé le plus opportun pour manifester la complète confiance (*sic*) du gouvernement allemand dans le crédit de l'État russe. Cet acte de haute portée a été accueilli en Russie avec une sympathie sincère et influera d'une manière bienfaisante sur les rapports amicaux entre les deux peuples. »

Rien n'était plus légitime que l'inquiétude éveillée en France par la mort d'Alexandre III; le peuple français qui possède pour sept ou huit milliards de fonds russes ne pouvait pas assister sans émotion à la disparition de son puissant ami. Ce qui était scabreux c'était la hausse par laquelle l'Allemagne, — qui, elle, avait expulsé avec fracas tous les fonds russes, — saluait la mort du tsar. Le pire était que, grâce aux étranges et regrettables mesures prises par le ministère Dupuy sur la demande du comte de Montebello, le syndicat allemand avait réussi à entraîner dans cette hausse le marché de Paris. Au lieu d'accuser ce dernier de crimes imaginaires, M. Witte aurait dû au moins reconnaître le service signalé que venait de lui rendre le gouvernement français, le même qui lui avait octroyé le grand cordon de la Légion d'honneur, au lendemain de la signature du traité de commerce avec l'Allemagne... Cette satisfaction platonique n'a, du reste, été accordée par M. de Caprivi à M. Witte, qu'en

retour d'un nouveau et très réel service rendu au commerce allemand. On sait que la douane russe exige le paiement en or des droits d'entrée. Les billets de crédit russes, même au cours du jour, ainsi que les billets de banque des autres pays, sont rigoureusement refusés. M. Witte a fait exception pour les billets de la Reichsbank, qui sont acceptés comme de l'or. Non seulement cette gracieuseté est blessante pour les autres banques, à commencer par celle de l'État russe, mais elle revient assez cher au Trésor. Voici, en effet, ce que M. Witte lui-même a déclaré au rédacteur du *Berliner Börsen-Courier,* dans la fameuse entrevue du 10 septembre à Abbazia : « Je sais bien que l'échange des banknotes allemandes contre de l'or s'opérera toujours sans encombre; mais, quoique cet échange nous cause des frais et des retards, puisque nous devons envoyer les notes à Pétersbourg et de là à Berlin, *nous n'avons pas hésité à faire en faveur des billets de banque allemands une exception que nous avons refusée aux billets français.* » Un tel aplatissement n'a pourtant réussi à toucher le cœur de M. de Caprivi, que quand il a senti que M. Witte avait la corde au cou.

Et qu'on ne cherche pas la cause de l'hostilité de M. Witte contre la France dans la dernière élévation du droit d'entrée sur les blés votée par les Chambres françaises, comme ont essayé de le faire les scribes officieux du ministère des finances. Le directeur du *Nouveau Temps*, qui, à peine dégrisé des fêtes de Toulon, accourait à Berlin pour prêter le concours de sa grande compétence économique aux efforts de M. Witte en faveur de la prospérité de l'Allemagne, suffoquait d'indignation devant le projet de M. Méline. La politique douanière du chef des protectionnistes français, nous la considérons nous-même comme funeste pour la France. Nous devons pourtant reconnaître que le

dernier relèvement des droits sur les blés proposé par M. Méline, sans être appelé à rendre aucun service aux agriculteurs français, ne lésait en rien les intérêts russes. D'abord, le nouveau droit frappait uniformément tous les blés étrangers, il laissait donc intactes les conditions de la concurrence pour l'exportation russe. Ensuite, depuis quelque dix ans l'importation du blé russe en France subit une décroissance constante et elle est tombée dans ces dernières années à un chiffre presque dérisoire. La politique douanière française n'a rien à voir dans ce fait qui a une tout autre origine. Si pendant une certaine époque la Russie a pu, malgré la distance, lutter avec ses blés sur le marché français, ce phénomène tenait uniquement à la dépréciation de sa monnaie : les 40 p. 100 de perte sur le change constituaient une prime d'exportation, contre laquelle toutes les barrières douanières étaient impuissantes. Et, à ce propos, rappelons que Katkof fut le premier en Europe qui ait saisi toute la portée du change dans le commerce extérieur ; il y a vingt ans qu'il a constaté le rôle protectionniste de la baisse du rouble papier : empêchant presque entièrement toute importation, elle facilite au plus haut degré la vente des produits russes à l'étranger. Seulement on commettrait une grave erreur, si l'on considérait le fait comme heureux pour le pays qui se protège de cette façon : un homme ruiné, ne pouvant pas acheter et forcé de vendre ses produits à vil prix, se trouve absolument dans cette situation ; les vendeurs ne peuvent plus rien tirer de lui et les acheteurs profitent à ses dépens d'une bonne aubaine [1]. Mais depuis que la Russie n'est plus le seul

1. Ceci soit dit pour ceux des législateurs français qui ne peuvent pas comprendre ce rôle du change et prétendent qu'il suffirait dans ce cas de revenir au régime des assignats pour assurer la *prospérité* du pays ! Une nation incapable d'importer et ex-

pays agricole qui ait un mauvais change, depuis la dépréciation de l'argent et la crise Argentine, les Indes, les États-Unis et les pays Argentins sont devenus des concurrents redoutables pour le blé russe sur le marché universel et les transactions avec la France sont forcément devenues presque nulles. Les mesures prohibitives de M. Méline n'y changeront rien; tout au plus en pâtiront quelques gros *spéculateurs* qui opèrent en France sur les blés russes ; à cela les deux pays ne perdront rien, au contraire. La chose peut affliger M. Witte, ancien employé de ces spéculateurs, la plupart originaires d'Odessa, mais ce n'est pas une raison pour qu'il se permette d'inconvenantes récriminations contre le gouvernement français.

Nous ne pouvons examiner en détail les conséquences funestes pour la Russie du traité accordé par M. Witte. Il nous suffira d'en indiquer le caractère général. C'est au nom des classes rurales en détresse qu'on a sacrifié non seulement l'industrie naissante du pays, mais tout son avenir commercial. Les souffrances de l'agriculture russe, invoquées comme prétexte, sont malheureusement trop réelles ; elles ont des causes profondes, multiples et, pour la plupart, presque irrémédiables (voir le ch. I). Parmi les causes accidentelles il faut surtout compter la disette de 1891-1892 et le choléra qui a ravagé le pays. Les concurrents de la Russie ont profité de ces malheurs

portant ses produits à vil prix se trouve justement dans l'état opposé à la prospérité. C'est une vérité élémentaire que « ce sont les produits qui achètent les produits ». La prospérité d'un pays se juge par le bilan total de son commerce, — exportation et importation. Une sage politique commerciale consiste à augmenter ce *total* tout en maintenant l'équilibre entre les deux facteurs. M. Théry, dans son livre bien connu, a d'ailleurs mis magistralement en lumière l'influence du change sur le commerce extérieur.

publics pour prendre une avance considérable sur elle; l'Allemagne s'est fait une habitude de s'approvisionner ailleurs. Au moment même où, grâce à une récolte magnifique, le cultivateur russe pouvait regagner au moins une partie de ce marché et se remettre des souffrances des deux dernières années, la guerre de tarifs déclarée par M. Witte a donné à l'agriculteur le coup de grâce. Quand se sont ouvertes les conférences de Berlin, aucune réduction des droits d'entrée sur les blés russes ne pouvait plus remédier au mal, le prix du seigle en Allemagne étant inférieur de près de 25 p. 100 au prix dans l'intérieur de la Russie! Les désastreuses mesures de crédit prises par M. Witte dans un accès de prurit socialiste ont contribué à ce beau résultat. Tous les sacrifices consentis à Berlin ont donc été faits en pure perte. C'était aisé à prévoir et l'expérience a simplement confirmé ce que méconnaissaient seuls les aveugles volontaires. *Le traité de commerce n'a eu pour effet que de précipiter la chute des cours du blé en Russie;* c'était là la conséquence naturelle de l'effondrement des espérances conçues. Grâce à M. Witte ce phénomène extraordinaire, fantastique, s'est produit en Russie : *les agriculteurs voyaient avec épouvante la moisson de 1894 s'annoncer comme extrêmement riche; une pareille récolte était considérée comme la ruine définitive dans un pays presque exclusivement agricole!*

Les apologistes de M. Witte cherchent à égarer l'opinion publique en citant avec fracas les chiffres de l'exportation des produits agricoles de Russie en Allemagne pendant l'année 1894, et en les comparant à ceux des années 1892 et 1893. Ils oublient d'ajouter que pendant ces dernières années de disette et de guerre douanière, tantôt l'exportation de ces produits était interdite par le gouvernement russe, tantôt l'im-

portation en Allemagne était rendue impossible par la guerre douanière. Il est parfaitement exact que pendant les premiers mois qui ont suivi la signature du traité de commerce, le blé accumulé durant l'automne de 1893 dans les ports russes a été exporté en grande partie en Allemagne, mais cela à des prix tellement infimes, que le contre-coup de cette baisse s'est immédiatement répercuté à l'intérieur de la Russie où les prix sont tombés à 25 p. 100, et, dans plusieurs districts, jusqu'à 40 p. 100, au-dessous de ceux de l'année précédente. La dépréciation des produits agricoles est si considérable que dans beaucoup de gouvernements le prix de vente ne couvre même pas le prix de revient. Seuls les spéculateurs qui, profitant de la misère des agriculteurs achètent leurs blés à des prix dérisoires, tirent encore quelque bénéfice de l'exportation.

Devant le cri de détresse poussé par le pays, M. Witte et un de ses conseillers, le *iourodiwi* Mestschersky, ont trouvé un remède aisé : le gouvernement viendrait en aide aux agriculteurs trop favorisés des dons de Cérès en leur achetant le blé dont l'étranger ne voudrait pas ! Quelle belle perspective pour le Trésor ! En cas de disette, il nourrira les populations affamées ; en cas de bonne récolte, il nourrira les populations repues de blé ! Le pauvre État ne pourra même pas se servir des grains achetés pendant les années grasses pour faire subsister le peuple pendant les années maigres : la moitié de ce blé pourrira par suite d'un emmagasinage défectueux, l'autre moitié n'existera que sur le papier, les *tchinowniks* qui ont toujours des appétits insatiables y mettront bon ordre...

Il existe encore en Russie des économistes assez rétrogrades pour douter de la valeur de ces mesures conçues pourtant selon les plus pures doctrines des col-

lectivistes. Une commission a été convoquée sur l'initiative du ministre de l'agriculture afin de rechercher les moyens les plus efficaces de parer aux dangers de la future bonne récolte. La majorité a été d'avis de solliciter le ministre des finances d'accorder des réductions de tarifs sur les voies ferrées aboutissant à la frontière afin de faciliter l'exportation et de rendre possible aux agriculteurs la lutte sur les marchés européens. M. Witte a catégoriquement refusé. *Bien plus, le 12/24 juin, le « Messager du Gouvernement » a publié un communiqué interdisant même d'examiner si les tarifs de transport des blés ne comporteraient pas quelque abaissement !* Les agrariens allemands ne pouvaient rien désirer de plus...

Si M. Witte refuse à l'agriculture russe tout abaissement des tarifs de transport sous prétexte que la pénurie du Trésor s'oppose à toute concession, qui diminuerait les recettes des chemins de fer, par contre il a consenti avec empressement à construire sur la frontière occidentale plusieurs nouvelles lignes de pénétration pour les marchandises allemandes. Au mois de septembre dernier, en effet, le *Messager des Finances* communiquait que le général Werder, l'ambassadeur allemand, avait apporté à Spala la demande de trois lignes de chemins de fer à construire par la Russie et que M. Witte, fidèle aux promesses données pendant la négociation du traité de commerce, avait favorablement accueilli cette demande.

L'industrie russe n'avait pourtant pas besoin de ce nouveau coup : le traité de commerce avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie a déjà produit, malgré sa courte durée, des effets désastreux. A peine naissante, elle est vouée à une perte définitive. Moscou est dans la désolation et le « cœur de la Russie » devient le centre d'une sourde opposition au gouvernement. Lodz, ce

Manchester russe, traverse une crise redoutable [1]; les faillites et les désastres y sont quotidiens. Une nuée de commis voyageurs allemands s'est abattue sur la Russie et l'inonde de la pacotille allemande qui depuis des années pourrissait dans les dépôts. La métallurgie russe est atteinte de la façon la plus grave par la concurrence de la Silésie et de la Westphalie. Un seul exemple suffira pour montrer quelles espérances le traité de commerce de M. Witte a éveillées dès la première heure dans la métallurgie allemande : l'union douanière n'etait pas encore ratifiée, que déjà la seule Bismarckshüte de Silésie envoyait à Alexandrowo, ville frontière russe, dix mille tonnes de fer de qualité supérieure. Cet envahissement ne s'est pas un instant ralenti depuis. Le 20 mars, les journaux de Berlin écrivaient : « Les manufactures, surtout celles qui fabriquent le fer et le papier de luxe, ont reçu de Russie des commandes si considérables qu'elles sont presque incapables de les exécuter. *La crainte que l'industrie russe ne soit assez avancée pour pouvoir elle-même fabriquer des machines et des outils agricoles ne s'est pas confirmée :* une usine de Berlin en a reçu tant de commandes qu'elle a doublé les heures de travail ; les ouvriers qui auparavant ne travaillaient que jusqu'à midi sont à présent occupés de 6 heures et demie du matin à 6 heures du soir. Le nombre des ouvriers aussi a été considérablement augmenté » (cité d'après la *Gazette de Francfort* du 21 mars). Le tableau des importations allemandes pour le mois d'octobre 1894[2] (p. 80) prouve que cette activité ne s'est pas arrêtée par la suite. M. Witte est, d'ailleurs, tellement entré dans le rôle d'un ministre chargé des intérêts de l'Allemagne,

1. Voir dans le chapitre suivant les détails sur la crise industrielle et commerciale que traverse la Russie.

que même la plus grande partie du matériel des chemins de fer il la commande aux usines allemandes. Dans son entrevue avec le rédacteur du *Courrier de la Bourse* dont nous avons cité un extrait plus haut, M. Witte se glorifie des nombreuses commandes de locomotives faites en Allemagne. Il va jusqu'à avertir l'industrie allemande des dangers, dont la concurrence américaine pourrait la menacer en Russie et parle des soucis que certaines offres très avantageuses venant des États-Unis lui avaient occasionnés. « Dans les commandes pour le matériel des chemins de fer j'ai donné l'ordre de s'adresser aux usines allemandes partout où les conditions de prix le permettent », a-t-il dit à son interviewer.

La conséquence la plus extravagante de ce traité de commerce est celle-ci : afin d'éviter la ruine totale, la Russie *doit souhaiter que son rouble ne se relève plus.* En effet, la seule digue à opposer à l'envahissement allemand c'est la baisse du rouble, — nous avons plus haut expliqué comment. Pour que le traité Witte ne produise pas tous ses malfaisants résultats, il est indispensable que notre change ne s'améliore pas ou empire encore !

Le comte Ignatief, qui a fait une exécution magistrale de cette convention, lorsqu'elle a été soumise à la discussion du Conseil de l'Empire, a attiré l'attention de M. Witte sur les conséquences désastreuses qu'aurait pour l'industrie et le commerce russe toute amélioration du change ; *M. Witte a vivement répondu qu'il prendrait des mesures pour que pareille amélioration ne se produise pas.* Le malheureux ne comprenait pas qu'il venait de prononcer la plus terrible condamnation de son œuvre. L'opposition des agrariens allemands à ce traité procédait naturellement d'appréhensions contraires : ils avaient peur qu'une nouvelle baisse du

rouble ne rendît toute lutte impossible à l'agriculteur allemand. On pouvait même craindre que les industriels et les agriculteurs allemands, dont sur ce point les intérêts sont identiques, ne se missent à soutenir très haut le cours du rouble afin de faciliter l'exportation allemande et d'annihiler l'importation russe. Mais M. Witte, désireux de leur épargner les risques d'une pareille opération, s'est chargé lui-même de cette besogne. En partie pour les rassurer, en partie pour d'autres motifs moins avouables, il maintient artificiellement et au prix de sacrifices très onéreux pour le Trésor le cours du rouble à sa hauteur actuelle. Nous verrons plus loin que ces dépenses se chiffrent par des centaines de millions [1]. A son confident du *Courrier de la Bourse* M. Witte a même avoué qu'à certains moments cette « nécessité » (*sic*) de maintenir artificiellement le change russe lui crée de graves soucis. Après avoir prouvé, en se fondant sur le témoignage de MM. Mendelsohn et Bleichrœder, qu'il ne mettait pas d'obstacles aux besoins du commerce allemand, M. Witte reconnaît que « son intervention pour maintenir le cours du rouble exigeait par moments *des centaines de millions et devenait incalculable, l'intervention prenant tantôt l'une, tantôt l'autre direction.* » (*Börsen-Courier*, 10 septembre.) C'est-à-dire, que M. Witte jouait tantôt à la hausse, tantôt à la baisse du rouble! Une fois entré dans la voie des confidences, il aurait rendu un véritable service à ses admirateurs en leur expliquant l'énigme suivante: une de ses premières mesures, en prenant possession du ministère des finances, fut d'interdire sévèrement l'exportation du rouble papier. Nous ne voulons pas discuter ici ce que cette mesure contient

1. Voir ch. III, p. 67.

d'arbitraire, de profondément ridicule et même de dangereux, puisqu'elle doit forcément nuire au crédit des négociants russes et par conséquent aux transactions internationales de la Russie. Le rouble crédit étant la seule monnaie légale qui ait cours en Russie depuis environ quarante ans, avec quoi le commerçant russe peut-il payer les marchandises achetées à l'étranger, sinon avec le rouble crédit ? Il a beau acheter des traites sur Londres ou Paris, en fin de compte le paiement doit s'effectuer dans la monnaie courante, le rouble crédit, si le bilan des transactions avec l'étranger se clôture par un déficit pour le commerce russe.

Ne chicanons pas non plus M. Witte sur la mesure qui autorise la Banque de l'État à vendre des traites sur l'étranger; l'or accumulé par son prédécesseur au prix de tant de sacrifices pourra ainsi peu à peu retourner à l'étranger. Poussons l'indulgence jusqu'à accepter les bienveillants témoignages de MM. Mendelsohn, Bleichrœder et Hansemann que M. Witte invoque en sa faveur. Admettons même comme vrai, que le seul but de ses mesures arbitraires est — *risum teneatis* — d'empêcher la spéculation sur le rouble.

Mais voici l'énigme qui nous intrigue : *La sortie des roubles crédit étant interdite, d'où proviennent les centaines de millions de roubles crédit que M. Witte avoue avoir rachetés à Berlin?* En moyenne, d'après les données officielles de la Bourse berlinoise, c'est de 15 à 20 millions de roubles papier que M. Witte achète mensuellement pour soutenir le cours du rouble; au mois d'octobre dernier ce chiffre a même été largement dépassé et M. Witte ayant exigé que les vendeurs livrassent les roubles vendus, il a dû lui-même autoriser M. Mendelsohn à fournir 3 millions de roubles aux vendeurs malheureux, et cela à 235 marks au lieu

de 220 environ, le cours de compensation. Encore une fois, d'où proviennent ces banknotes qui, après chaque rafle faite, reparaissent sur le marché et sont de nouveau vendues par les mêmes spéculateurs à la baisse au même spéculateur à la hausse, M. Witte?

Deux explications seules sont admissibles :

1° Les roubles crédit russes que ce ministre fait acheter par ses agents à Berlin et transporter par wagons à Pétersbourg, via Wierzbolowo, quittent ensuite moins solennellement et par moindres paquets les bords de la Newa pour retourner à Berlin, cette fois par la voie de la frontière autrichienne, pour être de nouveau rachetés par les mêmes agents du même M. Witte, toujours avec l'or que M. Wyschnegradski avait amassé et que l'épargne française est si souvent appelée à remplacer dans les caves de la Banque de l'État. A moins que M. Witte n'expédie à Berlin les nouveaux produits de ses planches à assignats que, de son propre aveu (ch. VI), il fait travailler sans cesse pour des usages divers. Ces roubles crédit recevraient ainsi à la Bourse de Berlin le baptême d'or...

2° Les opérations de M. Witte ne sont que de vulgaires achats à terme, c'est-à-dire de simples jeux de bourse destinés seulement à enrichir les quelques personnes qui y sont initiées (M. Rothstein père est devenu, grâce à ces spéculations, le principal courtier du rouble papier à la Bourse de Berlin), d'ailleurs dépourvus de toute portée réelle et absolument incapables d'apporter une amélioration sérieuse au change russe.

Tertium non datur. Impossible de sortir de cette alternative. Ce qui rend très plausible la première conjecture, c'est cette circonstance que M. Witte s'est fait nommer chef du corps de la garde frontière; il est donc maître de faire fermer les yeux sur les chariots

remplis de roubles crédit russes qui traversent la frontière de Galicie. Mais la seconde hypothèse a aussi pour elle certaines vraisemblances ; notons d'abord ce fait que, malgré les centaines de millions de roubles rachetés à Berlin depuis deux ans, le cours du rouble menace toujours de s'effondrer dès que le ministre cesse de le soutenir. Dans ses épanchements avec le reporter du *Börsen-Courier*, M. Witte a, d'ailleurs, avoué que souvent il opère « dans les deux directions », c'est-à-dire *tantôt à la hausse, tantôt à la baisse*. Ce serait vraiment très ingénieux ; étant donné le mystère absolu qui entoure les détails de ces opérations, il pourrait même être *simultanément* vendeur et acheteur et régler ainsi les bénéfices qu'il destine à ses fidèles intermédiaires...

C'est M. Wyschnegradski qui, dans des proportions bien plus restreintes, il est vrai, a imaginé le premier de jouer sur le rouble crédit à Berlin. Il a même essayé d'introduire cette spéculation à la Bourse de Paris. Mais après quelques tentatives malheureuses la cote des roubles à Paris a dû cesser; force a été à M. Witte d'y renoncer en présence du contrôle, pourtant limité, que le syndicat des agents de change exerce sur les opérations de bourse.

Voici ce que j'écrivais en 1892 dans le Mémoire sur la gestion financière de M. Wyschnegradski (p. 18) : « L'agiotage et le jeu de bourse sont indignes d'un ministre des finances... La possibilité d'un gain ne doit jamais entraîner à l'agiotage de la bourse un homme à qui sont confiés les intérêts vitaux du pays. Non seulement cela est inconvenant et jette une ombre défavorable sur le ministre lui-même, *aucun contrôle n'étant possible sur la marche de pareilles spéculations à la Bourse,* mais cela peut entraîner les plus graves dangers pour le Trésor... »

Nous ne pouvons que rappeler à M. Witte ces paroles adressées à son prédécesseur...

Pour être juste, nous devons ajouter que, si M. Witte, contrairement à la promesse donnée au Conseil de l'Empire d'empêcher la trop grande élévation du prix du rouble crédit, ne fait qu'en surélever le cours par des achats continuels, — ce n'est pas seulement afin de protéger l'industrie et l'agriculture allemandes au détriment de la Russie. Le ministre des finances a encore d'autres raisons majeures pour dépenser en moyenne chaque mois 12 à 15 millions de roubles or, afin de rafler tous les roubles crédit qui paraissent sur le marché de Berlin. Tout son système financier est basé, comme nous le verrons dans les chapitres suivants, sur l'agiotage et la spéculation. Pour qu'il puisse continuer en France les emprunts nécessaires à l'équilibre de ses budgets toujours en déficit, les hauts cours des fonds russes et par conséquent du rouble sont indispensables. Tout son édifice de budgets fictifs, d'émissions clandestines, d'agiotage sur les valeurs de chemins de fer, de conversions mensongères[1] et d'emprunts à jet continu s'écroulerait le jour où — par suite d'une circonstance fortuite quelconque — le rouble et les valeurs russes baisseraient malgré les efforts de ses syndicats. Tout s'enchaîne donc pour le condamner à l'agiotage à perpétuité : l'union douanière avec l'Allemagne ruine le pays ; d'où une constante dépréciation *réelle* du rouble, et aussi l'épuisement des forces imposables de la nation. Obligé de recourir continuellement aux emprunts, il est forcé de maintenir artificiellement les hauts cours du rouble, et par là il ne fait qu'aggraver encore les conséquences désastreuses de l'union douanière. C'est un cercle vicieux

1. Voir les chapitres suivants.

dans lequel se débat le malheureux pays, et tout cela parce que le 9 novembre 1892 M. Witte, pour des motifs aisés à deviner, *s'était engagé* à signer un traité de commerce avec l'Allemagne !

Le comte Ignatief a encore été bon prophète, quand, dans son discours au Conseil de l'Empire, il a exposé les dangers du droit de navigation sur les voies fluviales, si libéralement concédé à l'Allemagne. Les canaux, les écluses et toutes les communications fluviales sont devenus accessibles dans la plus large mesure à des navires d'une puissance étrangère, qui peuvent pénétrer dans la Vistule, la Dwina, le Dnieper, — partout où se trouvent les fortifications destinées à garantir les frontières russes. C'était là un acte d'aliénation mentale ou de flagrante trahison. Mis au pied du mur, M. Witte a balbutié que ce droit avait été introduit dans le traité par suite d'une erreur (*sic*), — la navigation maritime avait seule été visée ; il a même promis de télégraphier à Berlin à ce sujet. Vaine promesse : au moment où le Conseil de l'Empire était appelé à discuter le traité, Alexandre III l'avait déjà ratifié ; cette délibération ne pouvait donc avoir aucune sanction et le ministre des finances ne l'avait proposée que pour jouer au Parlement. « Est-ce que vous dissoudriez le Conseil de l'Empire s'il rejetait le traité ? » lui a spirituellement demandé un des membres du Conseil. — « Non, a répondu naïvement M. Witte, l'empereur l'a déjà approuvé. — Alors, pourquoi cette comédie d'une discussion ? » a répliqué son interlocuteur. M. Witte tenait tout simplement à partager la terrible responsabilité qui pesait sur lui.

Les inquiétudes du général Ignatief n'avaient rien de chimérique et les incidents du Niémen en 1826, évoqués par lui, démontraient suffisamment avec quelle désinvolture la Prusse a coutume d'interpréter et

d'exercer le droit de navigation qu'on lui accorde sur les fleuves frontières. Le cri d'alarme poussé dernièrement par la direction de la douane russe à Nichawa a pleinement justifié toutes les craintes : des bateaux prussiens, entrés en franchise de douane en Russie par cette station frontière en 1893, cinquante-cinq ne sont pas revenus ! La contrebande est peut-être encore le moindre danger de cette invasion : qui sait vers quelles forteresses ces bateaux ont dirigé leur voile et quelles matières ils ont introduites en fraude ?

P.-S. — Nous avons raconté plus haut (p. 43) les désastreuses conséquences pour l'agriculture russe du traité de commerce russe-allemand. Dans la séance du Landtag prussien du 24 janvier, le sous-secrétaire d'État, M. de Marschall, a pleinement confirmé ce fait. Répondant à une interpellation du comte Kanitz il a déclaré entre autres : « La Russie n'a nullement tiré de ce traité de commerce les profits qu'elle espérait... On s'attendait, là-bas, que, grâce à l'abaissement des tarifs allemands, on pourrait exporter les produits agricoles en plus grande quantité et aux prix plus élevés; mais on a bientôt acquis la conviction que le blé russe, qui pendant la conclusion du traité de commerce valait 45 kopeks par poud, était tombé depuis à 25-30 kopeks. *L'exportation du blé russe en Allemagne est donc devenue impossible.* En 1889, la Russie a en 11 mois importé chez nous 8 millions et demi de doubles hectolitres de blé; en 1890, 7 millions; en 1891, 6 millions; en 1894, *par contre, moins de 5 millions.* (*Très bien, très bien!*) » Dans sa réponse le comte Kanitz reconnaît « que l'agriculture russe depuis la conclusion du traité russe-allemand se trouve dans une situation pire que jamais... » Nous comprenons la satisfaction très légitime de M. de Marschall, les *très bien* du Landtag et la loyauté de l'aveu de M. Kanitz. Mais devant ces résultats accablants, que répondra M. Witte qui, sous prétexte de venir en aide à l'agriculture russe, a totalement sacrifié l'industrie et le commerce ?...

CHAPITRE III

BUDGETS MENSONGERS. — EXCÉDENTS FICTIFS. — DÉFICITS RÉELS ET CROISSANTS. — LA DETTE PUBLIQUE ACCRUE DE TROIS MILLIARDS EN TROIS ANNÉES. — ÉTAT ÉCONOMIQUE DÉSASTREUX. — L'AGRICULTURE AGONISANTE. — RUINE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE.

A la fin de 1886, dans son dernier rapport au souverain, l'ancien ministre des finances M. de Bunge, rompant avec le traditionnel optimisme des gens en place, dépeignait sous des couleurs très sombres la situation économique du pays et les difficultés toujours croissantes du Trésor. « Depuis des dizaines d'années le Trésor est obligé de recourir sans cesse à de nouveaux emprunts pour payer les intérêts des anciens (p. 2). » Le déficit ne faisait que s'accroître et dépassait le chiffre de cent millions.

En 1887 M. Wyschnegradski arrive au pouvoir et tout d'un coup le tableau change : le déficit disparaît comme par enchantement pour faire place à des excédents budgétaires de 40 à 60 millions de roubles par an. Il y avait bien quelque chose de suspect dans cette transformation féerique que ne suffisaient à expliquer ni les mesures fiscales nouvelles ni l'impitoyable rigueur apportée au recouvrement des impôts. La série d'emprunts émis le plus souvent sous forme de conversion, que

M. Wyschnegradski a inaugurée dès son entrée au ministère, jurait un peu avec cette prospérité d'un Trésor dont le seul mal aurait été une pléthore d'excédents budgétaires. Néanmoins, pendant près de cinq ans, à l'intérieur de la Russie comme à l'extérieur, une presse *dévouée* chanta des hosannah à l'état florissant des finances russes et à la grande habileté financière de leur gérant. J'avoue sans honte que pendant le premier temps, encore peu orienté dans les broussailles de la comptabilité officielle, je partageai l'engouement général.

Arriva l'année 1892 et la hideuse famine qui révéla brusquement l'état véritable des choses : vingt millions de paysans crevant littéralement de faim, le désarroi complet de l'autorité administrative devant un désastre qui la prenait au dépourvu, l'effroyable désorganisation des chemins de fer et la pénurie subite du Trésor jetèrent une lumière sinistre sur la situation économique et financière du pays. Le ministre des finances qui, à force d'être encensé par les journaux et de tracer lui-même des tableaux mirifiques de sa gestion, avait fini par croire que « c'était arrivé », perdit la tête. Dans l'étude consacrée à l'administration de M. Wyschnegradski nous avons montré quelle réalité masquaient ces tableaux et ces fameux excédents budgétaires : la dette publique accrue en cinq années de 800 millions de roubles (plus de deux milliards de francs) dépensés presque exclusivement pour boucher les trous du budget, le Trésor à sec et les populations ruinées ! (Voir l'Avant-Propos.)

M. Witte succéda en 1892 à M. Wyschnegradski et jusqu'à la fin de l'année la situation resta presque désespérée. Le tableau des dépenses et des recettes pour les dix premiers mois de l'exercice 1892, publié dans le *Journal* (officiel) *de Saint-Pétersbourg*, le 16/28 jan-

vier 1893, accusa un déficit réel s'élevant à 218 millions de roubles, c'est-à-dire dépassant le quart du budget (voir ch. IX). Cela n'avait pas empêché M. Witte de présenter au tsar quelques jours auparavant un projet de budget pour l'année 1893 où les dépenses étaient considérablement augmentées et d'annoncer en même temps que le budget était presque équilibré. A la vérité, pour 1893, le ministre prévoyait un modeste emprunt d'une cinquantaine de millions de roubles, il faisait emploi de 92 millions de roubles papier *hors d'usage* (voir ch. IX) et confessait le vide du Trésor. Mais quelques mois à peine suffirent à M. Witte pour changer la face des choses : le déficit de 218 millions de roubles signalé en janvier se transforma à la fin de mars en 54 millions d'excédent ! Sans doute, dans la composition de cet excédent entraient 198 millions de recettes extraordinaires provenant, à 4 ou 5 millions près, de nouveaux emprunts[1], ce qui faisait encore un déficit respectable de 139 millions de roubles; toutefois, vu les dépenses extraordinaires nécessitées par la famine et le choléra, c'était encore une situation passable.

Autrement brillant, au moins dans les rapports officiels, est le règlement du budget de 1893. Déjà le 20 mars 1894 l'organe officiel de M. Witte annonçait un excédent budgétaire de 164 623 000 roubles.

Recettes ordinaires	1 046 546 000
Recettes extraordinaires. . . .	173 985 000
Total.	1 220 531 000
Dépenses ordinaires.	943 793 000
Dépenses extraordinaires. . . .	112 115 000
Total.	1 055 908 000

1. Règlement définitif du budget de l'Empire pour l'exercice de 1892. *Rapport au Conseil de l'Empire par le Contrôle de l'Empire*, Saint-Pétersbourg, 1893, pp. 25, 54 et suiv.

Les conclusions du rapport du Contrôle de l'Empire parues en décembre modifient très légèrement ces chiffres : elles donnent 1 025 millions de recettes ordinaires et 932 millions de dépenses ordinaires, 166 millions de recettes extraordinaires et 112 millions de dépenses extraordinaires, soit un excédent de 147 millions de roubles. Dans les recettes extraordinaires les emprunts (4 p. 100 intérieur et 3 p. 100 extérieur) figurent pour 162 millions de roubles, ce qui transforme l'excédent de 129 millions en un déficit réel de 15 millions (voir : Rapport du contrôleur de l'Empire, 1894, pp. 25, 53 et suiv.).

Le budget de 1893 aurait donc réussi à s'équilibrer à 15 millions près, ce qui serait un résultat satisfaisant après le déficit de 139 millions de roubles pour l'année 1892 et de 180 millions en 1891.

Malheureusement la comptabilité de M. Wyschnegradski nous a prouvé combien sont trompeurs les brillants résultats officiellement publiés. Avec un jeu d'écritures un peu habile et n'exigeant même pas de bien grands efforts d'imagination il est aisé de transformer un déficit béant en un joyeux excédent. On est d'autant plus tenté d'opérer de semblables métamorphoses qu'elles sont facilitées par l'absence de tout contrôle, l'impossibilité de soumettre à un examen quelconque les chiffres donnés (au cours de cet exposé nous relèverons mille faits démontrant l'inanité de la surveillance exercée par le soi-disant Contrôle de l'Empire). D'ailleurs, M. Witte lui-même n'a-t-il pas avoué avec une louable franchise que, le Trésor restant vide, tout l'art d'un ministre des finances consiste à porter les chiffres tantôt de droite à gauche, tantôt de gauche à droite (p. 221)? Nous avons vu plus haut, à propos des 100 millions de roubles enlevés à la Banque d'État, que M. Witte est lui-même passé

maître dans cet art d'arranger des bilans (ch. I, p. 16, etc.).

Mais sans parler des précédents qui autorisent une extrême défiance à l'égard des rapports officiels constatant l'équilibre budgétaire, d'autres documents officiels également, mais ceux-ci, hélas! d'une authenticité incontestable, établissent que les résultats signalés sont faux et que le déficit va toujours grandissant.

Notons en premier lieu l'accroissement continu de la dette publique qui grossit dans des proportions effrayantes : *depuis l'avènement de M. Witte elle s'est augmentée de plus de trois milliards de francs*, sans qu'on puisse trouver au chapitre des dépenses extraordinaires rien qui justifie suffisamment ces emprunts. Comme nous l'avons vu, M. Witte reconnaît lui-même avoir emprunté 162 millions de roubles pour équilibrer le budget de 1893; quel besoin aurait-il eu de demander au crédit une somme aussi considérable, si réellement le déficit n'atteignait que le chiffre modeste de 15 millions de roubles? Mais, en dehors de ces 162 millions de roubles (émission du 4 p. 100 intérieur et vente de 66 millions de l'emprunt 3 p. 100 1891), nous trouvons encore dans les documents officiels 183 millions de recettes (?) extraordinaires affectés par M. Witte à ses besoins budgétaires et se décomposant comme suit :

100 000 000 r. enlevés à la Banque d'État le 8 mars 1893[1].
50 000 000 r. provenant de l'émission provisoire de roubles papier conformément à la loi du 28 juillet 1891.
33 000 000 de roubles de série (sorte de bons du Trésor portant 3 59/100 d'intérêt, émis en vertu de l'oukase du 20 décembre 1893).

Ces 183 millions de roubles s'ajoutant aux 15 millions de déficit avoué constituent déjà un déficit réel

1. Voir ch. I.

d'environ 600 millions de francs. Mais ce n'est pas tout. En 1893 M. Witte a vendu à Paris pour 20 millions de roubles or, des titres provenant de l'ancien emprunt Stiglitz et qui se trouvaient dans les caves de la Banque d'État : soit 80 millions de francs à joindre aux 500 millions indiqués plus haut. En outre, il est de notoriété publique et il résulte des pièces officielles que de 300 millions de roubles versés dans les caisses d'épargne de l'État, une grande partie a été utilisée pour les besoins du Trésor; l'administration déclare bien dans ses rapports qu'ils ont été placés en fonds d'État, mais sans indiquer ni la nature ni l'origine de ces fonds.

Mais revenons à la dette publique : d'après les rapports officiels, elle s'élevait pour le 1er janvier 1892 à . . . . 1 497 642 235 r. or.
3 120 465 796 r. papier.

Total en roub. papier. . . 5 516 693 373

Au 1er janvier 1893 la dette a atteint. . . . . 1 566 425 506 r. or.
3 177 913 503 r. papier.

Total en roub. papier[1]. . . 5 684 194 313

Soit pendant l'année 1892, une augmentation de 167 440 940 roubles. (Règlement définitif du budget de l'empire, etc., p. 89 et suivantes.)

Deux observations sont indispensables :

D'abord, dans le règlement définitif du budget de 1891 la dette indiquée pour le 1er janvier 1892 ne s'élevait qu'à 5 313 939 798 roubles au lieu de 5 516 693 773; soit une différence en moins de 202 753 574 roubles; ce qui, avec les 167 440 940 roubles indiqués, consti-

1. Le calcul des roubles or en roubles papier, variant chaque année, donne de grandes facilités pour dissimuler la vérité (voir : Bilan de la gestion financière de M. Wyschnegradski, etc.).

tuerait pour l'année 1892 une augmentation réelle de la dette publique de *370 194 514 roubles.* Pour expliquer ce désaccord entre les chiffres de ses deux rapports, le Contrôle de l'Empire déclare (p. 88) que dans le courant de l'année on a incorporé à la dette publique :

a) Les dettes des chemins de fer rachetés par l'État (82689418 r. or et 6980700 r. papier).
b) La dette du Trésor pour le paiement du rachat des ex-serfs des apanages, des ex-serfs de la Couronne, etc. (39047240 r.)
c) Les dépôts des anciens établissements de crédit (11052610 r.)

A quelque cause que soit dû l'accroissement de la dette, le résultat final reste le même : c'est une augmentation d'environ 370 millions de roubles pendant une seule année.

Voici notre seconde remarque au sujet du règlement définitif du budget de 1892 :

Dans le chiffre de la dette publique tel que l'indique le contrôle général, les roubles papier émis par l'État entrent pour 568 559 742 roubles et 71 kopeks (*sic !*)[1], mais le contrôle passe sous silence les 100 millions de roubles papier émis en 1892 par application de l'oukase du 28 juillet 1891. Il en résulte que, suivant les données officielles, l'augmentation réelle de la dette publique pour l'année 1892, — la première année du ministère Witte, — a été de *470 millions de roubles papier*, c'est-à-dire d'environ 1 200 millions de francs, dont 267 millions de roubles, soit environ 700 millions de francs, ont été dépensés pour les besoins budgétaires.

D'après le dernier rapport du ministre des finances,

1. Sur environ 1 200 millions émis officiellement.

depuis le 1er janvier 1893 jusqu'au 1er janvier 1895 la dette publique s'est accrue de 316 446 932 roubles or et de 197 465 300 roubles papier, c'est-à-dire de presque 2 milliards de francs en deux années; en joignant cette somme aux 1 200 millions de l'année 1892 on obtient un total dépassant 3 milliards 200 millions de roubles.

En regard de ces chiffres officiels plaçons les déficits avoués de 139 millions pour l'année 1892, de 15 millions pour 1893 et l'équilibre annoncé pour 1894, et on verra ce que valent les affirmations budgétaires de M. Witte !

La dette publique grossie de plus de 3 milliards en trois années ! Un tel fait ne pouvait échapper même aux journalistes financiers français, quelque habitués qu'ils soient à se contenter des convictions toutes faites que savent leur inculquer leurs inspirateurs ordinaires. La plupart ont reproduit les chiffres cités plus haut ; mais, en constatant l'accroissement de la dette russe, tous avec une touchante unanimité l'ont expliqué de la même manière. Voici cette explication recueillie textuellement dans un des organes les plus répandus de la presse parisienne. Après avoir reproduit les chiffres de la dette publique et constaté qu'ils se sont accrus de 2 milliards de francs en 1893, il dit : « En réalité, depuis 1893 il n'a été contracté qu'un emprunt, pour les besoins généraux de l'État, de 100 millions de roubles crédit. Pour le surplus de 2 milliards l'augmentation provient des rachats de différentes lignes de chemins de fer. » Ces mots dictés par le désir de rassurer les porteurs de titres français sont malheureusement tout à fait contraires à la vérité. D'abord l'exposé budgétaire de M. Witte et le rapport du Contrôle citent eux-mêmes parmi les emprunts faits « pour les besoins généraux », en dehors de l'émission de 100 millions de roubles crédit, les 66 millions pro-

venant de la vente du reliquat de l'emprunt 3 p. 100 1891. Mais ceci n'est qu'un détail. En réalité, le Trésor n'a consacré au rachat des chemins de fer qu'une somme d'environ 670 millions de francs. (Nous examinerons, d'ailleurs, plus loin, dans le chapitre V, ces opérations de rachat : elles sont extrêmement instructives pour qui veut connaître le système financier de M. Witte.)

Il reste donc pour les *deux* dernières années une augmentation de la dette publique d'environ un milliard et demi qui n'a rien à faire avec le rachat; elle est due en majeure partie à la nécessité de combler les trous béants du budget. Nous verrons dans le chapitre suivant que 500 millions de francs environ de cette augmentation ne proviennent ni du rachat des voies ferrées ni des besoins budgétaires, mais uniquement du gaspillage effréné de M. Witte, et de son désir de jeter de la poudre aux yeux du public par les prétendus succès de ses opérations et de satisfaire les exigences de ses soutiens et amis.

En défalquant ces 500 millions de francs dépensés sans aucune utilité pour le Trésor, plus les sommes affectées au rachat des chemins de fer en 1893 et 1894 et les 202 millions de roubles employés pour le même objet en 1892 (voir plus haut), nous arrivons à un déficit ressortant, selon les documents officiels, à 3 200 000 000 — 1 445 000 000, c'est-à-dire à 1 755 000 000 de francs. Réparti sur trois années, ce chiffre donne environ 600 millions de francs de déficit annuel.

Au moment même où nous écrivons ces lignes, M. Witte est en train de conclure à Paris un nouvel emprunt de 400 millions de francs. Le contrôleur général s'était donc trop pressé en annonçant en octobre que la dette publique or n'atteindrait au 1er janvier que 1 882 872 438 roubles. Il faut y ajouter encore

100 millions de roubles or à 3 et demi p. 100, ce qui ferait 1 982 872 439 roubles or. Bien plus : un oukase vient de paraître, au mois de décembre, qui émet 13 séries à 3 millions de roubles de billets de banque 3 p. 100 : c'est donc encore 39 millions de roubles à ajouter aux dettes contractées dans le courant de l'année 1894.

Il y a à peine un mois, M. Witte, se mettant à l'unis son du contrôleur de l'Empire, affirmait que le Trésor regorgeait d'or et de billets; pour la fin de 1894 les disponibilités libres étaient de 271 millions et demi de roubles papier, dont (?) plus de 200 millions de roubles or[1]. Comment expliquer la négociation d'un nouvel

1. Dans la comptabilité extraordinaire de M. Witte, suivie d'ailleurs par le Contrôle, le contenu est plus grand que le contenant. Dans le même rapport (du 1er janvier 1892) où il affirmait que les disponibilités libres du Trésor étaient de 30 millions de roubles crédit, il déclarait posséder en même temps 240 millions de roubles or (voir ch. IX). Le rapport du contrôleur général pour l'année 1892 nous apprend aussi (p. 87) qu'au 1er janvier 1893 les disponibilités libres du Trésor atteignaient la somme de 92378558 roubles papier, dont 194205438 en or et 8185584 en argent! Je sais bien par suite de quels calculs on arrive à rendre plausibles ces extravagances apparentes, mais, au lieu d'embrouiller les comptes, ne vaudrait-il pas mieux présenter un exposé simple, net et compréhensible pour tout le monde?

Autre exemple de cette tendance systématique à obscurcir les comptes publiés, afin d'en rendre tout examen sinon impossible, du moins excessivement difficultueux. On sait que le Trésor fut obligé de racheter, en 1891, pour 200 millions de francs du malheureux emprunt 3 0/0 de cette année; nous reviendrons plus d'une fois sur cette opération. Voici comment elle est présentée dans le rapport du contrôleur de l'Empire sur le règlement du budget de 1892 : « Cet emprunt avait été émis au prix nominal de 125 millions roubles or, mais l'État a repris pour 49942250 roubles d'obligations qui n'ont été réalisées qu'après le 1er janvier 1893 (p. 90 de l'édition française de ce rapport). » Nous avons déjà vu que ces obligations sont entrées dans le budget de 1893 comme *recette extraordinaire* pour la somme de 65770000 roubles crédit. M. Witte s'exprime à ce sujet de la façon suivante (*Messager des Finances*, n° 12, 20 mars 1894, p. 740) : « De la vente des obligations 3 0/0 de l'emprunt 1891,

emprunt au moment où le Trésor russe souffre d'une pléthore d'espèces métalliques et de banknotes? Les amis de M. Witte déclarent avec un cynisme peu déguisé qu'il faut bien profiter des sentiments enthousiastes du public français, manifestés à l'occasion de la mort d'Alexandre III et de l'avènement de Nicolas II. On a fait payer à la France Cronstadt par l'émission de l'emprunt 3 p. 100 1891, Toulon par l'introduction clandestine du sixième emprunt or 4 p. 100, du nouvel emprunt 3 p. 100, d'une nouvelle émission de consolidés 4 p. 100, en même temps qu'avec l'or français on rachetait aux Allemands et aux Hollandais les chemins de fer russes; il est de toute justice que les Français paient 400 millions de francs l'honneur d'avoir vu

38688000 roubles or, ou en roubles crédit au cours de 1 r. 70 kop. crédit par 1 rouble or, 65770000. » Plus loin (ch. IX), nous racontons comment ces titres avaient été donnés aux banquiers de Berlin en échange de roubles crédit achetés par M. Witte et cela à un cours ressortant, d'après la citation ci-dessus, à environ 75. Les banquiers berlinois eurent le bon esprit de produire une hausse de 3 p. 100 à la bourse de Paris qui cote actuellement 92,50 et c'est à ce cours qu'ils écoulèrent en France leurs obligations; on comprend que ces banquiers portent M. Witte dans leurs cœurs et qu'ils placent bien leur argent quand ils achètent des journaux destinés à chanter ses louanges. Mais, enfin voilà ce reliquat de l'emprunt 1891 placé en 1893; il a servi à maintenir le cours du rouble à Berlin et a permis à M. Witte d'inscrire au budget de 1893 une *recette* extraordinaire de 65770000 roubles. Mais le lecteur se trompe s'il s'imagine qu'on en a fini avec ce reliquat qui a traîné dans deux budgets. Nullement. M. Witte le fait resservir *comme recette de plus en plus extraordinaire pour combler le déficit du budget de 1894*, et cela pour la somme de 59013309 roubles crédit (p. 2 du *Messager des Finances*, n° 1, 2/14 janvier 1894). Voilà bien un magnifique exemple du « simple jeu d'écritures » : « on déplace les chiffres selon le besoin, tantôt de gauche à droite, tantôt de droite à gauche, mais en réalité le Trésor n'a pas un kopek. » (Paroles de M. Witte, p. 221.) Cela ne rappelle-t-il pas le fameux système du ministre des finances des *Brigands*, si prodigieusement interprété par Léonce? La musique d'Offenbach en moins, M. Witte copie exactement les procédés inventés par MM. Meilhac et Halévy.

leurs couronnes placées dans la cathédrale de Petro-Pawlowsk et les chefs de leur mission invités à la cérémonie du mariage de Nicolas II; l'amiral Gervais n'a-t-il pas été rappelé de la frontière et ramené à Pétersbourg par un train spécial ? 400 millions pour tant d'égards, c'est une paille!

L'argument ne manque pas de logique et prouve en tout cas que le syndicat allemand qui dirige M. Witte connaît bien son public français. Mais cela n'explique pas la nécessité d'augmenter la dette du Trésor de 400 millions de francs, quand il ne sait que faire de l'or qui déborde dans ses caves. Et c'est ici que le système tintamarresque de M. Witte apparaît de nouveau dans toute sa beauté. Pour que le ministre obtienne en France les 400 millions aux conditions les plus avantageuses, il faut que les valeurs russes conservent un cours aussi haut que possible tant à Berlin qu'à Londres. La Bourse de Paris suit docilement les spéculateurs allemands qui maintiennent sur le dos du pauvre gogo français cette hausse artificielle; nous avons déjà vu quelles mesures extraordinaires le ministère Dupuy n'avait pas hésité à prendre, le jour de la mort du tsar, pour soutenir ces spéculateurs inquiets à bon droit des effets que pouvait produire l'émotion toute naturelle causée en France par cet événement (V. l'Avant-Propos) : les écumeurs internationaux voulaient fêter par une hausse joyeuse la disparition d'Alexandre III; grâce à l'intervention de M. de Montebello, et de M. Léon Say, le gouvernement français leur en a donné le moyen...

Mais le syndicat allemand aime à ne courir aucun risque. Aussi, malgré ce secours inattendu, a-t-il exigé, pour lancer le nouvel emprunt à un prix élevé, que M. Witte envoyât de l'or à Londres et à Berlin, afin de maintenir les reports à un taux très modique,

— condition indispensable pour la durée de la hausse. M. Witte s'est empressé d'expédier vers le 10 novembre 25 millions de marks en or à la Reichsbank de Kœnigsberg et 800 000 livres sterling à la Banque de Londres, sans parler des envois d'or adressés à la maison Mendelssohn et à d'autres établissements financiers de Berlin[1]. Ainsi donc, afin de mieux drainer les louis français au profit exclusif du fameux syndicat allemand, dont il n'est que le prête-nom, M. Witte ne craint pas de sacrifier une grande partie de cet or amassé — Dieu seul sait au prix de quels sacrifices — dans les caves du Trésor.

Suivant le bilan de la Banque d'État du 1er novembre, les disponibilités or du Trésor ont déjà diminué en octobre de 30 millions de roubles (de 230 millions elles sont tombées à 200 millions) ; comme en même temps le compte courant du Trésor à la Banque *en roubles crédit* a subi une augmentation d'environ 40 millions de roubles (de 68 millions il s'est élevé à 107 millions), il est évident que M. Witte a employé ces 30 millions de roubles or à régler des achats de roubles crédit faits à Berlin. Ces 120 millions de francs dépensés en octobre, puis les 54 millions envoyés à la Reichsbank et à la Banque de Londres (sans parler des sommes inconnues adressées aux banques privées) ont laissé dans le Trésor un vide assez sensible pour que l'épargne française soit appelée à le combler. Voilà une des raisons du nouvel emprunt 3 et demi p. 100 admis, comme entrée de jeu, pour la somme de 400 millions de francs[2]. Le syndicat de grands ban-

1. La presse allemande a, comme de raison, salué avec joie cette pluie d'or. Les journaux français ont gardé, à quelques exceptions près, un silence prudent.

2. L'interview que j'ai publiée dans le *Soir* du 21 novembre 1894 sur la gravité de la situation économique en Russie a causé beaucoup d'étonnement. On s'est demandé le pourquoi de cette grande

quiers et de petits coulissiers qui, pendant les mois d'octobre et de novembre, a soutenu artificiellement à Paris les cours des fonds russes, a fait de grosses dépenses, — il avait droit à rentrer dans ses débours : c'est le bas de laine du petit épargniste français qui pourvoira à cette besogne coûteuse... (Voir sur les dessous extravagants de cet emprunt le post-scriptum du chapitre suivant.)

Cet emprunt est loin d'être le dernier. L'année 1895 nous en réserve encore d'autres : avant le krach définitif, M. Witte aura drainé tout ce qu'il aura pu de louis français ; sa gallophobie qu'il a manifestée dans tant d'interviews (voir ch. II) fait exception pour l'or de la France.

Les trois milliards de francs ajoutés à la dette publique pendant les trois dernières années ne constituent pas la seule, ni même la principale preuve de la fausseté des brillants résultats budgétaires, que M. Witte fait miroiter aux yeux de l'Europe avec l'aide des reptiliens à sa solde. (Tout le corps des anciens officieux du prince de Bismarck, M. Harden de la *Zukunft* en tête, est passé, grâce à l'intermédiaire de M. Gravenhoff, au service de M. Witte. A défaut du fonds guelfe, c'est l'épargne française qui l'entretient.)

Le public russe qui n'entre pas dans les détails de la comptabilité officielle, qui ignore même le chiffre

franchise. Je n'éprouve aucune difficulté à avouer que mon seul but était d'attirer l'attention du gouvernement français sur le nouveau danger qui menace l'épargne française. Je connaissais les projets d'emprunt qui se préparaient, et j'espérais — j'ai encore de ces naïvetés — que les gouvernants français sauraient mettre la fortune publique à l'abri de ce nouvel attentat. Je me trompais. Par contre, en Allemagne, on s'est réellement ému de mes révélations, témoin les ignobles calomnies que la presse officieuse d'outre-Rhin a répandues sur moi pour me punir d'avoir cherché à empêcher l'exploitation honteuse du public français par les syndicats de M. Witte.

effrayant de la dette nationale, ne doute pas un seul instant que les budgets de M. Witte ne répondent nullement à la réalité et que leurs excédents ou leur équilibre ne soient complètement imaginaires; il en a pour preuve incontestable l'état économique désastreux du pays, l'agonie complète de l'agriculture, la stagnation du commerce et la paralysie de l'industrie par suite des traités de commerce avec l'Allemagne et l'Autriche. Il sait que les forces imposables du pays sont entièrement épuisées et que depuis des années ni le propriétaire ni le paysan ne sont plus à même d'acquitter les lourdes charges dont l'État les accable. Or, dans un empire où plus de 90 p. 100 de la population vit de l'agriculture, ce sont là des signes irrécusables de la ruine publique. Et cela est si vrai, qu'un ardent zélateur de l'entente franco-russe, un homme éminemment porté à voir la Russie couleur de rose, M. Flourens lui-même, après une dizaine de jours passés à Pétersbourg, en est venu à dépeindre en ces termes la situation économique du pays : « La Russie traverse *en ce moment une crise économique des plus intenses,* sa richesse agricole est gravement atteinte. Elle est momentanément tarie dans sa source la plus féconde de production et d'exportation par la progression constante de l'avilissement du prix des céréales... Tous les palliatifs qui ont été imaginés jusqu'à ce jour... ont été impuissants... *Sauver l'agriculture russe agonisante,* c'est là le bienfait d'un prix incalculable qui doit inaugurer le règne de Nicolas II... » (*Journal,* n° du 29 novembre 1894.)

Dans nos deux mémoires présentés à Alexandre III (voir les chapitres I, IX) nous donnons suffisamment de preuves de cette terrible crise économique que traverse la Russie. Il nous est pénible de revenir sans cesse sur ce sujet douloureux et d'étaler ainsi

les plaies de notre pays. Mais devant le mensonge érigé en système et servant d'instrument pour exploiter la crédulité du public français, c'est un devoir de ne laisser subsister aucun doute sur la réalité de la situation. Citons donc quelques extraits de documents officiels.

Déjà le 6 janvier 1888, le comte Dmitri Tolstoy, alors ministre de l'intérieur, écrivait dans un rapport à Alexandre III : « La situation de l'agriculture dans l'Empire, écrasée par diverses circonstances économiques défavorables, devient chaque année plus difficile. Constituant la base des forces productives de l'État et devant être la source de sa puissance et de sa prospérité, l'agriculture souffre de difficultés et d'entraves qui affaiblissent la stabilité du rendement agricole... La baisse constante du prix des céréales depuis 1881 a amené cette situation malheureuse que, loin de rémunérer le travail des champs, la plupart des produits de la terre donnent des pertes notables. La population supporte patiemment et sans murmurer ces conditions si écrasantes pour la propriété rurale, mais elle commence à reconnaître qu'un État presque exclusivement agricole ne peut pas subsister plus longtemps dans cette situation, et que les efforts isolés des personnes et des institutions privées, sans le concours du gouvernement, sont impuissants à y remédier... »

Hélas ! depuis 1888 la population agricole, désillusionnée de l'efficacité des moyens employés par le gouvernement pour lui venir en aide, ne supporte plus ses souffrances « patiemment et sans murmurer ». Des cris de détresse s'élèvent de tous les coins de l'Empire ; dans ces dernières années la noblesse et les zemstvos se sont mis à adresser au souverain des pétitions dont le ton devient de plus en plus commi-

natoire[1]. Chose caractéristique, ce sont les gouvernements les plus riches en *terre fertile*, comme ceux de Poltawa, de Samara, de Kharkov et autres, qui font entendre les doléances les plus hardies. Nous préférons citer les textes et choisissons la pétition de la noblesse de Poltawa, une des plus modérées.

Après avoir exposé les sacrifices que l'émancipation des paysans a imposés à la noblesse, sacrifices acceptés avec dévouement, les gentilshommes de Poltawa continuent comme il suit : « Quoique la forme de cette émancipation touchât aux intérêts les plus vitaux de la noblesse russe, celle-ci, se conformant à ses traditions anciennes, a été la plus fidèle exécutrice des ordres du Tsar. Si le pouvoir suprême autocratique a reconnu que la Russie avait traversé dans son développement la période de la minorité, qu'il était temps d'appeler tout le peuple russe à la vie gouvernementale consciente, *qu'il était temps de remettre aux mains du peuple lui-même la tâche de la reconstruction*, la noblesse a reconnu que ses privilèges de classe étaient incompatibles avec une pareille décision du pouvoir suprême et a marché hardiment dans la voie indiquée. Elle assistait patiemment à tous les essais tentés pour la remplacer dans l'organisation nationale par de nouvelles forces naissantes, restant convaincue que sa position dans l'État russe repose sur des bases historiques inébranlables. L'événement a bientôt justifié cette confiance : l'Empereur a bien voulu faire appel à la noblesse et lui indiquer son rôle civilisateur dans l'œuvre de la reconstruction de la vie nationale russe... Personne n'accusera la noblesse d'avoir sur ce terrain

1. Il paraît que plusieurs nouvelles pétitions ont été remises pendant le tragique voyage de Spala à Livadia. Dans l'état d'abattement où se trouvait Alexandre III, elles n'ont pas peu contribué à hâter sa fin prématurée.

nouveau poursuivi des buts égoïstes. Au contraire, elle a sacrifié ses dernières ressources au profit de la population entière... *A présent la noblesse craint que les conditions économiques de la noblesse territoriale ne lui rendent impossible l'accomplissement fidèle de la tâche à elle imposée par la volonté de l'Empereur.* La marche de la vie économique, dont les conséquences fatales pour la noblesse territoriale viennent d'être exposées plus haut, a placé la propriété de la noblesse du gouvernement de Poltawa dans une situation des plus critiques ou, pour parler franchement, au bord de l'abîme[1] (p. 9). »

Comment n'être pas frappé de l'inquiétante analogie de ce cri de désespoir avec ceux qui retentirent en France à la veille de 1789, dans une situation, hélas! trop semblable à celle de la Russie contemporaine ?

Citons quelques chiffres empruntés à l'exposé qui précède:

« En 1859 les biens de la noblesse étaient grevés d'hypothèques pour 7642970 roubles; au 1er janvier 1888 ces dettes se sont élevées à la somme de 36323062 roubles; au 1er janvier 1893 elles ont atteint 49930700 roubles; soit une augmentation de 13 millions de roubles en cinq années pendant lesquelles les prix du blé ont subi le plus grand avilissement... Le rendement net de la terre est tombé à Poltawa de 1881 à 1885 à 4,3 p. 100; de 1891 à 1893 à 3,3 p. 100. Or, en payant 5 p. 100 d'intérêt à la Banque Agraire, la noblesse se trouve dans l'impossibilité de se libérer... La noblesse de Poltawa possède 1260000 *dessiatines*[2] de terre, dont 1050000 *dessiatines* de terres arables...

1. Cette pétition a été imprimée à Poltawa, à l'imprimerie de l'administration gouvernementale, avec l'autorisation du gouverneur de la province.
2. Une *dessiatine* = 1hect,092 hectares.

Une récolte moyenne donne environ 35 millions de *pouds*[1] de céréales; déduction faite de 7 millions pour la semence et pour la nourriture des ouvriers, il reste pour la vente 28 millions de *pouds*, ce qui, au prix de 40 kop. par *poud*, donne 11 200 000 roubles. Sur cette somme la propriété paie 10 500 000 roubles pour le travail des champs, 756 000 roubles d'impôt foncier et 2 750 000 roubles d'intérêts pour les dettes hypothécaires : en tout 14 006 000 roubles, ce qui la constitue en déficit de *2 800 000 roubles* annuellement. »

Ajoutons que depuis, par suite du traité de commerce avec l'Allemagne et de la spéculation effrénée à laquelle se sont livrés les exportateurs de blé exploitant la misère de la population agricole, le prix du blé est tombé de 40 kop par *poud* à 25-22 kop. et même, dans plusieurs endroits éloignés des chemins de fer, à 15 kop. ! Ce n'est donc plus 11 200 000 roubles que rapporterait la vente des céréales, mais à peine la moitié. *C'est la ruine complète et irrémédiable.*

Relevons un autre fait dans ces chiffres :

1 050 000 *dessiatines* de terres labourables supportent une dette hypothécaire de 50 000 000 de roubles ; c'est-à-dire qu'en moyenne chaque *dessiatine* est hypothéquée rien que dans les banques pour *50 roubles environ*. Or, la dernière statistique de la Banque Agraire de la noblesse nous apprend qu'en 1886 cet établissement estimait la *dessiatine* en moyenne à 74 roubles et prêtait sur ce gage 42 roubles. En 1893 la banque n'estime plus la *dessiatine* qu'à 42 roubles et ne prête dessus que 26 roubles. A ce compte, les terres de la noblesse de Poltawa ne lui appartiendraient plus, — *elle serait complètement ruinée.*

1. Un *poud* = 16kg,380.

Les autres gouvernements moins fertiles se trouvent naturellement dans une situation encore plus précaire. Voici, d'après M. Witte[1], quelles étaient au 1er janvier 1893 les dettes hypothécaires grevant la *propriété rurale:*

	Roubles.
a Banque Agraire de la noblesse	445 400 000
b Banque des paysans.	56 200 000
c Liquidation des banques de Nijni-Novgorod et de Simbirsk-Saratof. . . .	7 000 000
d Banques hypothécaires privées. . . .	595 500 000
e Banques de villes.	3 200 000
Total.	1 107 300 000

« Les dettes sur hypothèques privées atteignaient vers 1888 la somme de 36 millions. » Depuis, ce chiffre a certainement doublé. Ne sont pas comprises dans cette énumération les dettes sur traites ou autres gages mobiliers.

La dette foncière des paysans ne figure dans le relevé ci-dessus que pour la somme de 56 millions de roubles! Mais, comme le remarque à la même page M. Witte, dans cette énumération n'est pas comprise la dette du rachat (*wykoupnyie plateji*); or, cette dette s'élevait encore en 1893 à la somme de *1 666 157 199* roubles! Ce chiffre ajouté au milliard de roubles dû par la noblesse territoriale, on obtient un total de 2 739 457 199 roubles, soit *plus de onze milliards de francs*, en comptant le rouble d'après sa valeur nominale de quatre francs[2].

Une statistique officielle parue il y a environ deux

1. *Exposé de la Réforme de la Banque d'État*, p. 106 (voir chapitre VI).

2. Les dettes hypothécaires de la propriété bâtie qui dépassent, elles aussi, un demi-million de roubles, se répartissent presque toutes entre cinq ou six grandes villes.

ans et reproduite par tous les journaux russes, entre autres par le *Nouveau Temps*, constatait qu'en moyenne chaque *dessiatine* de terre labourable appartenant à un grand propriétaire était chargée d'une dette hypothécaire de 40 roubles environ, et chaque *dessiatine* appartenant à un paysan — d'une dette de 20 roubles. Ces chiffres nous avaient paru alors exagérés, mais on vient de voir par l'exemple de Poltawa qu'ils sont plutôt au-dessous de la vérité. Quoi d'étonnant que les innombrables ventes de propriétés pour non-payement des intérêts restent sans résultat, la dette hypothécaire égalant la valeur de la terre ?

Du reste, rien n'est plus difficile que d'évaluer d'une manière à peu près exacte le montant des dettes hypothécaires en Russie. Les documents officiels se multiplient, mais se contredisent continuellement; ils ne s'accordent que pour reconnaître la situation désespérée de la propriété foncière. D'après la statistique officielle publiée par le *Messager des Finances* en 1894 (nº 3), sur 114 136 800 *dessiatines* de terre appartenant aux propriétaires fonciers plus de 94 millions sont grevées de dettes hypothécaires. Suivant les tableaux donnés par l'organe officiel, le gouvernement de Poltawa n'occupe que la treizième place quant au nombre des biens hypothéqués; 50 p. 100 seulement des terrains possédés par des particuliers seraient engagés dans les banques foncières, et cela au prix moyen de 52 roubles par *dessiatine*. D'après ces calculs, la dette foncière du gouvernement de Poltawa ne dépasserait donc pas de beaucoup la somme de 25-28 millions de roubles. Or, la noblesse seule de cette province, — naturellement mieux à même de connaître son passif que le ministre des finances, — avoue devoir le *double de cette somme!* De telles erreurs diminuent considérablement le crédit qu'il est permis d'accorder

aux données statistiques officielles. Autre exemple : l'organe ministériel donne comme total de la dette foncière en Russie la somme de 1 131 098 046 roubles (celle de la propriété bâtie exceptée, qui, elle, arrive au chiffre respectable de 564 773 887 roubles). Or, dans son exposé au Conseil de l'Empire, M. Witte, comme nous l'avons vu plus haut, n'indique pour la première de ces dettes que le chiffre de 1 107 300 000 roubles.

Nous ne voulons pas revenir sur la déplorable situation du paysan russe[1]. Écrasé par des impôts qui dépassent souvent le revenu brut de sa terre, ne trouvant même plus dans ses produits le nécessaire pour sa subsistance, il abandonne son bien, émigre et, la plupart du temps, périt de misère dans ses nombreuses pérégrinations à travers le vaste empire. Pour pouvoir acquitter les charges imposées par l'État, plusieurs membres d'une famille s'en vont chercher du travail à 500 ou 1 000 werstes de distance; laborieux et économe bien plus que ne le disent ses détracteurs, parfois le moujik amasse ainsi, à force de privations, quelques dizaines de roubles destinées à satisfaire les exigences du fisc, mais il a un long trajet à faire pour regagner son village ; durant ce voyage qu'il entreprend le plus souvent à pied et coupe d'innombrables haltes, il résiste moins bien aux tentations que pendant qu'il travaille ; aussi le voit-on rarement rapporter intact son petit pécule.

Faut-il s'étonner si, dans ces conditions, le paysan est de moins en moins en état d'acquitter les lourdes charges qui pèsent sur lui et si les annuités de rachat baissent d'année en année? (Voir ch. IX.) Les arriérés d'impôts s'accumulent malgré la manière impi-

1. Les tableaux publiés par le comte Bobrinsky et le comte L. Tolstoï sont suffisamment éloquents.

toyable et réellement barbare dont s'opère le recouvrement des contributions. La procédure appelée « wysiekanie podatei »[1] n'a été malheureusement appliquée que trop fréquemment dans ces dernières années; encore ne recourt-on à ce moyen extrême qu'après avoir enlevé et vendu le bétail, le mobilier et jusqu'aux vêtements de rechange du paysan. Et comme tous les membres de la commune sont, vis-à-vis du fisc, solidaires les uns des autres, on peut aisément se figurer le tableau de misères que présente un village après une pareille exécution...

A combien s'élèvent les arriérés d'impôts et de charges? C'est ce que ne savent ni le ministère des finances, ni le Contrôle et ce qu'il serait absolument impossible de déterminer d'une manière même approximative. Les comptes « arriérés divers et créances du Trésor » indiquent bien la somme globale de 4 090 235 650 roubles crédit. Mais dans ces quatre milliards entrent les annuités de rachat des paysans, la dette des chemins de fer et même l'indemnité de guerre de la Turquie. Une commission de revision sous la présidence de M. Kobeko, un des plus anciens hauts fonctionnaires du ministère des finances, a essayé dernièrement de relever les arriérés de quatre gouvernements: Nijni-Novgorod, Samara, Kazan et, si nous ne nous trompons, Simbirsk; elle serait arrivée pour ces quatre gouvernements à un total d'environ 200 millions de roubles; le gouvernement de Samara, un des plus riches en terre fertile, traversé par un chemin de fer, a un arriéré de 35 millions de roubles: la Russie d'Europe compte, à elle seule, 66 gouvernements!

Les magnifiques rapports budgétaires de M. Witte

1. La peine des verges infligée aux paysans pour obtenir le paiement des impôts!

sont complètement muets sur ces chiffres qui démontrent d'une manière irréfutable tout ce qu'il y a de factice, pour ne pas dire de mensonger, dans ses bilans. Ce pays presque exclusivement agricole, où l'agriculture agonise, est incapable de supporter même la moitié des charges que le fisc lui impose. Le commerce et l'industrie ne sont pas mieux partagés. Déjà en 1892, le bilan du commerce extérieur ne donnait plus en faveur de la Russie que 120 millions, au lieu de 308 millions en 1890 et 352 millions en 1891, l'année de la mauvaise récolte. Cela est devenu bien pis depuis les funestes conventions commerciales avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. La dernière foire de Nijni-Novgorod, — ce baromètre du commerce russe, — a été désastreuse non seulement par l'insignifiance des transactions, mais encore par le nombre des faillites et des suspensions de paiement. Il s'est à peine écoulé huit mois depuis l'entrée en vigueur des nouveaux traités, et déjà les deux principaux centres manufacturiers de la Russie, Moscou et Lodz, sont en décadence. « Même dans un centre industriel aussi riche que Lodz, lit-on dans le *Nouveau Temps* du 15/27 octobre, les cas de faillite sont devenus un fait quotidien et les *concours administratifs* (liquidations judiciaires) des mines et fabriques en déconfiture poussent comme des champignons. En général, la décadence du commerce devient très visible à Lodz ; les krachs ne font que se multiplier... » Le *Messager des Finances* de novembre reproche aux industriels de Moscou leur « inertie », leur « découragement », et leur « somnolence » en face de la concurrence étrangère qu'ils rencontrent jusque sur les marchés de l'Asie centrale. Venir reprocher aux industriels russes leur découragement, quand on a soi-même conclu un traité de commerce qui les désarme vis-à-vis de leurs concurrents

allemands, c'est en vérité se moquer avec trop de cynisme des désastres qu'on a accumulés à plaisir[1]. Les ports russes d'exportation, tels que Saint-Pétersbourg, Odessa et autres ont perdu la plus grande partie de leur importance. Saint-Pétersbourg, notamment, n'existe plus comme port de commerce. M. Flourens, dans la lettre citée plus haut, constate, lui aussi, « la ruine du trafic maritime de Pétersbourg, par suite du traité de commerce avec l'Allemagne ». En 1883 on a chargé à Pétersbourg 3 896 navires, en 1892 seulement 640 ! l'exportation de ce port en 1872 atteignait le chiffre de 64 millions de roubles, c'est-à-dire 60 p. 100 de l'exportation totale des ports baltiques; en 1892 elle n'a pas dépassé 36 millions de roubles, — 30 p. 100 seulement de l'exportation totale. En 1888 Pétersbourg exportait 49 millions de *pouds* de blé, — en 1893 32 millions seulement. Depuis la conclusion du traité avec l'Allemagne la décadence de ce port est complète. (Par contre, les rapports de Chambres le commerce de ports allemands, Lubeck et autres, constatent une augmentation considérable de leur trafic depuis l'entrée en vigueur du traité russe-allemand.) Les autres villes de l'empire russe ne sont pas mieux loties. Au moment même où nous écrivons, on nous apprend qu'une série de désastres a éclaté à Kief où des maisons séculaires comme, par exemple, celle de Chichkine, viennent de suspendre leurs paiements. D'ailleurs, comment l'industrie russe résisterait-elle à cette avalanche de produits allemands qui écrase toute concurrence ? Comme exemple de cet envahissement, nous reproduirons ci-dessous le tableau officiel allemand de

1. Au mois de décembre 1894 M. Witte a trouvé utile de prélever les droits d'entrée sur les cotons, et cela malgré le pétitionnement des manufacturiers de Moscou, dont cette mesure sera la ruine.

l'importation du fer en Russie pour le seul mois d'octobre 1894 *en centaines de kilogrammes.*

	En 1894.	En 1893.
Fontes diverses	129 443	2 977
Plaques et tôle.	29 799	886
Marchandises en fer	8 972	2 678
Machines (fonte).	20 163	3 173
— (fer forgé)	2 192	786
Machines à coudre	1 115	331
Total.	191 684	10 734

Mais en octobre 1893 on était au plus fort de la guerre douanière; prenons donc pour point de comparaison le mois d'octobre 1892. Nous trouvons un total — en centaines de kilogrammes — de 41 913 contre 191 684 en 1894; donc sur un seul chapitre l'importation a presque quintuplé depuis 1892! (Les chiffres sont empruntés à la *Frankfurter Zeitung* du 30 novembre 1894.) On comprend la formidable hausse de toutes les valeurs industrielles allemandes, hausse encore favorisée par le taux élevé du change du rouble crédit que M. Witte maintient artificiellement.

Et, en présence de tout cela, le ministre qui a élevé les dépenses ordinaires de l'État de 834 672 000 en 1891 à 981 222 950 roubles-crédit en 1894, prétend arriver à équilibrer son budget!

Un des expédients les plus communément employés pour combler les déficits consiste à exécuter les dépenses d'une année avec les recettes de l'année suivante, mais ces virements de comptes qui, dans les rapports du ministère des finances et du Contrôle général, forment le chapitre le plus embrouillé, le plus rempli de contradictions, ne sauraient à eux seuls offrir des ressources suffisantes. De là le besoin des emprunts à jet continu. Les 6 à 700 000 000 empruntés annuellement par M. Witte pour les besoins

généraux sont loin de répondre à la totalité du déficit annuel. Une grande partie est couverte par des moyens moins avouables : l'épuisement des caisses d'épargne, le travail incessant de la planche à assignats (v. ch. VI) et autres expédients encore plus illicites...

Le gouvernement d'un pays qui traverse une crise aussi intense n'a qu'une seule voie à suivre pour éviter des catastrophes : il doit se résoudre à faire des économies et à réduire les dépenses au strict nécessaire. Vivre de l'emprunt serait une grave faute, même pour une nation riche en capitaux et qui se trouverait seulement aux prises avec des embarras passagers. Or, tel n'est pas le cas. La Russie est un des pays les plus pauvres en capitaux de l'Europe entière. Un passif de dix-sept milliards excède déjà de beaucoup ses forces : c'est rapprocher à plaisir l'échéance de la catastrophe inévitable que d'augmenter continuellement cette dette.

Les apologistes complaisants de M. Witte, à la veille de chaque nouvel emprunt, rappellent dans la presse la quantité de dessiatines des forêts vierges, des terres incultes et des mines non découvertes, qui appartiennent à l'État. La belle garantie que trouveront là, en cas d'accident, les créanciers du Trésor russe! C'est à peu près comme si la Grèce et le Portugal offraient à leurs créanciers, à titre de compensation, le sel marin à extraire des eaux qui baignent leurs côtes.

Le grand crime de M. Witte n'est pas seulement de recourir à une suite ininterrompue d'emprunts pour équilibrer son budget au lieu de remédier au déficit béant par des réductions de dépenses. Il fait plus : il gaspille les deniers publics avec une prodigalité folle et emprunte encore non pour les besoins urgents du budget, mais pour des buts absolument étrangers au

bien de l'État. Ce sont ses intérêts privés et ceux de ses complices habituels qui l'ont amené à charger en deux ans la dette publique de plus de cinq cents millions de francs, ainsi que nous l'avons dit plus haut. (Ce sujet sera traité d'une façon détaillée dans le prochain chapitre consacré aux opérations financières de M. Witte.)

P. S. — Au moment où nous traçons ces dernières lignes, nous recevons le manifeste publié par Nicolas II à l'occasion de son mariage. Ce document fournit la plus éclatante confirmation de ce qu'on vient de lire sur l'état économique du pays. « Particulièrement préoccupé de la situation défavorable de l'agriculture qui procure les moyens d'existence à la plus grande partie de la population de l'empire... » C'est par ces paroles que le nouveau Tsar inaugure les nombreuses mesures destinées à venir en aide aux populations souffrantes. Ce don de joyeux avènement imposera au Trésor des sacrifices considérables. Il suffit, pour en indiquer l'importance, de dire que les faveurs accordées aux propriétaires et aux paysans consistent surtout dans de notables réductions des intérêts, qu'ils ont à payer pour leurs dettes hypothécaires, soit à la Banque de la Noblesse, soit à celle des Paysans. Ces réductions varient de 1/2 p. 100 à 1 p. 100. Dans leur pétition au tsar Alexandre III les gentilshommes de Poltawa demandaient que l'intérêt de la Banque de la Noblesse fût réduit à 3 p. 100. Le manifeste de Nicolas II fixe le chiffre de 4 p. 100. C'est déjà un soulagement, grâce auquel la plupart des agriculteurs échapperont au danger immédiat de se voir expropriés par les banques hypothécaires. Mais une diminution des intérêts à payer peut-elle réellement sauver l'agriculture russe de la terrible crise qu'elle traverse ? Il est

permis d'en douter. Quand on étudie la suite des faits qui ont amené la situation actuelle, on arrive à se convaincre que, depuis trente ans, toutes les facilités de crédit accordées aux propriétaires fonciers n'ont été pour eux qu'un encouragement à contracter des dettes nouvelles. C'est aussi la conclusion de l'étude statistique publiée par l'organe officiel de M. Witte (1894, n° 3), dont nous avons parlé plus haut. Il y a donc lieu de craindre que l'abaissement du taux de l'intérêt ne pousse la noblesse russe à s'obérer encore davantage...

CHAPITRE IV

LES CONVERSIONS DE M. WITTE. — FAUX EMPRUNTS. — LES DESSOUS DU NOUVEL EMPRUNT 3 1/2 P. 100. — TITRES DE SOCIÉTÉS PRIVÉES EN DÉCONFITURE CONVERTIS EN RENTES SUR L'ÉTAT. — TITRES FANTAISISTES.

En répondant à une question qui lui avait été posée à la Chambre des députés par M. de Douville-Maillefeu au sujet de la conversion de la rente 3 p. 100, M. Poincaré rappelait dernièrement avec beaucoup de raison l'opinion d'un grand économiste anglais sur les conversions : « Un ministre des finances qui ferait une conversion avec augmentation de la dette mériterait d'être mis en accusation. » Le ministre des finances a même accentué cette pensée en ajoutant qu'un tel ministre mériterait d'être pendu. M. Poincaré ne se doutait probablement pas qu'en exprimant cette idée si juste, cette vérité élémentaire, il prononçait la condamnation à mort de MM. Wyschnegradski et Witte. Ce dernier, comme nous l'allons voir, mériterait même deux fois cette peine.

En effet, toutes les prétendues conversions effectuées par ces deux ministres, au grand détriment de l'épargne française, ont été faites avec une forte augmentation de la dette publique ; bien plus, cet accroisse-

ment des charges du Trésor s'est compliqué d'une prorogation considérable des délais d'amortissement; par conséquent ces opérations n'ont même pas été des conversions dans le vrai sens du mot, mais de simples retards apportés à l'extinction de la dette, dont on grossissait le montant en retour d'une petite réduction de l'intérêt annuel à payer. Des débiteurs affolés, incapables de faire honneur à leur signature, ont souvent recours à de pareils expédients et achètent un répit momentané, — l'éloignement des échéances, — au prix d'une augmentation importante du capital à rembourser. Ils reculent ainsi la date fatale de l'écroulement, mais ne font, en réalité, qu'aggraver considérablement leur situation financière. Nous avons vu (Avant-Propos) que tel fut, à proprement parler, le caractère des conversions de M. Wyschnegradski, et que si les premières, tout onéreuses qu'elles ont été pour le Trésor, peuvent s'excuser par la nécessité de transporter en France le marché des fonds russes, la plupart furent entreprises au profit exclusif de syndicats financiers, sans que les intérêts du Trésor russe y fussent pour rien.

Bien plus funestes encore ont été les conversions de M. Witte. Sans négliger ni les intérêts des syndicats ni ceux de ses intermédiaires attitrés, M. Witte a commis, à la faveur de ces opérations, une série d'actes pour lesquels la mise en accusation équivaudrait à une condamnation. Ainsi, alléché par le prétendu succès de ses conversions de fonds d'État, enivré par les immenses bénéfices que... ses intermédiaires avaient empochés à ces occasions, M. Witte, quand la matière lui a manqué pour de semblables opérations, s'est mis à convertir en valeurs d'État des titres de sociétés privées en déconfiture, comme, par exemple, les obligations de la Banque Foncière Centrale, ou même des

valeurs entièrement fictives, comme les actions de jouissance du chemin de fer Koursk-Kharkow-Azow, racheté par l'État depuis 1891.

Mais procédons par ordre et commençons par la plus importante des conversions de fonds d'État dues à M. Witte, celle qui lui a valu les plus enthousiastes éloges de la presse à sa solde : nous voulons parler de la conversion des emprunts d'Orient et des Billets de Banque en une rente perpétuelle de 4 p. 100. Ces Billets de Banque, émis pour payer au propriétaire le rachat de la terre du paysan, rapportaient 5 p. 100, comme aussi les deux emprunts lancés pendant la guerre d'Orient. Les coupons étaient chargés d'un impôt qui réduisait le revenu net de ces fonds à 4 3/4 p. 100. Le montant total de ces deux dettes atteignait 1 milliard quatorze millions de roubles; l'amortissement était calculé de manière à amener la libération complète du Trésor dans un délai moyen de 35 années. Le service annuel des intérêts pour les deux emprunts était donc de 48,12 millions de roubles.

M. Witte, sous l'inspiration de son *ad latus*, M. Rothstein, conçut l'idée de transformer cette dette 5 p. 100 amortissable en une rente 4 p. 100 perpétuelle sur l'État. La conversion fut exécutée dans le courant de l'hiver 1893-1894, et on se souvient qu'en tant qu'opération financière, elle réussit brillamment. Presque tous les propriétaires de ces valeurs les présentèrent à la conversion, laquelle, d'ailleurs, était toute facultative au début. En échange de 100 roubles d'or de ces divers titres 5 p. 100, le Trésor offrait 108,66, 109,32 ou 110,55 roubles en titres 4 p. 100; une légère soulte de 20 kopeks était promise à ceux qui annonceraient leur adhésion à la conversion avant un certain délai. Les 1 014 millions de titres 5 p. 100 furent de la sorte remplacés par *1120* millions de

rente 4 p. 100 (*Messager des Finances*, 1894). En outre, plusieurs millions de roubles au moins furent dépensés tant pour la soulte à payer que pour le remboursement au comptant et pour les bénéfices du syndicat et des intermédiaires. (Ces derniers, comme nous en possédons la preuve, partageaient par moitié avec le syndicat.)

1 120 millions de rente perpétuelle 4 p. 100 exigent comme service d'intérêt 44 800 000 roubles par an. Si l'on déduit ce chiffre de 48 125 000 roubles représentant le service des intérêts de 1 014 millions de roubles en titres 5 p. 100 (moins l'impôt), on obtient une économie de 3 325 000 roubles. En réalité, cette économie doit être, d'abord, diminuée d'une annuité assez importante, mais dont nous ne connaissons pas le montant exact : la fortune mobilière de nombre d'hôpitaux, orphelinats et autres établissements de bienfaisance était placée en grande partie dans les anciens emprunts 5 p. 100 ; Alexandre III, justement ému du préjudice sensible causé par la conversion à ces œuvres philanthropiques, décida que le Trésor leur rembourserait annuellement la perte subie. Ensuite il faut déduire environ 100 000 roubles représentant les intérêts de plusieurs millions comptant dont nous venons de parler. *En fait, M. Witte n'a donc réalisé, par sa vaste conversion, qu'une économie annuelle d'environ deux millions de roubles.* Et c'est pour obtenir ce mince résultat qu'il a grossi la dette publique d'une somme de 106 millions, remplacé une rente amortissable en 35-40 ans par une rente perpétuelle, privé d'une part sensible de leur revenu les porteurs des anciens emprunts 5 p. 100 et provoqué ce colossal bouleversement de la fortune publique, qu'entraine toujours une conversion aussi considérable!

Un des apologistes de M. Witte, dans le *Figaro*, du 13 septembre 1894, évalua à 21 millions l'écono-

nomie annuelle réalisée parla conversion. Nous avons vu qu'il faut en rabattre et supprimer le chiffre 1. Même en ajoutant la fraction de rouble qui représentait la prime d'amortissement, on n'arrivera jamais qu'à une économie dérisoire; mais, au lieu de se libérer par 35-40 paiements de 48 millions, le Trésor russe aura éternellement à payer 45 millions de roubles par an la vaine gloire de M. Witte et les bénéfices, hélas ! très réels de ses chers intermédiaires.

Un commerçant en détresse, qui se résoudrait à une opération aussi désastreuse pour diminuer ses charges momentanées, mériterait d'être enfermé dans un cabanon. Un ministre des finances qui dispose d'un budget annuel de 1200 millions de roubles, et déclare succomber sous le poids de ses excédents budgétaires, mérite largement, lorsqu'il commet des conversions pareilles, la peine proposée par M. Poincaré. Le désir de jeter de la poudre aux yeux par le succès d'une aussi vaste conversion facultative ne peut même pas être invoqué comme circonstance atténuante du crime commis. Le peuple russe (ce n'étaient en général que de petites gens qui avaient placé leurs épargnes dans ces titres très populaires) n'a nullement voulu donner une preuve de confiance particulière à M. Witte en consentant à la conversion : voyant imprimé en gros caractères, en tête des journaux, un oukase impérial qui l'invitait à présenter, dans un très bref délai, ses titres aux guichets des banques, il s'est simplement conformé à ce qu'il a pris pour un ordre du tsar. De même que la population urbaine obéit quand la police l'*autorise* à illuminer pour telle ou telle fête publique, les petits porteurs ont obéi, tout en chargeant de malédictions le ministre, auteur de cet oukase qui diminuait si sensiblement leur maigre revenu.

Mais si M. Witte a mérité la corde, — toujours d'après M. Poincaré, — pour cette conversion, quelle punition pourrait-on lui appliquer pour les deux conversions dont nous allons parler ? Il y a une vingtaine d'années, au moment où la bancomanie troublait toutes les têtes dans la capitale russe et où l'on en était presque venu à bâtir des villes à seule fin de les pouvoir doter d'une banque foncière ou autre, un groupe de spéculateurs légèrement véreux avait fondé une Banque Centrale du Crédit Foncier destinée à acheter les lettres de gage de ces nouvelles banques et à émettre à l'étranger des obligations or, dont le revenu serait gagé par le rendement de ces valeurs. L'opération péchait par la base : d'abord, vu le cours instable du rouble crédit, il était imprudent de gager un coupon en or par le paiement d'un coupon en assignats : en second lieu, la plupart des sociétés foncières dont la Banque Centrale acceptait les lettres de gage étaient loin d'être assez solidement assises pour que leur papier pût inspirer une entière confiance. Mais cela ne préoccupait guère les faiseurs qui étaient à la tête de cette entreprise ; il ne s'agissait pour eux que d'écouler un gros paquet de titres à l'étranger et d'en toucher les primes ; le reste leur importait peu. Il arriva ce qui devait arriver ; la baisse du rouble, jointe à la déconfiture de plusieurs sociétés foncières, mit la banque dans un grand embarras et les cours de ses obligations en subirent le contre-coup. Il y a quelques années, le ministère des finances crut devoir, — à tort, selon nous, — avancer une somme assez ronde à la banque pour la mettre à même de payer son coupon. Mais c'était une goutte d'eau — et la dissolution de la société, légalement en déconfiture depuis longtemps, avec une perte notable du capital social, s'imposait aux actionnaires. En présence de cette situation d'un éta-

blissement absolument privé, que devait faire le gouvernement? Le mettre en demeure de procéder à sa liquidation et veiller à ce que cette opération se fasse assez lentement pour ne pas jeter brusquement sur le marché une trop grande quantité des lettres de gage, qui constituaient l'actif de la banque.

M. Witte, trouvant que l'épargne française n'avait pas encore été suffisamment entamée par des emprunts faits pour satisfaire les besoins du trésor russe, a imaginé mieux que cela : il a converti en rentes or sur l'État les titres de cette banque à demi déconfite. *Telle est l'origine de l'emprunt 3 p. 100 1894 entièrement placé en France.* Avec la générosité qui le distingue, quand il s'agit de disposer de l'or français, M. Witte a racheté ces titres bien au-dessus de leur valeur intrinsèque et même de leur cote à la Bourse. L'émission de la rente 3 p. 100 or a eu lieu officiellement pour la somme de 42 millions et demi de roubles, — plusieurs millions au-dessus de la somme nécessaire pour la conversion. La presse allemande s'est même permis d'exprimer son étonnement de ce surplus. L'énigme a été expliquée après l'émission : le surplus a servi à racheter au comptant et bien au-dessus de leur cote à la Bourse les obligations 5 et demi p. 100 de la même banque, restées en circulation pour la somme de 6 445 625 roubles or. Ce serait méconnaître l'intégrité bien connue de M. Witte que d'insinuer, comme l'ont fait les mauvaises langues, que ces titres 5 et demi p. 100, ainsi, d'ailleurs, qu'un grand nombre d'obligations 5 p. 100 de la Banque Centrale, ont été rachetés sous main par des personnages de son intimité, versés dans les secrets des dieux...

Voit-on à Paris un ministre des finances convertir en rentes sur l'État les obligations de la Société des Immeubles ou les actions du Comptoir d'Escompte? Ce

n'est que le pauvre moujik qui aura à payer pendant 81 années les intérêts d'une dette privée incombant à des spéculateurs véreux !

Nous passons à une troisième conversion effectuée par M. Witte et qui complète le type des opérations financières de ce hardi novateur.

En 1891, au moment où l'État russe rachetait le chemin de fer Koursk-Kharkow-Azow, M. Poliakof, qui en possédait la plupart des actions, eut l'ingénieuse idée de créer à la dernière minute des actions *de jouissance* de cette ligne pour une somme assez rondelette; il était censé les avoir émises au cours de 90 francs à la bourse de Bruxelles par les soins de la maison J. Lysson et C[ie]. Bientôt une banque française de second ordre (la Banque Internationale) présenta ces valeurs sur le marché de Paris et essaya même de les placer au prix de 140-150 francs. Le but poursuivi était facile à comprendre : on voulait obtenir pour ces titres fantaisistes l'admission à la cote en France, afin d'obliger M. Wyschnegradski à les racheter conjointement avec les véritables actions du chemin de fer en question. Il faut dire à la louange de l'ancien ministre des finances que, loin de s'en laisser imposer par une manœuvre aussi grossière, il fit afficher à la bourse de Paris, par les soins du syndic des agents de change, un avis déclarant ces titres d'une valeur douteuse et sans aucun droit à un dividende sérieux quelconque. Le placement des prétendues actions de jouissance échoua et elles tombèrent dans un oubli complet; jamais, d'ailleurs, elles n'avaient donné le moindre revenu.

Mais voilà M. Witte au pouvoir et en proie au vertige des conversions. Ne trouvant plus de titres d'État, il en invente de fantaisistes; ces fameuses actions de jouissance de M. Poliakof sont exhumées et, après les avoir placées *en mains propres*, M. Witte les rachète

au prix de 300 roubles comptant et en obligations 4 p. 100 de l'État russe pour 19000 francs chaque centaine d'actions, c'est-à-dire le double de leur prix d'émission! C'est encore l'épargne française qui a été mise à contribution, c'est à Paris que les nombreux millions de nouveaux consolidés 4 p. 100 émis pour ce rachat ont été placés.

Ainsi donc, des titres créés par un particulier et possédant à peu près la même valeur que les célèbres actions du Bitume du Maroc imaginées par Jérôme Paturot, un ministre des finances les convertit en fonds d'État sans nécessité aucune, sans même l'ombre d'un prétexte plausible ; par pure complaisance pour un groupe d'individus, qui avaient su s'emparer à temps de ce papier discrédité, il obère le Trésor de nombreux millions d'annuités à payer! Mystère et Nourik!

Pour terminer, disons que, dans l'accroissement de la dette publique, dont nous avons parlé dans le chapitre précédent, ces trois conversions (*sic*) entrent pour plus de 500 millions de francs.

Dans sa hâte d'abuser de la confiance publique, hâte ne rappelant que trop les émissions de papier faites au dernier moment par un commerçant acculé à la faillite, M. Witte se montre extrêmement généreux quant au taux de l'émission. Ainsi, dans le courant de l'hiver 1893-1894, il éprouva le besoin de placer pour 50 millions de francs d'obligations 4 p. 100 du chemin de fer de Wladikawkaz, — nouvelle émission. En pareil cas M. Witte prend toujours pour intermédiaires des banquiers de Berlin ou d'Amsterdam. Cette fois, c'est M. Lippmann-Rosenthal d'Amsterdam qui fut chargé de faire l'émission. L'affaire étant très avantageuse, M. Witte préféra ne pas en faire profiter le public français. A ce moment les obligations

russes 3 p. 100 étaient cotées dans les environs de 89 et celles de 4 p. 100 presque au pair. Or, c'est au cours de 93 1/4, c'est-à-dire *à 7 points au-dessous du cours du jour*, que M. Witte offrit à M. Rosenthal ces nouvelles obligations jouissant de l'absolue garantie de l'État et libres de tout impôt. Les banquiers prenant d'habitude les titres 2 ou 3 points au-dessous du prix de l'émission publique, c'est 9 ou 10 points au-dessous du cours du jour que le ministre, une vraie providence pour la haute banque, jette sur le marché le papier de l'État. Leurs cours actuel est 102 ! Tel un fils de famille. qui s'empresse de contracter des emprunts à n'importe quel taux, comptant bien plaider ensuite leur nullité pour cause de minorité...

Le *Messager du gouvernement*, paru le même jour que l'oukase ordonnant le nouvel emprunt 3 et demi p. 100 dont nous avons parlé plus haut (chapitre III), déclare que 69 millions de roubles de cet emprunt seront affectés au rachat des obligations 5 p. 100 de chemins de fer; quant au reste, le gouvernement prend l'engagement de ne l'employer « ni pour les besoins ordinaires ni pour les besoins extraordinaires du budget », « mais uniquement pour raffermir le crédit de la Russie ». Le *Messager* ajoute avec raison que ce nouvel emprunt est « unique dans son genre dans les annales financières ».

Dans l'Avant-Propos nous reproduisons un second oukase impérial qui indique les « séries d'obligations 5 p. 100 à racheter avec ces 276 millions de francs, savoir : 7 à Londres, 3 à Berlin et 1 à Amsterdam, *aucune à Paris*, c'est-à-dire que sur 400 millions d'or français 276 seront versés presque exclusivement aux Anglais et aux Allemands. Si M. Witte possède réellement 800 millions de francs en or déposés dans les caves, c'est-à-dire restant là improductifs, n'aurait-il

pas été plus sage d'en employer une partie au rachat des obligations 5 p. 100, ce qui aurait réduit de 14 millions environ la perte annuelle de 32 millions de francs en intérêts subie par le Trésor grâce à l'improductivité de son stock d'or? Au lieu de cela, M. Witte préfère emprunter encore et ajouter ainsi 14 millions de francs aux charges annuelles de l'État !

Quant à l'emploi du reliquat de 124 millions de francs, il est bien tel que nous l'avons prédit plus haut : ces millions, comme le déclare avec autant de naïveté que de justesse le *Messager du gouvernement*, ne sont destinés ni au budget ordinaire, ni à l'extraordinaire ; ils serviront à combler dans le Trésor la lacune de 30 millions de roubles or, qu'y a occasionnée l'achat des roubles-crédit à Berlin (voir le chapitre précédent). Jusqu'à présent la science financière ne connaissait que deux sortes de budgets, l'ordinaire et l'extraordinaire. A M. Witte appartient la grande innovation d'un troisième budget vraiment « sans exemple dans les annales financières ». « Destiné à raffermir le crédit », il devrait être dénommé le budget de l'agiotage et de la spéculation.

Mais nous n'avons pas encore épuisé toutes les surprises de cet emprunt « sans précédent ». On était un peu étonné de voir figurer sur la liste des émetteurs divers noms qui d'ordinaire ne se rencontrent pas sur le même prospectus : les Rothschild de Londres, de Paris et de Francfort, Bleichrœder, Mendelsohn et la Discontogesellschaft de Berlin ; à Pétersbourg, outre la Banque internationale et la Banque d'Escompte, la Banque russe pour le commerce extérieur, etc. Que signifiait bien cette réunion de tant de puissances pour un modeste emprunt de 400 millions de francs ?

Ce n'est que le 14 décembre que nous avons eu le

mot de l'énigme. Ce jour-là, en effet, le *Jewisch Chronicle* de Londres publiait l'entrefilet suivant : « Le succès de l'emprunt russe a une certaine signification, en dehors de l'intérêt qu'il a excité dans les cercles financiers et commerciaux. L'habileté de M. Witte n'aurait pas servi à grand'chose *s'il n'y avait pas eu en même temps des assurances quant au traitement des juifs*. On avait déclaré catégoriquement à la maison Rothschild *qu'en se chargeant de l'émission elle ne prêterait pas la main à un oppresseur de sa religion*. Nous avons toutes les raisons pour affirmer que MM. de Rothschild, avant d'entrer en pourparlers *avec le ministre des finances, avaient posé comme condition « sine qua non » que la situation des juifs serait prise en considération*. Personne n'avait oublié l'épisode dramatique qui s'est passé dans la maison de Rothschild à la veille du dernier emprunt. Nous ne trahirons pas un secret quand nous dirons *que le gouvernement russe a donné des assurances qui sont des engagements d'honneur qu'il ne tourmenterait plus les juifs dans l'empire russe*. Nous pouvons nous attendre à voir les lois d'exception s'atténuer peu à peu et s'établir un nouvel ordre de choses qui garantira aux juifs la tranquillité, sinon l'aisance. Le remplacement du général Gourko comme gouverneur général de la Pologne par le comte Schouwalof (un homme d'État aux idées occidentales éclairées) et les bruits qu'on croit fondés d'un élargissement du rayon d'établissement des juifs, sont des signes du temps, même en dehors de la formelle déclaration du Tsar Nicolas que tous ses sujets sans distinction de religion seront traités d'une manière égale. »

Cet article aux allures officieuses ne fait que confirmer une note parue, quelques jours auparavant, dans le *Grajdanine*, de Mestschersky, l'organe déclaré de M. Witte ; ce journal assurait que le dernier em-

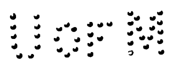
prunt avait été fait sur la gracieuse invitation du baron Lionel de Rothschild, de Londres.

Dans le *Nouveau Temps*, M. Souvorine a judicieusement répliqué que si c'était là l'unique raison de cet étrange emprunt, contracté au moment où le Trésor, selon l'affirmation de M. Witte lui-même, regorgeait d'or et de billets de banque, il aurait mieux valu épargner au peuple russe cette nouvelle charge.

Ainsi donc, les 400 millions de francs que l'épargne française venait de verser dans les caisses de *Londres* et de *Berlin* (voir page 94) étaient un don par lequel le baron Lionel de Rothschild voulait marquer sa reconnaissance au tsar Nicolas pour les promesses plus ou moins authentiques, transmises par M. Witte, que dorénavant les juifs ne seraient plus molestés en Russie.

Nous n'avons aucune envie de toucher ici à la question des juifs dans l'empire russe ; il y a quelques années, nous avons exprimé en toute franchise notre opinion au sujet de certaines mesures arbitraires, aussi ineptes que cruelles et inefficaces, dont la Russie est la première à souffrir, et nous croyons avoir indiqué le seul moyen de résoudre d'une façon conforme aux intérêts russes le problème plein de dangers et gros de menaces pour l'avenir du pays[1]. Mais comment ne pas être indigné de l'acte de ce ministre d'un grand et puissant empire, qui traite une question de la politique intérieure russe avec des banquiers étrangers et va même jusqu'à mêler le nom sacré du tsar à on ne sait quels honteux marchandages, quelles promesses fallacieuses ? Que penser d'un ministre qui extorque 400 millions à l'épargne d'un pays ami, et ajoute une nouvelle dette annuelle de 14 millions de francs aux charges, sous lesquelles succombe déjà la population

1. *La Russie contemporaine,* Paris 1891, chez Calmann Lévy.



de son pays, à seule fin de complaire au syndicat de banquiers étrangers dont il est devenu l'homme lige?

Son prédécesseur, M. Wyschnegradski, s'était déjà laissé entraîner une fois dans cette voie honteuse, et cela lui avait assez mal réussi. Dans une lettre transmise par M. Rothstein, il avait fait, au nom d'Alexandre III, des promesses absolument imaginaires à la maison de Rothschild, pour la décider à émettre le fameux emprunt 3 p. 100. La convention était signée, ainsi que l'oukase impérial, quand parurent tout à coup les ordonnances sur l'expulsion des juifs de Moscou. M. Wyschnegradski mit tout en œuvre pour retarder au moins de quelques jours la promulgation d'édits prouvant qu'il avait bel et bien trompé les Rothschild. On sait que ceux-ci, outrés avec juste raison d'un tel abus de confiance, retirèrent au dernier moment leur adhésion.

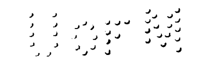
M. Witte a-t-il eu plus de raisons que son prédécesseur de faire aux Rothschild des promesses analogues ? Cela est d'une importance secondaire. Un mensonge de plus ou de moins n'entamera pas sa réputation bien établie. Ce qui est honteux, c'est qu'un ministre russe ait permis aux financiers étrangers d'intervenir dans une question purement et exclusivement russe [1].

1. Voici ce que nous écrivions à ce sujet il y a quatre ans : « Le second point que nous tenons à relever, c'est le tort considérable que font aux Juifs russes les agissements maladroits et inopportuns de leurs coreligionnaires étrangers... Vouloir exercer en leur faveur une pression quelconque sur le gouvernement russe, prétendre traiter de puissance à puissance avec l'autorité impériale, tout cela est ridicule, grotesque et compromettant au plus haut point pour la cause même qu'on se propose de servir. De deux choses l'une : ou les Juifs sont des sujets russes ayant les mêmes droits et les mêmes devoirs que tous les autres sujets de ce vaste empire, — alors que signifie cette intervention de leurs coreligionnaires étrangers? Ou les détracteurs des Juifs ont raison de les représenter comme un peuple cosmopolite, incapable de s'assimiler au pays qu'il habite, — alors de quel droit



Mais ce n'est pas tout : quand Alexandre III était encore sur son lit d'agonie, l'émissaire de M. Witte, M. Rothstein, faisait déjà la navette entre Pétersbourg, Berlin et Paris pour entamer ces humiliantes négociations. On se souvient de la joie scandaleuse des journaux allemands devant les souffrances du noble Tsar; on escomptait impatiemment son décès et on publiait de nombreuses anecdotes d'une authenticité plus que douteuse sur les prétendus dissentiments qui auraient existé entre Alexandre III et le grand-duc héritier à propos de la persécution des juifs. On en tirait les plus heureux présages pour le règne prochain. M. Witte lui-même aidait ses officieux à préparer le terrain en vue de l'emprunt projeté. Déjà le 13 *septembre*, ce ministre vraiment extraordinaire communiquait d'Abbazia à la *Nouvelle Presse Libre* de Vienne, avec une satisfaction peu déguisée, une longue consultation médicale sur l'état du tsar qui ne laissait que bien peu d'espoir de guérison. A un moment où tout le monde ignorait encore la gravité de la maladie, M. Witte, tiré du néant par Alexandre III, avait l'impudence de s'étendre dans les colonnes d'un journal étranger sur la dépression mentale, l'affaissement physique et moral de son bienfaiteur, sur l'albuminurie qui le minait et les inquiétudes de la famille impériale ! Sans le désarroi qui régnait alors dans les hautes sphères, le fait seul de s'être laissé interviewer sur la maladie du tsar, quand il était sévèrement interdit à la presse russe d'y faire la moindre allusion, aurait provoqué la destitution du ministre. Les Tsars d'autrefois se fussent même empressés d'expédier à Nertschinsk, en compagnie digne de lui, l'auteur de telles révélations. Mais M. Witte savait sa position plus qu'ébranlée auprès

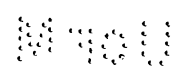
réclamerait-on pour eux l'égalité civile et politique ? » (*La Russie contemporaine*, p. 314.)



d'Alexandre III et, en serviteur ingrat, il ne pouvait résister à l'envie d'annoncer au monde la fin prochaine de son maître. Bien mieux, il exploitait d'avance pour ses louches combinaisons le tragique événement qui devait plonger dans le deuil la Russie et la France.

Le succès de l'emprunt 3 1/2 p. 100 a été la juste récompense de tant d'efforts, succès qui nous laisse d'ailleurs très sceptique. L'emprunt 3 p. 100 1891, couvert huit fois, disait-on aussi, n'en perdit pas moins de nombreux points le lendemain. Un seul fait démontrera ce qu'il y a de fictif dans cette victoire financière. Pétersbourg seul a souscrit l'emprunt environ 4 fois : or, depuis plusieurs années, le public russe ne souscrit plus à aucune émission et M. Witte est forcé de placer ses emprunts intérieurs dans les caisses d'épargne (voir ch. I). Si, alléchées par la prime de 2 1/2 p. 100 annoncée cinq jours avant l'émission, les banques pétersbourgeoises ont souscrit avec tant d'empressement, c'est que l'émetteur était la maison Rothschild ; il n'y avait donc pour elles aucun risque à courir. La même observation s'applique aux prétendues souscriptions de Berlin. Un phénomène analogue s'était déjà produit en 1889 au moment de l'émission des consolidés russes 4 p. 100 : alors aussi Pétersbourg, Berlin et Londres avaient couvert l'emprunt une dizaine de fois, mais à peine la souscription était-elle close, que toutes ces villes jetaient leurs titres sur le marché de Paris. Ce ne fut pas sans difficultés que la maison Rothschild parvint à classser des obligations pour deux milliards de francs ; d'autant plus qu'en inondant de ces titres la place de Paris, les marchés étrangers en avaient amené la baisse.

Il en sera de même avec l'emprunt 3 1/2 p. 100 : le public français le gardera tout entier, — comme, d'ailleurs, tous les autres emprunts métalliques russes



CHAPITRE V

LE RACHAT DES CHEMINS DE FER. — AGIOTAGE ET SPÉCULATIONS. — SYNDICAT ROTHSTEIN-ROSENTHAL. — ÉMISSIONS CLANDESTINES EN FRANCE. — GASPILLAGE EFFRÉNÉ. — LES INTÉRÊTS DU TRÉSOR SACRIFIÉS.

Le rachat des chemins de fer par l'État est une mesure qui s'impose peu à peu à tous les gouvernements continentaux. On ne pourrait donc que louer M. Witte d'avoir continué cette œuvre, déjà commencée, du reste, par ses prédécesseurs, s'il l'avait accomplie dans les conditions de prudence et d'économie nécessaires. Tel, malheureusement, ne fut pas le cas. Cherchant avant tout à faire grand et vite, suivant ici encore les mêmes principes funestes que dans ses conversions, il en vint à racheter presque dans le cours de deux années environ 15 000 werstes de chemins de fer à des prix excessivement élevés. Les opérations préparées dans l'ombre, c'est-à-dire au su seulement d'un petit nombre d'initiés, donnèrent lieu à des spéculations effrénées. Autour du ministre s'édifièrent en quelques jours des fortunes scandaleuses, fruit de l'agiotage et, naturellement, tandis que les uns s'enrichissaient tout d'un coup, des catastrophes subites atteignaient les autres. La frénésie du jeu de Bourse

s'était emparée de toutes les classes de la population pétersbourgeoise ; chacun spéculait sur les opérations de rachat. Nous verrons, d'après les aveux mêmes de M. Witte, que la folle précipitation avec laquelle il y procédait ne lui permit pas de les entourer des précautions les plus élémentaires, telles que l'établissement exact du bilan et de l'inventaire des lignes rachetées, la fixation des prix de rachat, conformément aux statuts ainsi qu'aux décisions prises par le Département de l'Économie et le Comité des ministres et sanctionnées par l'empereur.

Aussi verrons-nous que de toutes les affaires entreprises par M. Witte les plus onéreuses pour l'État, les plus entachées de gaspillage et de favoritisme, sont justement celles que ses apologistes patentés glorifient le plus dans la presse, — et pour cause.

Bien entendu, dans ces opérations l'épargne française ne fut pas oubliée ; c'est même elle, en somme, qui fit tous les frais du rachat des actions de chemins de fer, dont les possesseurs étaient, pour la plupart, des Allemands, des Hollandais et des Anglais. Les 6 à 700 millions de francs qui vinrent à cette occasion grossir la dette publique russe sortirent en totalité des bas de laine français ; M. Witte les en tira non par voie d'émissions faites au grand jour et entourées des précautions usuelles que les gouvernements imposent, mais au moyen de procédés clandestins, pour ne pas dire frauduleux.

Quelques mots sont indispensables pour bien faire comprendre le mécanisme du rachat des chemins de fer. Presque toutes ces lignes russes avaient été construites à l'aide de capitaux fournis pour les deux tiers par le Trésor russe, qui se les était procurés à l'étranger, en émettant des emprunts, dont chacun était gagé par un certain nombre de lignes spécifiées. C'est là l'origine

des emprunts consolidés 5 p. 100 que M. Wyschnegradski a convertis de 1889 à 1891 en titres 4 p. 100. On sait que toutes ces valeurs appartiennent maintenant à la France où elles ont été transportées par suite de leur conversion. Le dernier tiers du capital nécessaire pour la construction des lignes était constitué par des actions, dont le plus souvent l'État avait garanti l'intérêt et qui, elles aussi, avaient été presque toutes émises à l'étranger, particulièrement en Allemagne et en Hollande; — celles à 5 1/2 p. 100 de la ligne rachetée de Dwinsk-Witebsk se trouvaient exclusivement entre des mains anglaises. De toutes les valeurs russes placées à l'étranger, ces actions étaient les seules restées encore en dehors de la France. M. Witte prit soin d'en débarrasser les porteurs aux dépens de l'épargne française et dans les conditions les plus avantageuses possible pour eux. La propriété des chemins de fer qui constituait le gage de ces actions passa naturellement à l'État russe; au lieu d'une double garantie, celle du gouvernement et celle de la ligne, les porteurs des nouveaux titres ne possèdent que la seule garantie gouvernementale. Ajoutons que les devis pour la construction des chemins de fer en Russie étaient d'ordinaire tellement exagérés et l'exécution des travaux le plus souvent si défectueuse, qu'en réalité les frais d'établissement de ces lignes étaient presque entièrement couverts par le subside de l'État s'élevant aux deux tiers du capital. Restait comme bénéfice net aux heureux concessionnaires de ces voies ferrées le capital-actions presque tout entier. Dans ces conditions les recettes des lignes russes étaient en général trop faibles pour rémunérer le capital engagé et le Trésor se voyait obligé de suppléer à ces insuffisances par une avance annuelle considérable. La dette des chemins de fer envers l'État

allait ainsi augmentant d'année en année. Au 1er janvier 1892, les arriérés dus de ce fait au Trésor s'élevaient à 448 456 785 roubles or et à 1 109 474 002 roubles crédit, soit un total d'environ 5 milliards de francs.

Notons encore que, déjà avant M. Witte, l'État exploitait plus de cinq mille werstes de voies ferrées directement construites par lui ou rachetées antérieurement. En général, l'exploitation des chemins de fer de l'État était encore plus onéreuse que celle des lignes concédées. Tous les vices légendaires de l'administration russe trouvaient là un vaste champ où ils avaient une entière facilité de se donner carrière. Il y a quelques années, une commission sous la présidence du général Petrow fut instituée pour débrouiller la comptabilité des chemins de fer de l'État : après trois ans de travaux assidus elle dut renoncer à une tâche impossible. Aussi M. Wyschnegradski a-t-il eu grandement raison d'insister pour que la direction des chemins de fer de l'État fût détachée du ministère des voies et communications et incorporée au ministère des finances. Les deux faits suivants montreront combien l'exploitation des chemins de fer par l'État laissait à désirer en Russie.

Parmi les voies ferrées appartenant à l'État se trouvait la ligne de Nicolas, la plus ancienne, la mieux construite et la plus productive de toutes les lignes russes : c'est celle qui relie Pétersbourg à Moscou. Il y a quelques années à peine, en présence des résultats de plus en plus onéreux que donnait l'exploitation de ce chemin de fer, l'État se décida à le céder à la Grande Compagnie des chemins de fer (Pétersbourg-Varsovie).

En 1891, après un an d'efforts acharnés dans le Comité des ministres et dans le Conseil de l'Empire, M. Wyschnegradski, *qui agissait à l'instigation de M. Witte*, obtint de l'empereur l'autorisation de remettre plusieurs

lignes de chemins de fer de l'État (Tambow-Kozlow et Tambow-Saratow) à la compagnie de Riazan-Kozlow, moyennant l'engagement pris par cette dernière de prolonger à ses frais le chemin de fer de Tambow-Saratow jusqu'à Ouralsk (voir ch. IX). Cette victoire de M. Witte sur l'ancien ministre des voies et communications lui valut, entre autres avantages, la succession de M. de Huebbenet ; elle prouve en tout cas qu'il y a trois ans encore l'auteur des grands rachats de chemins de fer par l'État était, au contraire, partisan de la remise des lignes de l'État à des compagnies privées. Ajoutons à cette occasion que M. Witte sait au besoin se montrer reconnaissant. Devenu ministre des finances, il a encore accordé à cette compagnie la garantie de l'État pour 28 millions de roubles crédit en obligations 4 1/2 p. 100 (*Messager des Finances*, n° 10, 1894) et pour 15 millions de roubles or émis cet automne à l'étranger. Cette compagnie a donc reçu deux lignes de chemins de fer de l'État *à titre purement gratuit;* le capital-obligations donné par l'État suffira largement pour la prolongation de ces lignes jusqu'à Ouralsk.

Passons à présent aux opérations de rachat. En octobre 1893 le monde des affaires à Pétersbourg apprit non sans étonnement que, sur la proposition de M. Witte, le Comité des ministres, réuni en séance extraordinaire avec le Département de l'Économie, avait décidé de racheter les trois lignes appartenant à la Grande Compagnie des chemins de fer (Pétersbourg-Varsovie avec l'embranchement sur Wierzbolowo, la ligne Nicolas récemment vendue à cette société et Moscou-Nijni-Novgorod). Circonstance qui aurait pu donner l'éveil, la mesure subite (*sic*) de M. Witte avait eu comme prodrome un grand mouvement dans la négociation des divers titres de la Grande Compa-

gnie ; sur les actions, notamment, s'était produite, sans cause appréciable, une hausse assez sensible. Mais, en somme, parmi les quelques initiés le secret avait été bien gardé et tout le monde accueillit avec surprise la nouvelle que l'État allait prochainement prendre possession des lignes de chemins de fer les plus importantes de la Russie. Le public pétersbourgeois ne se méprit pas, d'ailleurs, un instant sur les véritables intentions de M. Witte ; c'est pourquoi il se mit aussitôt à acheter les titres de la Grande Compagnie, devenus soudain très rares. En quelques semaines de 243 roubles, cours de fin octobre[1], les actions de la Compagnie s'élevèrent à 271-276.

Le rachat une fois admis en principe, le Comité des ministres et le Département de l'Économie arrêtèrent en commun les dispositions d'après lesquelles devaient être réglés les comptes du gouvernement avec la Société et fixé le prix du rachat ; ces décisions obtinrent la sanction impériale le 15 novembre 1893. « Dans le délai d'un an après la présentation par la Grande Compagnie de son compte d'exploitation pour l'année 1893, le Contrôle de l'Empire devait présenter ses observations sur ce compte à l'institution chargée de liquider les affaires de la société ; trois mois avant, le Contrôle devait aussi recevoir la liste complète de toutes les réclamations envers la société ; un mois était ensuite accordé aux représentants de la société pour répondre aux observations du Contrôle. Trois mois après les conclusions définitives du Contrôle, le ministre des finances devait présenter au Comité des ministres ses propositions sur le montant de la rente d'État à offrir pour le rachat des lignes de la Grande Société. »

L'accomplissement d'une opération aussi impor-

1. *Messager des Finances*, n° du 27 février 1894, p. 529.

tante exigeait ces sages et prévoyantes dispositions. Pour examiner la situation de la société, vérifier ses comptes avec l'État, établir son inventaire et surtout déterminer la valeur des réclamations produites contre elle, le délai d'environ deux ans fixé par le Comité des ministres et le Département de l'Économie pouvait paraître à peine suffisant. Mais il était beaucoup trop long au gré de l'impatience de M. Witte et de ses inspirateurs ordinaires. Pour eux, dans cette colossale entreprise il s'agissait avant tout de faire une excellente spéculation, un fructueux coup de bourse, ou plutôt, comme nous le verrons, plusieurs coups de bourse. L'établissement des comptes et de l'inventaire de la société, l'évaluation exacte du prix réel de ses titres et par suite la fixation précise des sacrifices à imposer au Trésor pour cette opération, — tout cela importait peu à ce monde de faiseurs. On avait réussi à produire une hausse d'une quarantaine de roubles sur les actions de la société et à accaparer une énorme quantité de parts de fondateur, — il fallait réaliser au plus vite le bénéfice et liquider l'affaire du jour au lendemain. La traîner pendant deux ans, cela présentait trop d'aléa.

Rien de plus naïvement cynique que les aveux de M. Witte lui-même, à ce sujet. Ayant liquidé l'affaire dans les conditions qu'on va lire, au mépris des décisions de la réunion du Comité des ministres et du Département de l'Économie, décisions sanctionnées par l'Empereur, M. Witte éprouva le besoin d'expliquer au public les motifs d'une liquidation aussi précipitée. Après avoir établi que l'accomplissement de toutes les formalités imposées par la décision impériale du 14 novembre 1893 n'aurait pas permis de liquider l'affaire avant le mois d'octobre 1895, M. Witte expose ainsi les inconvénients de ce retard : « Il n'y a

pas de doute que, jusqu'à ce que le montant du remboursement à accorder aux actionnaires eût été établi par voie législative, la valeur des titres de la société n'aurait pas été déterminée ; donc, pendant deux années et peut-être plus encore, les actions de la Grande Société auraient représenté une valeur très indéterminée (*sic*), soumise aux fluctuations de la Bourse, dépendante de la marche de la revision et d'autres éventualités. Une pareille incertitude ne peut pas être désirable pour ceux qui ont placé leurs capitaux dans ces actions[1]... D'autre part (*sic*) le ministre des finances trouvait aussi l'incertitude de la situation préjudiciable aux intérêts de l'État... Les titres de la Société en circulation représentaient un capital d'environ 150 millions de roubles crédit et laisser aussi longtemps un pareil capital dans l'incertitude (nous traduisons littéralement) sur sa valeur, cela pouvait faire courir le risque que les actions passassent des mains des capitalistes dans celles des spéculateurs (*sic*). » En un mot, M. Witte répète ici textuellement la même explication que nous avons donné plus haut : « d'une part et d'autre part » la cause de sa précipitation c'est toujours la crainte de ne pas pouvoir maintenir la hausse des titres pendant deux ans ; il appelle même cela « un intérêt de l'État », tandis qu'au contraire l'intérêt de l'État qui se préparait à racheter les titres exigeait la baisse de ces titres.

Désireux de sauvegarder les intérêts des haussiers, M. Witte se décida à entrer en pourparlers avec eux pour chercher un terrain d'entente ; mais continuons à le citer : « Comme intermédiaires entre le ministre des finances et les actionnaires s'étaient présentés

1. *Messager des Finances*, n° 9, 27 février 1894, p. 526.
2. *Loc. cit.*

MM. Rosenthal et Rothstein (naturellement!) qui avaient pris l'engagement de former un syndicat de banquiers pour faciliter l'entente entre le gouvernement et les actionnaires ; ils se sont attribué pour les services du syndicat 1 rouble par action c'est-à-dire 600 000 roubles et, en outre, pour l'acquittement de timbres étrangers (des timbres de syndicat ?) et autres frais la somme de 414 264 roubles et 12 kopeks (*sic*). » Ainsi donc le fameux M. Rothstein, ce petit boursier de Berlin devenu, grâce à M. Wyschnegradski, le directeur de la Banque Internationale et le véritable maître des finances russes depuis 1889, « se présente comme intermédiaire entre M. Witte, qui n'est que son *alter ego*, et les actionnaires ; le même M. Rothstein, qui a amené la hausse de 40 roubles sur les actions de la Grande Société que lui et ses amis avaient accaparées, — c'est lui qui, avec M. Rosenthal d'Amsterdam, se substitue au Contrôle de l'Empire, au Comité des ministres et au Département de l'Économie. C'est lui qui, avec la complicité de M. Witte et selon le naïf aveu de ce dernier dans son organe officiel, détermine les conditions du rachat des plus importantes lignes de chemins de fer russes...

On comprend après cela combien l'opération dut être désastreuse — pour le Trésor, s'entend. Quant aux actionnaires, M. Witte lui-même se charge de nous ôter toute inquiétude à leur égard : « Au contraire, les actionnaires de l'ancienne société ne font que gagner au rachat et à l'ordre de règlement en rentes, comme il est facile de s'en convaincre par le calcul suivant. Les actionnaires reçoivent pour deux actions non amorties trois obligations de l'emprunt or 4 p. 100 sixième émission. A la bourse de Pétersbourg du 20 janvier (le jour du règlement définitif) le cinquième emprunt or était coté 146 roubles crédit

pour 100 roubles or nominal... Le prix de l'obligation était donc de 182 roubles 50 kop., en ajoutant l'intérêt depuis le 20 décembre de 182 roubles 91 kop. En accordant 3 obligations semblables pour 2 actions de la société, le prix de l'action ressort à 274 roubles. Avec les 5 roubles comptant ajoutés pendant l'échange des actions, cela fait 279 roubles 36 kop.[1]. Pour mieux nous rassurer sur le sort des actionnaires, M. Witte rappelle que « le prix de ces actions à la Bourse en octobre 1893 était de 243 roubles »... Le bénéfice net de l'actionnaire fut donc de 36 roubles 36 kop. En réalité il dépassa même un peu ce chiffre. M. Witte, qui n'a rien à refuser à MM. Rothstein et Rosenthal, même en dehors des 1 014 264 roubles et 12 kop., paya encore aux actionnaires le coupon à échoir le 1er janvier 1895, quoique l'échange des titres ait été effectué en mai et juin 1894. Si les actionnaires de la Grande Compagnie n'eurent qu'à se louer de la générosité de M. Witte, de leur côté les administrateurs et employés divers de la société auraient eu tort de se plaindre : il leur fut accordé en tout environ 600 000 roubles d'indemnités.

Le règlement définitif se trouva donc établi de la manière suivante :

1° Pour deux actions non amorties, 3 obligations du sixième emprunt 4 p. 100 or, en tout 107 560 312 roubles or.

2° Pour dix actions amorties, 3 obligations du même emprunt, en tout 987 937 roubles or.

3° Pour chaque part de fondateur, 150 roubles or, en tout 1 500 000 roubles or.

Total des obligations à donner aux actionnaires : 110 048 250 roubles or en obligations. En outre, chaque

1. *Loc. cit.*, p. 531.

action non amortie ou amortie recevait cinq roubles crédit, soit une dépense de 3 millions de roubles, chaque porteur d'une part de fondateur 20 roubles, en tout 200 000 roubles ; en y ajoutant 1 014 264 pour MM. Rothstein et Rosenthal ainsi que les indemnités à payer aux administrateurs [1], le règlement définitif du rachat nécessitait encore 4 510 000 roubles crédit. M. Rothstein décida d'émettre pour cette somme encore 3 518 625 roubles d'obligations du sixième emprunt or; en tout l'émission de cet emprunt devait être de 113 566 875 roubles or. Contre-signé par M. Witte, ce mode de rachat fixé par M. Rothstein obtint la sanction impériale par un oukase du 9 février 1894.

On va voir par quelles louches opérations l'épargne française fut appelée à débourser *intégralement* l'or nécessaire pour le rachat de ces lignes, y compris le million de roubles destiné à MM. Rothstein et Rosenthal. Citons auparavant un nouvel exemple de la façon dont M. Rothstein, substitué par la grâce de M. Witte au Contrôle de l'Empire, prenait en considération « les intérêts de l'État ». Pour le règlement des comptes avec la société il était indispensable entre autres choses de connaître le rendement exact de l'exploitation des chemins de fer en 1893, la valeur de leur matériel et de leurs provisions de combustible, enfin le contentieux de la société. M. Witte convient (*l. c.*, p. 527) que « dans ce moment » tout cela « était inconnu ». Mais M. Rothstein lui assure qu'on peut *probablement* compter sur 900 000 roubles crédit de bénéfices d'exploitation, que la valeur des provisions est *probablement* de 4 400 000 roubles et que *probablement* « il n'y aura pas de grandes pertes dans les affaires en litige ». C'est en se fondant sur de pareilles *probabilités*, basées

1. *Loc. cit.*, p. 528.

elles-mêmes sur l'*inconnu*, que M. Witte cherche, sans conviction d'ailleurs, à prouver que son mode de rachat des trois principales lignes de chemins de fer russes est avantageux pour le Trésor.

Mais là ne s'arrêtèrent par les scandaleuses transactions de MM. Witte-Rothstein dans l'affaire en question. L'accord entre le ministère et le syndicat une fois établi et la sanction impériale obtenue, s'ouvrit une nouvelle série d'opérations louches, dirigées celles-ci contre l'épargne française. Bien *avant* la publication de l'oukase impérial sur l'émission du sixième emprunt or 4 p. 100 avait commencé *aux guichets* de plusieurs institutions de crédit de Paris la vente des titres de cet emprunt. Sans aucune publicité préalable dans la presse, sans même qu'aucun avis *ad hoc* eût été affiché dans l'intérieur de ces établissements, on offrait aux clients de la banque comme placement extrêmement avantageux l'achat de ce nouvel (le 6e) emprunt 4 p. 100 au cours 97, c'est-à-dire 2 ou 3 points plus bas que les cours des autres valeurs russes similaires. Les banques se chargeaient gracieusement de négocier ces derniers fonds et de les remplacer par les nouveaux titres, — on offrait ainsi au public un bénéfice de 2 p. 100 à 3 p. 100. Le sixième emprunt n'était pas encore coté à la Bourse, mais on savait dans le monde financier, — la presse allemande l'avait, d'ailleurs, annoncé, — que ces institutions de crédit de Paris avaient reçu de ce nouvel emprunt 400 millions de francs à placer. Sur l'origine de ces titres les avis étaient partagés : les uns affirmaient que le produit de la vente serait affecté au rachat des actions de la Grande Société. Les autres, au contraire, prétendaient, qu'à la faveur de cet emprunt destiné officiellement au rachat, M. Witte écoulait en plus dans le public des obligations pour 400 millions de francs. Chose à noter,

la dernière explication était donnée par des financiers amis et défenseurs de M. Witte qui trouvaient des plus heureuses l'idée de cette émission clandestine !

Le fait est que depuis l'échec éclatant de l'émission de 3 p. 100 en 1891, il était, même après les fêtes de Toulon, dangereux de faire ouvertement appel aux capitaux français. Nous racontons plus loin (ch. IX) l'histoire des 200 millions de francs de cet emprunt que M. Witte retira bruyamment des caves du Crédit Foncier pour les employer à l'achat des roubles sur le marché de Berlin. Il faut reconnaître que les banquiers français considéraient le placement immédiat de ces valeurs à Paris comme impossible, le marché étant saturé des nombreuses émissions qui s'étaient succédé dans les années 1889-1891 et avaient atteint le chiffre de 4 milliards. Les plus optimistes estimaient qu'il fallait laisser s'écouler au moins deux années avant d'offrir à l'épargne les 200 millions restant de l'emprunt 3 p. 100 1891. M. Rothstein et les autres banquiers allemands jugeaient ce délai superflu et l'événement prouva qu'ils ne se trompaient point. Évidemment ils connaissaient mieux l'aveugle et incommensurable confiance du public français, lequel se fait toujours prendre aux mêmes pièges, pareil dans son entêtement au hanneton qui revient toujours se brûler à la même lumière, malgré les cuisants avertissements reçus. Si une émission avec souscription publique était encore impossible pendant quelque temps, d'habiles manœuvres de Bourse et la vente aux guichets permettaient de placer de nouveau en France des fonds russes pour des centaines de millions et même pour des milliards. Le tout était de soutenir artificiellement la hausse des valeurs russes et de confier la vente aux maisons de crédit les plus populaires. Cette confiance des banquiers allemands dans l'inépuisable naïveté du gogo

français était pleinement fondée. Le Français dépense pour s'enrichir des trésors de travail, d'intelligence et de perspicacité. Mais quand il s'agit de placer cet argent qu'il a amassé souvent avec beaucoup de peine et par des prodiges d'économie, toute sa perspicacité, tout son bon sens accoutumé l'abandonnent et il devient la proie facile de tous les écumeurs de la Bourse. Ces derniers n'ont pas même besoin de se mettre en grands frais d'imagination : les trucs les plus usés, les manœuvres mille fois éventées réussissent toujours.

Le même rentier qui avait refusé d'acheter la rente russe 3 p. 100 au cours de 79, quand on la lui offrait par une souscription publique tambourinée dans tous les journaux, n'hésita pas à la prendre à 89 sur le conseil d'un louche manieur d'argent ou d'un simple employé de banque. Le fait est que les 400 000 obligations de cette rente 3 p. 100 que M. Wyschnegradski avait été obligé de racheter à la Bourse de Paris au cours de 75-78 furent placées en quelques mois à la même Bourse par les banquiers allemands, dans les cours de 85-95 ! C'est grâce à ces émissions faites sans bruit et sans coups de tam-tam que MM. Witte-Rothstein parvinrent à introduire en France pour plusieurs milliards de valeurs russes à des prix très élevés ; l'Allemagne, la Hollande et la Russie se débarrassèrent ainsi de tout ce qui leur restait encore en portefeuille de fonds métalliques russes...

La tentation de placer en France, par la même voie dérobée, le sixième emprunt or 4 p. 100 était donc toute naturelle et le succès ne faisait pas doute. Aussi n'est-ce pas la clandestinité seule de l'opération qui en constitue le côté le plus scandaleux ; la véritable question qui se pose est celle-ci : d'où sortirent les centaines de millions de ces titres, placés à Paris dans le courant de l'hiver 1893-1894 ? Le 21 mai 1894, la

Frankfurter Zeitung, dont les informations financières jouissent à bon droit d'une autorité incontestable, et qui, depuis quelques années surtout, est particulièrement bien renseignée sur toutes les opérations du ministère des finances de Russie, évaluait le nombre des titres du futur 6e emprunt or placés ainsi en France, depuis le mois de janvier [1] à la somme énorme de 700 millions de francs. *Or, l'oukase concernant le rachat des chemins de fer de la Grande Société par les obligations de cet emprunt ne fut publié que le 9/21 février* [2], *et c'est seulement le 17/29 mai 1894 que parut la publication du ministère des finances réglant les conditions de l'échange des anciens titres de cette société contre les obligations du nouvel emprunt qui ne devait commencer que le 15/27 juin 1894* [3].

Encore une fois, d'où sont sortis les titres du sixième emprunt or 4 p. 100, que les institutions de crédit de Paris vendaient à guichet ouvert pendant l'hiver précédent? Deux hypothèses sont seules admissibles :

1° En sus des 452 millions de francs (113 millions de roubles or) de titres de cet emprunt (chiffre auquel avait été fixé, comme nous l'avons dit plus haut, le prix du rachat des trois lignes), M. Witte a encore émis des

1. Voici textuellement l'extrait d'une lettre de Pétersbourg publiée par ce journal : « On croit que l'échange des actions de la Grande Société contre des obligations du 6e emprunt or sera annoncé dans quelques semaines. *Paris continue à acheter des milliers de titres*. On estime ici que cette place a absorbé depuis le mois de janvier plus de 700 millions de francs du futur 6e emprunt or. A la bourse de Saint-Pétersbourg le mouvement à la hausse est toujours poussé par un cercle de spéculateurs qui a réussi à écarter par son jeu le public sérieux qui cherche des placements sûrs... » Ajoutons à cette occasion que le correspondant F... de la *Gazette de Francfort*, passe pour puiser des renseignements dans le cabinet même de M. Witte.

2. Recueil des lois, etc., publié par le Sénat dirigeant, le 15/27 février.

3. *Messager des Finances*, n° 22, p. 267.

valeurs pour 700 millions de francs et a clandestinement placé ces titres d'origine frauduleuse.

2° Le syndicat Rothstein-Rosenthal, constitué par M. Witte au prix de plus d'un million de roubles, n'avait consenti que pour la forme à échanger ses actions de chemins de fer, garanties à la fois par le gouvernement et par les meilleures lignes russes, contre les obligations du 6e emprunt or, et, avant l'échange effectué, il a vendu au public français ces obligations sous forme de certificats provisoires, trouvant insuffisante la seule garantie du gouvernement russe et préférant réaliser au plus tôt les énormes bénéfices que la complicité de M. Witte lui avait assurés.

Il y a des raisons à invoquer pour et contre chacune de ces explications. Contre la première : 1° le caractère risqué d'une émission aussi frauduleuse; 2° la connivence forcée des banquiers de Paris, dont la responsabilité, déjà gravement atteinte par la clandestinité de l'opération, serait autrement lourde, s'ils avaient négocié des titres émis *frauduleusement*. Par contre, en faveur de cette hypothèse militent : 1° le fait incontestable que de 400 à 700 millions d'obligations du premier emprunt or ont été placés à Paris; 2° *l'omission, peut-être intentionnelle, de toute indication sur le montant de cet emprunt dans le règlement publié par le ministère des finances concernant l'émission;* « le fonds destiné à l'amortissement annuel est fixé à *008481 p. 100 de la somme nominale de l'emprunt* ». Il est vrai que l'indication de cette somme nominale se trouve expressément dans l'oukase impérial du 9 février, où il est dit que l'emprunt de 113600000 roubles est destiné à servir au rachat des lignes de la Grande Société[1].

1. *Messager des Finances*, n° 8, p. 102.

Contre la seconde hypothèse, parle la trop grande quantité des obligations du 6e emprunt or placées à Paris plusieurs mois avant l'époque où elles devaient être échangées contre les actions de la Grande Société. Si nombreuses qu'aient été les actions dont le syndicat Rosenthal-Rothstein s'est emparé, une grande quantité a dû forcément échapper à cet accaparement, et à la date fixée, le 11/23 juin, leurs propriétaires avaient le droit de réclamer les obligations promises en échange.

Nous avons vainement cherché à découvrir laquelle de ces deux hypothèses est la vraie. On ne pourra guère être fixé à ce sujet que vers la fin de 1895, lorsque paraîtra le rapport du contrôleur de l'Empire ; encore est-il à craindre que la vérité n'y soit déguisée et que le contrôleur se borne, comme toujours, à publier ce que M. Witte désire. Mais le choix entre les deux hypothèses importe peu ; dans un cas comme dans l'autre, les agissements sont également frauduleux, également scandaleux et engagent à un haut degré la responsabilité du ministre aussi bien que celle de ses complices. Nous nous reconnaissons tout à fait incompétent pour apprécier quelle valeur légale peuvent avoir des obligations émises dans des conditions si extraordinaires...

Le rachat des autres lignes de chemins de fer : Riga-Dwinsk, Dwinsk-Witebsk, Donetz, Witebsk-Orel et Losowo-Sébastopol, fut effectué, pour les trois premières, moyennant l'émission d'obligations de ces lignes de chemins de fer pour les sommes de 9 509 250, 11 420 000 et 6 939 500 roubles or; pour Dwinsk-Witebsk, la somme des obligations émises fut de 2 976 240 livres sterling[1] ; pour la ligne Losowo-Sébas-

1. Les actions de cette ligne appartenaient presque exclusivement à une société anglaise; les porteurs des titres s'étaient

topol, elle fut de 7897625 roubles or, — soit, en tout, 216269480 francs, ce qui, avec les 454400000 francs employés au rachat des lignes de la Grande Société, constitue la somme de 670669480 francs[1].

Tous ces chemins de fer rapportaient peu; leurs actions, garanties par le gouvernement, ne donnaient que des dividendes insuffisants; leur administration était très coûteuse et l'entretien des lignes très défectueux. Ensemble, ils devaient à l'État plusieurs centaines de millions de roubles, et leur dette ne faisait que s'accroître. Le rachat de ces voies s'imposait d'autant plus qu'en réunissant dans les mêmes mains l'administration de plusieurs, on pouvait réduire les frais de personnel. En outre, certains de ces chemins de fer avaient une importance stratégique considérable et ne devaient pas être laissés dans les mains d'actionnaires, pour la plupart étrangers. Il faudrait donc louer M. Witte de les avoir rachetés, si les intérêts du Trésor n'avaient été lésés dans ces opérations par les mêmes actes que dans la précédente : l'agiotage préliminaire, les avantages exagérés offerts aux actionnaires, et surtout l'inexécution des règlements imposés par les décisions du Comité des ministres et du Département de l'Économie, quant à la fixation des revenus des derniers exercices et à l'établissement des inventaires.

Mais où les procédés de M. Witte et Cie se manifestèrent avec le plus d'éclat, c'est dans le rachat des lignes du Sud-Ouest. Le groupe de ces chemins de fer

réservé le droit de se faire rembourser au comptant le capital nominal de leurs actions, qui était de 2600000 livres sterling. Le gouvernement fut donc obligé de placer ailleurs les titres émis.

1. Il y a loin de ce chiffre aux deux milliards de francs, dont la dette du Trésor s'est accrue depuis 1893, et que les apologistes de M. Witte cherchent à expliquer par les opérations de rachat.

constituait, pour les deux derniers ministres des finances, un véritable fief. M. Wyschnegradski en avait longtemps présidé le conseil d'administration, et M. Witte avait occupé dans cette compagnie un emploi très modeste, mais où il put faire montre de certaines qualités particulièrement appréciées par son prédécesseur qui le tira de l'obscurité.

La direction des lignes du Sud-Ouest était presque identique à celle de la Banque Internationale dont M. Rothstein est le maître; c'est dire que la plupart des actions de ces lignes appartenaient aux amis de M. Witte. Aussi le public ne doutait-il pas que tôt ou tard le gouvernement n'étendît le bienfait du rachat aux chemins de fer du Sud-Ouest. Il ignorait que des obstacles très sérieux, entre autres une dette de 106 377 000 roubles contractée envers l'État et diverses clauses du cahier des charges s'opposaient à ce que les actionnaires retirassent du rachat un bénéfice considérable. Il fallait imaginer une autre combinaison pour que les amis du ministre y trouvassent leur compte. Ainsi, au commencement de l'année 1894, se répandit à la Bourse le bruit que le gouvernement allait sous peu racheter les lignes du Sud-Ouest et à des conditions au moins aussi avantageuses pour les actionnaires que celles de la Grande Société. Les intimes de M. Witte propagèrent habilement cette nouvelle et bientôt se déclara une hausse formidable, dépassant même celle qui s'était produite sur les titres de la Grande Société à la veille de leur rachat. Une véritable fièvre d'agiotage s'empara du public pétersbourgeois; c'était à qui s'assurerait la possession de quelques-unes des bienheureuses actions de « la ligne Witte ». Les acheteurs comptaient évidemment sans la variété de ressources dont le syndicat Witte-Rothstein disposait: au moment même où la hausse atteignait le maximum,

plus de 40 roubles par action, dans le *Messager du Gouvernement* parut une note de M. Witte déclarant — sous prétexte de répondre à une note insérée par un compère le 15 mai dans la *Gazette de la Bourse* — que le rachat des lignes du Sud-Ouest n'était nullement imminent et que, quand il se ferait, les actionnaires ne toucheraient probablement que le prix nominal des actions. Cette intervention extraordinaire du ministre des finances produisit l'effet désiré : une panique effrayante se manifesta à la Bourse, les actions du Sud-Ouest dégringolèrent du jour au lendemain. Le *Nouveau Temps* de M. Souvorine, pourtant défenseur attitré de M. Witte, évalua à 10 millions de roubles la perte subie par le public pétersbourgeois, le jour où parut cet étrange communiqué d'un ministre qui se proclame en toute occasion l'adversaire de la spéculation et de l'agiotage, dont évidemment il veut conserver le monopole à son syndicat.

La manœuvre de ce groupe était d'une simplicité enfantine : les actions du Sud-Ouest, malgré toute la bonne volonté du ministre, ne pouvaient être rachetées bien au-dessus de leur valeur nominale; en conséquence, au lieu de se faire acheteur, comme lors du rachat des actions de la Grande Société, le syndicat qui en possédait une très grande partie, peut-être même la majorité, n'avait qu'une chose à faire : les vendre avec une forte prime. De là le bruit de rachat à haut prix, la hausse de 40 roubles et finalement l'intervention ministérielle : les 10 millions perdus par le public pétersbourgeois étaient la juste récompense de cette ingénieuse manœuvre.

Le récit de cette histoire édifiante, fait par M. Witte, est d'une saveur particulière. Mieux que tout ce que nous pouvons dire de cet étrange gérant de la fortune publique en Russie, il caractérise l'homme et son sys-

tème. L'officiel *Messager des Finances*[1] expose comme il suit les motifs du rachat des lignes du Sud-Ouest et les principes qui ont guidé le ministre dans la fixation du prix de rachat : « Depuis le 9 juin de l'année dernière est échu le délai passé lequel le gouvernement était autorisé à racheter les lignes du Sud-Ouest... La situation de la compagnie sous la menace du rachat était devenue très incertaine. Cette incertitude se manifestait à la fois dans la gestion de la société et dans le cours de ses actions à la Bourse. C'est surtout sur le cours des actions que l'incertitude pesait[2], elle a donné lieu à une spéculation des plus larges, basée sur le bruit et le prix du rachat. Comme on sait, l'agiotage sur ces actions a atteint de telles proportions et le cours des actions est monté si haut (*sic*) que le ministre des finances a reconnu nécessaire, pour garantir les intérêts du public[3] (le nombre des actions en circulation était de 484 650), de faire insérer dans le *Messager du Gouvernement* une note expliquant les véritables droits des actionnaires et le prix du rachat. Mais même cette explication, par suite de l'incertitude du rachat[4] lui-même, n'a pas pu arrêter les fluctuations du cours des actions. Il est évident que dans ces conditions il fallait (*sic*) prendre immédiatement la décision de rachat », etc.

Ainsi donc M. Witte admet comme seule raison du rachat des lignes du Sud-Ouest la nécessité pour le gouvernement d'arrêter les fluctuations que subissait

1. N° 24, p. 1525.

2. Quand une circonstance quelconque *pèse* sur le cours d'une valeur, cela se manifeste généralement par une *baisse* et non par une hausse.

3. Cette garantie consistait, comme nous l'avons vu, à lui faire perdre dix millions de roubles en un seul jour.

4. Pourquoi cette note est-elle restée muette sur le fait même du rachat et ne parlait-elle que du prix à payer aux actionnaires?

le cours des actions de la compagnie ! Ce qu'il oublie complètement de dire, c'est en quoi les spéculations de Bourse sur ces valeurs intéressaient particulièrement le gouvernement. Si M. Witte est tellement ennemi des fluctuations de cours à la Bourse, il avait un moyen simple et honnête de les prévenir : il lui suffisait de publier dès le 9 juin 1893 une note déclarant que le gouvernement ne songeait pas au rachat. Au lieu de cela, pendant de longs mois il se tait sur ses intentions et laisse le public s'emballer dans une hausse insensée. Quand enfin il rompt un silence, qui a dû lui être très pénible à garder, surtout envers M. Rothstein, son confident habituel, il le fait pour déclarer que le prix du rachat sera très bas; bref, il dit juste assez pour produire une panique et une baisse; pas un mot sur le fait même du rachat; ce n'est que longtemps après, *en juin* 1894, qu'il se décide à déclarer que le rachat se fera le 2 janvier 1895 et cela *uniquement* pour mettre fin à l'incertitude du cours des actions ! ! !

Dans le même exposé[1] où nous avons cueilli tous ces aveux dépouillés d'artifice, M. Witte donne également les calculs dont il s'est servi pour établir le prix du rachat. « Le prix doit être calculé sur le revenu net des sept dernières années: parmi ces sept années les deux moins favorables ne sont pas entrées en ligne de compte; en outre ce bénéfice net ne peut être inférieur ni au revenu garanti par le gouvernement, ni au revenu de la dernière année... Jusqu'à présent on ne connaît exactement que le revenu des lignes du Sud-Ouest pour les cinq années 1888-1892, on ne peut que faire des suppositions sur le revenu des deux années suivantes... »

1. *Messager des Finances*, n° 24, p. 1526 et suiv.

Toutes les suppositions étant permises, voici comment M. Witte établit le revenu net des sept dernières années :

1888	16 861 028
1889	13 006 411
1890	12 155 615
1891	13 726 725
1892	11 223 170
1893	12 000 000
1894	21 000 000

Ainsi donc de la baisse constante du revenu net pendant les cinq premières années M. Witte infère qu'en 1893 il montera brusquement d'un million de roubles et en 1894 encore de 9 millions de roubles, c'est-à-dire qu'il dépassera presque de moitié le revenu de 1892. Et cette supposition fantaisiste se produit alors qu'on connaît à peine la recette brute des trois premiers mois de 1894 !

Mais continuons à citer : « En excluant les deux années les moins favorables, 1892 et 1893, le revenu net des cinq autres années ferait 15 349 956 ; d'autre part, le revenu garanti par le gouvernement est de 15 832 676 roubles. *Mais comme le revenu supposé de la dernière année* est (*sic*) *de 21 millions, les actionnaires auraient droit à ce dernier revenu.* En capitalisant cette dernière somme à 5 p. 100 pour les cinquante-neuf années restant de la concession, nous obtenons un capital de 396 390 834 roubles ; en déduisant le prix des obligations non amorties, 250 259 504 roubles, reste 140 131 330, somme qui constituerait le prix du rachat des lignes du Sud-Ouest. Mais la société doit au gouvernement 106 377 000 roubles qu'il faut encore déduire, il resterait donc comme prix du rachat 33 754 330 roubles. » En un mot, le prix du rachat dans ce calcul est basé uniquement sur le revenu de 21 millions de roubles

présumé d'une manière absolument arbitraire. Mais tout d'un coup M. Witte se souvient d'un autre paragraphe du règlement de la société du Sud-Ouest, en vertu duquel le prix de rachat ne peut pas être inférieur au capital-actions non encore amorti, « ce qui autorise les actionnaires à toucher comme prix de rachat 48 396 000 roubles », et cela au lieu des 33 754 330 roubles, auxquels ils auraient eu droit même en acceptant comme revenu net de l'année 1894 la somme arbitrairement exagérée de 21 millions[1] ! ! !

Mais en réalité, déduction faite du capital-obligations et de la dette envers le gouvernement, la valeur des chemins de fer du Sud-Ouest est de beaucoup inférieure à ce chiffre de 33 754 330 roubles. En effet, en calculant le revenu net moyen des cinq années dont les résultats sont réellement connus, on arrive au chiffre de 13 394 569, au lieu de 15 849 956. En capitalisant les 13 millions de roubles à 5 p. 100 et en déduisant les dettes de la Compagnie du Sud-Ouest, on arrive à peine à 28 millions de roubles qui devaient revenir aux actionnaires au lieu des 33 millions trouvés par M. Witte sur des revenus nets absolument conjecturaux. En rachetant le réseau du Sud-Ouest au prix de 48 396 000 roubles, l'État paie cette ligne *20 millions* au-dessus de sa valeur réelle.

Le cadeau de 20 millions est fait aux actionnaires sans raison aucune ; M. Witte ne trouve lui-même aucun autre motif au rachat de ce chemin de fer que le besoin qu'il éprouvait de mettre fin aux fluctuations

1. Pour comprendre à quel point est gratuite la supposition de 21 millions de revenu net pour 1894, il suffit de remarquer que, d'après les tableaux mêmes de M. Witte, le revenu brut de ce réseau ne cessait lui-même de baisser depuis 1888, et qu'il était tombé de 33 millions à 28 millions en 1892. Par contre, les frais d'exploitation s'étaient élevés de 16 millions à 18 en 1891, et à 17 en 1892.

subies par le cours des actions de la Compagnie. Le Trésor dépensant 20 millions pour satisfaire aux besoins de M. Witte, c'est vraiment un peu cher. Le ministre n'avait qu'à interdire à ses intimes de la Banque Internationale toute spéculation sur les actions du Sud-Ouest; un mot de lui, prononcé d'un ton ferme, eût suffi pour épargner au Trésor un sacrifice de 20 millions de roubles.

Étant donné la baisse constante du revenu de ce réseau, l'État aurait pu le racheter dans deux ou trois ans à un prix raisonnable; d'autre part, il pouvait attendre l'expiration de la concession et avoir dans 59 ans le réseau pour rien. Mais M. Witte a préféré donner aux actionnaires 48 millions de roubles; il a même eu l'étrange idée de les payer avec une rente perpétuelle 4 p. 100, si bien que le Trésor devra servir à perpétuité les intérêts de ces 48 millions de roubles. Au dernier moment un oukase publié offre aux actionnaires 105 1/2 roubles du nouveau titre 4 p. 100 en échange d'une seule action et 100 roubles; c'est encore un cadeau de plus de 5 1/2 roubles que Witte fait aux actionnaires chers à son cœur: le cours actuel des titres analogues est de 101.

La morale de toute cette affaire se trouve peut-être dans les lignes suivantes de l'exposé de M. Witte: « Il est tout à fait superflu de faire une revision de la comptabilité de la Société, car, lors même qu'on découvrirait des irrégularités entraînant des responsabilités pécuniaires, ces dernières resteraient dépourvues de sanction par suite du manque de ressources... » Il fallait soustraire les parents et amis qui siégeaient dans l'administration et cette Société aux responsabilités pénales et pécuniaires de leur gestion[1] !...

1. *Loc. cit.*, p. 1527.

CHAPITRE VI

LA RÉORGANISATION DE LA BANQUE DE L'ÉTAT. — SOCIALISME D'ÉTAT. — CRÉDIT OBLIGATOIRE ET UNIVERSEL. — MILLIARDS D'ASSIGNATS.

Nulle part l'esprit audacieusement novateur de M. Witte ne s'est mieux manifesté que dans la complète réorganisation de la Banque de l'État. C'est là qu'il a donné libre carrière à ses tendances au socialisme d'État, sans reculer devant telles applications de cette doctrine qui effraieraient les sectaires collectivistes les plus hardis. Il nous est impossible ici d'analyser dans tous ses détails l'œuvre de M. Witte. Nous nous limiterons à deux points principaux : 1° la création d'un système d'opérations nouvelles, — les prêts industriels, — qui constitue le plus beau titre de gloire de la récente réforme ; 2° l'abolition de tout contrôle sur les opérations de la Banque.

Dans les chapitres de l'Exposé de M. Witte consacrés au fonctionnement de la Banque, les prêts à l'industrie occupent la place la plus importante. Ainsi qu'il sied à toute grande innovation destinée à révolutionner le monde, la question du crédit industriel a été longuement traitée dans la presse amie du nouveau ministre par des écrivains confidents de ses vastes desseins. Cette publicité préalable n'était pas

superflue. Quelque minime que soit la part de l'opinion publique en Russie dans la discussion des nouveaux projets de loi, il fallait, quand il s'agissait d'une institution touchant de si près aux plus vitaux intérêts de la société, initier par avance celle-ci à la pensée du maître, la préparer peu à peu à jouir des innombrables bienfaits, dont le grand réformateur se disposait à l'accabler. L'âge d'or arrivant trop brusquement risquait d'inquiéter les esprits. Même pour habiter l'Eldorado, une certaine initiation est indispensable. Dans le cas donné, l'inquiétude des gens malavisés pouvait sembler d'autant plus légitime que la pluie d'or, dont M. Witte se préparait à arroser la Russie jusque dans ses coins les plus reculés, menaçait de n'être en réalité qu'une pluie d'assignats : or, ce mot « assignats » sonne mal aux oreilles du public, même quand, comme le nôtre, il a perdu depuis de longues années l'habitude de voir des espèces métalliques.

Dès son avènement au ministère des finances, M. Witte se donna pour adjoint un journaliste de province, M. Antonovitch, connu depuis longtemps pour le zèle avec lequel il préconisait dans la *Parole de Kief* des théories économiques empruntées aux écrivains socialistes les plus avancés de l'Occident. L'homme « aux milliards d'assignats », comme on l'appelait parce qu'il prêchait avec une ténacité méritoire le salut de la Russie par la multiplication à l'infini du rouble papier, est arrivé subitement à cette haute situation grâce au projet de réorganisation de la Banque de l'État qu'il avait soumis à M. Witte. Ce dernier fut si séduit par les vastes conceptions de M. Antonovitch, qu'il l'invita immédiatement à faire partie de la commission chargée d'élaborer le projet de réorganisation de cette Banque.

Voici en quels termes M. Souvorine du *Nouveau Temps*, qui, depuis... mais alors il avait encore son franc parler vis-à-vis de M. Witte, s'est exprimé sur les projets de M. Antonovitch : « Autant que j'ai entendu, son projet ressemble beaucoup à celui développé hier chez nous par M. Gourief. C'est le milliard de banknotes. Audace et foi d'un Méridional. Dieu seul sait ce qui peut en sortir. John Law aussi était très audacieux et a entraîné les Français par ses valeurs en papier et ses tableaux de bonheur universel. Le résultat a été terrible. L'audace ne réussit pas toujours, surtout dans les pays civilisés. » M. Souvorine remarque ensuite que le roman intitulé « Danaïde », dont la publication avait lieu alors dans le journal de M. Antonovitch, est d'un funeste présage pour sa banque future... Il devenait donc urgent de rassurer le public. Une campagne de presse fut entreprise à cette fin. A la vérité, elle était destinée à allécher la foule par l'appât de richesses promptement acquises et indéfiniment multipliables, plutôt qu'à dissiper les alarmes ou tout au moins les hésitations que le régime des assignats pouvait faire naître.

Quelques indications sur cette campagne menée par les séides de M. Witte sont indispensables pour faire saisir au lecteur toute la portée de sa réforme. Nous nous tiendrons uniquement aux publicistes les plus autorisés et les plus strictement conservateurs, à ceux qui dans la presse soutinrent ouvertement le ministre des finances actuel et ses vastes projets. Si nous citions les organes radicaux ou franchement socialistes, comme, par exemple, le *Messager de l'Europe*, la *Pensée Russe* ou le *Messager du Nord*, on pourrait nous accuser de faire une mauvaise guerre à M. Witte.

Le feu fut ouvert par M. Gourief. Dans une série

d'articles adressés au *Nouveau Temps*, il exposa l'économie générale d'une réorganisation de la Banque. M. Witte, très ignorant des choses financières, fut si enthousiasmé des idées de ce jeune réformateur qu'il le nomma « secrétaire savant du Comité scientifique du ministère des finances ». M. Gourief énonça le principe fondamental de la nouvelle réforme : *L'État est tenu d'assurer à chaque citoyen la prospérité; la Banque de l'État doit le crédit à tous les sujets russes.* Le restreindre aux personnes offrant des garanties de solvabilité par leur travail, leur moralité ou leur fortune, c'est créer un privilège en faveur de certaines classes, tandis que le droit d'emprunter à l'État est un droit primordial, appartenant à tout homme.

La fameuse déclaration des Droits de l'Homme renferme évidemment une regrettable lacune que M. Witte était appelé à combler.

Il n'est pas difficile de découvrir la source où le savant secrétaire a puisé sa nouvelle formule du crédit : on se rappelle les projets de réforme de la Banque de France, que le marquis de Morès développait naguère dans les réunions publiques anarchistes : la réforme de M. Witte y est contenue tout entière. Seulement ce crédit obligatoire et gratuit que M. de Morès entendait limiter à 5 000 francs par tête de Français, M. Gourief le veut illimité. Il ne se fait pas d'illusions sur la valeur des billets de notre Banque d'État; il les qualifie de « morceaux de papier sans valeur « et demande qu'ils soient retirés de la circulation, moyennant l'émission de titres portant intérêt. Une fois les « morceaux de papier sans valeur » rentrés à la Banque, celle-ci commencera à les remettre de nouveau en circulation, mais seulement pour des affaires financières faites avec le concours de la Banque, affaires dont les pertes seront supportées par le Trésor !

Pas n'est besoin de signaler ici les autres thèses de ce publiciste : nous les retrouverons pour la plupart dans les statuts de la nouvelle Banque d'État de M. Witte ; M. Gourief a, d'ailleurs, pris une part très active aux travaux de la commission chargée d'élaborer ces statuts.

Les vues économiques, dont s'inspirait M. Witte, ont été exposées avec bien plus de franchise encore par M. Talitsky dans une série d'articles qu'a publiés la *Revue Russe* (août-décembre 1893). Nous les examinerons dans le prochain chapitre. De prime abord, l'audace inconsciente avec laquelle l'auteur proclame la nécessité et les avantages des assignats pour la Russie risquerait d'effaroucher le lecteur français ; c'est pourquoi, avant d'aborder l'étude de théories si étranges, nous allons montrer l'application à peine déguisée qui en a été faite.

M. Witte, dans ses documents officiels, est tenu à une certaine réserve. A deux reprises il s'en est départi, affichant carrément ses tendances socialistes dans son premier projet sur l'inspection des fabriques[1], et ses convictions collectivistes dans son autre projet « sur l'inaliénabilité de la propriété foncière ». Mais cette franchise ne lui a guère porté bonheur : devant l'indignation générale que ces deux projets de loi ont provoquée au sein du Conseil de l'Empire et qui s'est manifestée avec une véhémence peu ordinaire en pareil lieu, force lui a été de les retirer, — quitte à revenir à la charge plus tard. Aussi se montre-t-il plus prudent dans l'Exposé explicatif imprimé[2] qu'il a soumis au

1. Ce projet modifié fut ensuite de nouveau présenté au Conseil de l'Empire. Cette fois il fut adopté. Mais M. Witte dans une circulaire destinée à expliquer l'application de la nouvelle loi y a rétabli les plus dangereuses doctrines de son projet primitif.

2. Cet exposé, qui remplit 188 pages in-folio, porte la date du

Conseil de l'Empire. Sans cacher les principes fondamentaux de son projet sur la réorganisation de la Banque d'État, il les présente sous une forme adoucie et surtout il se garde bien d'en indiquer les conséquences. Mais, tel quel, ce document ne permet pas de douter que le ministre ne soit en parfaite communauté d'idées avec son collaborateur M. Antonovitch et son défenseur M. Gourief.

Voici (page 104) l'exposé des principes de M. Witte sur le crédit industriel : « Le caractère particulier des prêts industriels consiste en ce qu'ils ont un *but déterminé*... Dans les prêts ordinaires sur des immeubles, marchandises ou autres gages, la destination de l'argent prêté reste inconnue. La Banque étant garantie par des gages ne risque rien, si le prêt est employé d'une manière improductive... Il en est autrement avec le prêt industriel, où le prêt n'est garanti que par l'emploi judicieux de l'argent : le prêt se garantit ainsi lui-même (?)... Le crédit industriel peut servir à des buts divers... Par rapport à l'agriculture, il peut s'appliquer à l'amélioration de la culture (crédit mélioratif), à l'achat du bétail et des machines ou à l'acquisition d'un fonds de roulement. Ce crédit peut avoir la même importance pour l'industrie : usines et fabriques. Enfin aux industriels domestiques et aux artisans le crédit peut faciliter *l'acquisition du matériel, des instruments de production et du fonds de roulement, de même qu'il assurera l'existence de l'ouvrier et de sa fa-*

22 novembre 1893 et le numéro 15 039; on lit en tête : Ministère des Finances, chancellerie du Crédit, section 1re, bureau 1. C'est un document officiel distribué à tous les membres du Conseil, mais strictement confidentiel, comme tous les documents présentés à cette haute assemblée. Il est intitulé : « Sur la sanction des nouveaux statuts de la Banque d'État » et porte, avec la signature de M. Witte, le contre-seing de M. Pleske, alors directeur de la chancellerie, actuellement directeur de la Banque de l'État.

mille jusqu'à la réalisation des produits du travail. »

M. Witte rappelle ensuite que, quand la Banque accorda des prêts à long terme aux propriétaires ruraux et aux usiniers en prenant hypothèque sur leurs immeubles, ces tentatives aboutirent à des résultats peu encourageants ; il en conclut que la nouvelle Banque doit s'interdire les opérations de ce genre et n'admettre le crédit industriel que sous trois formes :

1. Comme fonds de roulement dans l'économie rurale et l'industrie usinière ;

2. Pour l'acquisition du matériel agricole et industriel ;

3. Petit crédit aux paysans, artisans et industriels domestiques (p. 116).

Aux propriétaires ruraux on prêtera sur des billets à ordre (solo-wechsel) « *sans limiter le crédit* par la valeur des immeubles devant servir de garantie » (p. 117) ; sont acceptés aussi comme gage : « les moyens de transport, les valeurs, etc. ». La condition principale est la surveillance exercée par l'établissement créditeur sur l'emploi que le débiteur fait de l'argent prêté. Les délais de ces prêts sur des billets à ordre « peuvent être de 6 mois à 5 ans » (p. 118).

Pour les prêts de même ordre aux propriétaires d'usines et de fabriques les conditions sont à peu près identiques. Mais l'importance de ces prêts ne doit pas dépasser la somme de cent mille roubles pour la même personne. Le ministre des finances décide exclusivement en dernier ressort des crédits à accorder (p. 121).

Pour l'acquisition du matériel la durée maxima du crédit est fixée à trois ans et la somme prêtée ne doit pas dépasser 50 p. 100 de la valeur du matériel acheté.

L'organisation du crédit aux paysans, ouvriers et artisans est excessivement compliquée ; c'est un crédit *par intermédiaires !* M. Witte aura recours à une sorte

d'usuriers officiels qui toucheront l'argent à la Banque pour le prêter ensuite aux ouvriers et paysans ; nous avons déjà vu que ces prêts sont destinés à procurer à ces derniers les instruments de production, le capital roulant, ainsi que les moyens d'existence pour eux et leurs familles, jusqu'au moment où ils pourront réaliser leurs produits.

Ce serait faire injure à un lecteur occidental que de vouloir lui démontrer tout ce qu'il y a d'insensé, de chimérique, de monstrueux dans ce projet d'une Banque d'État ouvrant de longs crédits à tout propriétaire, industriel, paysan, ouvrier ou artisan, pour lui faciliter l'acquisition des outils ou du matériel, lui constituer un fonds de roulement et même l'entretenir lui et les siens, — tout cela sous la garantie des bénéfices à réaliser par l'industrie et la culture ! C'est une fantaisie qui n'a pu germer que dans des cervelles de rêveurs socialistes ignorant les premiers éléments du fonctionnement du crédit. Disons seulement que cette tentative de M. Witte s'applique à une population de 120 millions d'hommes occupant un septième du globe terrestre, que les neuf dixièmes de cette population vivent au jour le jour, sans aucune idée d'un crédit régulier, sans souci du lendemain, sans habitudes d'épargne[1], ayant des notions plus que vagues sur les obligations morales qui découlent d'un emprunt : d'ordinaire, en effet, ces gens considèrent comme un pur bénéfice toute somme empruntée, surtout à une institution de crédit ; quant aux dettes envers l'État, le seul devoir qu'ils se reconnaissent, c'est celui de ne pas les payer.

1. Les versements dans les caisses d'épargne en Russie sont faits presque exclusivement par les petits commerçants, les tchinowniks, les petits employés, etc., alléchés par le taux d'intérêt assez élevé.

Dans toutes les grandes villes de la Russie s'étaient fondées, il y a à peine vingt ans, force banques de commerce et de crédit mutuel, le plus souvent avec l'appui des municipalités. La plupart firent des faillites scandaleuses. Ces chutes retentissantes eurent pour épilogue d'innombrables procès au cours desquels furent révélés les plus criants abus, les gaspillages les plus effrénés, ou tout bonnement la simple dilapidation des capitaux. Au moment où nous écrivons, deux nouveaux désastres sont signalés dans la seule ville de Krementchoug où, à peu d'intervalle l'une de l'autre, la Banque de la Ville et la Banque du Commerce ont sombré par suite de malversations et d'abus honteux.

Nous avons vu plus haut (ch. III) que les propriétaires fonciers ne firent pas un meilleur usage des milliards à eux prêtés avec trop de facilité par les diverses banques agraires. M. Witte, dans son Exposé, cite lui-même des exemples qui montrent quel degré de sécurité présentent pour la Banque d'État les prêts accordés aux propriétaires ruraux, — même sur des produits agricoles existants. Deux succursales de l'ancienne Banque d'État, celles de Kief et de Kharkof, étaient autorisées à avancer de l'argent aux *pomestchiki* sur leurs produits ; la garantie de deux grands propriétaires était indispensable pour accorder ces prêts ; en outre, le tribunal local devait certifier l'existence du gage. « Chaque année, dans le seul gouvernement de Kharkof, plus de deux millions de roubles étaient accordés en prêts de ce genre. Mais bientôt des abus innombrables furent découverts : les emprunteurs obtenaient des prêts sur des produits non existants *grâce aux faux certificats délivrés par la police* (p. 131). »

Le ministre des finances actuel a eu l'occasion de

faire une expérience analogue : pendant la disette de 1892, et en 1893, à l'époque de la guerre douanière avec l'Allemagne, plus de 150 millions de roubles avaient été avancés en prêts, tantôt pour achats de blés, tantôt sur des blés accumulés; l'État a dû, par un oukase, annuler 60 millions de ces créances faute de pouvoir les recouvrer. Quant au reste, — malgré la faculté laissée aux débiteurs de se libérer avec le surplus de leurs récoltes, — on peut aussi le considérer comme perdu.

Une anecdote racontée dans le *Nouveau Temps* du 1/13 octobre 1894 fournit un exemple extrêmement typique de la façon dont le paysan russe comprend le crédit qui lui est ouvert : on offre à un moujik un prêt sur son blé, prêt naturellement inférieur à la valeur du blé, qu'il peut vendre très facilement. Un propriétaire lui explique qu'il ferait bien de vendre son blé et de toucher un prix un peu plus élevé, au lieu de l'engager et de payer des intérêts; le paysan répond tranquillement qu'en empochant le prêt il se propose de vendre aussi le blé, ce qui lui fera double somme. — « Et la dette? Et les intérêts? — Mais je ne les paierai pas, » réplique-t-il, étonné de l'objection, car il sait d'avance qu'en cas de poursuite son créancier ne trouvera rien à prendre chez lui.

Et c'est dans un pays où existe une conception aussi rudimentaire du crédit, que M. Witte veut tenter en grand l'application des théories socialistes sur le prêt au travail! Il aura beau centupler les fabriques de roubles papier, selon le vœu de MM. Antonovitch et Talitsky, il n'arrivera jamais à combler le gouffre que creusera sa folle entreprise.

L'introduction de ce crédit industriel d'un nouveau genre n'a pas empêché M. Witte d'élargir notablement toutes les autres opérations de crédit de la nouvelle

Banque d'État. Bien qu'il place en première ligne les prêts sur des valeurs *in spe*, il ne laisse pas de faciliter aussi toutes les formes de crédit sur les valeurs existantes, telles que : marchandises, matières premières, récoltes, etc. Nous venons de citer quelques exemples de la sécurité qu'offrent, en Russie, les prêts sur les produits agricoles; il est donc intéressant de voir quelles facilités M. Witte accorde, dans son projet, à ces derniers prêts. « La Banque n'est pas tenue d'exiger qu'on remette à ses fonctionnaires les clés des locaux où se trouvent les produits sur lesquels les prêts sont accordés; ces clés peuvent être laissées aux emprunteurs; ceux-ci sont également autorisés à conserver chez eux, sous leur responsabilité, les blés donnés en gage (pp. 130 et 131). »

M. Witte propose d'étendre ce genre de crédit à toutes les autres marchandises, c'est-à-dire d'autoriser les prêts sur des traites revêtues d'une seule signature, garanties par des marchandises dont l'emprunteur se constituera lui-même le gardien.

Les institutions de crédit qui, en Russie, sont autorisées à prêter sur des *warrants*, ont presque toutes eu à regretter d'avoir usé de cette autorisation, et la plupart y ont renoncé. Cela n'empêche pas M. Witte d'introduire ce genre d'opérations dans le cercle d'affaires de la nouvelle Banque.

Depuis 1887, les personnes ou institutions offrant en garantie des traites, des valeurs ou des marchandises, obtiennent des ouvertures de crédit, — comptes courants spéciaux, — jusqu'au délai de neuf mois. Ces facilités, déjà accordées dans une mesure très large par la Banque actuelle, la réforme projetée les augmente considérablement.

Où la nouvelle Banque d'État prendra-t-elle les milliards nécessaires pour ouvrir de si longs crédits aux

120 millions de sujets russes[1]? Le capital social de cet établissement, même porté de 25 millions à 50, n'y saurait suffire. Aussi M. Witte compte-t-il en première ligne sur les sommes déposées en comptes courants à la Banque, soit par le Trésor, soit par les institutions et personnes privées. Le fait est que ces dépôts ont atteint, dans ces dernières années, le chiffre respectable de 400 millions de roubles dans lesquels le compte courant de la Trésorerie entre pour environ 150 millions[2]. Mais les opérations de crédit de la Banque (escompte des traites de commerce[3], prêts sur titres, comptes courants spéciaux[4] et prêts sur marchandises) absorbent annuellement plus de 400 millions (en 1891 même 486 millions) (p. 27 de l'Exposé de M. Witte). Destinée principalement à faire des avances au Trésor, la Banque d'État, depuis quelques années, se trouve souvent à court même de billets de crédit, témoin les émissions périodiques et provisoires de 25 à 50 millions de roubles papier avec couverture de sommes égales en or, conformément à l'oukase du 8 juillet 1888. Une preuve bien autrement concluante encore est celle que M. Witte lui-même nous fournit dans son Exposé : les 243 millions de roubles papier émis pendant la guerre de 1877 devaient être retirés de la circulation, d'après les lois des 1er janvier 1881 et 8 juin 1884.

1. M. Witte ne dit pas si, pour avoir droit à un crédit qui lui permette d'entretenir sa famille jusqu'à la réalisation des bénéfices, le sujet russe doit être majeur et vacciné. Dans le pays des *Ames mortes*, un article précisant l'âge auquel commence, pour tout Russe, le « droit au crédit », n'aurait pas été superflu.

2. Depuis 1875, les comptes courants des particuliers tendent à diminuer (exception faite de l'année 1892). Ces comptes sont tombés de 134 millions à 83 millions.

3. Les escomptes ont baissé graduellement; de 245 millions en 1880, leur chiffre est tombé à 159 millions en 1892.

4. Ces comptes sont tombés peu à peu de 290 millions en 1880 à 72 millions en 1892.

Le Trésor a remboursé à la Banque cette avance par des dépôts annuels d'une rente d'or 5 p. 100 pour la somme de 36 millions de roubles. Or, d'après l'aveu même de M. Witte (p. 29 de l'Exposé), sur ces 243 millions, 87 seulement ont été détruits en réalité ; 63,3 millions ont été ajoutés à la circulation légale des billets de banque, et le reste, 92,7 *a illégalement échappé à la destruction*. M. Witte, dans son rapport à l'Empereur sur le budget de 1893, propose d'affecter cette somme à la construction du chemin de fer Sibérien (voir ch. VIII).

Or, si déjà pour ses opérations relativement restreintes, l'ancienne Banque d'État était obligée d'avoir périodiquement recours à des émissions légales et illégales de centaines de millions de roubles, comment la nouvelle suffira-t-elle aux ouvertures de crédit extraordinaires, que lui imposent ses statuts et à toutes ces vastes opérations de banque, de crédit et même de commerce[1] (vente des marchandises laissées pour compte) qu'ils autorisent, sans même parler des constants besoins de la Trésorerie? « En faisant fonctionner sans interruption la planche aux assignats », ont répondu franchement à cette question M. Antonovitch et M. Talitsky, de la *Revue Russe*. Le premier, qui est adjoint du ministre des finances voulait même que cette inépuisable source de richesses fût carrément indiquée dans les statuts. M. Witte, tout en méprisant, à l'égal de son adjoint, les préjugés économiques surannés de l'Occident pourri, a néanmoins besoin de recourir constamment à l'or de cet Occident pour combler les trous toujours béants de son

1. Au moment où M. Witte les énumérait devant le Conseil de l'Empire, un des membres de cette assemblée, M. M..., observa spirituellement : « Mais, en dehors du commerce des vieux habits, votre Banque fera donc tout? »

budget. Il est donc tenu à plus de ménagements, aussi a-t-il préféré indiquer cette ressource d'une manière plus circonspecte; mais qui, au fond, revient parfaitement au même. La gravité de ses déclarations est telle que nous préférons les citer textuellement :

« On a fait observer dans la Commission que nos *roubles crédit ont perdu, depuis que leur échange a cessé, leur caractère primitif de dette de la Banque d'État et n'ont actuellement que la signification d'assignats*. Leur valeur se maintient par leur offre limitée qui dépend des conditions particulières de leur émission ; *autoriser la Banque à émettre des billets de crédit pour les opérations commerciales, cela pourrait réagir défavorablement sur leur valeur*. Tandis que les billets de Banque se distinguent notablement du papier-monnaie... La valeur de ces billets émis exclusivement dans un but utile (*sic*) sera maintenue par la productivité du travail et les émissions de tels billets ne peuvent pas influencer le cours du rouble-crédit, parce que, en faisant ces émissions d'une manière répondant au but (*sic*) on augmenterait en même temps la quantité des valeurs en circulation » (?) (p. 167 de l'Exposé).

Ainsi donc, deux opinions s'étaient manifestées au sein de la Commission concernant les moyens d'augmenter les ressources de la Banque : les uns étaient d'avis d'émettre des *billets de crédit* au fur et à mesure des besoins de la Banque ; les autres, craignant de discréditer ces signes monétaires « devenus simplement des assignats depuis la cessation de leur échange contre l'or et l'argent », préféraient l'émission de *billets de Banque* garantis par la productivité des opérations commerciales auxquelles ils seraient destinés. Au fond, ces deux propositions se valaient à peu près ; — d'autant plus que les défenseurs des bil-

lets de banque au porteur et ne produisant pas d'intérêt n'admettaient point, qu'ils pussent être échangés par la Banque même *contre des billets de crédit !*

Voyons lequel de ces deux systèmes également détestables, mais à des degrés divers, obtint les préférences de M. Witte.

Nous traduisons littéralement :

« Le ministre des finances est parfaitement d'accord avec les membres de la Commission qui ont jugé que les opérations de la Banque ne pourraient atteindre le développement désiré, si elle était réduite à n'opérer qu'avec ses dépôts. Quant aux moyens d'augmenter les ressources de la Banque, le ministre a dû reconnaître que les émissions de billets de banque au porteur et ne donnant aucun intérêt (banknotes) étaient plus conformes au caractère des opérations de banque que *les émissions des billets de crédit, qui constituent ordinairement chez nous le moyen de couvrir les dépenses extraordinaires de l'État.* Les billets de crédit, garantis par toute la fortune de l'État (*sic*) et ayant la signification de la « *monnaie* » ne devraient servir *que pour les besoins de l'État. La Banque ne devrait pas posséder le droit de créer du papier-monnaie;* elle ne devrait avoir que le droit d'émettre des engagements toujours échangeables contre de la monnaie. Les banques centrales (*sic*) de l'Occident sont fondées sur ce principe. Mais il faut reconnaître que là-bas (*sic*), avec la circulation métallique, la chose est bien facilitée, parce que le va-et-vient du métal sert de régulateur pour la circulation monétaire. En outre on aurait dû accorder aux banknotes le droit d'être échangées contre des billets de crédit, ce qui, étant donné les habitudes du public... ferait manquer le but, savoir l'augmentation des ressources de la Banque... C'est pourquoi le ministre des finances, tout en partageant l'opinion

exprimée dans la Commission, que des émissions de banknotes pour des opérations industrielles et commerciales leur garantissant (*sic*) un travail utile, n'auraient nullement troublé notre circulation de papier-monnaie, reconnaît pour les raisons pratiques énoncées (?) qu'il faut, non pas accorder à la Banque le droit de faire de telles émissions, — mais rester sur le terrain des oukases du 8 juillet 1888 et du 28 juillet 1891, qui autorisent la Banque à faire *des émissions de billets de crédit* (p. 169). »

De tout ce fatras il ressort clairement :

1° Que M. Witte, tout en reconnaissant que « la Banque ne devrait pas posséder le droit de créer du papier-monnaie à raison des nombreux dangers qu'il présente, et nonobstant sa conviction que des émissions de banknotes, garanties de la manière fantaisiste qu'on vient de voir, n'offriraient aucun inconvénient, — préfère néanmoins interdire à la Banque l'émission des banknotes et lui permettre celle des roubles crédit ! !

2° Que M. Witte dans son Exposé, non destiné à la publicité, avoue avec candeur que « les émissions de billets de crédit constituent ordinairement chez nous le moyen de couvrir les dépenses extraordinaires de l'État » ; nous n'aurions jamais osé proférer une assertion aussi compromettante pour M. Witte ; on ne nous aurait pas cru, d'ailleurs...

Mais ce n'est pas tout. Après avoir accordé à la Banque le droit d'émettre des billets de crédit, M. Witte tient encore à ce que ces émissions ne soient nullement gênées par les apparences de garanties, dont les deux oukases sus-mentionnés avaient entouré les opérations de ce genre. En effet, ces deux ordonnances, publiées par l'initiative de M. Wyschnegradski, posaient comme condition de l'émission des billets

de crédit qu'une somme équivalente en roubles or, au prix nominal, serait en même temps déposée à la caisse d'échange pour servir de couverture à ces billets. Malgré tous ses défauts, le prédécesseur de M. Witte était un financier trop circonspect et aussi trop patriote, pour combler les trous du budget au moyen de la planche à assignats. C'est à M. Witte qu'appartient cette innovation hardie, c'est lui qui avec son cynisme ingénu a aboli toutes les garanties et toutes les limites à l'émission des roubles papier.

C'est pourquoi il continue : « Cependant, comme les règlements de ces émissions de billets de crédit, confirmés d'une manière particulière (sans l'intervention du Conseil de l'Empire, mais par le Comité financier), *peuvent subir des modifications selon les variations de notre circulation monétaire, il ne faudrait pas indiquer dans les statuts de la Banque ce moyen d'en augmenter les ressources, qui aurait été basé* (?) *à l'avenir comme à présent sur les oukases donnés au ministre des finances.* »

La raison de cette réserve se comprend : les statuts de la Banque doivent être rendus publics, tandis que M. Witte n'hésite pas à avouer dans son Exposé adressé au Conseil de l'Empire, qu'il aura recours à l'émission des billets de crédit « selon les exigences de la circulation monétaire », et cela *en dehors même des règlements et des oukases impériaux* — parce que l'Exposé doit rester confidentiel !

Avons-nous raison d'affirmer qu'un ministre qui, dans un rapport au souverain, a eu le cynisme de déclarer qu'il construirait le chemin de fer de Sibérie à l'aide de faux billets de banque (ch. IX), qui a soustrait sans vergogne à la Banque d'État 100 millions de roubles, c'est-à-dire le plus clair de son actif, et s'est ingénié à dissimuler cette soustraction par des artifices d'écritures (ch. I), qui reconnaît sans

ambages que, quand le Trésor est à sec, tout l'art d'un ministre des finances consiste à tromper le public « en transportant les chiffres, tantôt de gauche à droite, tantôt de droite à gauche » (conversation avec M. Souvorine, citée dans la *Nouvelle Revue*, mars 1893), qu'un pareil ministre n'est pas homme à reculer devant l'inéluctable nécessité de chercher des ressources pour ses vastes projets socialistes dans la fabrication sans frein des roubles papier?

On se tromperait en supposant que le crédit obligatoire introduit dans les statuts de la nouvelle Banque y est resté lettre morte : ces statuts n'ont pas plutôt obtenu la sanction impériale que M. Witte s'est empressé de les appliquer sur une très vaste échelle. Pendant un voyage qu'il a fait l'été dernier dans l'intérieur de la Russie, nombre d'usines ont reçu sa visite et partout il a laissé des traces bienfaisantes de son passage. C'est à pleines mains, sans enquête préalable sur la situation des solliciteurs de prêts, qu'il offrait à ceux-ci tout ce qu'ils demandaient et même ce qu'ils ne demandaient pas. Dans le *Nouveau Temps* du 18/30 août 1894, M. Moltchanof cite avec admiration quelques exemples de cette prodigalité ministérielle : « Ainsi le ministre visite une grande fabrique de porcelaine et apprend qu'elle fait venir la matière première de l'étranger : L'argile russe, lui dit-on, est excellente, mais on ne la trouve qu'à l'état brut où elle contient 50 p. 100 d'impuretés, ce qui la rend impropre à la fabrication. — Combien coûterait la construction d'une usine pour purifier l'argile? demande le ministre. — 800 000 roubles. — Voici 800 000 roubles... On raconte un autre cas analogue : Un ingénieur des mines avait envie de construire une usine sur une frontière lointaine, mais l'argent lui manquait. — Combien vous faut-il? — 150 000 roubles. — Les

voici. L'ingénieur est parti construire l'usine. » Le journaliste extasié de tant de générosité compare M. Witte à Pierre le Grand !... M. Talitsky, lui aussi, doit être heureux de voir son programme exécuté en entier par M. Witte... L'équité voudrait pourtant qu'il n'oubliât pas le véritable précurseur de ce système financier, — John Law de funeste mémoire...

Le miracle de la reproduction spontanée des roubles n'étant pas près de s'accomplir, force est à M. Witte d'y suppléer par des moyens plus naturels en faisant gémir la presse à assignats. Mais, dira le lecteur, il doit cependant exister un certain contrôle sur le fonctionnement de la Banque d'État. Il en existait un, en effet, depuis l'année 1817, *mais le premier soin de M. Witte a été de le supprimer dans la nouvelle Banque, dont il est le maître absolu et où il n'admet rien qui gêne son action.*

Si quelque chose révèle bien les vues qui ont présidé à la réorganisation de la Banque d'État, ce sont assurément les précautions prises pour écarter de cet établissement toute inspection, toute surveillance étrangère. M. Witte, dans son Exposé, ne consacre guère moins de trente pages à démontrer l'inutilité et même le danger d'une telle censure. Rien de plus logique de sa part, puisqu'en travaillant à la réforme de la Banque il avait surtout pour but de la rendre apte à l'expérimentation des théories socialistes.

Un oukase, rendu le 27 mai 1817 sur la proposition du ministre des finances Gourief, avait établi un Conseil supérieur des Institutions Impériales de crédit pour contrôler le fonctionnement de la Banque d'État et de la Commission d'amortissement. Ce conseil se composait du *président du Conseil de l'Empire, du ministre des finances, du contrôleur de l'Empire, de six députés de la noblesse et de six députés du commerce.*

« L'idée principale de la formation de ce conseil », reconnaît M. Witte lui-même (p. 59 de son Exposé), « était de soumettre les institutions de crédit de l'État à une surveillance permanente de la noblesse et du commerce. » On lit, en effet, parmi les motifs visés dans l'oukase de 1817, que « étant libres dans leurs discussions, ces députés ne peuvent manquer aux devoirs que leur imposent, d'une part le souverain et la loi, d'autre part l'honneur et la confiance des concitoyens qui les ont élus... Ce conseil sera un obstacle créé par le gouvernement lui-même, afin de s'enlever la possibilité de transgresser ses devoirs. »

Lorsque l'oukase du 31 mai 1860 modifia les conditions d'existence de la Banque d'État, l'article Ier des statuts conserva au Conseil des institutions de crédit la haute surveillance des opérations de la Banque et détermina avec précision le fonctionnement de ce rouage. Le Conseil devait d'une façon permanente surveiller la stricte application des statuts de la Banque, examiner et confirmer ses bilans ainsi que l'attribution de ses bénéfices[1]. Des sous-comités formés par ce conseil et dans lesquels devaient se trouver toujours, au moins, un député élu par la noblesse de Pétersbourg et un autre par le commerce, avaient pour tâche propre de vérifier les caisses de la Banque et de ses succursales. Le Comité de revision spécialement chargé de cette besogne était présidé par le contrôleur de l'Empire et composé de quatre membres.

Tous ces obstacles créés en 1817 « afin d'enlever au gouvernement la possibilité de transgresser ses devoirs », M. Witte ne pouvait naturellement les tolérer,

1. Dans les banques d'État étrangères qui sont entièrement ou en partie des banques *par actions*, cette surveillance est tout naturellement exercée par les actionnaires et leurs mandataires.

et dans les nouveaux statuts ce contrôle par *douze députés* élus en dehors du monde des fonctionnaires a été supprimé. En retirant au Conseil des Institutions de Crédit le droit de surveiller le fonctionnement de la Banque, M. Witte a du même coup soustrait ses agissements à la surveillance du Conseil de l'Empire, dont le président (actuellement le grand-duc Michel) était en même temps président de ce comité. Les motifs allégués par M. Witte pour affranchir la Banque de toute tutelle étrangère méritent d'être relevés : « Il est impossible d'admettre que des députés élus par certaines classes participent au contrôle des devoirs imposés au ministre des finances par le pouvoir suprême ; cela ne répond pas à l'idée fondamentale de nos institutions d'État (p. 61). » Voilà pour les députés. Quant au président du Conseil de l'Empire, M. Witte estime que ce personnage (presque toujours l'aîné des membres de la famille impériale) est « *trop occupé par d'autres fonctions pour pouvoir entrer dans les détails de la comptabilité de la Banque* » (p. 63). En outre, « *les députés élus ne peuvent pas être initiés aux questions de la haute politique financière dont le ministre des finances responsable* (?) *est le seul maître* » (*Ibid.*). En effet, cette « haute politique financière » consistant à transformer la banque d'État en une fabrique d'assignats, destinés à faire des essais de socialisme d'État, ne doit être révélée ni aux députés élus, ni au président du Conseil de l'Empire, qui, s'il ne peut pas « entrer dans les détails de la comptabilité de la Banque », chose tout à fait en dehors de ses attributions, pouvait parfaitement, en qualité de président du Conseil de surveillance, être informé des tripatouillages du ministre dans cette comptabilité et s'opposer par exemple au véritable tour de prestidigitation, par lequel, le 8 mai 1893, M. Witte a soustrait à la Banque d'État 100 millions

de roubles en or (ch. I). Le Conseil de l'Empire et l'Empereur, avertis de l'habileté extrême du ministre responsable, auraient, selon toute apparence, mis un terme à sa « haute politique financière ».

A la surveillance du Conseil, composé comme nous l'avons dit, M. Witte préfère avec raison celle du contrôleur d'État et de ses fonctionnaires. Dans notre mémoire sur la gestion financière de M. Wyschnegradski (voir l'Avant-Propos) nous avons suffisamment indiqué ce que vaut la prétendue censure exercée par le Contrôle, surtout depuis que la direction de ce service appartient à M. Filipof : c'est une pure comédie, consistant à noircir beaucoup de papier pour blanchir invariablement l'administration, dont on approuve ou cache les plus criants abus. Ancien précepteur du fameux prince Mestschersky, du *Grajdanine*, auquel, s'il n'est jamais parvenu à apprendre la syntaxe, il a inculqué les beaux principes de morale que l'on connaît, M. Filipof est totalement étranger aux questions financières. Ni ses goûts ni ses aptitudes ne le désignaient pour occuper les hautes fonctions qu'il remplit. C'est un théologien fanatique, qui passe son existence dans les couvents grecs en Palestine ou ailleurs, et ne rêve que de soumettre l'Église nationale russe au patriarcat de Constantinople. Des employés subalternes dirigent en réalité le Contrôle et ne se préoccupent naturellement que de capter la bienveillance du ministre des finances. M. Iwastschenkof, qui gérait le Contrôle pendant le ministère de M. Wyschnegradski, a été récompensé de ses complaisances par le poste d'adjoint du ministre. M. Witte en ce moment voudrait assurer à son adjoint la succession de M. Filipof, tombé presque en enfance. On comprend qu'il trouve la surveillance de ce personnage « plus conforme aux bases fondamentales des institutions de

l'État russe » que celle du Conseil des institutions de Crédit.

Il existe aussi un Comité financier dont les attributions consistent surtout à examiner les opérations financières du ministre des finances. Ce comité, composé de plusieurs grands dignitaires, était présidé par M. de Bunge, ancien ministre des finances, actuellement aussi président du Comité des ministres. Mais aussitôt que M. de Bunge, économiste très distingué et homme d'une intégrité incontestée, a été initié à la « haute politique financière » de M. Witte, il s'est empressé de sortir du Comité des finances, en motivant sa démission par un mémoire présenté au Tsar, où il porte sur cette politique un jugement des plus autorisés et aussi sévère quant au fond que réservé dans la forme.

Après avoir supprimé tout contrôle extérieur sur le fonctionnement de la Banque d'État et s'être réservé le droit exclusif de direction et de surveillance, M. Witte a pourtant éprouvé le besoin d'organiser quelque chose comme un simili-contrôle. A cette fin il a institué dans les nouveaux statuts un Conseil de la Banque qui, d'après son Exposé (p. 69), « correspondra à l'organisation des conseils analogues dans les banques centrales de l'Occident ». En réalité, le conseil imaginé par M. Witte n'a aucune analogie même lointaine avec les conseils des banques occidentales, qui sont élus par les actionnaires. Voici, en effet, sa composition: il est présidé par le directeur de la Banque et comprend, outre le directeur de la chancellerie du ministère des finances, divers fonctionnaires du même département, dont la désignation est laissée au ministre lui-même. Il va de soi qu'une assemblée ainsi composée de ses subordonnés n'aurait pas été pour gêner beaucoup M. Witte. Mais, par un luxe de précaution,

il a enlevé à la compétence de son conseil la gérance du fonds métallique et du fonds des billets de crédit, les opérations à l'étranger, la disposition du portefeuille des titres, la surveillance et la vérification des caisses, la composition du bilan, etc. Le gérant de la Banque est seul chargé de toutes ces opérations, sous la haute surveillance du ministre lui-même (pp. 69-71).

L'intègre M. Joukowsky, le gérant de la Banque d'État, a été écarté de la nouvelle banque de M. Witte : c'est M. Pleske, l'ancien directeur de la chancellerie du crédit au ministère des finances, un homme entièrement dévoué au ministre, qui a été appelé à conduire la Banque d'État dans la voie nouvelle...

CHAPITRE VII

LE SYSTÈME FINANCIER DE M. WITTE

Quand on examine de près la gestion financière de M. Witte, quand on étudie l'organisation qu'il a donnée à la Banque d'État avec son crédit industriel ouvert à tout venant, et le droit illimité d'émettre des roubles crédit, la loi sur l'inspection des fabriques autorisant un fonctionnaire à intervenir dans les questions de salaires; quand on assiste à des mesures, les unes arbitraires comme l'interdiction aux négociants russes d'acheter des traites sur l'étranger pour payer leurs dettes (octobre 1894), les autres ridicules, comme celle qui imposait les roubles crédit à leur entrée en Russie et à leur sortie; quand on voit M. Witte concentrer dans les mains de l'État le commerce intérieur des blés, dépenser des centaines de millions pour soutenir artificiellement le cours du rouble à Berlin, soustraire sans vergogne 100 millions de roubles à la Banque d'État, vider les caisses d'épargne, construire le chemin de fer de Sibérie avec des billets de banque, dont il reconnaît ouvertement le caractère illégal, quand on est témoin de tout cela et de mille autres mesures aussi folles, aussi incohérentes, qui doivent forcément mener la Russie à la banqueroute, on est tenté au premier abord de considérer le ministre des finances

actuel comme un empirique à l'esprit aventureux se débattant dans des embarras inextricables, étranger aux principes les plus élémentaires de la science financière, indifférent aux désastres qu'il accumule autour de lui et aux catastrophes qu'il amoncelle pour l'avenir, soucieux seulement de profiter pour lui-même de l'extravagant coup de fortune qui, d'un petit employé de chemin de fer, fortement compromis, a fait soudain le ministre d'un grand empire, où il peut sans contrôle remuer des milliards, en se disant tranquillement: « Après moi le déluge ! »

Il y a certes de tout cela dans les agissements fantastiques de M. Witte; mais il y a assurément autre chose encore. A travers tant d'incohérences, un examen plus attentif permet de découvrir une certaine concordance de faits, une certaine unité de tendances, la trace d'un système qu'on n'ose pas avouer, mais qui sert de fil conducteur et relie entre eux tous les actes de ce ministre depuis son avènement à la tête des finances russes. Cette idée directrice, c'est la substitution de l'action gouvernementale à l'initiative privée dans toutes les manifestations de la vie économique du vaste empire: l'État seul banquier des 120 millions de Russes, seul propriétaire des chemins de fer, voies de communication, mines, etc., seul exportateur de blé, seul régulateur du prix des denrées, seul importateur de sucre, seul estimateur de la valeur du rouble, seul marchand d'or, seul maître de limiter les dépenses des Russes voyageant à l'étranger, de fixer les salaires des ouvriers, d'indiquer aux capitalistes l'emploi qu'ils doivent faire de leur argent. En un mot, c'est le socialisme d'État dans tout son despotisme arbitraire, avec toutes ses conséquences mortelles pour la liberté individuelle et pour la fortune publique. Si l'on rapproche de ce socialisme le principe de la collectivité agraire

que M. Witte a développé avec tant de cynisme dans son fameux projet sur l'inaliénabilité du sol et l'acharnement avec lequel il a défendu la possession communiste du sol (*obstschinnoie wladenie*), cette cause première de la ruine de nos paysans, on reconnaîtra que son socialisme confine à la doctrine collectiviste, telle que la professent en France MM. Jules Guesde, Lafargue et consorts.

Ce qui constitue l'originalité de M. Witte, ce qui différencie son système des théories préconisées par les socialistes-collectivistes de l'Occident, c'est qu'à l'encontre de ces derniers, il est loin de dédaigner dans ses agissements financiers l'emploi des moyens dont la bourgeoisie capitaliste fait usage, à la grande indignation des socialistes : l'agiotage à la Bourse et l'émission du papier-monnaie à jet continu. Nous avons vu que M. Witte y a recours dans des proportions réellement gigantesques.

Cette apparente contradiction n'est pas chez le ministre la suite d'une simple infidélité aux principes socialistes. Loin de là. Dans son empirisme, ces deux systèmes se rejoignent et se concilient parfaitement; John Law et Karl Marx inspirent également M. Witte, comme chez Léon Tolstoï le *Credo* anarchiste de Bakounine ou de Ravachol s'allie très bien avec l'enseignement de l'Évangile, interprété, il est vrai, d'une manière toute particulière.

Certains cerveaux russes, où les exagérations outrées de la civilisation européenne se sont spontanément greffées sur les germes primitifs de la barbarie asiatique, offrent souvent l'exemple de ces amalgames paradoxaux, dont le nihilisme fut une des manifestations les plus connues. Dans l'ordre économique ces hétéroclites alliances d'idées ont donné naissance aux théories financières les plus extravagantes. L'État

mettant en pratique à l'aide des assignats les doctrines du socialisme, tel est le rêve qui a hanté plusieurs écrivains russes, comme Danilewsky, Antonovitch et autres. Sous l'influence d'une partie de son entourage, M. Witte, qui était tombé au ministère des finances comme un taureau dans un magasin de porcelaine, entreprit de réaliser cette conception hybride avec l'inconscience d'un homme étranger à toute notion de science politique ou financière. Le désir d'améliorer le sort des travailleurs est, bien entendu, le moindre de ses soucis; le socialisme d'État, chez M. Witte, n'est qu'un puissant levier pour désorganiser le pays, semer le mécontentement général, lancer vers l'industrie le paysan russe et le livrer dans les usines à la propagande révolutionnaire des inspecteurs. Naturellement il a trouvé des apologistes qui ont essayé d'ériger en système les actes d'aberration mentale dont nous avons donné un aperçu au lecteur dans les chapitres précédents.

Sous la signature d'un économiste connu, M. Talitsky, la *Revue russe* [1] de Moscou, organe entièrement acquis à la défense du ministre des finances, a publié, dans ses numéros d'août à décembre 1893, une série d'articles présentant un exposé complet des vues de M. Witte. Dans ce travail intitulé : *les Bases du système monétaire russe*, l'auteur évite de prononcer le nom du ministre, mais tous ses actes, tels que la réorganisation de la Banque d'État, avec l'émission illimitée des assignats pour base et le socialisme d'État pour but, la construction du chemin de fer de Sibérie au moyen de billets de banque douteux, l'accaparement du commerce des blés par l'État, sont coor-

1. Depuis la chute du *Messager russe*, l'ancienne revue de Katkof, c'est la *Revue russe* qui est devenue la revue mensuelle la plus conservatrice de la Russie.

donnés, ramenés à une idée générale et revêtus d'une spécieuse apparence doctrinale.

Déjà curieux par cet effort de systématisation qu'ils révèlent, les articles de M. Talitsky offrent, à un autre point de vue encore, un intérêt bien considérable. En Russie et à l'étranger, dans les cercles initiés aux choses russes, on s'est toujours demandé avec stupéfaction comment Alexandre III, le souverain loyal par excellence, l'autocrate si pénétré de sa haute mission divine, avait pu maintenir M. Witte aux affaires, malgré les protestations presque unanimes du Conseil de l'Empire justement inquiet des dangers que ses tendances socialistes et ses folies révolutionnaires faisaient courir à l'État. Nous avons en partie répondu dans l'Avant-Propos; mais, en dehors de l'explication donnée, il y a encore autre chose. En matière de politique et d'économie sociale, le feu tsar avait des conceptions rectilignes, fondées sur des raisons de cœur plutôt que dues à la réflexion et à l'étude. Alexandre III ne professait qu'une médiocre foi dans la science occidentale, — en quoi encore il était profondément russe. Sa récente maladie a révélé à l'Europe son dédain pour la médecine, dont il n'hésitait pas à enfreindre les prescriptions les plus élémentairement indiquées. Cette désobéissance à ses médecins n'a pas peu contribué à la marche foudroyante de sa maladie. La science économique de l'Occident lui était aussi suspecte que la médecine. Témoin de la misère du pays, de la pénurie constante et irrémédiable du Trésor, voyant d'autre part les finances de l'État gérées, en apparence au moins, selon les plus rigoureux principes de l'économie sociale et par des hommes qui, comme M. de Bunge notamment, passaient pour en posséder tous les secrets, le tsar concluait de cette constatation au néant de la science financière en général, de même qu'il

condamnait la médecine pour avoir vu l'art des médecins impuissant devant certains cas, peut-être incurables. Ce sont les charlatans et les empiriques, qui, dans de pareilles circonstances, prennent la place du médecin. Or, M. Witte professant pour toute science, toute théorie le dédain habituel aux esprits vierges de culture, se jouant des difficultés d'une situation qui paraissait sans issue, jetant l'argent ou plutôt les roubles papier à profusion, tandis que le Trésor était vide, augmentant à l'infini les contributions, alors que les arriérés d'impôts atteignaient les proportions phénoménales de plusieurs milliards [1] et que l'État était obligé de nourrir 20 millions de paysans en proie aux horreurs de la famine, entreprenant la construction du chemin de fer Sibérien au moment où les caisses du Trésor sonnaient le plus creux, plaçant des emprunts intérieurs à des taux en apparence modérés, quand depuis longtemps le public russe se montrait absolument rebelle à toute tentative d'émission [2], trouvant moyen de soutirer plusieurs milliards de francs aux capitalistes français déjà détenteurs de fonds russes pour environ quatre milliards, et réussissant cette opération quelques mois à peine après l'échec de l'emprunt de 500 millions en 1891, — on avouera qu'il y avait là de quoi éblouir un prince forcé de juger des choses par les dehors, faute de pouvoir en pénétrer le détail. Un ministre entre les mains de qui la Banque d'État devait être une source de prospérité générale, en ouvrant des crédits illimités à tous les propriétaires ruraux, à tous les ouvriers et à tous les paysans, — mais c'était là réalisé le rêve d'un monarque dont la seule

1. Voir le ch. III.
2. L'emprunt de 1893 fut, comme nous l'avons montré plus haut, entièrement placé dans les caisses d'épargne (voir le P. S. du ch. I).

préoccupation était le bonheur de son peuple. Il était donc aisé à M. Witte d'en imposer à son souverain avec un système financier susceptible de donner un démenti si éclatant à la science occidentale et nous comprenons qu'il se soit empressé de lui soumettre les articles de M. Talitsky, que nous allons résumer. On nous a affirmé, — et c'est possible, — qu'ils produisirent sur l'esprit du Tsar une impression profonde. Cela est d'autant plus vraisemblable que, dans sa défense du système des assignats, l'auteur le représente comme étant le système russe, chrétien et autocratique, tandis qu'au contraire le système monétaire fondé sur le métal est désigné à l'antipathie du Tsar comme « païen, juif et parlementaire ».

Une courte analyse de ce travail est indispensable, si l'on veut comprendre M. Witte et son système financier.

M. Talitsky commence par une exécution en règle de la science financière de l'Occident; Adam Smith est, naturellement, sa première victime ; viennent ensuite J.-B. Say, Ricardo et autres. Trois noms trouvent grâce devant lui : John Law, Friedrich Leist et Rodbertus. C'est d'eux, du dernier surtout qu'il s'inspire; mais, pour que son orgueil national ne souffre pas trop de ces emprunts faits aux Occidentaux, il se console par la pensée que Rodbertus avait du sang slave dans les veines. John Law, « le fondateur de la véritable science financière, » était « un homme de génie et deux (*sic*) siècles et demi avant notre époque il a créé et réalisé un système financier qui nous apparaît encore à nous comme un idéal inaccessible. Sans formuler scientifiquement les lois de la circulation monétaire, il a *défini* exactement leur base sur le *principe moral* » (p. 771, chapitre I). L'auteur cite comme preuve de cette moralité la phrase de Law : « Le souve-

rain n'a pas besoin du crédit, il le crée... » « Il est temps pour la Russie d'abandonner » la science financière occidentale. « Si nous sommes pauvres, si le peuple russe est condamné à rester sans travail six mois de l'année, si nous sommes couverts de dettes jusqu'aux oreilles, si notre agriculture expire et si notre industrie marche d'une manière monstrueuse, — nous devons remercier de tout cela l'Europe, notre institutrice financière. »

Le grand crime de cette science occidentale c'est d'avoir choisi l'or comme base de son système monétaire et d'avoir proscrit le papier-monnaie, quand il n'est pas garanti et couvert par l'or ou l'argent. Pour M. Talitsky comme pour M. Witte[1] l'or n'est qu'une chimère, un métal sans valeur intrinsèque, « à peine utile aux photographes sous forme de chlorate d'or et peut-être pour la médecine » (p. 911, ch. XVI). Même pendant la guerre l'or est inutile : « Si nos armes sont victorieuses et si nous guerroyons sur le territoire ennemi, nous prendrons tout par voie de réquisition et nous ferons suivre l'armée par notre pain ; en cas de guerre malheureuse, se déroulant sur notre territoire, nous nous nourrirons du même pain et nous payerons le reste en billets de crédit (p. 911). »

L'absence de la circulation métallique en Russie et la domination exclusive du papier-monnaie[1] « loin d'être une maladie économique, un malheur, sont en réalité un développement historique qui nous place bien en avant des autres peuples civilisés » (p. 284, ch. IV). Le rouble-papier « est la monnaie idéale, la seule monnaie morale, chrétienne », tandis que l'or « est une forme de monnaie d'esclave, païenne et finie » ; « l'or est païen parce qu'il exclut le *rôle mora-*

1. Voir ch. VI.

lisateur de l'État », tandis que le papier-monnaie « est un instrument obéissant dans les mains de l'*État chrétien*; il n'altère pas les bases de la société chrétienne » etc. (p. 921, ch. XXIII). « Le rouble-papier est la monnaie donnée à la Russie par l'histoire; il est émis par le pouvoir autocratique. » Sa grande valeur morale est précisément dans ce caractère « imaginaire ». « En mathématiques, on n'a pas reculé devant cette absurdité logique, la grandeur imaginaire. On l'a supposée admise, et, grâce à elle, on a créé une grande science. On ne l'a pas fait dans les finances, c'est pourquoi la science financière n'existe pas encore (p. 770, ch. I). » C'est l'introduction de l'or qui « a causé la grande prostitution politique dont les symptômes se sont si nettement manifestés l'année dernière en France, en Italie et en Allemagne ». En Russie où, « depuis quarante à cinquante ans », on ne voit plus d'or et où on ne vit que sur le rouble papier, la dilapidation des deniers publics et la concussion sont, comme on sait, complètement inconnues. M. Talitsky félicite la Russie de la disparition de la circulation métallique; il regrette seulement « qu'on continue à conserver dans les caves de la Banque un fonds métallique appelé faussement fonds d'échange, puisque tout le monde sait que cette désignation est mensongère et qu'on n'y change jamais le rouble crédit ». Ce qui ne l'offusque pas moins, c'est que ces roubles ont conservé l'inscription également mensongère : « A présentation, ce rouble est échangé contre de l'argent. » Cela lui paraît une indigne concession aux préjugés occidentaux. Pour que le rouble papier ait toute sa valeur morale, la légende inscrite sur cette monnaie devrait, au contraire, porter que jamais elle ne sera échangée contre le métal.

D'où vient « la force morale et créatrice » du rouble-

crédit? M. Talitsky la voit dans le fait qu'il peut être émis indéfiniment, selon les besoins de l'État; qu'il est émis, en Russie, par le pouvoir suprême, sans autre contrôle que la confiance du peuple, que cette émission ne dépassera jamais les besoins réels de la circulation métallique du pays. Ainsi compris comme force morale, le rouble papier offre ce premier avantage de rendre inutiles tous les emprunts étrangers, « tous les recours à ces usuriers de Rothschild et de Bleichrœder », auxquels on est obligé de payer des commissions et des intérêts, tandis que l'émission du rouble crédit, n'exigeant aucun service d'intérêt, est infiniment plus fructueuse pour l'État. Selon l'auteur, si, au moment de l'émancipation des paysans, on avait employé pour le rachat les roubles papier au lieu des « certificats de rachat » et des « Billets de Banque » portant intérêt, ni les propriétaires, ni les paysans ne seraient actuellement ruinés et l'État ne serait pas accablé de dettes.

M. Talitsky déteste profondément les créanciers de la Russie; cette haine, qui dépasse de beaucoup l'animosité habituelle du mauvais débiteur contre son créancier, est malheureusement loin d'être particulière à notre publiciste; elle est la manifestation d'un état d'âme plus commun en Russie qu'on ne le pense. M. Witte la partage, comme le prouve le dédain avec lequel il s'exprime toujours sur les « relations financières entre la Russie et la France » (voir ch. II) et sur les financiers français en général. C'est à se demander quelle part la situation de l'Allemagne, en tant que principale créancière de la Russie, avait dans l'antipathie du peuple russe pour ses voisins de l'Ouest, et si, à ce point de vue, les derniers emprunts russes, exclusivement placés en France, ne sont pas appelés à exercer sur les futures relations des deux pays une

influence plus nuisible qu'utile... Ce qui indigne M. Talitsky contre les créanciers étrangers de la Russie, qu'il traite toujours d'usuriers, c'est qu'en dehors de la dépense nécessitée par le paiement du coupon, ce paiement doit être effectué en or, ce qui exige la conservation d'une certaine quantité de ce vil métal et met obstacle à la réalisation complète du système monétaire basé uniquement sur le papier-monnaie. « Nous voulons ignorer cette situation financière, si embrouillée actuellement ; nos dettes — c'est une autre question... (p. 911, ch. XXI). » La solution que M. Talitsky voudrait voir donner à cette question et que M. Witte hâte aussi de tous ses efforts, n'est pas bien difficile à deviner : avec des « usuriers » on n'a pas besoin de se gêner, surtout quand ils s'opposent à la réalisation d'un état de choses aussi idéalement parfait...

Non content d'établir *in abstracto* les bases du système financier de M. Witte, M. Talitsky en signale diverses applications pratiques et en prédit les bienfaits incontestables. Les exemples cités sont choisis parmi les plus beaux exploits de M. Witte et montrent, mieux que ne pourraient le faire tous les raisonnements, l'identité qui existe entre les théories de l'économiste moscovite et les conceptions du ministre des finances actuel.

Après avoir couvert d'anathèmes les usuriers étrangers qui ont prêté à la Russie des milliards pour la construction de ses voies ferrées, M. Talitsky indique comment doivent être exécutés, à l'avenir, les chemins de fer russes, et il prend pour exemple le Transsibérien. Très probe dans ses emprunts, du moins quand il s'agit d'emprunts intellectuels, — M. Talitsky allègue volontiers l'autorité des écrivains russes tels que Kokoref, Schipow, Danilewsky et autres, qui ont

été ses précurseurs dans la création du bienfaisant système. Pour le Transsibérien, il cite un article publié en 1888 par le *Rousskoie Dielo*, organe slavophile de Moscou : « Est-ce que réellement il est indispensable, pour la construction des chemins de fer, de rechercher les capitaux étrangers et de payer 4 p. 100 ou 5 p. 100 à leurs propriétaires?... Supposons que l'État se décide à construire le Transsibérien en dépensant annuellement 50 millions de roubles et qu'il émette à cette fin des billets de crédit... Cette émission n'influencera pas sensiblement le marché monétaire, n'agira pas sur le cours, elle se partagera entre les ouvriers et les industriels (p. 273, ch. X). »

M. Witte, comme nous l'avons vu plus haut, a suivi ce conseil à la lettre, il a même fait mieux : pour économiser les frais d'impression de nouveaux roubles, il a employé du papier-monnaie retiré de la circulation et que la Banque, conformément à l'oukase de 1881, aurait dû détruire depuis de longues années (voir ch. IX).

M. Talitsky s'étend à perte de vue sur les avantages de la combinaison qu'il propose : des roubles papier, ainsi imprimés à l'infini pour la construction du chemin de fer Transsibérien, feraient la fortune des ouvriers, des ingénieurs, des industriels, etc., et, en fin de compte, doteraient l'État de la propriété d'une immense voie ferrée qui deviendrait la source de grands revenus pour le Trésor et permettrait même de réduire les impôts.

Et dire que l'Europe pourrie n'a jamais eu cette idée si simple de se procurer, sans bourse délier, d'inépuisables capitaux pour les travaux publics ! Il est vrai que les « bourgeois parlementaires » ont l'esprit si mal tourné, qu'ils auraient vite refusé d'accepter des assignats en paiement. Selon M. Ta-

litsky, rien de semblable n'est à craindre en Russie; ce ne serait pas la « monnaie latine », mais la « monnaie russe ». « Les Occidentaux s'imaginent qu'on ne peut pas vivre dans un pays pareil (avec le système des assignats), comme on ne peut pas vivre dans un pays où la vie, l'honneur et la propriété ne sont pas garantis (p. 285, ch. VI). » Mais l'exemple de la Russie prouve le contraire. « Nous vivons admirablement bien et avons l'audace de penser que nous ne sentons pas au-dessus de nous cette épée de Damoclès qui pend sur la tête de tout Européen [1]. Les crises et les krachs ne sont pas à redouter dans la Russie autocratique », etc. M. Talitsky oublie qu'il a lui-même tracé un tableau désolant de la situation économique et financière de la Russie : nous en avons cité plus haut quelques traits.

Au cours de son long exposé, pas une fois la pensée ne lui vient, que peut-être cet état désespéré est dû justement à la circulation exagérée du papier-monnaie et nullement à la quantité insuffisante d'assignats.

« *La valeur intrinsèque, la puissance d'achat du rouble papier repose sur le principe moral de la foi absolue et générale dans le pouvoir autocratique un, libre et fort qui seul règle la circulation monétaire* (p. 286). » Comme argument pour démontrer au tsar l'excellence du système des assignats pratiqué par M. Witte, on ne pouvait guère trouver mieux que cette phrase. Mais, comme garantie de la « valeur intrinsèque du rouble papier », la simple possibilité de l'échanger contre l'or serait infiniment préférable au « principe moral ».

Avec cette monnaie « absolue » et « idéale », toute opération faite par l'État est pur bénéfice pour lui,

1. Serait-ce une allusion aux porteurs de fonds russes?

étant donné l'insignifiance des frais d'impression. Aussi M. Talitsky énumère-t-il complaisamment toutes les affaires que le gouvernement pourrait entreprendre grâce à la planche d'assignats établie en permanence : le rachat des chemins de fer, le commerce d'exportation des blés, « l'État russe écrasant toute concurrence sur les marchés extérieurs et fixant lui-même le prix des blés[1]... se faisant marchand d'or », — enfin toutes les opérations auxquelles nous avons vu M. Witte se livrer, on sait avec quel succès (ch. IV, V et VI). Le rachat des chemins de fer n'allait pas tout seul ; ainsi qu'il a été dit plus haut, les actionnaires allemands et hollandais ne témoignaient nulle envie d'échanger leurs titres contre la « monnaie absolue » et « idéale ». M. Witte a eu recours à un stratagème excessivement ingénieux : il leur a racheté leurs actions avec l'or des Français, en accablant ces derniers, toujours confiants, de titres de rentes plus ou moins valables dont l'avenir est facile à prévoir (ch. V).

Mais c'est dans l'organisation de la Banque d'État que M. Witte a suivi aveuglément l'auteur de l'étude dont nous nous occupons : il s'en est inspiré à ce point que dans son Exposé sur le crédit industriel et sur les banknotes garanties par le produit du travail utile, sur l'émission sans limites de roubles papier pour couvrir les dépenses extraordinaires du budget « ainsi que pour procurer à la Banque d'État » des ressources pour les opérations industrielles et commerciales et même sur la nécessité de soustraire les opérations de la nouvelle Banque à un contrôle étranger, on trouve des phrases entières empruntées presque textuellement à M. Talitsky.

1. Cette dernière tâche serait particulièrement aisée à l'État : les acheteurs étrangers, pouvant payer le blé russe en assignats, l'auraient pour rien.

D'après ce dernier, les institutions nécessaires pour faire jouir le peuple russe des bienfaits du nouveau (*sic*) système monétaire doivent se diviser en deux grandes catégories : l'une, le *Trésor autocratique*, correspondra au Trésor actuel de l'État ; l'autre institution, destinée à régler la circulation monétaire, le crédit national et la partie financière des entreprises gouvernementales, s'appellera le *Grand Trésor* ou la Banque de l'État. Cette banque aura des ramifications et des succursales dans toutes les villes grandes et petites, sans en excepter les *communes*, et ces établissements seront en rapports constants avec les succursales du Trésor autocratique. « Dans ces conditions, toutes les banques privées, publiques ou par actions, deviendront des anomalies... par l'impossibilité de faire concurrence au crédit désintéressé de l'État qui se contentera d'un bénéfice minime (p. 916, ch. XXII). » Les capitaux privés, n'ayant plus aucun moyen de travailler, seront ainsi forcés « de devenir dépôts dans la Banque de l'État, qui de la sorte, indépendamment d'inépuisables ressources en papier-monnaie, aura encore à sa disposition les capitaux du pays entier sous forme de dépôts. » (C'est sur ces mêmes ressources, comme nous l'avons vu plus haut, que M. Witte compte pour réaliser le crédit universel et obligatoire à tous les sujets russes.)

M. Talitsky développe alors le tableau séduisant que présentera le nouvel Eldorado, quand la Banque d'État pourra ainsi avancer à tous les travailleurs les sommes dont ils auront besoin. Si un ingénieur fait une découverte utile, ou se propose d'exploiter quelque mine sur les confins de la Russie, au lieu de recourir aux capitaux privés, toujours méfiants et coûteux, il profitera du « crédit imaginaire » de l'État qui lui fournira à bon compte les moyens de

réaliser son invention ou d'exploiter la mine (p. 907). L'invention ou l'exploitation devenues fructueuses, l'État aura créé des richesses et se sera enrichi lui-même. Dans le cas où l'ingénieur se serait trompé sur la valeur de son invention ou le rendement de la mine, l'État n'aurait perdu « que de la monnaie imaginaire », autrement dit, il ne subirait aucune perte. Pas de krach, ni de ruine possible, comme quand on opère avec des capitaux privés : ce système qui est vraiment l'œuf de Christophe-Colomb — le lecteur a déjà vu chapitre VI sur quelle vaste échelle M. Witte l'applique. M. Talitsky lui-même est tellement frappé de la géniale simplicité de sa conception que modestement il s'empresse d'en attribuer la paternité à Rodbertus...

Ce serait donc une erreur de ne voir dans M. Witte qu'un pur aventurier, un financier empirique dilapidant à tort et à travers les deniers publics. Il y a chez lui — comme, du reste, chez beaucoup de déments, — certaines idées dirigeantes, des indices même d'un système qu'il tient encore à demi caché, de peur d'effaroucher prématurément les capitalistes étrangers, ou plutôt les capitalistes français, les seuls demeurés assez ignorants et assez naïfs pour répondre aux fallacieuses invites des faiseurs, avec cet empressement et cette confiance aveugle, dont ils ont donné tant de preuves touchantes dans l'affaire de Panama.

Tout ingénieux et bienfaisant que soit le système monétaire de M. Witte, dont nous venons d'esquisser les principaux linéaments, dans notre siècle d'échanges internationaux et de publicité à outrance, il ne pourrait être appliqué pendant quelques mois sans amener une catastrophe. Le renouvellement des exploits de John Law n'est possible aujourd'hui qu'à une condition essentielle : il faut qu'à tout prix quelque puissante intervention maintienne *à*

l'étranger le cours du rouble assez haut pour qu'à l'intérieur cette « monnaie imaginaire » ne retombe pas à sa valeur réelle, voisine de zéro. Aucun cours forcé ne peut empêcher la dépréciation des assignats dès qu'ils ont perdu la confiance du public. L'exemple de la Convention est concluant dans l'espèce. En Russie même, lors de l'invasion française, les roubles papier tombèrent jusqu'à 15 p. 100 de leur valeur nominale ; après 1815, ce fut en vain que le gouvernement essaya de les relever, tous ses efforts réussirent à peine à les faire accepter pour le quart de leur valeur. Cette situation dura jusqu'au moment où le grand ministre Cancrine eut le courage de faire une banqueroute partielle de 75 p. 100 et de remplacer le rouble *assignat* par le rouble *argent*[1].

M. Witte a très bien compris que, pour la réalisation de son système monétaire, il est absolument nécessaire de maintenir coûte que coûte, et par tous les moyens, le cours du rouble papier. Presque dès son avènement au ministère, il s'est mis à racheter avec persistance toutes les banknotes russes à Berlin et sur d'autres marchés étrangers. Il n'a reculé devant aucune dépense pour soutenir le cours de ses assignats à un taux assez élevé, aux alentours de 218-220 marks, ce qui équivaut à une perte d'environ 30 p. 100 sur le change. Quelque novice dans les questions financières que fût M. Witte, il ne pouvait douter un seul instant que les sacrifices considérables qu'il imposait dans cette intention au Trésor ne parviendraient jamais à relever réellement la valeur intrinsèque du rouble ; à défaut d'entendement théorique, l'expérience des ministres qui l'avaient précédé dans la même voie, lui prouvait qu'elle était une impasse. Si néanmoins il

1. M. Talitsky semble regretter l'époque où le rouble ne valait que 15-20 kopeks au lieu de 100.

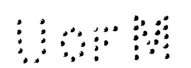
soutient artificiellement le cours du rouble, c'est qu'il y est forcé d'une manière absolue. Après avoir pendant quelque temps essayé d'arrêter la baisse du rouble à l'aide de mesures ridicules, telles que la défense d'exporter les roubles crédit, l'établissement d'un droit d'entrée et de sortie sur les assignats, etc., M. Witte a fini par adopter le moyen efficace, mais ruineux, qui consiste à acheter constamment des roubles papier sur le marché extérieur. De même que depuis deux ans il soutient la hausse des fonds russes en les faisant acheter par un syndicat de banquiers russes et allemands (ce qui lui a permis de placer — clandestinement — en France quelques nouveaux milliards), de même qu'il a tenté de conjurer l'avilissement des produits agricoles en faisant acheter par le Trésor d'énormes quantités de blé sur le marché intérieur (l'opération a coûté à l'État des dizaines de millions de roubles et n'a pas enrayé la baisse du prix des céréales), de même, par l'intermédiaire de ses agents à Berlin et notamment de la maison Mendelsohn, M. Witte achète tous les roubles que le commerce ou la spéculation jette sur le marché (voir ch. III).

Nous avons vu plus haut que dans son entrevue à Abbazia, en septembre dernier, avec un rédacteur du *Berliner Börsen Courrier*, le ministre des finances russes reconnaît que cette position d'acheteur entraîne pour le Trésor de lourds sacrifices, mais qu'il se déclare décidé à la conserver quand même.

On peut sans erreur notable évaluer à de nombreux millions de roubles la perte du Trésor dans cette spéculation Dans l'hiver de 1892-1893, pour acheter des roubles crédit à Berlin, M. Witte a retiré des caves du Crédit Foncier les 200 millions de l'emprunt 3 p. 100 1891 que son prédécesseur avait été obligé de racheter sur le marché de Paris

(voir ch. IX). Les titres de cet emprunt or ont été donnés aux banquiers berlinois en paiement des roubles papier achetés par eux pour le compte du Trésor russe; de leur côté, ces banquiers ont peu à peu écoulé lesdits titres sur la place de Paris; — c'est donc en définitive avec l'or français que M. Witte a, pendant la première année, acheté à Berlin des roubles papier. Cette source épuisée, il a dû naturellement solder ses acquisitions d'assignats en envoyant directement de l'or à Berlin ou en achetant des traites sur Londres, ce qui, en somme, revient au même. La vente mensuelle des roubles crédit sur le marché de Berlin varie entre 12 et 15 millions. Au mois d'octobre dernier elle s'est élevée au-dessus de ce même chiffre, nonobstant les mesures draconiennes par lesquelles M. Witte a voulu empêcher les commerçants russes d'acheter des traites sur Londres pour régler leurs payements à l'étranger. Avec ces données officielles de la Bourse de Berlin il est possible de calculer approximativement ce que le Trésor russe a dû débourser d'or pour soutenir le cours de ses roubles. Rien que pour les opérations du mois d'octobre M. Witte a diminué la réserve métallique du trésor de 30 millions de roubles or (v. p. 67). En outre il a envoyé le 10 novembre 25 millions de marks à la Reichsbank de Königsberg et 800 000 livres sterling à la Banque de Londres, — sans parler de l'or expédié en même temps aux banques privées pour renforcer l'avoir du Trésor russe.

L'incident survenu à la Bourse de Berlin lors de la liquidation de fin octobre a prouvé, mieux que tous les raisonnements théoriques, combien est illusoire et en même temps périlleux ce jeu du ministre des finances. A la moindre crise le Trésor russe perd le bénéfice de lourds sacrifices faits pendant de longues années. Peu s'en est fallu que la mort d'Alexandre III n'ait provoqué

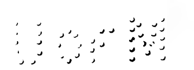


un cataclysme où aurait sombré la fortune de M. Witte. Tout l'édifice artificiel construit et maintenu par lui au prix de tant de sacrifices a manqué de s'écrouler et, s'il est parvenu cette fois encore à conjurer le désastre, l'anxiété mortelle qu'il a laissé entrevoir au bord du gouffre béant, qui s'ouvrait devant lui, a permis aux plus confiants dans son étoile d'en mesurer la profondeur. En exigeant la livraison effective de tous les roubles crédit vendus à terme, M. Witte a, pour un instant, sauvé la situation; — mais quel coup terrible il a porté au commerce extérieur de la Russie, en démontrant aux importateurs russes, qu'il suffit du caprice d'un ministre aux abois pour les empêcher de faire honneur à leur signature, et aux importateurs allemands de produits russes qu'ils ne peuvent jamais compter sur une monnaie stable pour régler leurs achats!...

Même en laissant de côté les incidents inattendus, bruits de guerre, attentats révolutionnaires, etc., qui portent soudain la perturbation dans le monde des affaires; en supposant, que rien ne viendra troubler la marche régulière des choses, il serait insensé de croire à la prolongation indéfinie d'un système basé sur des assignats, dont le cours ne se maintient qu'artificiellement, grâce aux énormes dépenses du Trésor. Tôt ou tard le moment arrivera où le drainage de l'or français, qui alimente ce jeu de bourse à Berlin, cessera forcément, soit que la nation française elle-même comprenne enfin de quelle manière indigne on exploite sa générosité et son patriotisme, au profit d'écumeurs de bourse et pour la ruine d'un pays ami, soit que le gouvernement de la République finisse par se rendre compte de l'effrayante responsabilité qu'il encourt, en assistant avec indifférence aux manœuvres audacieuses dirigées contre l'épargne française...

Pour résumer le système et les agissements de M. Witte, nous n'avons qu'à reproduire ci-dessous son portrait dessiné de main de maître par un économiste français.

« Les prédécesseurs de *M Witte*, s'ils avaient vécu d'emprunts, ne l'avaient fait qu'à leur corps défendant. C'étaient des emprunteurs modestes, timorés. Novices dans l'art de dévorer l'avenir, ils manquaient absolument d'envergure. Avec *M. Witte* le système de l'emprunt à jet continu prit des proportions et s'éleva à une hauteur qui, en comparaison des limites où s'étaient maintenus ses devanciers, suggère une impression analogue à celle que produirait la tour Eiffel mise en regard des monuments classiques du vieux Paris. A cette politique de dévastation financière répondait une politique parallèle de grandes dépenses, instituée avec ostentation dans tous les départements ministériels. C'était cette prodigalité effrénée qui, en faisant croire à des ressources inépuisables, alimentait la confiance nécessaire au succès des emprunts. Il est vrai de dire que l'extraordinaire maëstria avec laquelle *M. Witte* avait organisé sur toute la ligne son système de trompe-l'œil touchait au génie. C'était comme un gigantesque échafaudage d'illusions et d'apparences, au sommet duquel il trônait avec le grand air et le sourire d'un faux dieu. Il trouvait de l'argent pour tout et pour tout le monde : pour les canaux, les chemins, les desséchements et aussi pour les fantaisies du souverain, pour les libéralités aux princes du sang et aux courtisans influents, pour les secours aux gens de lettres, pour les financiers dont le concours, base essentielle de l'édifice, était princièrement rémunéré, et pour les publicistes qui, dans des brochures inspirées par le ministre, le défendaient contre ses adversaires. En livrant l'État en pâture à tous les appétits, *M. Witte*



avait réussi à créer une atmosphère de satisfaction universelle. Tout le monde était content et il semblait qu'on respirât dans ce beau pays de *Russie* le parfum de la félicité publique... Mais ce qui frappe le plus dans cette figure c'est l'air moderne... C'est lui qui a le premier formulé la théorie des grandes dépenses productives. « Les dépenses d'amélioration, écrivait-il dans le préambule d'un édit portant création de rentes (*décembre 1892*), sont des sources de richesses... » Alors qu'il creusait à grandes tranchées le gouffre du déficit, il leurrait les capitalistes par la fiction d'un amortissement illusoire et l'annonce de dégrèvements... à venir. Avant de lancer les emprunts qu'il multipliait en pleine paix, il amorçait les rentiers par des exposés dont l'ampleur doctrinale caressait les goûts philosophiques du jour. Il a usé et abusé de la réclame d'État... Il y a aussi du « jacobin » dans *M. Witte*. Accusé d'avoir fait absorber au public plus de *sept* cents millions de rentes au delà du chiffre légal... il invoque, pour se justifier, cette raison superbe que, « en administration, tout ce qui est nécessaire est juste ». Un pareil mot n'eût pas été déplacé dans la bouche d'un proconsul de 1793. *M. Witte* a, d'ailleurs, plus d'un trait commun avec les hommes de la Révolution. Il leur ressemble par le tempérament autoritaire et casse-cou, par le besoin de réaliser sur l'heure ses conceptions, par l'illusion que le gouvernement se fait à brûle-pourpoint, que l'administration s'improvise. Après avoir en trois ans emprunté *trois milliards*, il se voit à bout de jeu, avec le Trésor vide... »

Voilà ce qu'est et voilà ce que fait M. Witte. Les conséquences de sa gestion financière pour la Russie et, par ricochet, pour la France, on les pronostiquera aisément quand nous aurons ajouté que ce portrait a été tracé par M. Gomel dans son beau livre sur les *Causes*



financières de la Révolution de 1789: c'est celui de *Calonne!* Dans ce portrait nous n'avons fait que remplacer le nom de *Calonne* par celui de ***Witte* et la** *France* par la *Russie*...

Deux ans avant la publication de cet ouvrage, j'écrivais dans la lettre qui accompagnait l'envoi à Alexandre III de mon mémoire sur la gestion financière de M. Wyschnegradski: « Ils (les ennemis de l'autocratie) ont étudié à fond l'histoire de la Révolution française; ils savent parfaitement quel rôle décisif la ruine économique de la France et les folies financières des derniers ministres de la royauté ont joué dans l'écroulement de la monarchie française. Et ils cherchent à créer en Russie une situation analogue. » Si M. Wyschnegradski a repris le rôle de Necker, M. Witte aspire à être le Calonne de la Russie autocratique...

Rien n'est plus légitime, plus louable que le désir de créer une science nationale, — comme rien n'est plus funeste que le mépris hautain de la science acquise des autres peuples.

Dieu veuille que M. Witte disparaisse du ministère des finances de Russie avant que les résultats de son système monétaire autochtone n'aient amené des catastrophes irréparables. La France a engagé un peu à la légère une grande partie de son épargne dans les valeurs russes: elle doit faire tous ses efforts pour amener la chute du nouveau Calonne qui pourrait bien devenir aussi funeste à la République française que le fut son modèle au royaume de Louis XVI...

CHAPITRE VIII

AVEUX DE M. WITTE. — OUKASE DU 9 DÉCEMBRE. — JEUX D'ÉCRITURES INGÉNIEUX. — RÉPONSE DE M. WITTE A MES CRITIQUES.

M. Witte vient d'entrer dans la voie des aveux. Par un oukase du 9/21 décembre, il a reconnu : 1° que depuis de longues années les bilans de la Banque d'État étaient faussés, que son actif était en réalité de 173,5 millions de roubles au-dessous du passif ; 2° que le Contrôle de l'Empire est purement fictif et n'empêche aucun abus ; 3° que les billets de banque avec lesquels, lui, M. Witte, dans son « Exposé du budget de 1893 », proposait de construire le chemin de fer Transsibérien, n'avaient pas de valeur légale.

En un mot, M. Witte vient de reconnaître officiellement le bien fondé de deux accusations parmi les plus graves que nous avons dirigées contre sa gestion financière ainsi que contre celle de son prédécesseur. Personnellement, nous n'avions pas besoin de cet aveu public pour être fixé : toutes nos accusations, sans exception, étaient, comme on l'a vu, étayées sur des documents officiels signés en majeure partie par M. Witte lui-même ; pour le reste, par le contrôleur de l'Empire. Bien que tardifs, les aveux ne laissent

pourtant pas de nous être précieux. Ils sont le résultat direct du pénible travail que nous avons entrepris pour démasquer les funestes et criminelles pratiques par lesquelles le ministre trompe son souverain et abuse de la confiance de la Russie et de la France ; en effet, l'oukase du 9/21 décembre a été directement provoqué par l'*annonce de l'apparition prochaine du présent ouvrage.* M. Witte est presque aussi bien informé de mes faits et gestes que moi des siens ; depuis la fin de novembre il savait que je me préparais à réunir en volume les deux mémoires confidentiels présentés à Alexandre III sur sa gestion financière et sur celle de M. Wyschnegradski[1], et il a voulu parer le coup en écartant, ou plutôt en faisant semblant d'écarter deux importants chefs d'accusation contenus dans ces Mémoires, de même que déjà, sous l'empire d'une préoccupation analogue, il avait avancé de plusieurs jours l'émission de l'emprunt 3 1/2 p. 100.

Pour qu'on saisisse bien la portée des aveux de M. Witte, je dois reproduire ici les pages qui, dans le mémoire « Bilan de la gestion financière de M. Wyschnegradski », ont trait à ses faux bilans budgétaires.

« Mais l'opération la plus étrange qui ait été faite par le ministre des finances en 1887, c'est l'émission de 36 millions de roubles de rente perpétuelle or, destinés à être versés à la Banque, afin de réduire la dette résultant, pour la Trésorerie, des 50 millions de papier-monnaie émis par la Banque d'État pendant la guerre d'Orient.

« Le paiement de la dette contractée envers la

1. Le mémoire consacré à M. Wyschnegradski devait terminer cet ouvrage ; ce n'est que le 28 décembre que je l'ai retiré de l'imprimerie, trouvant peu généreux de frapper un homme à terre. Pour le moment, du moins, je me contenterai de rompre la garde sévère dont j'entourais depuis plus de deux ans les 200 exemplaires de l'*édition russe* de ce mémoire.

Banque avait été réglé de la sorte par un oukase impérial du 8 juin 1884.

« L'idée qui guidait le ministre des Finances d'alors, très respectable en elle-même, n'était pas particulièrement heureuse.

« Quelque désirable en soi que fût la réduction du chiffre des assignats, il était, non pas seulement inutile, mais désavantageux au plus haut degré de réduire une dette ne portant pas d'intérêt, au moyen d'une dette qui en produisait.

« Un excédent de roubles papier, en circulant dans l'intérieur du pays, ne laisse pas d'avoir son utilité ; il accroît le nombre des signes monétaires et facilite les transactions commerciales.

« Les remplacer par une dette métallique 5 p. 100 qui grevait le Trésor, cela ne pouvait, en outre, que rendre plus mauvais le cours du rouble papier au lieu de l'améliorer.

« Toutefois, dans la forme indiquée par l'oukase du 8 juin 1884, l'émission de l'emprunt métallique 5 p. 100 procédait, au moins, d'une bonne intention.

« Mais l'émission, en 1887, d'une rente perpétuelle 5 p. 100, *dont on ne payait même pas les intérêts*, est plus qu'une absurdité, c'est tout bonnement une fraude, dont on est soi-même la dupe. Une rente perpétuelle est une dette, dont le capital n'est pas remboursable, mais dont la valeur est fixée par le revenu qu'elle rapporte ; du moment que les intérêts n'en sont pas payés, cette rente cesse d'exister et la valeur d'un pareil titre égale 0.

« Dès l'année 1885, le Trésor ne put, vu le déficit, payer les intérêts de cette rente dont la valeur dut, dès lors, être cotée 0 dans l'actif de la Banque.

« Mais émettre en 1887 une rente semblable, la donner en paiement d'une dette, après avoir déclaré

d'avance qu'on n'en payerait pas les intérêts, c'est vouloir simplement créer une balance fictive et des budgets fictifs.

« Ce serait le devoir du Contrôle de l'Empire de ne pas admettre de pareilles fictions, autrement ce Contrôle devient lui-même aussi fictif que la rente perpétuelle qui ne donne pas de revenu. Bien plus, en 1888, on remet à la Banque d'État pour 36 millions de rente perpétuelle 5 p. 100 or, ne rapportant aucun revenu et n'ayant aucune valeur.

« Le Mémoire explicatif du Contrôle de l'Empire (p. 58), non seulement signale le fait sans le blâmer, mais dit que ces papiers ont été joints « aux titres de rente (!) appartenant à la Banque », pour un chiffre de 50 millions de roubles papier.

« *Par ce remboursement a été pleinement éteinte, dans l'exercice dont il est rendu compte, la dette contractée par la Trésorerie de l'État pour l'émission de papier-monnaie sus-indiquée.*

« En réalité cette attribution à la Banque d'une fausse rente de 50 millions n'a éteint aucune dette et a seulement permis de créer un bilan fictif. » (Bilan de la gestion financière de M. Wyschnegradski, etc. Paris, 1892, pp. 6 et 7.) Cela dit, voici comment s'établissait officiellement ce faux bilan ; pour bien faire comprendre l'oukase du 21 décembre, nous reproduisons ici comme exemple une partie d'un bilan choisi parmi ceux de l'année 1894, celui du 14 avril.

1. *Compte du fonds d'échange et des billets de crédit.*

Actif.

1° Encaisse métallique :		
En or au prix nominal	210 379 349 roubles	211 505 031 r.
En argent au prix nominal . .	1 125 682 —	
2° Dette du Trésor ne portant pas intérêt pour les billets de crédit.		568 513 455
Or au prix nominal qui sert de garantie à l'émission temporaire des billets de crédit (oukase du 28 juillet 1891).		150 000 000
Total.		930 018 487

Passif.

1° Billets de crédit en circulation		780 018 487
2° Billets de crédit émis temporairement (oukase du 28 juillet 1891)		150 000 000
Total		930 018 487

2. *Compte des opérations commerciales.*

Actif.

1° Caisse :		
a. Billets de crédit	90 827 237	120 343 667
b. Or et argent	28 754 310	
c. Menue monnaie	762 120	
2° Agio sur l'or déposé à la Banque conformément à l'oukase du 28 juillet 1891		58 704 817
3° Fonds d'État appartenant à la Banque		196 977 802
4° Le capital des succursales de la Banque		13 400 000

Passif.

1° Capital de fondation	25 000 000
2° Capital de réserve	3 000 000
3° Billets de crédit de l'émission temporaire (oukase du 1er janvier 1881)	266 263 146

On voit que la Banque possède deux comptes tout à fait séparés, l'un pour les fonds métalliques et l'émission des billets de crédit; l'autre pour les opérations commerciales. Les fonds d'État appartenant à la Banque (art. 3) sont en grande partie — pour la somme de 173,5 millions — composés de cette fameuse rente perpétuelle or 5 p. 100, dont nous venons d'établir la valeur nulle.

Voici comment M. Witte modifie la comptabilité de la Banque par l'oukase du 9/21 décembre. Il transporte les 266 263 146 roubles du passif de la Banque du compte des opérations au compte de l'émission des billets de crédit. Autrement dit, il augmente le nombre des billets de crédit formant la circulation monétaire *fixe* de la Russie de 266 263 146 émis *temporairement*, en 1887, pour remédier aux nécessités de la circulation. La quantité fixe des billets de crédit sera donc dorénavant de 1 046 287 633 roubles; en y ajoutant les 75 millions de roubles [1] de l'émission temporaire du

1. Des 150 millions de roubles de cette émission, 75 ont été

28 juillet 1891, on obtient la somme de 1 121 281 633 roubles...

Par ce transport de 266,5 millions d'un compte à l'autre, le passif de la Banque diminue de cette somme; par contre la dette du Trésor pour les billets de crédit se trouve augmentée d'autant : elle est donc portée de 568,5 millions à 835 millions.

De l'actif de la Banque M. Witte retire de l'or pour la somme de 92,7 millions de roubles, c'est-à-dire, au cours du jour, 65,4 millions de roubles pour grossir le fonds d'échange, — ainsi appelé parce qu'il ne sert pas à échanger les roubles crédit, — qui de 210 379 349 est ainsi porté à 275 millions or.

Le passif de la Banque se trouve donc en réalité allégé de la somme de 173,5 millions de roubles crédit. Si les bilans de la Banque avaient été exacts, cet allégement devait rendre disponible une somme égale à l'actif de la Banque. La grave mesure prise par M. Witte d'augmenter de 266 millions le nombre fixe des billets de crédit, aurait pu s'expliquer par la nécessité d'accroître les disponibilités de la Banque en vue des nouvelles charges que lui impose sa réorganisation, notamment par la création du crédit industriel. Malheureusement, les bilans de la Banque étaient faux, comme nous venons de le voir par l'extrait du mémoire consacré à M. Wyschnegradski. M. Witte vient d'en faire l'aveu officiellement en déclarant que de 198,3 millions de titres d'État il détruit 173,5 millions *non réalisés*, c'est-à-dire non réalisables.

On comprend que le ministre qui vient de contracter,

détruits, officiellement du moins. Par l'exemple des 92,7 millions qui étaient déjà détruits officiellement le 1er janvier 1881 et que M. Witte, le 1er janvier 1893, proposait d'affecter à la construction du Transsibérien, on voit que la destruction officielle n'empêche pas les roubles crédit de renaître de leurs cendres et d'être remis en circulation.

le 12 décembre, un emprunt de 100 millions de roubles or, n'aurait pas, d'un cœur léger, détruit des fonds d'État pour 173,5 millions de roubles, s'ils avaient une valeur quelconque. Donc, de tout cet ingénieux « transport de chiffres de droite à gauche et de gauche à droite » qui, selon M. Witte, fait le fond de la science financière (voir ch. IX), il résulte qu'il ne s'agissait que d'enterrer dans la comptabilité de la Banque un cadavre qui, mis en lumière le jour où j'aurais publié l'histoire véridique de la *rente perpétuelle ne donnant pas de revenu*, eût vraiment répandu des odeurs trop nauséabondes. Le fait est que ces titres pour 173,5 millions sont exclusivement ceux de la fameuse rente 5 p. 100 or!

Le moyen choisi par M. Witte pour introduire un peu de clarté dans la comptabilité de la Banque était-il le meilleur? Était-il prudent d'augmenter d'une manière si considérable la quantité fixe de roubles crédit en circulation? De la part du ministre des finances était-il vraiment habile de confesser publiquement que, jusqu'à présent, la Banque comptait dans son actif des fonds sans valeur [1] pour la somme énorme de 173,5 millions et une somme équivalente à 92,7 millions de roubles crédit, qui ne lui appartenait pas légalement, ce qui revenait à déclarer que, depuis de longues années, elle était en état de banqueroute? Cet assainissement officiel de la Banque de l'État ne présente-t-il pas trop d'analogie avec le spectacle peu édifiant, que viennent de nous offrir en Italie la Banque nationale et la Banque romaine ? L'aveu que de telles irrégularités ont pu s'accomplir pendant tant

1. Si je ne me trompe, on appelle à Paris « la Bourse des pieds crottés » l'endroit où les commerçants, à la veille de faire une faillite frauduleuse, achètent des titres sans valeur pour créer des bilans fictifs.

d'années, malgré le contrôle existant, n'est-il pas fait pour inspirer de très légitimes inquiétudes sur la nature du bilan de la Banque d'État réorganisée où tout contrôle est aboli? Ces fonds pour 173,5 millions de roubles étaient-ils les seules non-valeurs comprises dans l'actif de la Banque et ne faudrait-il pas, pour compléter l'assainissement, enlever quelques dizaines de millions dans le compte : « Avances faites aux particuliers » qui augmente depuis quelques mois d'une manière inquiétante? Les 1121 millions représentent-ils réellement la somme *fixe définitive* des billets de crédit en circulation? Était-il généreux de la part de M. Witte de distribuer publiquement des camouflets à son ami M. Filipof, le contrôleur de l'Empire, et à son adjoint, M. Iwastschenkof, en déclarant *coram populo* que ces hauts fonctionnaires trompaient le tsar et le Conseil de l'Empire quand dans leurs rapports sur les budgets de 1887 et 1888 ils écrivaient des phrases comme celle-ci : « Par ce remboursement a été pleinement éteinte, dans l'exercice dont il est rendu compte, la dette contractée par la Trésorerie de l'État pour l'émission de papier-monnaie sus-indiquée »? (Voir p. 178.)

Toutes ces questions s'imposent forcément; mais satisfait de l'éclatant hommage rendu par M. Witte à la justesse de nos critiques, ne le chicanons pas et feignons même d'ajouter foi à son assertion que « cette fois le règlement de la dette de la trésorerie est définitivement clos ».

Cette justification de notre ouvrage n'est pas la seule qui se rencontre dans l'oukase du 9 décembre. En train d'enterrer des cadavres, M. Witte essaie d'en inhumer encore un que nous avions mis à découvert le 1er mars 1893 [1] et qui lui appartient en propre.

1. Voir ch. IX

Nous avons vu plus haut qu'après avoir accru de 266,5 millions le chiffre des billets de crédit en circulation, M. Witte, pour renforcer le fonds métallique d'échange, avait retiré de la caisse commerciale 65,4 millions de roubles or, égale à 92,7 r. cr. Pourquoi ce chiffre fatidique de 92,7 millions ? Il ne répond nullement au *quantum* exigé pour rétablir la proportion entre la couverture d'or et la somme des billets de crédit en circulation. En effet, 211 millions de roubles or pour 780 millions de roubles papier représentent une couverture plus considérable que 276 millions or pour 1 046 millions de roubles crédit. Si M. Witte a choisi le chiffre de 92,7, c'est uniquement pour se disculper d'un autre grief à lui reproché, — celui d'avoir annoncé, dans son rapport sur le budget, l'intention de construire le Transsibérien à l'aide de 92,7 millions de roubles crédit d'une provenance illégale. (Voir le chap. suivant.)

On a tant fait pour obscurcir l'origine de ces 92, 7 millions de roubles qu'il est indispensable d'en donner un exposé complet. Pendant la guerre russo-turque le Trésor avait fait émettre par la Banque 417 millions de roubles papier, il avait donc contracté envers cet établissement une dette d'égale somme.

Pour l'éteindre, la Trésorerie versa à la Banque 243,5 millions en roubles crédit; aux termes de l'oukase du 1er janvier 1881, la Banque *devait* les annuler. La dette du Trésor n'était donc plus que de 173,5 millions de roubles et, conformément à l'oukase du 8 juin 1884, elle *devait* être éteinte en 1888 par le paiement annuel de la rente perpétuelle or, dont nous avons parlé plus haut. La Banque aurait dû par conséquent détruire le reste des roubles crédit pour 173,5 millions, en 1888. Comment se fait-il que dans le passif de la Banque aient continué à figurer, jusqu'au

9/21 décembre 1894, 266,5 millions de roubles-crédit? C'est tout simplement qu'en 1886, la Banque a *oublié* de détruire 92,7 millions de roubles, sur les 243,5 millions de roubles reçus, elle n'a brûlé que 87 millions; elle a été autorisée par l'oukase du 10 juillet 1887 à verser 63,7 dans le fonds fixe des billets de crédit et elle a illégalement mis le reste en circulation. Quant aux 173,5 millions remboursés sous forme de rente perpétuelle, de 1884 à 1888, estimant sans doute cette rente à sa juste valeur, elle a de nouveau omis de les brûler. C'est M. Witte qui, dans son projet de budget pour 1893 et par l'oukase du 10 décembre 1892, a révélé au monde cette omission en déclarant qu'il entreprendrait la construction du Transsibérien à l'aide de ces 92,7 millions de roubles. « Il oublie même qu'étant mis en circulation depuis de longues années. ils sont également perdus pour le Trésor et pour la Banque », disions-nous il y a deux ans. (*Nouvelle Revue*, 1er mars 1893, voir aussi ch. IX.)

Pour régulariser cette situation, ou plutôt pour répondre à la juste critique par nous émise, M. Witte vient de déclarer, par l'oukase du 9/21 décembre 1894, qu'il ne s'est nullement servi de ces 92,7 millions de roubles pour la construction du Transsibérien, comme il en avait manifesté l'intention : les excédents budgétaires lui ayant fourni des ressources suffisantes sans qu'il ait eu besoin de recourir à des billets de crédit d'une légalité douteuse. Cela lui permet, maintenant qu'il vient d'éteindre *définitivement* (pour la troisième fois depuis 1881) le passif de la Banque, au moyen du jeu d'écritures expliqué plus haut, — d'enlever à la caisse commerciale de la Banque 65,4 millions de roubles en or et de les transférer au fonds d'échange.

L'intention est louable, mais les explications excessivement défectueuses. Le lecteur sait qu'au lieu de

présenter des excédents, les budgets de M. Witte se sont soldés par des déficits dépassant de beaucoup le chiffre de 600 millions de francs. Loin de pouvoir exécuter le Transsibérien, à l'aide de prétendus bonis, il a été obligé en trois ans d'emprunter 3 600 millions de francs. Le nouvel enlèvement de 92,7 millions de roubles à la caisse métallique de la Banque nous explique enfin pourquoi, entre le 8 et le 16 mars 1893, M. Witte a clandestinement soustrait à la même caisse 100 millions de roubles (voir le P. S. du ch. I); c'était pour rentrer dans les 92,7 millions de roubles destinés à l'exécution du Transsibérien. Si donc la Banque d'État a eu le grave tort de remettre en circulation les 92,7 millions de roubles crédit qu'elle devait détruire, elle a cruellement expié sa faute : M. Witte lui a fait payer plus de deux fois cette somme, d'abord en mars 1893, puis en décembre 1894...

La conclusion à tirer de toutes ces illégalités, de toutes ces émissions clandestines, de tous ces honteux tripatouillages de bilans est celle-ci : Si de pareilles *incorrections*, — pour nous exprimer poliment, — se produisent dans les bilans de la Banque d'État publiés tous les huit jours et si faciles à contrôler, quelle confiance peut-on avoir dans les bilans budgétaires de M. Witte qui ne sont soumis à aucun contrôle et laissent le champ le plus vaste à l'arbitraire et à la fantaisie ?

Comment la presse russe a-t-elle accueilli ces pénibles aveux de M. Witte ? Contentons-nous d'enregistrer l'opinion du *Nouveau Temps* qui est le plus répandu des journaux russes et qui continue à soutenir le ministre des finances actuel. Dans son numéro du 12/24 décembre, l'organe de M. Souvorine consacre un article spécial : « Vieux comptes », à l'oukase du 9/21 décembre. L'auteur reconnaît qu'on a

mis fin par cet oukase à une situation illégale qui durait depuis 1881. Les titres de rente 5 p. 100 qu'on venait de détruire pour la somme de 173,5 millions n'étaient, selon lui, que de « la maculature ». La Banque, en remettant en circulation pour 92,7 millions de roubles papier que l'État lui avait remboursés, a agi « contrairement aux oukases impériaux ». Tous les changements d'écriture édictés par l'oukase du 9/21 décembre ne modifient pas ce fait attristant que des 417 millions de roubles émis provisoirement pendant la guerre russo-turque, 87 millions seulement ont été détruits ; le reste, 330 millions, a été ajouté au fonds fixe de la circulation de papier ; « ce ne sont plus 65,4 millions de roubles or, mais 270 millions qu'il aurait fallu ajouter à l'encaisse or pour que la situation devînt normale ». En somme, conclut mélancoliquement le *Nouveau Temps*, les oukases de 1881 et de 1884 sont restés lettre morte. Tout en reproduisant avec plaisir ces justes observations, je dois poser une question à M. Souvorine : puisqu'il reconnaît la justesse de mes critiques contre la gestion financière de M. Witte et de son prédécesseur, pourquoi m'a-t-il si vivement attaqué dans le courant de l'année 1893 à propos de ma campagne contre M. Witte dans la *Nouvelle Revue*? Dernièrement encore, à l'occasion de mon interview publiée par le *Soir*, M. Souvorine m'a violemment pris à partie pour le même motif, sans d'ailleurs essayer la moindre réfutation de mes paroles. Quand, dans l'automne de 1892, il prit chez moi connaissance de mon Mémoire « *le Bilan de la gestion financière de M. Wyschnegradski* », il en interrompait presque à chaque page la lecture par des éloges enthousiastes que la modestie m'empêchèrent de reproduire. Dans cette circonstance, le directeur du *Nouveau Temps* me fit sur les agissements de MM. Wys-

chnegradski et Witte des communications d'une gravité telle que je n'oserai jamais les livrer à la publicité ; il termina l'entretien en annonçant son intention de revenir bientôt à Paris pour fonder un journal russe destiné à combattre la funeste politique des « concussionnaires » et des « voleurs » qui ruinent la Russie. Pourquoi, deux mois après, a-t-il entamé contre moi une campagne d'injures personnelles, en défendant avec acharnement ces mêmes « concussionnaires » et « voleurs » ? Pourquoi tous les cinq ou six mois réédite-t-il contre moi le même article aussi dénué d'esprit que d'arguments? Tout simplement parce que ses vieux instincts de vénalité reprennent le dessus aussitôt qu'il respire l'atmosphère particulière de Pétersbourg.

Un vœu pour terminer. La comptabilité des banques est assujettie aux règles usuelles et ne doit s'inspirer que de la simple probité. Ne vaudrait-il pas mieux ne pas faire intervenir les oukases impériaux pour couvrir des agissements honteux et des jeux d'écriture criminels ? L'autorité suprême ne devrait pas être compromise dans ces affaires de comptabilité, que le souverain ne peut ni contrôler ni juger...

P.-S. Décidément M. Witte n'est pas heureux dans ses accès de franchise. Son projet de budget pour 1895, annoncé avec grand fracas en Europe, reconnaît un déficit probable de 69 millions de roubles :

Recettes ordinaires.	1142.9 millions de roubles.
Recettes extraordinaires . .	2 millions.
	1144.9 millions.
Dépenses ordinaires	1120 millions.
Dépenses extraordinaires. .	94 —
	1214 —

Tout fier d'annoncer 1 144 millions de recettes pour l'année 1895, M. Witte n'a pas prévu la réflexion très simple que feront les éplucheurs de son budget : quand il prévoyait des excédents budgétaires s'élevant à des centaines de millions de roubles, ses budgets se clôturaient en réalité par des déficits de pareilles sommes. Quel sera donc le déficit réel pour 1895, si M. Witte avoue qu'il dépassera 69 millions de roubles? La réponse est aisée à faire : il suffit d'examiner plusieurs chiffres de ces prévisions budgétaires pour être fixé à ce sujet.

Pour 1895, M. Witte prévoit que le rendement des contributions indirectes sera de 520,59 millions de roubles au lieu de 481,5, chiffre de l'exercice précédent. Les recettes douanières, comprises dans les prévisions de 1894 pour 134,9 millions, n'ont donné en réalité que 129,6. Ce mécompte n'empêche pas M. Witte de les évaluer pour l'année 1895 à 148 millions! Il escompte, à la vérité, la plus-value du rendement du droit d'entrée sur le coton : les hommes compétents l'ont pourtant averti que, la surélévation de ce droit équivalant à une prohibition, il devait s'attendre de ce côté à une forte diminution du produit des douanes. M. Witte espère également que les recettes des chemins de fer de l'État s'élèveront de 159,9 millions en 1894 à 247,7 millions en 1895. Les lecteurs qui ont examiné dans notre chapitre V les conditions du rachat des chemins de fer ne douteront pas que le Trésor ne doive s'estimer heureux si en 1895 il encaisse une somme égale à celle de l'année précédente. Sur l'alcool le ministre espère un accroissement de recettes d'environ 10 millions de roubles : 278 millions au lieu de 268. Ce calcul a quelque chance de se trouver juste, étant donné que l'ivrognerie des paysans augmente constamment en raison directe de

leur détresse. Mais, lorsque M. Witte a établi dans quatre gouvernements le monopole de l'État pour la vente de l'alcool, une des raisons invoquées par lui à l'appui de cette mesure était l'espoir qu'elle aurait pour effet de diminuer l'ivrognerie : comment concilier ici la prévision du financier avec celle du moraliste ? Et quand il invite ses subordonnés à prêter leur plus dévoué concours aux sociétés de tempérance dans leur lutte « contre le fléau qui ruine le paysan », ne craint-il pas de mettre ces fonctionnaires dans un cruel embarras, obligés qu'ils seront à la fois d'encourager l'ivrognerie, afin de justifier les plus-values que leur ministre annonce, et de seconder les apôtres de la tempérance pour obéir aux circulaires philanthropiques du même ministre?

Autre contradiction. Il y a un mois à peine, le département des contributions au ministère des Finances a adressé à ses agents de province un questionnaire sur les causes de difficultés que rencontre le recouvrement des impôts dus par les paysans. La presse russe discute encore à perte de vue sur la misère des moujiks qui ne leur permet pas de s'acquitter envers l'État, et pendant ce temps M. Witte prévoit dans son budget pour 1895 87,7 millions de roubles sur le chapitre du rachat des paysans au lieu de 82 millions en 1894 !

Les mines de l'État doivent rendre en 1895 le double de ce qu'elles ont donné en 1894, soit 20 millions au lieu de 10.

Si sur ces cinq chapitres seulement on ramène les extravagantes prévisions de M. Witte à des chiffres raisonnables, et si l'on admet que les rentrées de 1895 ne seront pas inférieures à celles de l'année 1894 (conjecture déjà bien optimiste, eu égard surtout à la récolte médiocre que le ministère de l'Agriculture prévoit

pour l'année courante), on obtient pour les recettes ordinaires de 1895 la somme de 1 142—132=1 010 millions de roubles. Le déficit certain sera donc au moins de 201 millions de roubles (132 + 69).

Il n'est pas sans intérêt d'enregistrer quelques indications sur le chapitre des dépenses. Avant tout, notons que la somme absorbée par le service du coupon s'élève de 264 millions de roubles en 1894 à 277 millions en 1895, preuve indéniable que les fameuses conversions de M. Witte n'ont fait qu'accroître les annuités dues par le Trésor sur les emprunts (voir ch. IV).

Les autres dépenses du ministère des Finances montent de 123,8 millions en 1894 à 144,3 millions en 1895. Pour caractériser cette augmentation, constatons avant tout que le quart de ces dépenses passe en pensions et secours aux fonctionnaires, à leurs veuves, etc. Les frais de loyers et autres dépenses intérieures du ministère de M. Witte, qui étaient de 6,4 millions en 1894, s'élèvent en 1895 à 33,8 millions de roubles.

Par contre, le budget du ministère de la Guerre subit une diminution de 5 millions de roubles ; le crédit affecté au renouvellement de l'armement est réduit de 10 millions (24 millions de roubles en 1895 au lieu de 34 millions en 1894).

Tout commentaire serait superflu. Prévoyant l'effet déplorable que produirait son budget pour 1895, M. Witte s'est empressé d'annoncer à l'Europe que les chiffres publiés ne se rapportaient qu'à l'avant-projet du budget et que dans le projet définitif il les modifierait encore. Nous ne doutions pas que, par les moyens ordinaires de sa comptabilité, M. Witte n'essaie d'atténuer la mauvaise impression laissée par

son premier projet; — mais cela ne trompera personne...

En effet, le *Messager du Gouvernement* du 1/13 janvier nous avait apporté le projet définitif du budget pour 1895. M. Witte a tenu parole : le déficit de 69,42 millions de roubles qu'il se proposait, dans son avant-projet, de couvrir par la disponibilité du Trésor, disparaît, dans le projet définitif, grâce à un simple jeu d'écritures aussi génial qu'inattendu. Les 69,42 millions de roubles sont portés à la rubrique des *Revenus ordinaires* comme « recette provenant des disponibilités dans les caisses de l'Empire » ! Ce n'est pas plus difficile que cela ! Ce qui rehausse encore le mérite de la combinaison, c'est que ces disponibilités proviennent des emprunts faits en 1894 et portés alors comme *recette extraordinaire !*

On comprend que le *Journal des Débats* du 14 janvier (édition rose), en publiant ce projet définitif du budget « se terminant en équilibre (*sic*) », consacre plusieurs colonnes à la glorification de M. Witte : « Quel homme ! quel génie ! Il n'y a que lui, il n'y a que lui ! » « Unique dans son genre » comme son dernier emprunt, aurait pu ajouter l'apologiste. Le *Journal des Débats*, en bon chrétien, ne veut pas voir la poutre dans le budget russe, lui qui d'habitude voit si bien la paille dans le budget français...

CHAPITRE IX

MA PREMIÈRE CAMPAGNE CONTRE M. WITTE EN 1892-1893[1]

La disette de l'année 1891, l'épidémie de 1892 et la médiocrité de la dernière récolte dans plusieurs districts ont, comme de juste, attiré sur les questions économiques l'attention toute particulière du gouvernement et de l'opinion. Dans les hautes sphères cette préoccupation s'est traduite par l'établissement de nombreuses commissions chargées d'élaborer les réformes les plus urgentes. De son côté, la presse publie quantité d'articles sur les problèmes économiques que soulève la décadence si tristement constatée de la prospérité rurale en Russie.

A en juger par les buts spéciaux qui ont motivé la création des diverses commissions, on ne pourrait que féliciter le gouvernement du discernement dont il a fait preuve dans le choix des questions les plus brûlantes. Les deux plus importantes sans contredit

1. Ce chapitre contient des extraits de plusieurs articles publiés du 15 décembre 1892 au 1er mars 1893 dans la *Nouvelle Revue* sous le titre « Choses russes »; nous les reproduisons ici parce qu'ils montrent ce qu'ont été les débuts de M. Witte au ministère de finances et combien étaient fondés nos jugements et nos pessimistes conclusions.

sont celle qui, sous la présidence de M. Ostrowski, ministre des domaines, est appelée à examiner la nécessité d'un ministère de l'Agriculture, et la commission présidée par M. Solski, ancien chef du Contrôle de l'Empire, qui doit trouver les voies et moyens pour la prompte création du chemin de fer Transsibérien. La première se compose de MM. le comte Worontzof, ministre de la Cour, Dournowo, ministre de l'Intérieur, Kriwocheine, gérant du ministère des voies et communications, Witte, gérant du ministère des finances et Filipof, chef du contrôle. La seconde comprend la plupart des ministres auxquels est adjoint M. Wyschnegradski, ci-devant détenteur du portefeuille des finances.

Le plus prompt et le plus sûr moyen d'aboutir à un résultat satisfaisant est-il de réunir des commissions? Hélas ! il est permis d'en douter. En Russie comme partout ailleurs une question soumise aux délibérations d'un groupe de commissaires est le plus souvent une question enterrée, et le fait que tous les membres des deux commissions appartiennent au Comité des ministres n'est pas pour démentir une règle dont on a pu constater l'application dans la plupart des pays.

Nous reviendrons prochainement sur la question du Transsibérien. Mais la raison d'être d'un ministère de l'Agriculture dans un État presque exclusivement agricole, était-il besoin de réunir encore une commission spéciale pour la rechercher ? Déjà reconnue par maintes commissions antérieures, entre autres celle présidée par M. de Plehwe, démontrée par nombre de publicistes, la nécessité de cette création est surtout attestée par la décadence rapide et ininterrompue de l'agriculture, la misère effroyable des paysans et la ruine des propriétaires.

Dès le début de la disette de 1891, nous avons signalé

comme urgente la constitution d'un ministère spécialement chargé de veiller aux intérêts des classes rurales, et nous croyons avoir prouvé d'une manière péremptoire que si une telle institution avait fonctionné lors de l'abolition du servage, bien des effets désastreux de cette grande réforme auraient pu être conjurés dans une large mesure [1]...

Au milieu des difficultés de la situation présente, la tâche du ministre des finances est peut-être encore plus ardue et plus délicate que celle du futur ministre de l'agriculture. M. Wyschnegradski a dû, comme on sait, abandonner son portefeuille après que la crise actuelle eut révélé aux yeux les moins clairvoyants les vices de son système financier, sur lequel depuis longtemps les initiés avaient perdu toute illusion. Il a eu pour successeur M. Witte, nommé gérant du ministère des finances. Jeune encore, très actif ou plutôt très remuant, M. Witte passait surtout pour un administrateur sagace et fort au courant des questions relatives aux tarifs des chemins de fer. Les personnes qui connaissaient la mesure exacte de ses capacités ne l'avaient pas vu sans regret quitter en février dernier la direction du département des chemins de fer au ministère des finances pour occuper un poste autrement gros de responsabilités, la gérance du ministère des voies et communications. Il a rempli cet emploi trop peu de temps pour pouvoir dissiper ce regret, surtout pour démontrer qu'il était à la hauteur de ses nouvelles fonctions, ou même qu'il possédait l'étoffe d'un personnage *ministrable*. Dans les monarchies on est moins habitué qu'en république au spectacle de ces générations ministérielles spontanées et, le plus souvent, de semblables improvisations donnent

1. *La Russie contemporaine*, Paris, 1891.

lieu à des déboires. Il est toujours périlleux pour un homme d'être obligé de se conquérir une position sociale *après* avoir été nommé ministre; les chutes sont presque inévitables.

C'est donc avec une sorte de consternation qu'on a vu M. Witte chargé des responsabilités infiniment plus lourdes qui incombent au gérant du ministère des finances, et cela dans un moment où la tâche de rétablir la prospérité financière du pays est particulièrement écrasante.

On raconte que le baron James de Rothschild, après avoir longuement causé avec l'amiral Greig, autrefois ministre des finances en Russie, dit à ses intimes: « J'ai toujours considéré la Russie comme un pays aux ressources presque inépuisables; ma conversation avec l'amiral n'a pu que me le prouver encore une fois : un pays qui peut se payer le luxe d'un ministre aussi complètement ignorant en matière de finances doit être un pays excessivement riche. »

Si la nomination de M. Witte devait renouveler cette preuve de la richesse de la Russie, on n'aurait pas pu mieux choisir: les questions économiques et financières lui sont, en effet, totalement étrangères. Mais la consternation générale qui a salué l'avènement du nouveau gérant était surtout causée par la conviction qu'ami intime et disciple de M. Wyschnegradski, il suivrait les mêmes errements, pratiquerait la même méthode que son prédécesseur. Or, si un système appliqué par M. Wyschnegradski, homme possédant une intelligence peu commune, une puissance de travail extraordinaire et une expérience consommée des affaires a lamentablement échoué, à quels désastres ne doit-il pas conduire entre les mains de M. Witte qui se borne à copier, en les exagérant, les défauts de M. Wyschnegradski ?

Dès son début, M. Witte semble s'être attaché à justifier les craintes éveillées par sa nomination. La crise financière dont souffre la Russie est due presque exclusivement à l'épuisement des classes rurales écrasées par les impôts qui chez nous pèsent en majeure partie sur elles. Aussi, qu'a fait tout d'abord le nouveau gérant du ministère? Non content d'augmenter dans des proportions considérables les droits déjà énormes qui frappaient les denrées de première nécessité, telles que l'alcool, la bière, le sucre, etc., il cherche à rétablir l'impôt le plus inique parce qu'il pèse exclusivement sur les classes pauvres, l'impôt sur le sel! Cette taxe dont plusieurs souverains russes, notamment la grande Catherine, accordaient la réduction comme premier don de joyeux avènement au trône, avait été abolie, il y a douze ou quinze ans à peine, pour le grand soulagement des populations rurales et aux applaudissements unanimes de l'opinion publique.

Ce serait presque faire injure à un lecteur occidental que de lui démontrer l'iniquité de l'impôt sur le sel. En Russie il est d'autant plus malfaisant que des millions de paysans vivent presque uniquement de la salaison du poisson et qu'en outre, par suite du mode de perception, l'État ne tirera qu'un faible profit de cette taxe dont tout le bénéfice restera à des intermédiaires rapaces. Le *tolle* dans la presse russe contre le projet de rétablir l'impôt sur le sel a été si unanime (l'approbation de l'inconscient et irresponsable Mestchersky, toujours prêt à applaudir aux actes du ministre qui détient la caisse, ne compte pas dans l'espèce) que M. Witte s'est vu forcé d'en tenir compte. Aussi a-t-il fait interdire aux journaux toute discussion de ses mesures fiscales et, certain de ne plus rencontrer de contradicteurs, il espère facilement obtenir gain de cause au Conseil de l'Empire!

Ses opérations de crédit n'ont pas été plus heureuses. Le marché français, — le seul encore ouvert à la Russie, — après avoir absorbé plus de 4 milliards de francs de fonds russes, en est aujourd'hui saturé (l'échec du dernier emprunt 3 p. 100, quoique dû à des causes multiples, le prouve surabondamment) et il est impossible d'y recourir de nouveau dans des conditions honorables, en ce moment surtout, où la Russie traverse une crise financière si grave. Mais M. Witte paraît ne pas s'en rendre compte, et sans cesse il renouvelle ses tentatives auprès de la maison Rothschild pour obtenir un emprunt. Dans l'espace de quelques mois, ses émissaires ordinaires ont fait trois voyages à Paris, — le dernier, il y a quelques jours à peine, — et sont allés frapper inutilement à la caisse de la rue Laffitte. Pour comble de maladresse, il vient de retirer les titres des 200 millions 3 p. 100, non placés lors du dernier emprunt, malgré les offres de prise ferme très avantageuses qu'un syndicat français lui a faites à plusieurs reprises. Certes, l'émission d'un emprunt 3 p. 100 de la part d'un pays forcé de recourir au crédit étranger était une grave erreur. Mais avouer publiquement, par le retrait des titres, l'impossibilité absolue de l'opération, est une faute de tactique bien plus lourde. C'est aussi une faute de calcul, car, en les supposant placés même à un taux bien inférieur à la cote actuelle, leur parité eût encore été plus avantageuse pour le Trésor que celle des titres 4 p. 100 que M. Witte cherche à émettre...

Le ministre des finances vient de publier le tableau provisoire des dépenses et des recettes pour les huit premiers mois de l'année 1892.

Les recettes ordinaires pour ces huit mois se montent en chiffres ronds à 529 millions de roubles.

Les dépenses, tant ordinaires qu'extraordinaires, s'élèvent, pour l'année 1892, à 646 millions.

A cette somme s'ajoutent les 115 millions dépensés du commencement de l'année courante pour le compte de l'année 1891, soit un total de 761 millions.

Les dépenses ont donc, pendant huit mois, dépassé les recettes de 232 millions de roubles.

Les 219 millions de disponibilités que le Trésor possédait à la fin de 1890 ayant été épuisés pour combler le déficit de 1891, celui de cette année a dû être comblé en partie par des emprunts et par l'émission de roubles papier. Ces emprunts que le budget du ministère déguise sous l'euphémisme de *recettes extraordinaires* se divisent en :

Recettes à l'étranger (emprunt 3 p. 100).	92 500 000	roubles.
Recettes à l'intérieur (emprunt 4 1/2 p. 100, etc.)	74 500 000	—
Total.	167 000 000	—

Le déficit total pour l'année 1892 sera probablement de 300 millions de roubles (plus d'un tiers du budget !) ; il resterait donc à trouver encore 300 — 167 = 133 millions de roubles.

Les plus grandes diminutions de recettes, en 1892, comparativement à l'année 1891, portent sur : les douanes (7 millions), l'alcool (5 millions), et les remboursements par les paysans du prix de rachat (7,7 millions). Cette dernière rubrique qui, déjà l'année dernière, accusait une moins-value de 7 millions sur l'année 1890, et de 18 millions sur l'année 1885, est l'indice le plus grave de l'appauvrissement des paysans.

Par contre, l'exploitation des chemins de fer de l'État, grâce surtout aux transports de blé dans les

gouvernements atteints de la disette, a rapporté 9,5 millions de plus que l'année précédente.

Tous ces chiffres ont une éloquence suffisante.

M. Witte aura donc fort à faire. Environ 200 millions de roubles (500 millions de francs) de déficit pour l'année 1891, probablement 750 millions pour l'année 1892. Il y a là un état de choses grave. Une grande habileté dans le maniement des chiffres — même doublée d'une complète confiance en soi-même — ne saurait donner le change sur les difficultés présentes.

(*Nouvelle Revue*, 15 décembre 1892.)

... L'ancien ministre des finances, M. Wyschnegradski, qui convoitait la succession de M. Abaza, a dû se contenter de quelques diamants ajoutés à sa plaque d'Alexandre Newsky, avec accompagnement d'un long rescrit impérial. Ce document suggère au *Nouveau Temps* du 16 janvier la réflexion suivante : « Dans ce rescrit il n'est pas fait mention des opérations de conversion qui occupaient une place dominante dans l'activité de M. Wyschnegradski comme ministre des finances. Ce détail a attiré l'attention générale. » Il y a de quoi !...

M. Witte et son collège aux voies et communications, M. Krivocheine, viennent d'être confirmés dans leurs postes ministériels. Espérons que désormais M. Witte, rassuré de ce côté, supportera moins impatiemment le jugement de ses actes administratifs et n'y verra plus la preuve d'une hostilité systématique, s'acharnant à miner sa situation. Un homme chargé, dans ces temps difficiles, d'une si lourde tâche, doit être heureux de soumettre sa gestion à une critique compétente et sans parti pris. Cela atténue sa propre responsabilité et peut lui apporter le concours d'une expérience et de lumières qui lui manquent.

Pendant les derniers mois, le Conseil de l'Empire

n'a pas manqué d'exercer une semblable critique sur les projets d'impôts nouveaux présentés par le successeur de M. Wyschnegradski. La discussion de la funeste taxe sur le sel a été renvoyée à la session prochaine. M. Witte a dû retirer son projet d'impôt locatif, plus justifiable en principe, mais dont l'élaboration trop hâtive nécessite un remaniement complet. Par contre, le Conseil de l'Empire lui a accordé, non sans hésitation, l'augmentation des droits sur les sucres, sur les allumettes, etc. La perception de l'impôt sur les sucres a dû être ajournée par égard pour certains droits acquis. Les allumettes et les boissons hygiéniques, telles que la bière, etc., supporteront donc seules tout le poids des nouvelles impositions. M. Witte, qui interdit à la presse la discussion de ses édits fiscaux, si onéreux pour une population déjà surchargée, a daigné en entreprendre l'apologie dans un factum quelque peu prolixe, dont il a accompagné la publication de ses projets d'impôts nouveaux. La conclusion vraiment surprenante de ce plaidoyer est que les taxes projetées sont destinées à accroître les revenus du fisc très gêné. Qui s'en serait douté ?...

Si le consentement du Conseil de l'Empire est indispensable pour la création de nouvelles ressources budgétaires, il reste encore au ministre des finances un vaste champ, où il peut sans contrôle exercer sa bouillante activité, et appliquer les procédés d'un empirisme toujours hardi, sinon toujours très heureux. Aussi en profite-t-il très largement. Une de ses mesures les plus risquées est celle destinée à combattre la coalition des raffineurs qui, maîtresse du marché du sucre, abuse de son monopole pour exagérer les prix de vente. Les coalitions et les accaparements des producteurs étant aussi sévèrement interdits en Russie que les grèves ouvrières, le gouvernement dispose de

tous les moyens voulus pour paralyser les manœuvres des syndicats les plus puissants. Indépendamment des armes fournies par la légalité, un ministre habile pourrait contrecarrer les agissements de quelques gros producteurs, en encourageant les petits raffineurs extrêmement nombreux en Russie, et en les mettant à même de lutter contre les accapareurs. Il est vrai que cette manière de procéder, tout en étant très pratique, nécessiterait des études préalables assez complexes. Pour supprimer les excès de la spéculation, M. Witte a trouvé un moyen fort original et d'une simplicité grande, comme toutes les choses géniales : il a chargé la succursale d'une maison de banque de Kief de spéculer à son tour sur le sucre pour le compte du Trésor, en achetant à l'étranger du sucre à un prix maximum déterminé pour le revendre ensuite en Russie à un prix minimum également fixé. Autrement dit, l'État lutte contre les producteurs nationaux en appelant à la rescousse l'industrie étrangère ! Ce qui relève encore la beauté de cette conception, c'est que la chose a lieu dans un pays protectionniste jusqu'à la prohibition et que le même État paye aux raffineurs qu'il combat, des primes d'exportation pour le sucre ! Si nous ajoutons que beaucoup de ces industriels comptent parmi les gros actionnaires de la banque privée qui doit spéculer contre eux, on comprendra aisément quel vaste champ M. Witte vient d'ouvrir aux tripotages ingénieux et aux coups de Bourse, d'autant plus hardis, que c'est le Trésor seul qui en paiera les frais.

Aussi la mesure dont il s'agit a-t-elle eu pour premier résultat d'*augmenter* encore le prix du sucre dans certaines régions. Mais cela a trop vite éveillé l'attention publique et il a fallu se modérer. Les faiseurs se rattraperont avec le temps...

Il était cependant permis d'espérer que la spéculation sur le rouble suffirait largement au besoin d'agiotage qui tourmente certains ministres. Ou bien, les résultats de cette spéculation prétendument inspirée par la nécessité de combattre les manœuvres des baissiers sont-ils devenus trop onéreux pour le Trésor ? On serait tenté de le croire en présence de la nouvelle *création* de M. Witte. Sur son ordre, les banquiers de Saint-Pétersbourg avaient avisé, il y a quelques jours, leurs confrères de Berlin, que désormais ils ne pourraient plus solder leurs comptes par l'envoi de roubles à l'étranger ; ils les régleront dorénavant par des traites sur Londres ; si les banquiers berlinois tenaient absolument à posséder des roubles papier, force leur serait de les faire chercher à Pétersbourg même par leurs employés. Cette mesure machiavélique, qui tendait à désarmer les fameux baissiers, a obtenu un succès d'hilarité universelle. M. Witte a oublié que pour payer en traites sur Londres, les banquiers seront forcés de les acheter, ces traites ne poussant pas toutes seules sur le sol marécageux de Wasili-Ostrof.

Or, ils ne peuvent payer ces achats qu'en banknotes, à moins que M. Witte ne mette à leur disposition l'or chèrement acheté par son prédécesseur. Et croit-il que, quand il s'agit de millions, les Berlinois reculeront devant la dépense de quelques centaines de marks, pour aller chercher les banknotes à Pétersbourg même? Tout cela est ridiculement enfantin. Le seul et unique moyen pour notre ministre des finances de déjouer les manœuvres des baissiers, c'est de cesser lui-même de jouer à la hausse sur le rouble.

Toute opération de Bourse suppose une contrepartie : s'il n'y avait pas de spéculateurs à la hausse, il serait impossible de jouer à la baisse. Ayant eu la

funeste idée de relever le cours des banknotes russes, dont la dépréciation a été amenée par d'inéluctables causes économiques et financières, M. Wyschnegradski s'était mis, en 1888, à jouer à la hausse du rouble sur le marché berlinois. Cette tactique a eu pour effet infaillible d'engendrer à Berlin une foule considérable de joueurs à la baisse. Sûrs de trouver un acheteur, ils n'hésitaient pas à vendre autant de roubles qu'ils pouvaient; les agents mêmes de M. Wyschnegradski jouaient le plus souvent — et à coup sûr — contre le ministre. De la sorte, le rouble a perdu son caractère d'unité monétaire, pour devenir un simple objet de spéculation, et l'on a vu des wagons remplis de banknotes russes faire constamment la navette entre Berlin et Saint-Pétersbourg. C'est en rendant plus difficile (*sic!*) le *retour* des roubles de Pétersbourg à Berlin que M. Witte veut combattre le jeu des baissiers. Il a pour cela un moyen plus simple et plus sûr: qu'il ne les fasse pas *venir* de Berlin à Pétersbourg. Qu'il cesse de jouer à la hausse et les baissiers disparaîtront d'eux-mêmes; le cours du rouble ne sera fixé que par sa réelle valeur, c'est-à-dire par l'état des finances russes et par le bilan du commerce extérieur...

Le rapport de M. Witte sur le budget de 1893 nous arrive trop tard pour que nous puissions le discuter utilement aujourd'hui. Les dépenses prévues s'élèvent au chiffre de 1 040458 385 roubles; par une heureuse coïncidence, M. Witte prévoit exactement la même somme — à un rouble près — comme total des recettes. Pour les dépenses, nous nous fions à l'évaluation du ministre: le chiffre prévu sera atteint, sinon dépassé. En ce qui concerne les recettes, il nous est difficile de partager l'optimisme des prévisions ministérielles. Nous reviendrons ultérieurement sur ce sujet.

En présence de ce fait que — pour la première fois, croyons-nous, — les dépenses du Trésor russe atteignent un milliard, bornons-nous à répéter le mot célèbre : « Saluez ce milliard, vous ne le reverrez plus jamais. »

(*Nouvelle Revue*, 1er février 1893.)

LE BUDGET DE M. WITTE POUR 1893 : RECETTES

Avant de passer à l'examen du budget de M. Witte pour 1893, il est intéressant de montrer comment a été définitivement réglé celui de 1891, dont le Contrôle de l'Empire vient de publier les résultats. La balance générale de ce budget s'établit par un excédent des dépenses sur les recettes de 150 977 163 roubles (p. 51 du Rapport présenté au Conseil de l'Empire par S. Ex. M. le Contrôleur de l'Empire, édition française).

Ce déficit de 181 millions a eu pour effet de réduire à 35 millions, au commencement de l'année 1892, les disponibilités du Trésor qui, au début de l'exercice 1891, étaient de 219 millions de roubles (p. 70).

Presque en même temps que ce rapport, le *Journal* (français) *de Saint-Pétersbourg*, du 16/28 janvier, publiait le tableau officiel des dépenses et des recettes pour l'exercice des dix premiers mois de l'année 1892. Le résultat n'est pas plus satisfaisant :

Dépenses ordinaires	767 795 000 roubles.
— extraordinaires. .	163 434 000 —
	931 229 000 —
Recettes ordinaires.	712 460 000 roubles.
— extraordinaires . .	168 174 000 —
	880 634 000 —

soit un excédent des dépenses sur les recettes de 50 595 000 roubles. Mais comme les 168 millions de

recettes extraordinaires proviennent de deux emprunts (3 p. 100 or extérieur de 1891 et 4 1/2 p. 100 intérieur de 1892), le déficit réel pour l'exercice des *dix premiers mois de* 1892 est de 218 millions 595 000 roubles.

Pour mieux faire comprendre combien les terribles déficits de deux années consécutives rendaient difficile l'établissement du budget de 1893, il est utile de donner les chiffres exacts du commerce extérieur de la Russie ponr le même laps de temps. Ces chiffres, nous les trouvons dans le rapport même sur le budget de 1893 adressé par M. Witte à l'empereur.

Exportations pour les onze mois de 1892 (la Finlande comprise): 433 millions de roubles, contre 669 millions en 1891.

Importations : 342 millions en 1892 contre 321 millions en 1891. Le bilan du commerce extérieur en faveur de la Russie n'est donc que de 91 millions de roubles en 1892, contre 348 millions en 1891.

Rappelons que, par suite de la disette, les exportations de blés ont été interdites pendant le second semestre de l'année 1891, et que cette interdiction n'a été levée en 1892 que le 30 avril pour le maïs et l'avoine, le 4 juin pour toutes les céréales à l'exception du seigle, et le 7 août pour ce dernier.

En face d'une situation aussi grave, — les déficits atteignant presque au tiers du budget ordinaire, et le bilan des exportations diminuant de 250 p. 100, — le devoir d'un ministre des finances, réellement soucieux de sa mission et conscient de l'écrasante responsabilité qui lui incombe, paraissait tout tracé : faire un exposé franc et sincère de la situation du Trésor et de la crise économique qui sévit sur le pays, réduire autant que possible les dépenses de l'État, rechercher les moyens les moins onéreux pour parer à

l'inévitable déficit de l'année prochaine, et mettre à l'étude toutes les questions se rattachant à l'amélioration des conditions économiques de la population. La crise étant en grande partie due à des causes accidentelles, il fallait surtout éviter l'emploi des moyens empiriques qui pouvaient la rendre permanente.

Certes, il serait absurde de désespérer des finances d'un grand empire comme la Russie qui possède d'immenses richesses naturelles, et ne demande qu'à être bien administré pour satisfaire aisément aux exigences croissantes du fisc. Mais, sans s'abandonner à un pessimisme exagéré, le ministre ne devait pourtant pas dissimuler qu'avec une dette de plus de 17 milliards de francs (un milliard de plus que l'Angleterre, la nation la plus riche en capitaux) qui absorbe pour le service des intérêts près d'un tiers des recettes ordinaires, il est temps de s'arrêter dans la voie des emprunts, devenus d'ailleurs presque impossibles, et que, dorénavant, c'est dans une économie sage et persévérante qu'il faut chercher le salut du pays et l'équilibre de ses finances. Loin de vouloir endormir le pays dans une sécurité factice il fallait avant tout lui dire la vérité tout entière. Pour que la population ruinée et écrasée par les exigences du fisc accueille avec résignation les nouveaux sacrifices qu'on allait lui imposer, il fallait au moins lui en prouver l'inéluctable nécessité.

Telle n'a pas été la manière d'agir de M. Witte. Son rapport à l'empereur, exposant les prévisions du budget de 1893, débute par une véritable fanfare de triomphe. Penser à l'économie quand les derniers budgets ont abouti à des déficits effrayants et tels que la Russie n'en a jamais connu, allons donc! Quand les arriérés d'impôts et de créances du Trésor formaient déjà, au 1er janvier 1891, l'incroyable total de

1 275 285 245 roubles, et que, pour la seule année 1891, ils se sont encore accrus de 231 millions et demi de roubles (rapport du contrôleur de l'Empire, p. 76), le ministre a même la folle audace d'enfler les dépenses pour l'année courante jusqu'au formidable chiffre de 1 040 458 385 roubles !

Pour trouver les ressources correspondantes, son moyen est simple : il prévoit des recettes ordinaires de 961 222 143 roubles et se propose de couvrir le reste des dépenses par des opérations de crédit, en d'autres termes, par un emprunt de 68 millions et demi de roubles et une dizaine de millions de recettes extraordinaires.

Oubliant qu'il ne s'agit que de recettes *prévues*, M. Witte déclare avec assurance : « Il résulte de ces données que les recettes ordinaires *dépassent* (*sic*) les dépenses ordinaires de 13 531 758 roubles !!...

Il se garde bien d'ajouter que, quand même, par impossible, ses prévisions se réaliseraient, la balance générale du budget se clôturerait encore par un déficit de 55 millions de roubles, puisqu'il se propose d'emprunter 68 millions !

Sur quoi se fonde l'optimisme de M. Witte ? Sur les budgets antérieurs ? Les résultats en sont plus qu'inquiétants, comme nous venons de le constater d'après des documents officiels. Sur les pronostics d'une brillante récolte ? Non plus, puisque lui-même reconnaît que dans 50 départements de la Russie d'Europe, la récolte sera certainement fort *au-dessous* de la moyenne et que certaines régions du midi souffriront de la disette au moins autant qu'en 1891.

Dans son long et diffus rapport rempli d'éclatantes contradictions, de contre-vérités qui sautent aux yeux et d'aveux excessivement compromettants pour le crédit de la Russie, nous ne découvrons pas *un seul* indice

autorisant l'espoir que le déficit, en 1893, ne dépassera pas la somme indiquée plus haut de 55 millions de roubles. Au contraire, une analyse, même sommaire, démontre aisément qu'il excédera même celui de 1892, et cela au moins dans la proportion où les dépenses ont été augmentées.

La preuve en est facile à trouver dans le rapport même de M. Witte. Le ministre prévoit, en 1893, une augmentation de recettes de 86 millions de roubles sur 27 chapitres et une diminution de 11 millions et demi sur 5 chapitres. Une partie de ces augmentations, ajoute M. Witte lui-même, ne sera qu'apparente et proviendra, non d'un véritable accroissement des recettes, mais de la dépréciation du rouble papier qui, calculé en 1892 au prix de 1 r. 19 kopeks pour 1 rouble or, ne l'est qu'au prix de 1 r. 70 kopeks pour l'année 1893.

Cette augmentation toute fictive réduit d'au moins 10 *millions* la somme de 86 millions.

Sur les boissons, M. Witte prévoit une plus-value de 14 millions 3/4, due en partie à l'aggravation de certains impôts. Depuis 1889, les recettes provenant de ce chapitre vont toujours en déclinant (275 millions de roubles en 1889, 268 millions en 1890, 247 millions 1/2 en 1891 et environ 242 en 1892). Au point de vue de la prospérité économique du pays, rien n'est plus heureux que la décroissance des impôts prélevés sur l'ivrognerie, le vice le plus désastreux et le plus ruineux du peuple russe[1]. Sans raison aucune, M. Witte inscrit au budget de 1893 pour ce chapitre 257 millions 1/3 ! En admettant même que les nouveaux im-

(1) L'ivrognerie des paysans, sur laquelle le *Swiet* a publié dernièrement une série d'études si remarquables et si instructives, est le principal fléau de notre population rurale et la cause majeure de sa ruine.

pôts établis par lui réussissent à arrêter la baisse des recettes, il faut biffer les 14 millions 3/4 qu'il fait figurer arbitrairement dans son rapport.

Les augmentations prévues de 16 millions sur le sucre, le pétrole et les allumettes sont, malgré les nouveaux droits, exagérées au moins de moitié ; il y a donc encore 8 millions à réduire sur ce chapitre.

La prévision la plus fantaisiste est certainement celle de 24 millions de roubles sur les douanes. Pour la motiver, M. Witte a recours à un petit stratagème vraiment déplacé dans un document sérieux adressé au souverain. Il énumère les recettes des douanes dans les dernières années :

1889.	80 000 000	roubles or.
1890.	82 500 000	—
1891.	79 250 000	—
et prévoit pour 1893.	78 500 000	—

Le tableau ainsi présenté fait paraître la prévision très naturelle. Mais M. Witte a omis de mentionner l'*année* 1892 qui donne environ *63 millions*, soit, par rapport à 1891, une moins-value d'environ 24 millions de roubles papier. Si, en 1893, ce rendement doit tomber de 1 million 1/4, comparativement à l'année *précédente*, c'est à peine 62 millions de roubles or et non 78 millions 1/2 qu'il faut prévoir.

Les autres évaluations ne sont pas moins arbitraires. Citons encore un chapitre qui a son importance : sur le rachat des paysans, M. Witte prévoit 3 millions d'excédent pour l'année 1893. Or, ces annuités de rachat sont constamment en baisse depuis six ans, et, rien que pour les anciens serfs des particuliers, elles sont tombées, de 43 millions 1/2 en 1887, à 27 millions en 1892. En 1891, les annuités de rachat de tous les paysans ont fléchi ensemble de 19 millions de roubles

(p. 11 du Rapport du Contrôleur de l'Empire); en 1892, pour neuf mois, la baisse a été de 7 millions 1/2. Les brillantes récoltes des années 1888, 1889 et 1890 n'ont pu arrêter cette décroissance continue des annuités, suite de l'appauvrissement progressif des paysans, et M. Witte compte sur un relèvement subit en 1893 où, selon lui, « dans 50 gouvernements, la récolte sera au-dessous de la moyenne »! Le mieux qui puisse arriver, c'est que la baisse ne dépasse pas celle de 1892, c'est-à-dire qu'elle ne soit que de 7 à 8 millions.

Rien que sur les quelques chapitres examinés, il faut donc déduire des 86 millions d'augmentation prévus environ 60 millions. Pour le reste, les prévisions ne sont pas mieux fondées. Si les recettes ordinaires, en 1893, atteignent 900 millions de roubles (au lieu des 961 millions de M. Witte), ce sera déjà un résultat brillant et fort au-dessus de ce qu'on peut raisonnablement espérer, 61 millions plus 68 que M. Witte attend d'un emprunt, cela fera déjà un déficit de 129 millions.

Mais l'auteur du rapport a complètement oublié les fonds nécessaires pour régler l'arriéré de 1892 et des années précédentes. Ces sommes qui restent à payer sont toujours allées en augmentant : de 139 millions en 1886, elles sont arrivées à 224 millions en 1892 (p. 56 du Rapport du Contrôleur). Sur ces 224 millions, 123 ont été dépensés pendant les dix premiers mois de l'année. Quelle sera la somme nécessaire pour 1893 ? Il est difficile de la préciser dès à présent, mais on voit, dans tous les cas, qu'ici comme pour les arriérés d'impôts il s'agit de centaines de millions.

M. Witte a naturellement conscience de la frivolité de ses prévisions ultra-optimistes, et pour justifier l'augmentation considérable des dépenses dans un moment de crise économique, et quand le Trésor, d'après son propre aveu, « ne disposera, pour le 1er jan-

vier 1893, que d'une somme libre de 30 millions de roubles », il consacre trois grandes colonnes (le rapport entier en occupe quatorze dans un journal de grand format) à exposer ses théories financières. On peut les résumer en quelques mots. Nous laissons de côté la longue démonstration de cette vérité banale que les impôts indirects sont les plus élastiques. Le fond du système ministériel, le voici : M. Witte est « convaincu que la marche régulière de l'administration financière, l'amélioration du crédit de l'État n'est possible que quand l'équilibre entre les dépenses et les recettes est stable ». En conséquence, « pour pouvoir dépenser beaucoup, il suffirait d'augmenter autant que possible la tension des forces imposables ». Les crises économiques que traverse le pays ne doivent pas être un obstacle à l'accroissement des impôts. Cela est surtout vrai dans un pays comme la Russie, qui jouit d'un régime paternel, et où, en temps de disette, le gouvernement est forcé de faire de grands sacrifices pour empêcher la population de mourir de faim. Or, pour se mettre en mesure de faire ces sacrifices, l'État ne devrait pas craindre d'accroître, même à l'excès, les charges des contribuables. Les nouveaux impôts formeraient ainsi, selon l'expression même du ministre, « une sorte de prime d'assurance » contre les suites des crises que le pays traverse.

Ce fameux système de M. Witte, qui lui a valu de la part de M. Mestchersky le titre de « regénérateur de la patrie », consiste donc à ruiner la population par des impôts, afin que le gouvernement puisse lui venir en aide, une fois que la ruine se sera manifestée par la famine. Ce système n'est autre que celui d'Ugolin qui dévorait ses enfants « pour leur conserver un père ». La famine a pour principale cause les impôts qui écrasent les paysans ; ces malheureux, pressurés par

les exigences du fisc, ont vendu leur bétail, leurs outils, *jusqu'aux toits de leurs maisons* et se sont livrés pour des années d'avance aux usuriers qui leur extorquent jusqu'à 1400 p. 100 sur leurs prêts. Ils meurent de faim, non pas le plus souvent parce que la terre ne leur a pas donné de blé, mais parce qu'ils sont obligés de vendre ce blé en herbe pour payer leurs impôts[1]. Il est vrai que, quand la disette est arrivée, le gouvernement russe, sur la bienfaisante initiative de l'empereur, leur est venu largement en aide; mais M. Witte sera certainement le seul à conclure de ce fait qu'il faut rendre plus écrasantes encore les charges des paysans afin d'avoir l'occasion de voler à leur secours. Il oublie aussi qu'une « prime d'assurance », pour remplir son objet, doit avant tout être accumulée; du moment qu'on la dépense immédiatement, ce n'est plus une prime d'assurance ou plutôt c'est *une prime d'assurance destinée à incendier la maison assurée...*

En dehors du *Grajdanine*, les journaux russes ont fait un accueil glacial à ce nouveau système exposé avec une grande assurance — sans jeu de mots — et leurs critiques, bien que formulées timidement à cause de la censure, n'ont pas laissé d'être significatives.

Nous examinerons, dans notre prochain article, le budget des dépenses de M. Witte, bien plus instructif encore que le budget des recettes.

(*Nouvelle Revue*, 15 février 1893.)

(1) Nous lisons dans le *Journal* (français) *de Saint-Pétersbourg* du 15/27 janvier : « Pendant les dernières vingt années, l'exportation du blé à l'étranger a augmenté de 120 p. 100, tandis que la production de céréales n'a crû que de 18 p. 100. En 1870 déjà nous étions loin de posséder des excédents, et depuis lors la population a sensiblement augmenté; il paraît donc certain que l'accroissement de l'exportation, loin d'être consolante, doit susciter de graves appréhensions. »

BUDGET DE M. WITTE : DÉPENSES

Les recrues fraîchement incorporées, ignorant les vrais dangers de la bataille, sont les plus téméraires au feu. M. Witte, très novice en matière de finances, se trouve un peu dans le même cas. Mais l'audace seule est impuissante contre les implacables lois mathématiques. Si la jonglerie avec les chiffres suffit pendant un certain temps pour jeter la poudre aux yeux, deux fois deux font tout de même quatre, et un déficit arrivé à un tiers du budget reste un fait excessivement grave.

La presse française, pour des raisons de sympathies patriotiques, préfère fermer l'œil sur la véritable situation des finances russes et elle a grandement tort. La France possède environ pour 5 milliards de francs de fonds russes ; le devoir de la presse n'est donc pas d'endormir le public dans une fausse sécurité. Si le ministre russe peut aisément faire la sourde oreille aux critiques venant des camps ennemis, — et Dieu sait si la presse anglaise et allemande en sont prodigues, — il sera bien forcé de tenir compte des observations et des conseils d'une presse amie. Dans les pays parlementaires l'opposition par la voix de la presse et des Chambres peut toujours avertir le souverain que son ministre le trompe et qu'il le mène aux désastres. Si le souverain dédaigne ces avertissements, il n'a qu'à s'en prendre à lui-même quand, comme en Portugal par exemple, la catastrophe arrive. Mais dans les pays autocratiques le souverain est presque sans défense contre les menées funestes d'un ministre, surtout quand il s'agit de questions exigeant des connaissances spéciales. Un ministre qui abuse de la signature de son souverain pour couvrir ses agisse-

ments commet en réalité un acte de lèse-majesté et de haute trahison.

L'Allemagne et l'Angleterre ont, à Pétersbourg, parmi les attachés d'ambassade, des agents financiers et commerciaux. La Russie a toujours eu un agent financier à Paris. Pourquoi la France, dont une grande partie du capital national est engagée dans les fonds russes, ne posséderait-elle pas un agent financier compétent à Saint-Pétersbourg ? L'Allemagne, qui a expulsé les fonds russes de son marché, est sur le point de conclure un traité de commerce avec la Russie excessivement favorable à ses intérêts, et cela malgré l'opposition des agrariens ; M. Witte feint d'être opposé à la conclusion de ce traité, *quoique, depuis le 9 novembre, il se soit irrévocablement engagé à le signer*. Est-ce que la signature d'un traité de commerce français n'aurait pas dû précéder — ne serait-ce que par pure convenance — celle d'un traité avec l'Allemagne ? La France a encore d'autres articles susceptibles d'être importés en Russie en dehors de son or. Un agent financier du gouvernement français aurait pu le rappeler à M. Witte, et décider le gouvernement russe à ne pas charger de la transformation de ses fusils de préférence les fabricants de Liège, à ne pas commander ses torpilles à Spandau et ses navires de guerre aux chantiers anglais. La présence d'un agent financier français à Saint-Pétersbourg aurait aussi empêché M. Witte de faire sa dernière opération, aussi blessante pour le marché de Paris qu'onéreuse pour le Trésor russe : après avoir refusé à un groupe de banquiers de Paris de leur vendre le reliquat de l'emprunt 3 p. 100 non placé en 1891, M. Witte vient de le céder à un syndicat berlinois qui, de son côté, cherche à écouler cet emprunt sur le marché de Paris. M. Witte a accepté en paiement des

roubles papier, abandonnant aux banquiers allemands l'avantage de profiter de l'or français. Cette incroyable opération tout à l'avantage des Berlinois a été imaginée pour provoquer une hausse artificielle et de courte durée du rouble crédit !...

Mais revenons au budget de M. Witte.

Parmi les dépenses extraordinaires que M. Witte projette d'effectuer à l'aide de ses augmentations d'impôts, il faut placer en première ligne le chemin de fer Transsibérien. Il affecte à cette construction la somme de 150 millions de roubles. Mais n'ayant qu'une confiance médiocre dans la réalisation de ses prévisions budgétaires, il se propose d'emprunter à cette fin 57 millions, et de trouver ailleurs les 93 autres millions... La proposition de M. Witte devient ici d'une gravité telle, que nous sommes forcé de citer le texte de son rapport : « *C'est pourquoi il a été décidé d'employer pour ce besoin 92,7 millions de roubles crédit qui ont été remis par le Trésor à la Banque de l'État, conformément à l'Oukase impérial du 1er janvier 1881, pour être détruits, et que la Banque n'a pas détruits jusqu'à présent, vu l'impossibilité de le faire sans gêner le commerce et l'industrie.* »

De cet aveu dépouillé d'artifice, il résulte que la Banque d'État, au lieu d'anéantir les billets de crédit dont un oukase impérial a ordonné la destruction, les remet tranquillement en circulation « afin de ne pas gêner le commerce et l'industrie ». Et le ministre des finances, le chef hiérarchique de cet établissement, au lieu d'en livrer les administrateurs à la justice pour *émission de roubles crédit... douteux*, déclare qu'il emploiera ces valeurs à construire le Transsibérien ! Il a recours à des mesures tantôt enfantines, tantôt odieuses contre les prétendus spéculateurs à la baisse

sur le rouble papier, comme si son propre aveu ne suffisait pas pour le déprécier à jamais.

L'histoire de ces malheureux roubles crédit, on la soupçonnait depuis longtemps dans les cénacles d'initiés, mais on se gardait bien de l'ébruiter dans la crainte d'ébranler complètement la confiance publique. Pour couvrir les dépenses de la dernière guerre russo-turque, le Trésor a, entre autres opérations de crédit, emprunté 400 millions de roubles à la Banque d'État, après l'avoir autorisée à émettre de nouveaux billets de banque jusqu'à concurrence de cette somme. Les oukases du 1er janvier 1881 et du 8 juin 1884 stipulaient que cet emprunt serait remboursé partie en billets de banque, partie en rentes perpétuelles 5 p. 100 or, versées par annuités à la Banque. Comme de juste, celle-ci devait immédiatement détruire un nombre correspondant de billets de banque. Les versements ont été terminés par le Trésor en 1888 et nous lisons, en effet, dans le rapport du Contrôle de l'Empire pour cette année, que « la dette contractée à ce sujet par l'État était *définitivement* éteinte ». (Rapport du contrôleur pour l'année 1888, p. 58.)

Ainsi les 400 millions de roubles devraient être brûlés au moins depuis cinq ans. Mais ceux qui s'étaient donné la pénible tâche d'étudier dans les rapports du Contrôle le mouvement des roubles crédit, se doutaient bien qu'il n'en était rien et que les roubles versés par le Trésor avaient été remis en circulation, *sans même que le Trésor fût crédité par la Banque d'une somme équivalente*. Une partie de ces billets continue même à figurer dans le passif de la Banque, notamment la somme de 266 263 146 roubles avec la mention: « Oukase du 1er janvier 1881. » La fameuse *rente perpétuelle 5 p. 100 or*, qui a ceci de particulier *qu'elle ne*

donne aucun revenu et, par conséquent, ne vaut pas le papier sur lequel elle est imprimée, figure dans le bilan de la Banque parmi les valeurs publiques lui appartenant pour une somme de 219823617 roubles.

Non seulement M. Witte avoue naïvement cette fraude coupable, mais il se propose de construire le Transsibérien à l'aide de ces roubles crédit qui ont juste la valeur des assignats ; il oublie même qu'étant mis en circulation depuis de longues années, ils sont également perdus pour le Trésor et pour la Banque !

Le rapport de M. Witte finit par un air de bravoure. Le même ministre qui vient de faire une déclaration si grave au sujet des roubles crédit russes avertit les baissiers sur les roubles que le Trésor possède une somme disponible d'environ 240 millions de roubles or, *indépendamment des* 210 *millions* servant de garantie aux roubles crédit émis d'une manière permanente et des 150 *millions* de roubles or, déposés pour gager le nombre équivalent de roubles papier émis à titre provisoire en 1891 et 1892.

Dans plusieurs communiqués officieux destinés à combattre la baisse des valeurs russes, il était déjà vaguement question de ces 240 millions de roubles or (près d'un milliard de francs !) que le Trésor russe posséderait en dehors des 360 millions déposés à la Banque. Mais c'est la première fois que le rapport officiel du ministre signale l'existence de cette formidable réserve. La première chose qui frappe le lecteur du document ministériel, c'est la contradiction flagrante entre cette affirmation et l'aveu fait un peu plus haut que les disponibilités du Trésor pour le 1er janvier ne seront que de 30 *millions de roubles papier* ; or, 240 millions de roubles métalliques valent environ 400 *millions de roubles papier*.

Surpris de cette étrange contradiction, le lecteur

perplexe cherche à éclaircir ses doutes en consultant le tableau du budget de 1893, annexé au rapport de M. Witte. Là, parmi les sommes or comptant, qui se trouvaient à la disposition du ministre des finances à la date du 20 décembre 1892 (1er janvier 1893), il voit :

Or

Dans la Banque de l'État.	57 331 222
A la Monnaie.	693 933
Chez les banquiers étrangers, conformément à leur compte.	30 851 525

Dans cette somme, ajoute le tableau, ne sont pas compris les 125 (?) millions roubles or déposés à la Banque d'État à titre de garantie pour la même somme de roubles crédit empruntés par le Trésor.

Ensemble, cela fait bien environ 214 millions, mais le rapport du ministre parle de 240 millions *en dehors* des 150 (?) millions déposés à la Banque à titre de garantie pour les roubles empruntés. L'embarras du lecteur redouble quand il interroge le bilan officiel de la Banque d'État du 4 janvier 1893. Là, il trouve réellement l'indication de 150 (et non 125) millions de roubles or déposés en garantie, et en outre : « Or et argent appartenant au Trésor au prix nominal de 91 228 128 roubles » au lieu des 57 millions du tableau ministériel !

Toujours pas de trace des 240 millions que M. Witte attribue au Trésor *en dehors* des 150 millions déposés en garantie et des 210 appartenant à la Banque !

Dans l'impossibilité de concilier toutes ces contradictions et de découvrir où gît ce milliard de francs en or, force nous est de rechercher dans les comptes du Contrôle de l'Empire d'où peut provenir ce milliard mystérieux qu'on n'acquiert pas sans une certaine dé-

pense et qui ne pousse pas non plus spontanément.

Or, nous relevons les données suivantes dans le rapport récemment publié du Contrôle de l'Empire pour l'année 1891 (édition française, section V, page 69) : L'encaisse du Trésor « s'élevait au 1er janvier 1891 à 162 995 793 r. 82 kop ». Cette encaisse faisait partie des 219 millions de roubles crédit formant « les disponibilités effectives du Trésor au début de l'exercice 1891 ». Pendant l'année 1891 cette encaisse a diminué par suite d'un premier dépôt de 25 millions de roubles or à la Banque, en garantie de la même somme en roubles crédit émis provisoirement ; ce dépôt et d'autres dépenses l'ont réduite au chiffre exact de 114 663 259 roubles pour le 1er janvier 1892, dont 29 095 731 or devaient être soldés pour l'année 1891.

Ainsi donc le Trésor débutait en 1892 par une encaisse or de 85 millions et demi (114 663 259 — 29 095 731), et cela en dehors de 25 millions déposés à la Banque à titre de garantie.

Dans le courant de 1892 l'emprunt 3 p. 100 or émis en France a pu faire rentrer dans les caisses du Trésor environ 55 ou 57 millions de roubles or, ce qui fait avec les 85 millions et demi une encaisse maxima de 142 millions et demi or. Les autres rentrées métalliques pendant l'année ont plutôt diminué (la douane a donné 63 millions et demi au lieu de 79 millions) ; mais en admettant même qu'elles aient suffi pour couvrir les dépenses or de l'État, elles n'ont rien pu ajouter à l'encaisse. De ces 142 millions et demi, on a de nouveau distrait 125 millions de roubles, déposés à la Banque à titre de garantie pour la même somme de billets de crédit. Une fois le payement des coupons de janvier 1893 effectué et les autres dépenses métalliques pour l'année 1892 réglées, il ne peut donc rester au Trésor qu'une encaisse métallique de *17 millions et*

demi, en dehors des 150 millions déposés à la Banque comme garantie des roubles papier.

En 1891 le comité des ministres fut saisi d'une proposition tendant à rétrocéder le chemin de fer de Tambow-Saratow à une compagnie privée, celle de Riazan-Kozlow, à charge pour celle-ci de prolonger cette ligne jusqu'à Ouralsk. Ce projet fut fort mal accueilli, tant dans les conseils du gouvernement que dans la presse, car il était en contradiction avec le système de rachat de tous les chemins de fer par l'État, dont le ministère poursuivait énergiquement l'application. M. Witte se rendit un jour chez M. Souvorine, directeur du *Nouveau Temps*, pour le prier de cesser son opposition, en lui représentant combien était urgente la construction de la ligne d'Ouralsk. « Je ne comprends pas, lui répondit M. Souvorine, comment il se fait que depuis des années tous les exposés financiers de M. Wyschnegradski nous annoncent de brillants budgets avec des excédents magnifiques ; et quand il s'agit de construire quelques centaines de verstes de voies ferrées, vous cédez une ligne de l'État à une société privée, afin qu'elle vous tire d'embarras ! — Comment ! répliqua avec surprise M. Witte, vous prenez au sérieux ces budgets et ces excédents ? Mais ce sont là de simples jeux d'écritures : on déplace les chiffres selon le besoin tantôt de gauche à droite, tantôt de droite à gauche, mais en réalité le Trésor n'a pas un kopek !... »

Nous tenons ce récit de M. Souvorine lui-même. Il peut servir de mot de la fin pour l'examen du budget de M. Witte.

(*Nouvelle Revue*, 1er mars 1893.)

TABLE

Pages.

Avant-Propos I

CHAPITRE PREMIER

Les exploits de M. Witte. — Enlèvement de cent millions de roubles à la Banque de l'État. — Falsification des bilans 1

CHAPITRE II

Union douanière avec l'Allemagne. — Nouveau traité de Berlin. — Rétablissement d'une alliance économique des trois empires. — Witte prisonnier de ses engagements envers l'Allemagne. — Hostilité contre la France. — Agiotage de M. Witte. — La Russie devenue le Hinterland de l'empire germanique 21

CHAPITRE III

Budgets mensongers. — Excédents fictifs. — Déficits réels et croissants. — La dette publique accrue de trois milliards en trois années. — État économique désastreux. — L'agriculture agonisante. — Ruine du commerce et de l'industrie 55

CHAPITRE IV

Pages.

Les conversions de M. Witte. — Faux emprunts. — Les dessous du nouvel emprunt 3 1/2 p. 100. — Titres de sociétés privées en déconfiture convertis en rentes sur l'État. — Titres fantaisistes. 85

CHAPITRE V

Le rachat des chemins de fer. — Agiotage et spéculations. — Syndicat Rothstein-Rosenthal. — Émissions clandestines en France. — Gaspillage effréné. — Les intérêts du trésor sacrifiés. 101

CHAPITRE VI

La réorganisation de la Banque de l'État. — Socialisme d'État. — Crédit obligatoire et universel. — Milliards d'assignats. 127

CHAPITRE VII

Le système financier de M. Witte. 151

CHAPITRE VIII

Aveux de M. Witte. — Oukase du 9 décembre. — Jeux d'écritures ingénieux. — Réponse de M. Witte à mes critiques. 175

CHAPITRE IX

Ma première campagne contre M. Witte en 1892-1893. . . . 193

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard, 19, rue des Saints-Pères. — 31940.

M. WITTE

ET LES

FINANCES RUSSES

D'APRÈS DES DOCUMENTS OFFICIELS ET INÉDITS

PAR

E. DE CYON

QUATRIÈME ÉDITION

PARIS

TYPOGRAPHIE CHAMEROT ET RENOUARD

19, RUE DES SAINTS-PÈRES, 19

—

1895

